UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Revue

des

Études Napoléoniennes

VI

P.
Fr. Hist
R

Revue

des

Études Napoléoniennes

Directeur : ÉDOUARD DRIAULT

Sine irā et studio
(Tacite. *Annales*, I, 1.)

TROISIÈME ANNÉE

Tome II

JUILLET-DÉCEMBRE 1914

140694
17/11/16.

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

LEOPARDI ET NAPOLÉON

Il ne s'agit pas ici d'un duel, comme ceux que Napoléon engagea contre Chateaubriand ou Mme de Staël. Étudions seulement l'impression que fit, sur l'âme d'un des plus grands poètes du XIXe siècle, le grand empereur.

I

Bonaparte, pour Leopardi enfant, fut d'abord comme le fléau de Dieu, chargé de tous les crimes de la Révolution.

Son père, Monaldo Leopardi, était un homme singulier. Une de ses principales fonctions sur la terre fut de protester contre les changements qu'il voyait s'opérer autour de lui, tandis qu'il demeurait immuable. Conservateur en religion, il était intraitable sur les matières de gouvernement. Toute modification politique, toute atteinte portée au pouvoir légitime représenté dans l'espèce par le Saint-Siège, lui paraissaient des injures personnelles. Sa patrie ne s'étendait pas au delà des limites des États pontificaux : encore était-ce bien plutôt la seule ville de Recanati, la plus belle de toutes, à l'en croire; telle qu'aucune autre au monde ne méritait de lui être comparée : mesure de l'univers. Monaldo Leopardi était la réaction faite homme [1].

1. Voir Piergili, Il conte Monaldo Leopardi, *Nuova Antologia*, 15 février 1882. P. Hazard, Les enfances de G. Leopardi, *Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1911, et Giacomo Leopardi, Paris, Bloud, 1913 (Collection des grands écrivains étrangers).

Or il y eut grand émoi dans les Marches, lorsqu'en 1796 on apprit que les soldats français s'approchaient. Qu'ils aient conquis le nord de l'Italie, peu importe. Mais qu'ils poussent l'audace jusqu'à faire la guerre au Pape, voilà qui est inouï. On tremble à leur nom, car on les représente comme des bêtes féroces, avides de sang humain[1]. On organise des prières publiques; on fait à Lorette de solennelles processions. Les madones remuent les yeux dans les églises, et les fidèles crient au miracle[2].

Monaldo ne manque pas de faire chanter un triduum contre les Jacobins envahisseurs. Il enrôle son frère dans les milices pontificales, s'engageant à payer, aussi longtemps que durera la guerre, son entretien, celui d'un autre cavalier, et de plus trois cents écus. Il se rend même à Rome pour faire personnellement cette offrande. Mais il ne suffit pas d'avoir une armée; encore faut-il qu'elle consente à se battre. Et Monaldo voit ses espérances ruinées à la bataille de Faenza : il nous en fait lui-même le récit :

« Tout d'un coup, on entend dire que le gros des ennemis est à Bologne et qu'ils sont décidés à marcher en avant : on court au fleuve, on met quelques canons sur le pont, et on se tient prêt à la défense. Le 2 février 1797, au matin, les Français attaquèrent au nombre de dix mille environ. Les canons du pont tirèrent, et quelques Français furent tués. Mais bien vite, les ennemis commençèrent à passer le fleuve à gué; et quand les nôtres virent que

1. C'est une scène d'un haut comique que la première rencontre, à Ancône, de bons bourgeois de Recanati venus là pour leurs affaires, avec deux officiers français envoyés en éclaireurs. Monaldo, qui ne manque pas d'humour, la raconte dans la savoureuse *Autobiographie* que nous suivons ici : « Ces officiers s'appelaient Verdier et Dufour. Le premier était plus jeune et semblait avoir un grade supérieur. Ils vinrent déjeuner dans l'hôtel où je mangeais avec quelques amis, qui tous restèrent muets et tremblants, comme des souris qui voient un chat... Ils dirent « requiem æternam » et recommandèrent leur âme à Dieu quand les Français les invitèrent à s'approcher. L'excellent Domenico Giordani, Bolonais, chirurgien à Recanati, dit en tremblant : moi aussi, j'ai l'honneur d'être républicain; et J. B. Cimini, qui ayant une femme plutôt jeune et belle en était jaloux, demanda aux officiers de lui accorder une garde quand les troupes françaises viendraient à Recanati... » (Autobiografia di Monaldo Leopardi, con appendice di Al. Avoli, Roma, 1883, in-8°, p. 50.)

2. Voir Antonio Emiliani, *I Francesi nelle Marche*, Falerone, 1912, in-8°, p. 133 : *Storie e leggende di miracoli, visioni e allucinazioni*; et, pour les témoignages contemporains, G. Marchetti, *Discorso sui prodigi operati nelle immagini di Maria Santissima*, Fuligno, 1797, in-8°; id, *Prodigi avvenuti in molte sacre immagini, specialmente di Maria Santissima, secondo i processi compilati in Roma*, Roma, 1797, in-8°. A Ancône, Bonaparte enjoint formellement aux chanoines d'avoir à faire cesser ces miracles.

les Français n'avaient pas peur de se mouiller les pieds : « Au revoir, crièrent-ils; sauve qui peut. » Et tous s'enfuirent pendant deux cents milles et ne s'arrêtèrent qu'à Foligno. Je n'exagère pas; je raconte simplement les faits qui sont arrivés de mon temps, et que j'ai vus en partie. Un certain Bianchi, commandant d'artillerie, fut accusé d'avoir chargé les canons avec des haricots. J'ai lu sa défense, et il s'est passablement disculpé : mais en fait, l'histoire des haricots est vraie; et cette mitraille-là a figuré dans la guerre entre le Pape et la France[1]... »

Les Français prennent Ancône; les Français se dirigent vers Recanati. Arrivent d'abord dix dragons, qui exigent qu'on envoie à Lorette, où se trouve le gros de leurs troupes, des provisions en abondance; ces dragons, familiers, veulent absolument trinquer avec Monaldo qui en sa qualité de maire a dû leur faire accueil. Ce n'était là que le premier de ses maux. Arrivent, en effet, des fourriers, annonçant que cinq mille hommes les suivent : vite, que le maire prépare vivres et logements! « L'épouvante que fit naître cette nouvelle est impossible à dire ». Tout accroît l'embarras de notre homme : la lâcheté des autres notables, qui se tiennent coi, et lui laissent les responsabilités; la nuit qui tombe, et semble rendre les circonstances plus tragiques; le grand nombre des maréchaux des logis et des brigadiers, qu'il prend pour des généraux, et auxquels il attribue les meilleures maisons; les exigences du général Lannes qui se divertit à le terroriser[2]. A minuit commence le défilé des soldats : « Nous n'en avions jamais tant vus; nous pensions qu'ils étaient au moins vingt mille; et nous étions glacés d'épouvante. »

On conçoit aisément qu'un adversaire décidé de la Révolution, qui la détestait par principe quand elle n'était encore que lointaine et comme théorique, dut la considérer, vue sous cette forme, comme l'abomination de la désolation. Aussi Monaldo accable-t-il de son mépris le chef de cette armée de brigands. « Le 13, 14 ou 15 du mois de février [1797], (je ne me rappelle plus le jour

1. *Autobiografia*, XXXII, p. 62.
2. Aussi Monaldo le juge-t-il ainsi : « Soit dit à sa gloire : ce général, duc et maréchal, n'était qu'un faquin ».

avec précision) passa Napoléon Buonaparte, alors général en chef de l'armée française en Italie. Il passa rapidement à cheval, entouré de gardes qui tenaient leur fusil à la main, le chien levé. Tout le monde courut pour le voir. Je ne le vis pas : je me trouvais bien sur son passage dans le palais communal; mais je ne voulus pas me mettre à la fenêtre, jugeant qu'un honnête homme ne devait pas faire à ce misérable l'honneur de se lever pour le voir[1]. »

Les événements qui suivirent ne firent que l'exaspérer. Troupes à loger, contributions de guerre à payer; interrogatoires, menaces, violences : tel lui parut le régime français. Mis malgré lui à la tête des insurgés qui s'emparèrent de Recanati, en juin 1799, il fut condamné à mort quand les républicains revinrent, dut s'enfuir en hâte, et se cacher chez des paysans jusqu'à ce que la tourmente fût passée. Il considéra les Autrichiens comme des bienfaiteurs, lorsqu'enfin ils battirent les Français; il se donna même le plaisir d'assister au bombardement d'Ancône, comme à une partie de campagne[2]. Mais la fête fut de courte durée. La seconde domination française, plus régulière et mieux assurée, fit taire sa joie et anéantit ses espoirs. Il prit le parti de vivre dans la retraite; de considérer le gouvernement napoléonien comme non avenu; de s'abstraire de la chose publique totalement; d'élever ses enfants pour des jours meilleurs, dans les bons principes : la haine de la Révolution; la haine de l'Empire; de l'homme qui personnifiait l'une et l'autre, Bonaparte devenu Napoléon[3].

Ce fut dans cette atmosphère que grandit Giacomo Leopardi, né au pire moment des troubles, au mois de juin 1798. Élevé dans cette maison boudeuse, il recueillit de la bouche de son père les récits des temps révolutionnaires et apprit à détester lui-même les temps napoléoniens. Il pouvait voir, au nombre des curiosités que renfermait le minuscule musée de la famille, des balles et des boulets soigneusement ramassés après le passage des troupes : symbole d'une domination exercée par la force. Il connut, parmi

1. *Autobiografia*, XXXV, p. 75.
2. Voir Chiarini, *Vita di G. Leopardi*, Firenze, 1905, in-16, chap. I.
3. Voir J.-E. Driault, *Napoléon en Italie*. Paris, Alcan, 1910.

les familiers de la maison, un prêtre émigré, l'abbé Antoine Vogel, qui succédait lui-même à un autre ecclésiastique expulsé de France, Antoine-Félix de Leyris d'Esponchès, évêque de Perpignan, précédemment hospitalisé par Monaldo[1]. Enfermé tout le jour dans la bibliothèque du palazzo Leopardi, où il travaillait jusqu'à ruiner sa santé, l'enfant prenait sur les rayons, à côté des livres savants, les ouvrages qui retraçaient la période de l'histoire contemporaine, telle qu'elle était interprétée par les adversaires les plus acharnés de la France. Et cette influence littéraire était bien faite pour aviver encore son hostilité.

Ils sont nombreux, ces écrits qui restèrent sans gloire, mais ne furent pas sans action. Ils pullulèrent dès que la Révolution éclata; villes et campagnes en furent inondées. On voulut répondre à l'invasion des idées nouvelles par l'affirmation des idées traditionnelles; on méprisa, on flétrit, on insulta les Jacobins; on se servit contre eux de la rhétorique la plus éperdue, quelquefois aussi du style le plus grossier. Il y eut des fabriques de pamphlets, et comme des arsenaux d'opuscules : le nombre de ceux qui partirent de Foligno est presque incroyable. Armes qui se trouvèrent bientôt impuissantes devant la conquête : mais si les Français subissaient un échec, s'ils se repliaient, aussitôt la littérature gallophobe réapparaissait, et compensait le silence auquel elle avait été réduite par le nombre et la violence de ses productions. Ainsi la Révolution et l'Empire furent harcelés par les journalistes et les pamphlétaires; de 1790 à 1796, en 1799, en 1814-5, les colères prirent des airs d'explosion. Aux Carmagnoles italiennes, chantées autour des arbres de la liberté; aux sansculottides qui remplacèrent les tragédies classiques; ou bien aux œuvres officielles de l'époque impériale, aux sonnets imprimés sur soie, aux acrostiches figurant le nom de Napoléon, aux odes

1. L'évêque avait fait cadeau à son hôte d'une lettre pastorale adressée à ses diocésains en 1792. Cette lettre était suivie de vers de sa façon; dans ce genre :

Le Roi devient sujet, le noble est avili;
Le soldat ne connaît ni frein ni dépendance,
Les arts paralysés, l'État dans l'indigence,
Veuves et orphelins soupirent dans l'oubli.

Cité par Serbanesco, *Leopardi et la France*, Paris, Champion, 1913, p. 10-11.

et aux épopées, faisait écho une littérature tantôt sournoise et tantôt triomphante, dont la tâche était d'entretenir la révolte dans les esprits.

Elle tenait une large place dans la bibliothèque de Monaldo : Giacomo n'avait qu'à puiser. Voici les journaux : la *Gazzetta di Cesena*, le *Giornale ecclesiastico di Roma*; et surtout le *Diario di Roma*, de cet abbé Mallio qui déclarait les Français devenus « semblables à cette bête féroce du Levant, demi-loup et demi-chien, qui, faute de proie vivante, déterre les cadavres des animaux et des hommes, et court furieux parmi les cimetières [1] ».

Voici les livres contre les philosophes : *L'esito della morte corrispondente alla vita di tre supposti eroi del secolo decimottavo, Voltaire, Alembert et Diderot*, Assisi, 1790; *L'Emilio disingannato*, et la *Continuazione dell' Emilio disingannato*, Fuligno, 1792 et 1794, œuvre alors fameuse du chanoine Muzzarelli; *Lettere sopra la filosofia del secolo decimottavo*, Fuligno, 1795.

Voici qui concerne Louis XVI et le sort de la famille royale : *L'attentat de Versailles et la Clémence de Louis XVI*, Paris et Florence, 1791; *Vita e morte di Luigi XVI*, Roma, 1793; l'*Orazione funebre di Luigi XVI*, par Monseigneur Leardi, Fuligno, 1794; le *Journal* de Cléry; *L'Orazione funebre di Maria Antonietta*, Fuligno, 1794; la *Morte di Maria Antonietta*, tragédie, Fuligno, 1794; *Irma ossia le sventure di un'orfanella, cioè storia della famiglia reale di Francia*, Genova, 1802; *Malheurs, souffrances, et fin déplorable de Louis XVII*, Montpellier, 1816; *Souffrances, derniers moments et martyre de Marie-Antoinette*, Montpellier, 1816.

Voici pour la Révolution : *Quadro del fanatismo della Rivoluzione di Francia*, Fuligno, 1793; *l'Epidemia francese owero la monarchia e la religione quasi distrutte dall'Assemblea nazionale*, 1793; *La Giacobineide, ragguagli eroi-comi-civili*, Montechiaro, 1793; *Riflessioni politiche e morali sui progressi della Rivoluzione di Francia*, Fuligno, 1794; *Vocabolario filosofico democratico*, Venezia, 1799; *Nuovo vocabolario filosofico democratico, indis-*

1. XI, 96.

2. Ce sont peut-être ces lectures qui donnèrent à Giacomo Leopardi l'idée d'une *Maria Antonietta*, qu'il ébaucha seulement : *Scritti vari inediti*, Fienze, 1906, in-16; p. 8 : Maria Antonietta, tragedia cominciata il 30 Luglio 1816.

pensabile per ognuno che vuole intendere la nuova lingua rivoluzionaria, Venezia, 1799; *Memorie per servire alla storia della Repubblica francese*, Venezia, 1799; *Fasti della Rivoluzione francese, o sia Relazione degli orribili assassini, tirannie e crudeltà commesse dal furor popolare, e dall'iniquo partito democratico nella Francia*, Venezia, 1799; *Storia del governo francese e sedicente cisalpino in Italia, lettere piacevoli se piaceranno*, Milano, 1799; et le plus célèbre de tous, le pamphlet de ce Barzoni à qui Napoléon fit l'honneur de le poursuivre d'une haine personnelle : *I Romani nella Grecia, ossia i Francesi nell' Italia*, Venezia, 1797. Ajoutons des recueils entiers de feuilles volantes[1]; ajoutons les œuvres françaises qu'on était heureux d'invoquer contre la France, comme le traité de La Harpe sur la langue révolutionnaire, l'Histoire du clergé et les Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme de l'abbé Barruel; ajoutons les factums des publicistes de Londres, Mallet du Pan, Arthur Young, Burke. Quelle abondance! Et quelle marque de telles lectures ne devaient-elles pas mettre sur un jeune esprit[2]!

Il alla puiser ses connaissances sur le règne de Napoléon aux mêmes souces troublées; il prit les pamphlets pour de l'histoire, et ne vit les réalités contemporaines, tout d'abord, qu'à travers la passion politique. Il se renseigna dans Barruel, *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat*, Venise, 1804; dans le *Giornale di Notizie spettanti al viaggio per la Francia del sommo Pontefice Pio VII*, Loreto, 1804; dans les *Note e reclami di Pio VII sulla invasione de' suoi stati con la Bolla di scomunica contro Napoleone*; dans le *Saggio sul governo temporale del Papa*, Roma, 1815 : le traducteur, Carlo Antici, est le propre beau-frère de Monaldo. Il put lire encore Labaume, *La campagna di Russia nel 1812*, Venezia, 1815; De Pradt, *Storia dell' Ambasciata nel Gran*

1. Nous ne parlons pas ici des matières qui touchent à l'histoire ecclésiastique; la liste en serait plus longue encore. Signalons seulement la traduction du poème du cardinal de Bernis : *La religione vendicata, poema tradotto da Alberto Catenacci*, Fuligno, 1802.

2. La preuve que Leopardi ne laisse pas ces volumes sur les rayons sans les lire, c'est qu'il en cite deux dans le discours contre Murat, dont nous allons parler; il renvoie, en effet, à Pagès, *Histoire secrète de la Révolution française*, et aux *Memorie segrete sulla vita pubblica e privata, e sul carattere personale di Napoleone Bonaparte*, publiées à Padoue. Il est curieux de signaler qu'il cite aussi *De Buonaparte et des Bourbons*, de Chateaubriand.

Ducato di Varsavia nel 1812, tradotta dal francese, Milano, 1815; *Raccolta di opuscoli relativi a Napoleone Bonaparte e alle campagne del 1812-1813-1814; Raccolta di documenti officiali per servire alla storia dei nostri tempi*, Pisa, 1814; *Storia dell' ultima guerra fra le potenze alleate e la Francia*, Firenze, 1814-1816; *Racconto storico sulla ristaurazione del Governo reale in Francia seguita ai 31 Marzo 1814, tradotto dal francese*, Parigi (Milano), 1816; Goldsmith Lewis, *Histoire secrète du cabinet de Bonaparte, etc., avec les portraits de sa famille et de sa cour*, Paris, 1814; *Istoria segreta di Napoleone Buonaparte e della corte di Saint Cloud*, Italia, 1814, in-8°; *Notizie segrete di Napoleone Bonaparte, Scritte da persona che la seguì quindici anni continui*, Lugano, 1815; *Memorie sulla condotta politica e morale di Gioacchino — Murat*, 1815; *Istoria moderna di Gioacchino Murat, scritta da lui medesimo*, Milano, 1815; *Istoria di quindici settimane o l'ultimo regno di Bonaparte*, Lodi, 1815; *Tre mesi di Napoleone o relazione degli avvenimenti che hanno preceduto l' 8 Luglio 1815, tradotto dal francese*, Lodi, 1815[1]....

Mais à cette date de 1815[2], Giacomo Leopardi ne se contente plus de lire. Il veut écrire. Pour la première fois de sa vie, il essaye de se mêler aux affaires publiques; et c'est la haine de la domination napoléonienne qui l'inspire. Elle lui dicte l'œuvre où nous retrouvons le fruit de son éducation et le fruit de ses lectures: son Discours aux Italiens: *Agl' Italiani, Orazione di Giacomo Leopardi, in occasione della liberazione del Piceno*[3].

1. Voir, pour tout ceci, le catalogue des livres de la bibliothèque de Leopardi, dans les *Atti ememorie della R. Deputazione di Storia Patria per le provincie delle Marche*, Vol. IV, Ancône, 1896, in-8°; Monaldo a même acquis le poème de Lucien Bonaparte : *Charlemagne ou l'église délivrée, poème épique*. Rome, 1814, 2 vol., in-4°.

2. Signalons encore après cette date quelques livres qui se rapportent directement à l'histoire de Napoléon, d'après les indications du catalogue : *Manuscrit venu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue*, in-folio. *Compendio della vita di N. B., sino al suo arrivo all'isola di Sant'Elena, traduzione dal tedesco*, 1816. *Dispiaceri privati di N. B. nell'isola di S. E.*, Parigi, 1822. De Ségur, *Storia di N. e della grande armata durante l'anno 1812*, 1825, 4 vol. in-8°, — Antonmarchi, *Ultimi momenti di Napoleone*, Italia, 1827, 2 vol.-8°. — Las Cases et O. Meara, *N. a S. E., con note che servono di confutazione allo storia di Napoleone scritta da W. Scott*. Italia, 1829, 6 vol., in-12. On sait que Leopardi partit pour Rome en 1822; et qu'il ne revit plus la maison paternelle après 1827.

3. *Scritti letterari di G. L.*, publiés par G. Mestica, Firenze. 1899, in-16. T. I, p. 357.

Il aimait la gloire. Elle lui semblait être de tous les biens le plus désirable; et il estimait que les labeurs, les fatigues, voire même cette difformité qu'un excès d'application aux études avait sinon provoquée, au moins aggravée en lui, n'étaient rien à son prix. Il espérait l'obtenir par une œuvre savante, et telle, que du premier coup son nom aurait volé sur les lèvres des hommes; loin du tumulte de sa vie, il mettait la dernière main à son *Essai sur les Erreurs populaires des Anciens*. Mais si occupé qu'il fût, et si ébloui par le mirage de l'avenir, il ne pouvait pas ne pas entendre les bruits du dehors. Car une grande agitation s'était emparée du pays, lorsqu'il s'était agi de régler ses destinées [1]. La proclamation de Rimini avait fait du bruit dans les Marches; on lisait les feuilles patriotiques, répandues en grand nombre; à Recanati, plusieurs jeunes gens s'étaient engagés dans un régiment d'infanterie, composé presque exclusivement d'habitants de la région, qui allait défendre la cause de Murat devenue celle de l'Italie. Pour ou contre l'indépendance, il fallait que chacun prît parti.

Monaldo lui-même était sorti de son isolement. Lorsqu'en 1814 les Marches avaient passé sous la domination de Murat, l'administration municipale de Recanati s'était démise de ses fonctions; on avait élu à sa place une commission de quatre membres; et lui, qui avait pensé en être, n'en était pas. Rien de plus naturel, puisqu'il avait toujours défendu l'autorité du Pape; il n'en fut pas moins sensible à ce qu'il considérait comme un affront. Un peu plus tard, faisant un pas vers le gouvernement nouveau, il avait sollicité la place de Receveur général du département du Musone; et Murat s'était montré favorable. Il avait écrit de sa main, sur la demande : Accordé [2]. Mais aucun effet n'avait suivi ce beau geste : nouveau sujet d'amertume. Monaldo, en somme, avait été presque infidèle à ses convictions les plus intimes, et il en avait le remords sans en avoir le bénéfice. Ainsi, jusque dans la maison où, pendant si longtemps, les bruits de

1. Voir Lemmi, *Le origini del Risorgimento italiano* (*1789-1815*), Milano, 1906; et Colini Baldeschi, *Gli avvenimenti politici nelle marche dal 1796 al 1849*, dans la Rivista storica del Risorgimento italiano, 1897.
2. *Autobiografia*, Appendice III.

la vie n'avaient plus eu le droit de pénétrer, retentissaient les échos de la chute de l'empereur.

Voilà pourquoi Giacomo se met à écrire. Après que la bataille de Tolentino a ruiné les espérances des patriotes, et que le moment est venu de restaurer l'ancien régime, il brûle de donner aux Italiens les conseils de la sagesse : car la sagesse, pour lui, c'est la réaction. Il va prêcher contre la liberté et l'unité de l'Italie :

Les cris de joie de toute l'Europe nous ont annoncé, dit-il, que l'oppresseur était rentré dans le néant : alors nous avons pensé que la tyrannie finissait du même coup. Vaine attente. Un usurpateur a enlevé les chaînes des mains du tyran, mais pour les garder lui-même. Il n'a fait qu'aggraver les maux précédents. La France, pesant sur nous de son poids énorme, nous obligeait à gémir en silence ; mais Murat, qui voulait exercer la même domination avec des forces infimes, n'a fait que nous irriter et nous exciter. Ceux qui ont osé protester ont été persécutés ou bannis : alors nous nous sommes aperçus que Napoléon régnait encore pour nous. — Enfin cet usurpateur en second est tombé : ses troupes ont fui lâchement. Et ce misérable, pour garder le pouvoir, avait osé invoquer le secours des Italiens : comme si l'Italie pouvait faire cause commune avec un Français ! « Italiens, maintenant que vous renaissez à l'enthousiasme et à l'amour de la patrie, écoutez. »

D'abord, toute tentative d'indépendance est inopportune. Après les maux causés à toute l'Europe par un peuple de forcenés, c'est bien le moment d'entreprendre une nouvelle révolution ! Quelle étrange cruauté, que de vouloir « agiter les torches de la Discorde », et « ouvrir des plaies à peine fermées ! » Inopportune donc, l'indépendance italienne est impossible. Des pays divisés pendant tant de siècles ne sauraient ni briser les liens qui les attachent à leurs souverains légitimes, ni s'unir sous le drapeau d'un étranger. Supposons que la Sainte Alliance le permette cependant ; qu'on arrache les états à leurs princes ; qu'on triomphe de l'inertie de la plupart des Italiens : nous n'aurions rien obtenu. Nous aurions toujours à combattre, en effet, un ennemi invincible : notre prétendu libérateur. Nous ne sommes pas assez fous pour croire à ses promesses ; nous savons bien qu'en nous promettant la liberté, il veut nous asservir.

Et puis, cette indépendance est-elle vraiment désirable ? Sans doute, unis, nous redeviendrions grands comme les Romains, nos pères : mais serions-nous plus heureux ? Le bonheur, c'est la paix, des lettres florissantes, un commerce prospère, de petits états que parent des capitales magnifiques et brillantes, l'administration paternelle de souverains aimés.

Nous avons obtenu du ciel une nature heureuse, un sol fertile, une civilisation supérieure : à quoi bon les armes? Nous n'avons aucune raison de faire de l'Italie une puissance guerrière. Quand nous étions les maîtres du monde, nous étions malheureux. Terribles à tous les peuples, nous étions ce qu'est aujourd'hui la France : l'objet de l'exécration universelle.

L'Italie, divisée et heureuse, peut espérer un repos durable. Elle est protégée par le monarque Auguste qui possède déjà une grande partie de son territoire; par les dynasties régnantes. Elle ne doit craindre que l'ennemie de l'univers : la France...

Ainsi raisonne Leopardi, politicien de dix-sept ans. Son âge excuse les grands mots, les figures outrées, le ton emphatique. Cette rhétorique trahit non seulement le jeune homme, mais l'écolier, qui n'a pas encore abandonné ses livres. Les Marches sont pour lui le Picenum; il appelle les Piémontais « Valeureux descendants des Ligures », et justifie cette appellation par une note de Pline l'Ancien. Il dit que Murat est arrivé avec « une poignée de Samnites ». Ce même Murat est « un nouveau Tillibore » : il faut savoir que Tillibore est un brigand asiatique dont Arrien a écrit la vie, ainsi que Lucien en fait foi. « Malheureuse Italie! Elle aurait vu revenir un Appius Claudius sans l'espoir de voir ressusciter un Virginius; un Cinna sans une armée vengeresse; un César sans Brutus! » — Dans l'exorde il évoque le souvenir de l'orateur antique qui prononçait des harangues dans les occasions solennelles, au milieu des applaudissements de tout un peuple. Pour lui, il n'a pas l'éloquence d'un Cicéron : mais il espère trouver dans les Italiens les vrais successeurs des Romains.

Ce mauvais goût passera : plus tard, la sobriété sera la marque de son génie. Ses idées aussi changeront. Beaucoup de celles qu'il émet appartiennent à son père plus qu'à lui-même. S'il s'élève avec tant de force contre les impositions, c'est sans doute que les affaires des Leopardi, peu brillantes, avaient particulièrement à en souffrir. Quand il parle des sages qui ont voulu signaler à Murat « la malhonnêteté et l'horreur de l'administration de Bonaparte », l'allusion est encore pour Monaldo. La satisfaction qu'il témoigne à la vue d'une Italie démembrée, le conseil qu'il donne au peuple de reprendre la somnolence interrompue par la Révolution, le contentement béat devant un bonheur acheté au prix de la lâcheté.

sont tout l'opposé de sa vraie nature. Déjà certaines phrases font prévoir un changement possible d'opinion; par exemple, il se désole à l'idée qu'il a fallu l'intervention de l'étranger pour abattre le régime napoléonien : « Je rougis de l'avouer; si des phalanges étrangères n'étaient pas venues à notre secours, le tyran aurait vieilli au milieu d'une foule d'esclaves. »

Mais il est aisé de discerner aussi des sentiments profonds, qui resteront immuables. — Rien n'a été plus sensible à l'Italie conquise que l'enlèvement des œuvres d'art. On sait combien cette mesure fut dès cette époque impolitique; quelles colères elle suscita; combien de pamphlets exploitèrent, en 1799 et en 1814, l'odieux de la spoliation [1]. Ce que les Français ravissaient ainsi, c'était plus que la parure des villes; c'étaient les titres de gloire, et comme les lettres de noblesse de la nation : sa raison même d'exister. Ce ressentiment, qui tient sa force de ce qu'il ne vient pas d'un intérêt personnel lésé, de ce qu'il n'est pas limité à une province, mais traduit l'opinion de tout le pays, Leopardi l'exprime énergiquement. Les longues files de chars, lourds de statues, qui ont franchi les Alpes pour porter vers Paris les dépouilles de l'Italie, les franchiront encore, mais pour rapporter à Florence ou à Rome leurs trésors.

Malheureuse Italie!... En vain la nature a fait de toi la mère féconde des plus nobles artistes, en vain elle t'avait rendue supérieure à tous les autres peuples dans les arts, et t'avait comblée de leur produits les plus rares; en vain les Raphaël et les Titien avaient travaillé assidûment pour illustrer leur patrie avec leur pinceau immortel : l'étranger, ne pouvant te dérober tes génies, en prenait les fruits, et t'empêchait de montrer à l'Europe par des témoignages authentiques ta supériorité.

Plus profonde encore est la haine pour Napoléon. Il personnifie aux yeux de Leopardi l'esprit d'orgueil et de domination. Il est « l'ennemi de l'Europe ». Il est « l'oppresseur ». Il est, pour tout dire en un mot, « le tyran » : parole odieuse en elle-même et que les citoyens antiques ne pouvaient prononcer sans dégoût. Le plus grand crime de Murat est de tenir de lui l'origine de son

1. P. Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes*, Paris, 1910, in-8°, p. 151-152.

pouvoir. Le crime des Français, de tous les Français, est de lui avoir obéi. Maintenant qu'il est vaincu ils voudraient séparer leur cause de la sienne.

Ils ont oublié que, lorsque le tyran était secondé par la fortune, ils avaient dit : nous pouvons le regarder comme Français. Ses vertes années, son éducation, appartiennent à la France : c'est par l'éducation que l'homme se forme, et apprend à concevoir les desseins qu'il exécutera plus tard. Oui, la France a élevé dans son sein le monstre qui devait la déchirer : en vain voudrait-elle rejeter sur l'étranger l'horreur de ses méfaits. Je ne veux pas rappeler que peut-être du sang français coule dans ses veines. Mais déjà la France a montré à la face de l'Europe qui doit être déclaré coupable des maux qui nous ont affligés. Elle a rappelé Buonaparte, elle a de nouveau exilé cette famille auguste qui, par ses vertus et ses malheurs, a acquis des droits à la tendre compassion de tous les cœurs; elle a rejeté ces lis innocents qui convenaient mal à un peuple baigné de sang, et a mis à leur place l'aigle de la rapine et du désordre. Cette horrible trahison, sans exemple dans l'histoire et nouvelle dans les annales de la civilisation, a rendu ce peuple vil et rebelle digne de la vengeance de l'univers. La France, en rappelant le tyran, a montré qu'elle est digne d'être esclave. Mais si elle aime l'esclavage, l'Europe n'entend point partager son sort. Elle saisit de nouveau d'un air terrible son épée vengeresse. Elle avait combattu contre le tyran, maintenant elle affrontera la nation...

II

L'évolution de Leopardi s'accomplit en moins de deux années, entre 1816 et 1818. Capitales pour sa formation morale, intellectuelle, littéraire même, elles marquent aussi la crise de ses idées politiques; la préparation antérieure éclate en de multiples et brusques effets. Il voulait être un érudit, il accumulait les connaissances, peu soucieux de la beauté formelle; peu lui importait d'écrire dans un style tout chargé de gallicismes : or le voilà puriste; et bientôt la veine poétique qu'il croyait desséchée et tarie se met à jaillir. Il était pieux ; il devient incrédule. Malgré les souffrances de son pauvre corps contrefait, il était heureux, parce qu'il mettait ses espérances dans la gloire de l'avenir : maintenant, son pessimisme naît. De même, les convictions qu'il

vient d'exprimer s'effacent devant les convictions contraires; l'amour de la petite patrie égoïste, qui considère les provinces voisines comme des étrangères ou comme des ennemies, fait place dans son cœur au désir de la grande patrie, indépendante et unifiée. Plus il déteste Recanati, où ses parents veulent le retenir malgré lui, et où il ronge son frein avec une impatience qui va s'exaspérant, et plus il se sent attiré vers les Italiens ses frères : à l'origine de son patriotisme il y a une réaction contre son milieu. Celui qui prêchait l'obéissance aux princes légitimes, qui vantait peureusement les douceurs de la paix, qui remerciait la Providence d'avoir divisé son pays en États diversement admirables et tous heureux, aspire à effacer les frontières antérieures, et à contribuer, lui tout le premier, à la réalisation de l'unité.

Dès le mois de juillet 1816, un peu plus d'un an après le Discours contre Murat, en envoyant à la *Bibliothèque italienne* de Milan un article sur les traductions, il faisait cette profession de foi [1] :

Comme Thalès remerciait le ciel de l'avoir fait Grec, je le remercie du fond du cœur de m'avoir fait Italien; je ne voudrais pas donner ma patrie pour un empire : et cela, non pas à cause de la puissance de l'Italie, car elle n'en a pas; non pas à cause de son beau climat, dont je me soucie peu; ni de ses belles villes, dont je me soucie encore moins : mais pour le génie des Italiens, et le caractère de la littérature italienne...

Dans la suite, les déclarations du même genre abondent. En novembre 1816, pris d'une grande peur de mourir, ému par sa propre misère, il ébauche une élégie, l'*Approche de la mort* : il trouve moyen de s'adresser à l'Italie :

O Italia mia dolente, o patria lassa
Che quant' alta a' bei giorni tanto cruda [2]
Fosti a' più neri, e tanto ora se'bassa...

Aussi bien l'état malheureux de sa patrie est-il une des raisons de sa souffrance : on peut dire que Leopardi est entré dans la douleur du monde par la douleur de l'Italie [3]. Il a trouvé un ami,

1. Scritti vari inediti, 1906, *Lettera ai Sigg. compilatori della Biblioteca italiana*, p. 163.
2. *Scritti letterari*, 1899, T. II, p. 187.
3. G. Mazzoni, *L'Italia nella reazione dolente e sperante. Conferenza.* Città di Castello, 1898, in-8°, pièce.

Giordani, écrivain alors illustre, auquel il se confie volontiers par correspondance; et il lui dit : « Ma patrie est l'Italie; Je brûle d'amour pour elle et remercie le ciel de m'avoir fait Italien... » (Lettre du 21 mars 1817)[1]. Cette même année 1817, il lit la *Vie* d'Alfieri[2]; et surtout les *Dernières Lettres de Jacopo Ortis* : aucun livre plus que celui de Foscolo, tout plein d'exaltation patriotique, ne pouvait encourager ses dispositions[3]. « Je finis aujourd'hui ma vingtième année, écrit-il, le 29 juin 1818. Infortuné, qu'ai-je fait jusqu'ici? Rien de grand. Je vis, plein de torpeur, entre les murs de ma maison... O ma patrie, que ferai-je? Je ne puis répandre mon sang pour toi, qui n'existes plus; que ferai-je de grand? »[4] Enfin, au mois de septembre 1818, Giordani vient le voir à Recanati; et il est permis de croire que ses discours excitèrent ce patriotisme déjà fougueux[5]. Nous assistons ainsi à la préparation des Canzoni *A l'Italie* et *Sur le monument de Dante*, que Giacomo Leopardi allait écrire à la fin de 1818, et qui sont ses deux premiers chefs-d'œuvre.

Mais l'évolution qui arrive à son terme, si elle transforme ses sentiments à l'égard de l'Italie, ne change pas ses dispositions à l'égard de la France et de Napoléon. Un patriotisme opprimé ne peut s'exalter dans l'orgueil des triomphes; il faut donc qu'il s'en prenne à ses ennemis. Logiquement, les ennemis devraient être les États oppresseurs : l'Autriche, par exemple. La France est elle-même une vaincue, tenue en suspicion par les puissances européennes ; la maudire encore c'est s'attarder dans le passé. Mais à vrai dire, la logique a peu à voir dans une question de sentiment, et presque d'instinct. Il faut compter avec la durée d'une impression profonde qui ne s'efface pas si aisément. Le fils de Monaldo continue à voir dans la France la grande coupable, et dans Napoléon le grand malfaiteur. Il ne songe pas que le patriotisme

1. *Epistolario*, t. I, p. 37 et suiv.
2. Scritti inediti, p. 17. *Letta la Vita di Vittorio Alfieri, scritta da esso.* Sonnet.
3. Voir sur la valeur de cette source pour la composition de l'Ode à l'Italie, ses *Pensieri di varia filosofia e di bella letteratura*, t. I, p. 168. Firenze, 1898, in-16.
4. Scritti inediti, *Elegie*, p. 48.
5. Voir, sur cette évolution, Carducci, *Degli spiriti e delle forme nella poesia di G. L.*, Bologna, 1898; et Zumbini, *Studi sul Leopardi*, Firenze, 1909, 2 vol. in-16.

est une idée qui doit une partie de sa force active à la Révolution; et qu'après tout, la domination française a été le premier effort vers l'unité. Au contraire, la haine de la France est comme l'élément stable, le point fixe qui lui a permis d'évoluer sans paraître se contredire. Il parlait contre l'indépendance italienne ; maintenant, il l'exalte : dans les deux cas, il s'en prend à l'ennemi responsable des maux soufferts. Nous allons donc retrouver dans sa poésie les deux thèmes: le premier, la France spoliatrice des œuvres d'art[1]; le second, Napoléon le tyran.

Possédé, en effet, d'une sorte d'enthousiasme lyrique, et comme inspiré par le dieu, Leopardi jette fiévreusement sur le papier les mots qui traduisent sa pensée. Il n'a pas le temps de finir ses phrases; il les interrompt par des *et cœtera* impatients : quelques indications lui suffisent, qu'il reprendra plus tard, quand le vers devra succéder à la prose. Telle est sa façon de composer; il voudrait traiter un sujet de propos délibéré qu'il ne le pourrait pas; les pièces de circonstance, comme on les appelle, ne sont pas son fait. Il faut qu'il attende la voix mystérieuse qui tout d'un coup parle en lui, et il écrit sous sa dictée. Nous avons ainsi le premier état de sa *Canzone all' Italia*, conservé dans ses brouillons[2]; et nous croyons retrouver, dans l'assemblage hâtif des mots, le frémissement de l'inspiration :

« O ma patrie, je vois les monuments et les arcs de triomphe, etc., mais je ne vois pas ta gloire antique, etc. Si j'avais deux fontaines de larmes, je ne pourrais assez pleurer sur toi. Passage aux Italiens qui ont combattu pour Napoléon, à la campagne de Russie. En mourant, ces infor-

1. Cette idée est si profondément ancrée dans l'esprit de Leopardi, qu'il l'exprime même quand il s'agit de théories littéraires. Nous la retrouvons, en effet, dans son *Discours d'un Italien sur la poésie romantique* (Scritti inediti, p. 183-272). La nation qui, pendant la durée éphémère de sa domination, a volé à l'Italie les chefs-d'œuvre de ses artistes parce qu'elle se sentait incapable de créer elle-même le beau, n'a pas réussi à corrompre ni à affaiblir le génie italien. Mais ce que la violence n'a pas pu, il ne faut pas que la ruse l'accomplisse, il ne faut pas que le romantisme vienne empoisonner les esprits pour faire descendre l'Italie du rang qu'elle occupe parmi toutes les nations civilisées — le premier. — Toute la péroraison de ce discours, dont la rhétorique rappelle le discours contre Murat, est une charge à fond contre la France.

2. Scritti inediti, p. 18. *Argomento di una canzone sullo stato presente dell' Italia* (1818).

tunés, etc. (après une description lyrique de la façon dont ils mouraient) s'adressaient à toi, ô patrie, etc. « O Italie, ô belle Italie, ô notre patrie, dans une terre étrangère, nous mourons pour celui qui te fait la guerre. Ah! si nous mourions par la main des braves, et non par le froid; si nous mourions pour toi, et non pour des tyrans, ah! si notre mort était célèbre! Infortunés, inconnus pour toujours, et souffrant inutilement les peines les plus amères. » En parlant ainsi, ils mouraient; et les bêtes féroces les mordaient en hurlant, au milieu de la neige, de la glace, etc. Ames chères, soyez-en paix; et consolez-vous à l'idée qu'il n'y a pas pour vous de consolation; les plus malheureux des hommes, reposez-vous dans l'infini de votre misère. Soyez consolés par les pleurs de la patrie et de vos parents. La patrie ne se plaint pas de vous, mais de celui qui vous a forcés à combattre contre elle, et mêle à vos larmes ses larmes. Très malheureuse toujours. Consolez-vous à l'idée que votre sort n'a pas été plus doux que celui de la patrie. Des tourments soufferts par l'Italie sous la domination des Français, tant monarchique que républicaine; qu'elle a été dépouillée, etc. Quelle différence, en parlant de la Russie, avec l'époque, et cœtera. Ici on peut rappeler les victoires remportées par Hadrien sur les Parthes, si toutefois les Parthes ont quelque chose à faire avec les Russes... On peut toujours comparer le présent au passé, aux Romains, aux Grecs, aux Thermopyles, etc.

On le voit : le commencement et la fin de la pièce sont fournis par le souvenir de la grandeur romaine, en contraste avec le présent; le développement central, beaucoup plus long, consiste à dénoncer le malentendu que caractérise la domination napoléonienne : le tyran s'est servi des Italiens jusqu'à les faire mourir pour ses propres desseins, sans se préocuper de leurs intérêts ou de leurs sentiments. Ce motif est illustré par le tableau de la campagne de Russie, qui donne la forme concrète, l'image pittoresque dont la poésie a besoin. Elle hantait toutes les mémoires, cette campagne terrible; dans les villages étaient revenus les survivants de la grande déroute, qui racontaient les spectacles dont ils avaient été les témoins. Longtemps, et jusqu'au jour où les derniers vétérans s'éteignirent, la tradition de ces récits épiques s'est maintenue. Andrea Broglio d'Ajano, né à Recanati d'une famille amie des Leopardi, et de dix ans plus vieux que Giacomo, était entré dans la garde royale à Milan, sous les ordres du vice-roi Eugène. Il avait nourri sa jeunesse de la lecture de

Plutarque et se conduisit en héros. Après avoir suivi son chef dans la guerre contre l'Autriche il était parti pour la Russie avec la Grande Armée : il conquit tous ses grades sur les champs de bataille et reçut de Napoléon la croix de la Légion d'honneur. Blessé à Malojaroslawecz, laissé pour mort sur le terrain du combat, sauvé par miracle, envoyé d'abord en Sibérie, puis relégué à Twer, il n'avait reçu la permission de regagner sa ville natale qu'après l'entrée des Alliés à Paris. Les témoignages certains de son action sur Leopardi nous manquent : il semble hors de doute cependant qu'étant son compatriote et son ami, ses récits ont concouru à fournir au poète la vision dans laquelle il drapa sa pensée[1].

La Canzone *Sur le monument de Dante qui se préparait à Florence* procède de la même source; dans le manuscrit, ce second brouillon suit immédiatement le premier; l'indication du titre n'est venue que plus tard[2]. Dante, dont on a pu dire que son mépris ou son culte mesuraient la décadence ou le progrès de l'esprit public en Italie, ressuscité et exalté déjà par les poètes de la génération précédente, par Monti et par Foscolo[3], est naturellement choisi par Leopardi comme le symbole de la gloire intellectuelle de la nation. Son patriotisme nouveau trouve honteux qu'on n'ait pas encore élevé de statue au grand ancêtre : non pour lui-même qui peut se passer de ce souvenir périssable; mais pour l'honneur de l'Italie ingrate. On peut s'attendre à ce que la considération du génie italien l'amène à l'idée qui lui est chère :

Oh! comme tu vois la pauvre Italie, comme elle a été déchirée par les Français, dépouillée de ses marbres et de ses toiles, etc. Traités comme de vils troupeaux par les Gaulois, Italiens que nous sommes. Quel temple, quel autel n'ont-ils pas violés; quelle montagne, quel rocher, quel antre, si éloigné qu'on le suppose, fut-il à l'abri de leur tyrannie? Liberté menteuse, etc...

1. G. Mestica, Studi Leopardiani, Firenze, 1901 : *G. L. e i Conti Broglio d'Aiano.* Voir aussi, pour des traditions du même genre dans les Marches, A. Emiliani, *Umili Eroi. Nel centenario (1812-1912).* Falerone, 1912, in-8°, pièce.

2. Scritti inediti, p. 20.

3. Voir Zachetti, *La fama di Dante nel secolo XVIII*, Roma, 1900; Micocci, *La fortuna di Dante nel secolo XIX*, Firenze, 1891.

De même l'idée de tyrannie éveille encore le souvenir de la forme la plus sensible que cette tyrannie ait prise : et nous revenons à la campagne de Russie; comme si Leopardi devait décrire à plusieurs reprises cette vision obsédante pour en débarrasser sa conscience; comme si les bouillonnements de sa colère étaient trop forts pour qu'il pût les apaiser du premier coup :

Liberté menteuse, etc. Et le pire, c'est que nous avons été contraints à combattre pour eux. Ici, aux campagnes et aux forêts ruthènes, etc. comme dans l'autre canzone. Mais le plus grand de tous les maux est cette torpeur des Italiens. Dis-moi, ô grand ancêtre, la flamme qui te brûla est-elle éteinte? Ils seront vains, les labeurs pour nous créer un idiome et une littérature. Elle ne surgira plus, la gloire de l'Italie? Il n'y aura plus d'homme semblable à toi? Aussi longtemps que je serai capable de respirer et de parler, je crierai toujours : Réveille-toi, Italie! etc., etc. Elle est sans armes pour elle-même, et elle porte les armes au profit de son tyran!

Les *Canzoni* parurent à la fin de 1818[1]. Ces vers qui, suivant la forte expression de Carducci, enflammèrent la conscience de la nation, et éveillèrent le sentiment du devoir et du sacrifice dans deux générations de héros, entraient désormais dans le patrimoine de l'Italie. Les deux idées de Giacomo Leopardi, nées d'abord de son instinct antifrançais, débarrassées de ce qu'elles avaient de personnel et d'étroit en s'unissant au grand courant de l'opinion publique, embellies par l'art, amplifiées, allaient traduire deux des principes directeurs du Risorgimento. Parmi les bons ouvriers de la grande œuvre qui déjà se mettaient au travail, les uns s'appuyaient sur une philosophie de la conscience italienne; de la valeur intellectuelle et artistique de leur pays, de son « primat »

1. On a souvent rappelé que dans la première édition (Rome, 1818) et dans la seconde (Bologne, 1824) la pièce *sur le monument de Dante* contenait une attaque, directe et violente, à la France « scélérate et noire ».

Taccio gli altri nemici e l'altre doglie,
Ma non la Francia scellerata e nera....

Ces vers furent changés dans l'édition de Florence, en 1831. « L'auteur », disait Leopardi, « pour ce qu'il y avait d'offensant à l'égard des étrangers dans les vers suivants (écrits dans sa toute première jeunesse) aurait supprimé toute la canzone, si la volonté de quelques amis, attentifs seulement à la poésie, ne l'avaient conservée ».

sur les peuples voisins auxquels il avait apporté deux fois la civilisation, par Rome et par la Renaissance, ils concluaient au droit qu'il avait d'exister comme nation, à sa liberté, à son unité. Ceux-là devaient se souvenir des vers qui rappelaient la servitude suprême, le moment du plus grand péril, quand l'étranger avait porté atteinte aux productions du génie national :

Beato te che il fato
A viver non dannò fra tanto orrore;
Che non vedesti in braccio
L'itala moglie a barbaro soldato;
Non predar, non guastar cittadi e colti
L'asta inimica e il peregrin furore;
Non degl' itali ingegni
Tratte l'opre divine a miseranda
Schiavitude oltre l'Alpe, e non de' folti
Carri impedita la dolente via...

Les autres, en même temps, soutenaient leurs revendications par les armes. Ils commençaient les révoltes dont aucune répression ne pourra interrompre la continuité. A ceux-là convenait le souvenir du temps où ils avaient appris à combattre pour leur propre indépendance en combattant dans la grande armée au profit de Napoléon :

A che pugna in quei campi
L'Itala gioventude? O numi, numi :
Pugnan per altra terra itali acciari.
O misero colui che in guerra è spento,
Non per li patrii lidi e per la pia
Consorte e i figli cari,
Ma da nemici altrui
Per altra gente, e non può dir morendo :
Alma terra natia,
La vita che mi desti ecco ti rendo...

On pense quelquefois au livre idéal qui contiendrait, par centaines et par centaines, les pièces qu'ont inspirées les gestes de l'Empereur[1]. On y lirait les noms d'une foule d'auteurs obscurs; on y lirait ceux, aussi, des plus illustres; ceux qui le maudirent ou l'exaltèrent au moment de son triomphe : Foscolo, Monti, Pindemonte, Mascheroni, Fantoni, Torti, Cesarotti; ceux qui

1. Voir Enrica Pettenazzi, *La poesia napoleonica in Italia*, Cremona, 1906; et Guido Muoni, *La leggenda napoleonica nella letteratura italiana*, Firenze, 1908, pièce.

entretinrent son souvenir après sa mort : Niccolini, Silvio Pellico, Prati, Manzoni. Leur tradition se prolongerait bien avant dans le siècle et jusqu'à nos jours. Dans ce livre où voisineraient les pages mélancoliques, violentes, ridicules, ou quelquefois sublimes, il faudrait réserver une place d'honneur aux pièces de Leopardi.

III

L'amour de la « patria infelice » s'exprime encore dans quelques-uns des beaux, des tristes vers qui suivirent[1]. Mais peu à peu Leopardi se désintéresse de la vie contemporaine. Des armes! s'écriait-il; des armes : je combattrai seul pour mon pays. Or, une fois l'exaltation passée, il sentait bien qu'il n'avait pas le droit, pauvre infirme qu'il était, de prendre ces allures héroïques; et que d'ailleurs on n'était plus à l'âge où il suffisait d'abattre le tyran pour rétablir la liberté. — Ce cri, qui devait avoir plus tard un si long retentissement, semblait n'être pas entendu. On raconte qu'un certain Vito Fedeli, en lisant ces vers du poète, disait : « Ah! tu ne seras pas seul à mourir pour l'Italie[2]! » Mais Leopardi n'en savait rien. Il ne voyait personne se lever à son appel. L'action lui était décidément interdite; le patriotisme ne voulait pas de lui.

Le pessimisme envahissant gagne de proche en proche et occupe toute son âme. Il n'entrevoit plus le bonheur que dans les patries antiques, dans Athènes ou dans Rome, quand les citoyens se nourrissaient encore d'illusions : les illusions se sont évanouies, et les dieux sont morts. Puis les progrès de sa critique détruisent tout rêve d'une humanité heureuse et bonne. Ce dernier refuge, où il sauvegardait encore un reste de son optimisme primitif, lui est enlevé. Il admet que le mal n'est pas une invention des temps

1. *A Angelo Mai, quand'ebbe trovato i libri di Cicerone della Repubblica*; *Nelle nozze della sorella Paolina*; *A un Vincitore nel pallone.*

2. G. Mestica, Studi leopardiani, 1901; *Lo svolgimento del genio leopardiano* p. 195.

modernes; qu'il a existé dès les origines, parce qu'il fait partie de la nature même; et que la seule loi du monde est la douleur.

Quelles que soient les destinées du pays, quelque direction que prenne la politique de l'Europe, il ne se trouble plus. Le drame du Risorgimento commence à se jouer; le rideau se lève sur les premières révoltes et les premières répressions; il ne veut pas y prendre part. Il trouve absurde de chercher à faire le bonheur des nations quand les individus sont mauvais foncièrement : autant vouloir constituer un ensemble sain avec des parties gâtées. Le malheur de l'Italie est une contingence au milieu d'autres. Le sort de ses concitoyens n'est que le cas particulier d'une règle générale. Ils souffrent, parce que tout ce qui vit doit souffrir. Les problèmes de l'infini, de Dieu, du néant, et non plus la politique, sollicitent sa pensée.

Au cours de quelques pages de notes confuses qu'on a gardées de lui, et qu'on assigne à l'année 1819[1], passent encore des palpitations. *Ma douleur passionnée, quand j'ai lu le Cimetière de la Madeleine.* C'est le roman de Regnault-Warin qui raconte, dans le style funèbre de Young, les malheurs de la famille royale[2]. *Étrange tendresse de quelques-uns de mes rêves, qui me forçait à pleurer (jamais, au grand jamais je n'ai pleuré de la sorte tout éveillé) et les très belles idées qui me venaient : comme quand j'ai rêvé à Marie-Antoinette, et à une chanson à lui faire dire, dans la tragédie que je concevais alors : chanson qui, pour exprimer les sentiments que j'avais éprouvés, n'aurait pu se faire qu'en musique, sans paroles.* Le souvenir de la tragédie qu'il esquissait en 1816 revit donc en lui. De même, contre Murat, il n'a pas encore suffisamment épanché sa bile. Il rappelle à plusieurs reprises son Discours, notamment : *Dans le Discours contre Murat : apostrophe à Joachim : infâme scélérat, sache que si tu n'étais pas allé toi-même subir ta peine, je t'aurais égorgé, moi, de mes propres mains, si personne ne l'avait fait, etc. Je jure que*

1. Scritti inediti, *Appunti e ricordi*, p. 272.
2. Il Cimitero della Maddalena, di G. G. Regnault-Warin, autore di Romeo e Giulietta, della Caverna degli Strozzi. Trad. dal francese da un professore di belle lettere, Péking, 1801, 4 vol. in-8°.

je ne veux plus de tyrans, etc. Ma province ravagée par toi et par tes chiens, etc. — Pour le Discours contre Murat : voir Jacopo Ortis, lettre du 4 décembre 1798[1]. La lecture des *Ultime lettere di Jacopo Ortis* qui semblent être un de ses livres de chevet lui inspire le dessein d'un roman qui aurait tenu de Werther pour la passion amoureuse et d'Alfieri et de Foscolo pour le sentiment patriotique. — Notons encore un fragment comme celui-ci, qui n'est pas le moins important : *Mes méditations douloureuses au clair de lune en vue du monastère désert : de la chute de Napoléon...*

Bientôt ces flammes, tout d'un coup avivées par le souvenir, s'éteignent. Plus qu'un sujet de colère et de haine, Napoléon devient pour Leopardi matière à réflexions, à mesure que s'apaisent les sursauts de sa conscience. Il ne l'oubliera pas : comment l'oublierait-il? Tout enfant, il tonnait contre César en italien et en latin, parce que César avait renversé la république. Dans le grand jardin où il prenait ses ébats avec son frère Carlo, lorsqu'ils jouaient à la bataille, Giacomo préférait délibérément le rôle de Pompée vaincu à celui de César vainqueur. Pour lui, Napoléon resta toujours César, toujours le tyran, et par surcroît le tyran étranger. Comme il médita sur sa chute, il médita sur sa mort. En effet, il a laissé quantité de projets littéraires que sa mauvaise santé et sa courte vie ne lui ont pas permis de mener à bien : or, dans une liste de ses œuvres à composer, on lit cette brève indication : *Poésie sur Napoléon*[2].

Aurions-nous eu une pièce digne de faire pendant à celle de Manzoni? Quels développements ce thème, qui a donné au poète chrétien l'occasion d'écrire un chef-d'œuvre, aurait-il fourni au poète de la désespérance et de l'infélicité? Toujours est-il qu'à cette exception près, les passages où il parle de l'empereur, dans le reste de son œuvre, n'ont pas un caractère lyrique. Considérant les choses sous leur aspect éternel, il ne fait plus remonter à celui qu'il poursuivait jadis d'une hostilité si vigoureuse l'origine de tous les maux. Il le considère comme un détail dans un

1. C'est la lettre fameuse où Ortis raconte qu'il va voir Parini à Milan.
2. Scritti inediti, *Abbozzi ed appunti per opere da comporre*, 1828, p. 397.

ensemble[1]. On dirait d'un sage qui, à l'abri des petitesses humaines, juge désormais sans s'émouvoir.

Dans le Journal intime où l'on peut suivre pas à pas les péripéties de sa vie intellectuelle, ce que nous trouvons, c'est tantôt une anecdote : Bonaparte, pour déloger des malfaiteurs d'un quartier de Paris, y appela des saltimbanques, qui attirèrent la foule des braves gens. Le Pape, pour déloger des bandits d'un endroit appelé Sonnino, décréta la destruction du pays. Bonaparte fut plus sage. Car Cicéron dit qu'on peut démolir les cités ennemies; mais que détruire nos propres cités, c'est nous crever les yeux de nos mains[2].

Tantôt, c'est une considération sur la philosophie de l'histoire : Bonaparte est appelé à comparaître comme témoin. L'anarchie conduit directement au despotisme. La France, après Rome, en a donné l'exemple, qui a passé, d'un bond, de l'anarchie révolutionnaire au despotisme de Buonaparte[3].

Tantôt, c'est une réflexion presque élogieuse sur les méthodes du gouvernement napoléonien[4]. En somme, Napoléon mettait les biens des incapables et des inactifs entre les mains des gens capables et actifs; et son gouvernement, tout despotique qu'il fût, gagnait à ce système une vie intérieure qu'on ne trouve jamais dans un état despotique, et rarement dans une république, parce que tout homme intelligent et laborieux était sûr d'acquérir honneur et profit. La multiplicité infinie des emplois permettait aux hommes de mérite d'être entretenus aux frais des paresseux et des imbéciles. Et Napoléon, jusqu'à un certain point, n'avait pas tort : car les particuliers indolents et bêtes ne sont pas utiles à la chose publique quand on les traite bien, et ne lui sont pas nuisibles quand on les traite mal[5].

1. *Pensieri di varia filosofia e di bella letteratura*, Firenze, 1898 et suiv., 7 vol., in-16.
2. I, 343.
3. I, 225, 6 juin 1820.
4. I, 327, 31 août 1820. On pourrait suivre des variations analogues dans les sentiments de Leopardi à l'égard de la Révolution française. Il y a des moments où il la juge presque avec sympathie. Voir par exemple II, 387-388.
5. Il est en train de lire, vers la même date, le *manuscrit venu de Sainte-Hélène*. I, 385, 10 novembre 1820.

Leopardi a une idée sur les peuples dominateurs : ils ont acquis leur puissance à cause de leur état de civilisation moyenne. Un peuple de civilisation moyenne, mis en présence d'un peuple qui n'est pas civilisé ou d'un peuple qui l'est trop, l'emporte sans aucun doute. Voyez l'empire de Napoléon. Sans doute, la nation française était la plus civilisée du monde. Mais d'autre part, la Révolution, en excitant toutes les passions et en donnant à toutes les illusions un regain de vie, avait rapproché la France de l'état de nature. Il en était résulté une civilisation moyenne qui n'était guère différente de celles des anciens, et qui a permis aux Français de combattre farouchement, et de vaincre[1].

Une autre fois, au contraire (car ces considérations ne sont pas toujours cohérentes; et elles représentent des recherches plutôt qu'un état fixe de la pensée léopardienne; des suppositions plutôt que des affirmations), Napoléon symbolise la perfection dernière du despotisme engendré par la société moderne. Son nom sert de couronnement à une construction intellectuelle plus vaste, que Leopardi élabore par un effort de plusieurs jours[2].

De l'amour-propre, écrit-il, principe de toutes les actions humaines, naît fatalement la haine d'autrui. La conséquence est immédiate et certaine : au point que, si l'amour-propre est chose innée, la haine d'autrui est chose innée, elle aussi. Dès lors, aucun être vivant n'est destiné à la société, qui exige l'abdication du moi en faveur d'autrui. Tout au plus la nature a-t-elle voulu faire rentrer l'homme dans ces sociétés très lâches, telles qu'en forment les animaux. En fait, plus les liens sociaux se sont précisés et resserrés, plus la société a manqué son but, c'est-à-dire le bonheur de ses membres. C'est ce qu'on peut observer par l'histoire.

Les sociétés primitives, composées de peu d'individus, et sans obligations précises, étaient utiles à chacun de ceux qui en faisaient partie. Mais, peu à peu, les liens sont devenus plus étroits entre les individus d'une même société, et entre chaque société. Chaque société est liée par l'obéissance que les gouvernés doivent à leur

1. IV, 174-176, 6 janvier 1822.
2. II, 232-260, 30 mars, 4 avril 1821.

chef, et par les devoirs qu'ils ont à remplir les uns à l'égard des autres. Et les sociétés sont tellement liées entre elles, que l'Europe ne forme plus qu'une seule famille. L'Europe est comme une nation unique, dirigée par une oligarchie.

Ainsi les sociétés se sont resserrées : mais du coup, le principe social s'est trouvé détruit. Tandis que parmi les anciens, l'amour de la patrie existait chez tous les individus, il a disparu du cœur des modernes. Ceux-ci sentent trop vivement des devoirs trop proches et trop précis; leur amour-propre, qui devrait à chaque instant se sacrifier, loin de céder, s'exaspère : la haine d'autrui s'accroît tous les jours. Ainsi le but de la société — le bien de la collectivité; — et le moyen de la maintenir — l'accord des individualités — disparaissent à la fois.

Chez les anciens, l'amour-propre se transformait facilement en amour de la patrie, puisque la patrie donnait aux citoyens des avantages immédiats et réels. La haine d'autrui trouvait un moyen naturel de s'épancher dans la haine de l'étranger : on peut voir avec quelle cruauté les Hébreux et les Grecs traitaient ceux qu'ils appelaient des barbares. Les guerres, alors, étaient des luttes à mort et sans pardon, puisqu'il s'agissait de transformer l'être même de l'ennemi en son être propre. Plus une nation était libre, plus elle désirait asservir les autres. État affreux, sans doute, et qu'on n'aurait pas à regretter, si celui des modernes n'était pire encore.

Aujourd'hui, en effet, l'organisation du pouvoir a fait en sorte que l'individu en tant qu'individu ne compte plus dans la nation. Il ne s'intéresse donc plus à elle. Mais comme, s'aimant toujours, il faut toujours qu'il déteste les autres, sa haine s'est reportée sur ses compatriotes. « On ne hait plus l'étranger : mais on hait son compagnon, son concitoyen, son ami, son père, son fils; mais l'amour a disparu complètement du monde; disparue la foi, la justice, l'amitié, toute vertu; reste l'égoïsme. On n'a plus d'ennemis nationaux? Mais on a des ennemis particuliers — leur nombre est aussi grand que celui des hommes; on n'a plus d'amis d'aucune espèce; on n'a plus de devoirs qu'envers soi-même. Les nations sont en paix au dehors? Mais la guerre règne au-dedans; guerre

sans trêve, guerre de tous les jours, de toutes les heures, de toutes les minutes, guerre de chacun contre chacun, sans l'apparence même de la justice, sans ombre de magnanimité ou au moins de valeur, sans trace de vertu, sans rien d'autre que vice et lâcheté; guerre sans quartier, guerre d'autant plus atroce et terrible qu'elle est plus sourde, plus muette, plus cachée; guerre perpétuelle, et sans espérance de paix... »

Moins violentes que les guerres anciennes, les guerres modernes mettent aussi moins de vies en danger : puisque autrefois, c'était la nation tout entière qui combattait. Mais cet avantage même va disparaître. Avec les progrès du despotisme les peuples auront de moins en moins le droit d'exprimer leurs répugnances pour des guerres auxquelles ils ne sont pas intéressés. Leur volonté ne peut plus se traduire; leur sort est entre les mains des gouvernants. Or, les gouvernants n'hésitent pas à mettre en œuvre toutes les forces dont ils disposent pour satisfaire leur égoïsme : ils jetteront l'une contre l'autre des nations entières. Louis XIV le premier ou un des premiers de ceux qui appartiennent à l'époque du despotisme parfait, a donné au monde l'exemple de la multitude des armées. Frédéric II l'a imité. Mais il est un homme qui porta la chose jusqu'à l'excès, précisément parce qu'il a représenté la perfection dernière du despotisme, et qu'il a été le type même du despote : Napoléon.

Napoléon, enfin, apparaît ailleurs que dans ces confidences intellectuelles : son nom figure dans une des œuvres que Leopardi destinait à la publicité; dans les *Pensées* qu'il écrivit à Naples, près de mourir, et qui devaient justifier par des observations psychologiques ses théories pessimistes. La « pensée »[1], au reste, n'a pas l'ampleur de la méditation que nous venons de citer; elle est plus piquante que profonde. — A l'égard des grands hommes, écrit Leopardi, le monde se comporte en femme. Plus les grands hommes le méprisent, plus ils le maltraitent, plus ils lui inspirent de vanité, et plus il les aime. Telles les femmes adorent ceux qui les rudoient. Ainsi Napoléon fut chéri par les Français, et inspira

1. *Pensieri*, LXXIV.

un véritable culte à ses soldats, qu'il traita cependant comme de la chair à canon...

L'impression profonde qui avait frappé l'imagination de l'enfant, la forte secousse qui avait inspiré au poète son premier chef-d'œuvre, se prolongent à travers la vie en lentes et calmes ondulations, qui apparaissent jusqu'à la fin à la surface de l'âme. Il nous reste à voir un des remous, qui, peut-être, n'est pas pour nous le moins curieux.

IV

C'est une dure épreuve, pour un partisan de l'absolutisme, que de voir l'idée de liberté progresser sûrement, et s'affirmer en dépit de toutes les résistances. Cette épreuve, Monaldo Leopardi dut la subir. Il s'est réjoui, lorsque « cette canaille de Corse, qui mangeait les royaumes les uns après les autres, comme des bonbons, a été forcé de les rendre, et s'en est allé digérer son excommunication, et s'amuser avec les huîtres et les mouettes[1] », à Sainte-Hélène. Mais il s'est attristé, en voyant que les soins vigilants de la Sainte-Alliance avaient peine à maintenir l'Europe dans le devoir; et la Révolution de 1830 l'a blessé profondément. Le long exil à l'intérieur auquel l'a condamné la domination napoléonienne l'a laissé irrité et aigri; trente-quatre ans, écoulés depuis le jour où il refusait de se lever pour voir passer « ce bandit » de Bonaparte, n'ont pas changé ses convictions. Il en veut toujours mal de mort aux novateurs. Dans ce Recanati d'où il n'est jamais sorti, et où il eût voulu que son fils Giacomo demeurât sa vie durant, les jours se sont écoulés semblables aux jours; les agitations du dehors lui ont apparu comme les symptômes d'une étrange maladie, que les gouvernements auraient dû guérir par l'application de remèdes énergiques. Toujours plus royaliste que les rois, et plus intransigeant que le Pape; doué de cet invincible contentement de soi que donne l'étroitesse d'esprit (il a déclaré lui-même qu'il avait

1. Monaldo Leopardi, *Dialoghetti sulle materie correnti l'anno 1831*, page 3.

vainement cherché une âme plus droite ou une raison plus sûre[1]); fier aussi de ses talents de littérateur, qui ne se sont exercés jusqu'ici que dans les limites de sa province, et qu'il voudrait étendre à de plus vastes scènes : il entreprend de défendre la bonne cause, de donner aux princes trop faibles quelques sages conseils, d'ouvrir les yeux du peuple sur ses véritables intérêts; et il publie à cet effet une brochure qu'il intitule : *Petits dialogues sur les matières courantes, l'année 1831* [2].

Les matières courantes, l'année 1831, ne sauraient être autre chose que des considérations sur les causes et les effets de la Révolution récente.

Ainsi la France, cette « éventée », qui ne peut se tenir tranquille cinq minutes sans éprouver le besoin de faire des pirouettes[3], qui est la personnification même de l'inconstance et de la déraison, vient encore de changer de régime? Elle a chassé son roi; et Charles X, le représentant de dix siècles de légitimité, est réduit à demander l'aumône — heureux encore de n'avoir pas été guillotiné[4]! Elle a mis sur le trône un souverain constitutionnel, un Louis-Philippe, « le fils d'Égalité[5] »! Tous les désordres engendrés par « la peste de la liberté[6] » vont renaître? Passe encore pour les « fous de Français[7] », qui courent à leur perte, et recevront bientôt le châtiment qu'ils méritent[8]. Mais le grand mal, c'est qu'ils communiquent aux autres leur instinct de révolte. La Révolution est comme une flamme; elle se propage avec une rapidité incroyable; on l'a vu gagner la Belgique, la Suisse, la Saxe, la Pologne, et l'Italie elle-même[9]. En vain cherche-t-on à restreindre l'incendie, et à le limiter à son foyer d'origine. Dans les conseils où s'élabore la politique contem-

1. *Autobiografia*, IV, p. 6.
2. Peut-être l'idée de ce titre lui vient-elle d'un livre qui se trouve au catalogue de sa bibliothèque : *Dialoghi tra vivi e trattenimenti sulle materie correnti.* Parigi, 1792, in-12.
3. Dialoghetti, p. 9.
4. P. 45.
5. *Ibid.*
6. P. 37.
7. P. 10.
8. P. 15.
9. P. 36.

poraine, vient à entrer un homme masqué, qui profite des moments où les princes ne sont pas là pour souffler à l'oreille des subalternes les idées les plus pernicieuses. Ce masque a beau se déguiser avec soin : on voit passer sous ses vêtements un bout de ruban tricolore[1].

Ces troubles étaient à prévoir. Ils s'expliquent par un état de choses antérieur, dont le vice était évident. La Restauration était déjà le commencement de l'anarchie. Du moment où on avait toléré une Charte, on avait admis une combinaison bâtarde qui ne pouvait durer : une Charte, chose affreuse! Comme s'il pouvait y avoir un contrat entre le peuple et le roi! Comme si le roi de France était un cocher, dont on payerait les gages à tant par mois[2]! La Restauration, boiteuse; la langue embarrassée (c'est ainsi que Monaldo la dépeint dans son pittoresque langage); les mains liées; sans rien à se mettre sur le dos; incapable de regarder ni devant, ni derrière elle[3], était un être ridicule et peu viable. On reconnaît en elle l'esprit de la Révolution française, la grande, la première coupable, à laquelle il faut toujours en revenir, quand il s'agit « d'horreurs et de folies[4] »; cette « charogne[5] »; cette « prostituée[6] ». Monaldo sait bien ce qu'on aurait dû faire. On aurait dû, en 1815, démembrer complètement la France. Puisque la République et l'Empereur n'avaient pas eu pitié des autres peuples, les peuples ont été fort sots, qui ont eu pitié de la vaincue. Un morceau à l'Angleterre, un autre à l'Espagne, à l'Autriche, à la Prusse, à la Hollande, à la Bavière, au Piémont; quelques échanges, pour satisfaire la Russie et la Suède : et « la grande nation, devenue petite, n'aurait plus troublé pendant trois siècles le tranquillité du monde[7] ».

Tout cela est d'ailleurs plein de verve. Ces idées rétrogrades n'ont pas revêtu une forme compassée; au contraire. Plaisanteries, jeux de mots, calembours, expressions populaires et triviales,

1. P. 14.
2. P. 11.
3. P. 10.
4. P. 12.
5. P. 37.
6. P. 46.
7. P. 13.

jaillissent à chaque page. Monaldo a donné libre carrière à son humour. C'est dans ce style qu'il devait parler à ses concitoyens de Recanati, quand il voulait bien leur exposer ses idées sur la politique; c'est dans ce style que parle à Rome Pasquino. L'ouvrage est divisé en plusieurs dialogues : on entend converser l'Europe, la Justice, l'Italie, la France, la Restauration; le Turc vient se plaindre au Bon Sens et à la Liberté de ce que la politique lui interdise de rétablir son pouvoir sur les Grecs, qui se révoltent contre lui, au mépris du droit souverain des dominations établies; le Monde, la Guerre, la Modération, la Légitimité, sont des allégories fort vivantes, amusantes assez souvent. Le dialogue prend même les proportions d'une petite comédie : Polichinelle et son compère le docteur abandonnent Naples pour aller en France : car ils sont sûrs d'y trouver, avec la liberté, le bonheur. Une série d'expériences malheureuses les détrompe; ils sont trop contents de revenir se soumettre au gouvernement absolu de leur pays.

Napoléon est pris à partie d'abord indirectement. Monaldo s'indigne qu'on ait donné un apanage au vice-roi, Beauharnais — qu'il appelle *Bellabriglia*[1], sans doute pour ne pas souiller sa plume : et aussi pour faire un trait d'esprit. — Il s'indigne, et bien davantage, qu'on ait laissé subsister la Couronne de fer comme décoration : voilà « l'insigne d'un voleur, d'un bandit, d'un excommunié, mise au rang des Croix du Christ, des médailles des Saints, et des décorations des rois »! Et il se trouve « des gens qui n'ont pas honte de souiller leur poitrine de cette immondice[2]! » — Il rappelle complaisamment la chute de l'empereur : comment on voit encore, à Paris, les traces des pas des soldats russes et allemands ; comment les Français, avec leurs airs de bravaches, quand ils entendent le mot de cosaques, manifestent incongrûment leur peur[3]. Mais Napoléon serait quitte à trop bon compte, si la rancune de l'auteur s'en tenait là. Il lui consacre donc un dialogue tout entier, le troisième : « *Le diable, Napoléon, et une grande quantité de Français* ».

1. P. 7.
2. P. 7-8.
3. P. 40. « Quando sentono nominare i Cosacchi, si pisciano dentro i calzoni. »

Les Français donc arrivent en enfer, munis d'une lettre de recommandation que leur a donnée la Liberté, celle-ci étant la grande pourvoyeuse du diable. Ils veulent saluer leur ancien maître, Napoléon. Satisfaction leur est donnée. Or voici le plus curieux : comme ils se vantent d'avoir fait une nouvelle révolution et d'avoir abattu Charles X pour mettre à sa place Louis-Philippe, Napoléon les reprend vertement. Ils ont eu tort. La charte est un don du roi, qui tient son pouvoir de Dieu, et de Dieu seul; comme il lui a plu de l'octroyer, il peut la reprendre s'il lui plaît. Ses sujets n'ont rien à y voir. Même son serment de fidélité ne l'obligeait pas à la respecter...

Napoléon prouvant que Charles X a eu raison d'entraver et de supprimer la liberté de la presse; prenant en main la Charte, et discutant sur l'article 50, puis sur l'article 37, puis sur l'article 14 : une telle incarnation est inattendue. On lui a fait jouer bien des rôles; peu sont aussi surprenants que celui-là. Les Français, même aux enfers, s'étonnent de voir en lui un défenseur de la légitimité. Il s'explique :

Fous que vous êtes! Je m'aimais moi-même, et je ne haïssais pas les Bourbons. J'en ai tué un par politique, et je les aurais tués tous, comme j'aurais égorgé tous les monarques de l'univers si mon intérêt avait exigé leur mort : mais je ne les haïssais pas. Mon cœur ne connaissait ni amour ni haine; je ne respirais qu'orgueil et ambition. Par ambition j'ai exterminé l'Europe et j'ai rendu veuves presque toutes les Françaises. J'ai été le tyran de la France, et non pas Charles X, héritier légitime de soixante-neuf rois légitimes; c'est moi, et non lui, que vous deviez faire tomber du trône, si vous aviez été aussi braves que vous êtes lâches et déloyaux...

Couards! La colère de Dieu et les armes des Alliés m'ont chassé de France, non pas l'audace ni la vengeance des Français. Je me suis servi de vous pour flageller le monde, comme Samson se servit de la mâchoire d'un âne pour battre les Philistins ; j'ai désolé vos campagnes, j'ai dissipé vos biens, j'ai répandu votre sang, j'ai foulé aux pieds vos droits, j'ai ri de vos larmes, et vous avez baisé la poussière de mes pieds, vous avez tremblé à mon égard : maintenant encore, vous pâlissez et tremblez à mon nom... [1]

1. P. 30.

Vous serez toujours le même Napoléon, concluent les Français; l'éternel despote... — Et Napoléon de répondre : « Vous autres, Français, avec l'abus perpétuel de la liberté, les mains souillées du sang de vos rois, vous serez toujours la justification la plus évidente du despotisme[1]. »

L'ouvrage eut un retentissement énorme. En Allemagne, on le traduisit à plusieurs reprises[2]. En France, Lamennais crut devoir le signaler à l'attention publique, dans la *Revue des Deux Mondes*, avec deux autres documents de l'absolutisme : un catéchisme imprimé sur l'ordre exprès de l'empereur d'Autriche, où celui-ci faisait enseigner qu'il était le maître absolu de ses sujets, et libre de disposer d'eux comme il l'entendait; un autre catéchisme paru à Vilna par les soins du tsar Nicolas, pour apprendre aux Russes qu'il fallait adorer l'autocrate. Des trois, Lamennais préférait encore les Dialogues de Monaldo, comme plus brutaux : « sous des formes tantôt grossièrement burlesques, tantôt naïvement atroces, il résume avec une fidélité et une franchise que l'on chercherait vainement ailleurs le système entier de l'absolutisme. Ici, point de réticences, point d'hypocrisies, tout est à nu... Pour nous, qui aimons par-dessus tout un langage net, exempt de faussetés, d'ambages et d'équivoques, loin de blâmer le fougueux défenseur du despotisme de son mépris pour ces cauteleux et pusillanimes ménagements, nous lui savons gré, au contraire, de la sincérité brutale de ses convictions et de ses paroles[3]. » Ce après quoi il le réfutait vigoureusement.

En Italie, le succès fut presque prodigieux. Trois éditions parurent dans le premier mois, et trois autres dans les deux mois qui suivirent; les libraires n'arrivaient pas à satisfaire à temps la

1. P. 34.

2. *Gesprächbüchlein. Ein liberaler Katechismus für sehr viele Servile. Aus d. ital. übersetzt.* Regensburg, 1832, in-12. *Id., ibid.*, 1833, in-8°. — *Philosophisch politischer Katechismus. Eine Berichtigung der gangbarsten philosophisch-politischen Lehren und Ansichten unserer Zeit.* Aus d. ital. übersetzt von Albert von Haza-Radlitz. Regensburg, 1834, in-12. — *Abhanlung über Staats-Reformen. Ein nützliches Vade-mecum für alle Freünde und Feinde der besteh. Ordnung.* Aus. d. it. frei. ub. von Albert von Haza-Radlitz. Regensburg, 1834, in-8°.

3. *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1834, p. 298-323. F. de La Mennais : De l'absolutisme et de la liberté (Dialoghetti). D'après Avoli, l'ambassadeur de France à Rome fit une réclamation auprès du Saint-Siège; et le cardinal secrétaire d'état séquestra une centaine d'exemplaires, pour la forme (Appendice all' Autobiografia, p. 348).

curiosité des acheteurs. Qui donc avait écrit cet étrange ouvrage? Il ne portait pas de nom d'auteur, ni de permis d'imprimer. Il est de Leopardi, disait la rumeur publique. Quel Leopardi? Le poète pessimiste? L'auteur désormais fameux des *Canti* et des *Operette morali*? Les titres ne sont pas sans analogie : *Operette*, *Dialoghetti*; dans les *Operette* aussi, le dialogue est une forme souvent employée. Il faudrait, en tout cas, que l'auteur eût changé d'opinion. Car les *Operette morali* nient les croyances religieuses, raillent les systèmes politiques, déclarent que rien n'étant vrai que la souffrance, rien n'est bon que l'anéantissement. L'irrespect est leur principe; ni les rois ne sont épargnés, ni Dieu. Les *Dialoghetti*, au contraire, défendent la tradition avec une étroitesse superbe; il suffit que royauté et religion soient des institutions établies, pour qu'ils les donnent comme sacrées; ils apportent à la défense du principe d'autorité une fougue et une violence que les partisans les plus décidés de l'absolutisme admirent. Serait-ce le même Leopardi cependant? Le fait est qu'à la fin de 1831, Giacomo Leopardi est venu s'installer à Rome; son brusque départ de Florence a défrayé les conversations mondaines. Si c'était l'indice d'une conversion? En ces matières, on peut voir quelquefois des changements qui ne sont ni plus brusques, ni plus étonnants...

On devine la lutte qui s'engagea dans le cœur de Giacomo, quand il lut l'œuvre de son père. S'il la désavouait, il manquait à ses obligations filiales. De son enfance sans tendresse il avait gardé pour Monaldo plus de crainte que de respect, plus de déférence officielle que d'amour. Se rebeller ouvertement contre les avis de son père, voilà ce qu'il n'osait pas faire. Même loin de lui, il restait toujours un peu le petit garçon de Recanati. C'est au point que dans ses lettres, il lui parle encore en chrétien soumis, longtemps après qu'il s'est révolté. Leurs âmes sont trop dissemblables pour que la confiance règne entre elles, et pour que les conflits d'idées soient adoucis par l'affection. — Mais aussi, laisser croire qu'il abandonnait ses opinions les plus chères, et qu'ainsi son pessimisme n'avait été que jeu de dilettante; avoir l'air de renoncer à sa douleur, comme à un vêtement incommode

que l'on quitte lorsqu'il a cessé de plaire; trahir, en somme, ceux qui avaient eu confiance en lui, non pas seulement ses amis mais ses lecteurs; avoir été l'auteur de la Canzone à l'Italie, devenir l'auteur des Dialogues : son silence impliquait tout cela.

De cette lutte, les lettres qu'il écrivait à cette époque nous ont laissé la trace. Il se réjouit d'abord du succès du livre; tout le monde en parle et l'ouvrage est tellement recherché, que lui-même n'a pas encore pu le voir[1]. Tous les exemplaires qu'il a entre les mains lui sont aussitôt enlevés[2]. A Florence où il rentre au mois d'avril 1832, bien que l'opinion publique soit différente de celle de Rome et de Modène, tous rendent justice au talent et au mérite de l'auteur parce que les Toscans sont des juges raisonnables et impartiaux[3]. C'est ainsi qu'il s'exprime quand il écrit à Recanati. Mais lorsqu'il peut ouvrir librement son cœur, quelle tristesse! Et quel dégoût[4]!

Je n'en peux plus, en vérité je n'en peux plus. Je ne veux plus garder sur mon visage la souillure d'avoir écrit ce livre infâme, ce livre très infâme, ce livre scélérat. Ici, tous croient qu'il est de moi : car Leopardi en est l'auteur; mon père est tout à fait inconnu, je suis connu, donc l'auteur, c'est moi. Même le gouvernement m'est devenu hostile à cause de ces sales dialogues fanatiques. A Rome, je ne pouvais plus me nommer dans aucun endroit sans entendre dire : Ah! l'auteur des Dialogues! Il est impossible que je te raconte tous les affronts que j'ai dû subir pour ce livre. A Lucques, le livre court sous mon nom. J'imprime ma déclaration dans tous les journaux d'Italie; en France j'en envoie une autre, plus bruyante...

Son parti était pris, en effet. Une note brève et énergique qu'il communiquait à la presse faisait savoir qu'il n'acceptait pas la responsabilité d'avoir écrit les Dialoghetti. En même temps, il écrivait sa décision à son père, et il l'expliquait par deux raisons : la première, qu'il n'avait pas le droit d'usurper ce qui appartenait à autrui; la seconde : « Mon honneur exige que je déclare que je n'ai pas du tout changé d'opinion...[5] »

1. *Epistolario*, II, p. 456, Lettre du 2 février 1832. A sa sœur.
2. *Ibid.*, p. 458, 14 février 1832. A son père.
3. *Ibid.*, p. 471, 5 avril 1832. A son père.
4. *Ibid.*, p. 473-4, 15 mai 1832. A son cousin G. Melchiorri.
5. *Ibid.*, p. 480-481. Florence, 28 mai 1832. A son père.

Mais se dégager des idées de son père, c'était, du même coup, se rapprocher des idées contraires. Du moment où le soupçon même de compter parmi les absolutistes l'indignait, et l'affligeait, du moment où il se sentait de cœur avec les libéraux contre les réactionnaires, c'était à la tradition révolutionnaire qu'il se rattachait implicitement. Or les défenseurs du trône et de l'autel, comme on disait alors, n'admettaient pas les distinctions et les nuances. La tradition révolutionnaire, pour eux, était représentée à la fois par Robespierre et par Napoléon. La peur qu'ils avaient eue de l'un et de l'autre les avait si intimement unis dans leur esprit qu'ils se confondaient; tous deux représentaient la propagande française et l'expansion française. Il fallait tout prendre ou tout laisser. Leopardi avait choisi; et, choisissant, par une conséquence imprévue et pourtant très logique, il avait pris, avec la France et avec la Révolution, Napoléon.

PAUL HAZARD.

PITT ET NAPOLÉON

D'après M. J. Holland Rose.

La première fois, sans doute, que les noms de Pitt et de Napoléon se trouvent rapprochés, c'est en 1796, par un contemporain quelque peu naïf, qui dénonce leur complicité possible. Du Pont (de Nemours) lisant dans les journaux de pluviôse an IV que Bonaparte et Saliceti étaient nommés à l'armée d'Italie, crut devoir écrire au gouvernement : « Ne savez-vous pas ce que c'est que des Corses? Depuis deux mille ans, personne n'a jamais pu compter sur eux. Ils sont mobiles par nature; ils ont tous leur fortune à faire, et Pitt peut leur donner plus de guinées que vous ne pouvez leur fabriquer de gros sols... » Quand Barras, dix-huit mois plus tard, invitait Bonaparte à satisfaire ses justes haines, en allant « enchaîner le gigantesque forban qui pèse sur les mers », il était plus près de la vérité. Napoléon et Pitt, qui ne se sont jamais vus, n'ont pas cessé de se haïr.

Doit-on conclure de là qu'ils représentaient seulement, chacun de son côté, la haine et les rancunes accumulées des deux peuples l'un contre l'autre, une concurrence et des ambitions presque millénaires, et qui paraissaient alors inconciliables, « sept cents ans d'histoire de France contre sept cents ans d'histoire d'Angleterre[1] » ? Les meilleurs historiens anglais ne vont pas jusque-là. L'un de ceux qui connaissent le mieux les deux antagonistes, M. J. H. Rose,

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, VI, 300.

s'est fait le biographe de Pitt après avoir été celui de Napoléon [1]. L'enquête minutieuse qu'il a conduite ne l'amène pas à penser qu'entre ces deux hommes d'État l'accord fût impossible *a priori*, de par une sorte de nécessité souveraine.

Contre Pitt, Napoléon a ressenti les mêmes colères et formulé les mêmes anathèmes que les Français de son temps. Il a maudit, et même insulté l'homme que la Convention avait déclaré, par un vote presque unanime, « ennemi de l'espèce humaine », en qui Robespierre voyait un monstre et Barère « un tigre nourrissant les traîtres de ses mamelles ». Il a toujours regardé Pitt comme l'obstacle au rapprochement entre les deux pays : « Que de mal nous nous sommes fait, que de bien nous pourrions nous faire ! dit-il à Sainte-Hélène au colonel Wilkes. Sous l'école de Pitt, nous avons désolé le monde..., avec l'école de Fox nous nous serions entendus [2]. » Il lui reproche d'avoir toujours voulu la guerre, et travaillé contre la paix, en 1796, en 1797, en 1800, en 1803, en 1805, par haine de la Révolution et de la France, par acharnement à nous repousser dans nos anciennes frontières, et à rétablir les Bourbons. C'est le jugement de tous les Français d'alors, et c'est à peine si, en treize ans, de 1793 à 1805, il s'est trouvé un journaliste ignoré pour défendre les intentions de Pitt, faire valoir ses vues pacifiques, les opposer à l'hostilité tenace, invincible, d'un Grenville ou d'un Windham [3]. Du moins Napoléon, qui a souvent été plus injuste pour ses partenaires en diplomatie que pour ses adversaires du champ de bataille, qui a peut-être méconnu les intentions et le patriotisme du fils de lord Chatham, ne l'a-t-il jamais confondu avec la nation dont il dirigeait les destinées. Il a souvent rendu justice à l'Angleterre, et l'on commettrait sûrement une injustice en lui faisant grief d'avoir jugé les Anglais d'après Pitt, comme il a jugé peut-être les Espagnols d'après Godoy.

Pitt, au contraire, a rarement fait des distinctions de cette

1. *The life of Napoleon I*, 5e édit. 1911, 2 vol. in-8°; *William Pitt and national revival* (jusqu'en 1791); *William Pitt and the great war* (1791-1805) 2 vol. in-8°, 1906-1911; *Pitt and Napoleon, essays and letters*, 1 vol. in-8°, 1912. Londres, G. Bell et fils.

2. *Mémorial de Las Cases*, III, 88.

3. Article paru dans le *Moniteur* du 20 brumaire an V.

espèce. Ce qu'il déteste et combat en « Bonaparte », comme en Robespierre ou en Barras, c'est la France révolutionnaire et conquérante, et il se fait de Napoléon une image singulière, qui évoque le souvenir des caricatures de Gillray : une sorte de clubiste audacieux et sanguinaire, porté au pouvoir par l'émeute et sans cesse à la veille d'être renversé par elle, auquel il reproche tout à la fois son despotisme et l'instabilité qu'il y discerne. Cela du moins semble ressortir de ses discours et de sa conduite après 1802. Que ce fût là mal juger à la fois Napoléon et la France, nul ne le conteste à présent outre-Manche, et nous aurions, nous Français, quelque mauvaise grâce à y insister. Il est moins banal et plus utile de vérifier dans quelle mesure on peut faire, en faveur de Pitt, appel du jugement porté sur lui par nos aïeux et par l'Empereur. C'est en quoi sans doute la biographie attentive et naturellement sympathique de M. Holland Rose peut être surtout profitable au lecteur français.

L'extérieur de Pitt n'avait rien d'agréable. Ni les portraits peints, comme celui de Hoppner à la *National portrait Gallery*, ni la gravure éditée en 1801 par Edridge et qui passe pour la plus ressemblante, ne sont faites pour démentir l'impression qu'il avait laissée à presque tous les contemporains. Sa nièce, lady Hester Stanhope, le représente arpentant à grandes enjambées les allées de Hyde Park, « haute taille, poitrine étroite, visage ingrat, la tête levée, le nez au vent, l'air absent comme un poète », indifférent à tout ce qui l'entoure. Et Chateaubriand, qui ne l'avait vu qu'une fois, à Westminster, se le rappelait encore après trente ans passés : « Grand, maigre, en habit noir, épée à poignée d'acier, chapeau sous le bras ; un regard dédaigneux, un air triste et moqueur ; mal vêtu, sans plaisir, sans passion, avide seulement de pouvoir. » Les historiens sont sévères aussi. Macaulay a écrit de lui : « Tout dans sa personne respirait l'orgueil ; on lisait cela dans les traits durs et rigides de son visage ; on le sentait dans sa manière de marcher, de s'asseoir, de se lever, dans sa façon de saluer surtout. » Lecky le juge « un pur politicien, rien de plus ». D'autres vont plus loin, lui imputent une cruauté cynique et froide qui n'est guère vraisemblable. Son éloquence, qui pouvait convaincre et

entraîner, n'était pas capable d'émouvoir. Il tenait plus, dit son biographe « du genre austère que du genre fleuri ». Il avait, comme orateur, des qualités du premier ordre : facilité d'improvisation, maîtrise de soi, autorité dans la voix, bien qu'elle fût peu nuancée, et dans le geste, quoiqu'il trahît parfois un peu de gaucherie. Ce que l'ancienne rhétorique appelle l'invective était son triomphe, et l'indignation, feinte ou sincère, son thème le plus familier. Mais il ne sut jamais provoquer ces grands mouvements qui soulèvent et transportent une assemblée hors d'elle-même, entraînent les convictions et changent les votes. On s'accorde généralement à dire qu'il manquait trop de sensibilité pour émouvoir aisément celle des autres. M. Rose convient lui-même que, dans ses dehors tout au moins, il avait hérité des Grenville, par sa mère, « une froideur plus qu'anglaise ».

Pourtant il n'est pas rare, chez l'homme d'état et l'orateur, que l'impassibilité soit un masque. Ceux qui ont, comme Pitt, débuté très jeunes dans la vie publique, prennent souvent pour règle de vie d'étouffer en eux-mêmes ce premier mouvement dont Talleyrand disait qu'on doit s'en méfier, parce que c'est le bon presque toujours. M. Rose a pris à tâche de nous faire voir que c'est bien le cas; sa démonstration veut peut-être trop prouver parfois; mais elle nous laisse fort ébranlés, sinon tout à fait convaincus. Dans un cercle étroit d'amis, tous hommes politiques, et du même parti, Pitt, on en doit convenir, savait être cordial, sans raideur, confiant même. George Rose, Wellesley, Canning surtout, qui furent admis par lui à une véritable intimité morale et intellectuelle, s'attachèrent à lui sans retour. Wilberforce, malgré bien des divergences de vues, lui resta fidèle de cœur. Indifférent aux œuvres d'art, sans goût, ni curiosité, ni même justice pour les artistes — il fit ou laissa supprimer la pension de 5 000 francs dont vivait l'illustre Reynolds —, il s'intéressait, au contraire, aux lettres classiques, appréciait et aimait les auteurs anciens, les relisait souvent, et en parlait avec complaisance. Il vivait seul, et pourtant il aimait à jouer longuement avec les jeunes enfants des ses amis. Il passait pour insensible aux femmes, et il a peut-être souffert jusqu'à sa mort d'une secrète blessure d'amour.

M. Rose ne touche ce point délicat qu'avec la discrétion extrême familière aux historiens anglais sur les questions de cette espèce. On sait que les contemporains avaient noté chez Pitt, pour la tourner en ridicule ou en médisance, une froideur singulière envers les femmes. On l'appelait l'*Immaculé*. De mauvais plaisants prétendent qu'un jour, aux Communes, tandis qu'il revenait à sa place après une courte absence, un député le salua d'une citation de Virgile : *Jam redit et virgo...* Là-dessus, lady Hester Stanhope s'indigne, crie à la calomnie, et pour preuve, cite des noms féminins, rapporte même des anecdotes : Pitt aurait un jour, à table, au moment des toasts, fait usage, en guise de verre, du soulier d'une beauté célèbre. On conte aussi qu'une très grande dame — lord Rosebery nomme lady Gordon — éprise du jeune ministre, l'aurait vainement supplié d'accepter sa main. A quoi l'on pourrait répondre qu'en vérité cela non plus n'est pas une preuve, au contraire. Mais on sait, avec certitude, que Pitt lui-même projeta d'épouser lady Eleanor Eden, la fille aînée de lord Auckland, et lui fit quelque temps sa cour. Elle avait vingt ans à cette époque (1797) et lady Stanhope la trouva « glorieusement belle », ce qui témoigne de sa part — une fois n'est pas coutume — d'un certain excès dans l'éloge, si du moins l'on en juge par la miniature que M. Rose a reproduite. C'est une beauté blonde, régulière, mais un peu fade, les yeux sans éclat, quoique grands et clairs, la bouche fine cependant, et relevée d'un sourire expressif; en somme, rien de « glorieux », nul charme particulier qui attire ou qui domine. Il paraît qu'elle était très instruite, très déliée, merveilleusement propre à tenir un salon politique et mondain à la fois. Elle aurait donné à Pitt ce qui lui manquait : du liant, de l'aisance, une influence personnelle à la cour et dans les familles de l'aristocratie. Ils avaient un penchant très marqué l'un pour l'autre, et leur union semblait prochaine, quand Pitt renonça tout à coup, pour un motif qu'il ne dit pas, à ce que lui-même appelait « sa plus chère espérance ». Son biographe suppose qu'ayant trouvé ses affaires personnelles en fâcheux état, il craignit d'offrir à celle qu'il aimait une vie médiocre et même difficile. Quelque emploi lucratif, obtenu du Roi, pouvait permettre à lord Auckland de bien doter sa fille.

L'expédient déplut à Pitt, paraît-il, et il jugea plus digne de ne rien demander, quitte à sacrifier son bonheur domestique et celui de sa fiancée. A dire vrai, les preuves de tout cela manquent un peu. La lettre de rupture du scrupuleux ministre est bien froide, bien correcte, bien vague aussi pour couvrir ces beaux sentiments ; et l'on se demande enfin comment l'austère vertu de Pitt lui permit, peu de temps après, de procurer à son frère aîné les avantages qu'il lui répugnait tant de solliciter pour son futur beau-père.

Au demeurant, son honnêteté n'est pas niable. Ce Pitt que les Français traitèrent pendant quinze ans de corrupteur et même de « veau d'or », à qui toutes les caricatures font répandre à pleines mains guinées et banknotes, fut un homme probe, insoucieux de l'argent, mauvais ménager de son bien, en proie aux huissiers toute sa vie. Il ne voulut pas laisser le Roi payer ses dettes, accepta sur le tard, à grand'peine, quelque secours de ses amis, et mourut tout à fait ruiné par des parents avides et des valets pillards. Peut-être ces chagrins privés, qu'il cachait avec soin, expliqueraient-ils ses manières hautaines, son caractère morose, sa passion exclusive pour les luttes politiques, qui prennent l'homme entier et lui font oublier tout le reste. Il pleura, dit-on, une fois en sa vie : au Parlement, le 9 avril 1805, quand son ami Melville, devenu par négligence le complice apparent d'un fonctionnaire indélicat, se vit flétrir par les Communes, à une voix de majorité — celle du speaker. C'est la seule défaillance qu'on note chez Pitt, à moins qu'il ne faille, avec M. Rose, admettre qu'au seul souvenir d'Éléanor Eden, trois ans et plus après la rupture, il fût encore assez ému pour ne pouvoir, au mariage d'un ami, signer sur le registre de l'église. Sûrement, en tout cas, chez le *great commoner*, l'homme valait mieux que ses apparences et sa réputation. Derrière une façade d'indifférence, de froide et parfois cruelle ambition, le *real Pitt*, comme dit son biographe, se découvre capable d'enjouement, de fidélité, presque de tendresse à certains moments et pour quelques-uns. N'allons pas trop loin toutefois. On ne saurait parler du « charme » de Pitt sans un excès qui choque, et sans rappeler, par contraste, bien des traits qui sembleraient presque odieux. M. Rose signale

chez Canning une faculté d'émotion et une susceptibilité qu'il appelle « celtiques ». Qualité ou défaut, ce *celtisme* manquerait vraiment un peu trop, pour notre goût, à William Pitt. Et c'est bien aussi le reproche que Napoléon, bien peu *celte* pourtant, lui faisait le plus volontiers. Quand même ils se seraient rencontrés et connus de près, les deux hommes ne pouvaient guère se comprendre.

Ils eurent une première occasion de l'éprouver au début de 1800, quand le Premier Consul offrit la paix à l'Angleterre. La célèbre lettre au roi George, qu'il publia le 25 décembre 1799, écrite pour l'opinion publique, n'atteste pas, à coup sûr, des vues pacifiques bien sincères. Napoléon l'avait écrite pour consolider son pouvoir et ruiner, autant que possible, le crédit de son adversaire. Pitt pouvait ne pas se prêter à cette manœuvre, et repousser une offre à bon droit suspecte. Il le fit, en effet, mais avec autant de mauvaise grâce que de maladresse, refusant de trouver dans le gouvernement de l'an VIII la moindre garantie de sécurité, imposant même, comme condition de la paix future, le rétablissement de la monarchie en France et le retour aux anciennes frontières. Au Parlement, il fut plus tranchant et plus intraitable encore. « *Cur pacem nolo?* s'écria-t-il avec Cicéron; *quia infida est, quia periculosa, quia esse non potest.* » Et il se lança dans une philippique contre Bonaparte, « quintessence du jacobinisme, héritier et défenseur de toutes ses atrocités, seul organe à présent de tout ce qu'il y eut dans la révolution de dangereux et de pestilentiel ». Aucun langage n'était moins propre à procurer les résultats politiques qu'en espérait l'orateur. Pitt, cela paraît certain, s'était flatté de convaincre les Français qu'il était urgent et profitable de rétablir au plus tôt Louis XVIII sur le trône. Singulière faute de jugement de la part d'un homme qui en 1797, lors des pourparlers de Lille avec le Directoire, avait montré tant de zèle sincère pour la paix, et justifié par des actes sa promesse « d'étouffer tout sentiment d'orgueil ». Après 1815 encore ce manque de logique et d'adresse semblait inexplicable à Napoléon.

Du moins Pitt eut-il le mérite de ne pas persister dans cette erreur. On sait qu'il quitta le pouvoir en février 1801, non pas,

comme on le répète encore quelquefois, pour laisser à d'autres le soin de conclure une trêve provisoire avec la France, mais faute de pouvoir tenir sa parole envers les catholiques d'Irlande. En échange du vote de l'*Acte d'Union*, il leur avait promis l'émancipation politique; le Roi n'y voulant pas consentir, il se retira. Pitt avait beaucoup de respect pour George III. Il savait la raison du souverain gravement atteinte. Un désaccord prolongé, une dissolution du Parlement, l'appel au pays pouvaient achever ce désordre mental déjà menaçant, amener l'établissement d'une régence, donner le pouvoir au prince de Galles. Pitt, qui détestait l'héritier du trône, ne voulut pas courir un pareil risque. Il alla même, paraît-il, pour rassurer et calmer George III, jusqu'à lui faire des promesses imprudentes. Il accepta de soutenir son successeur devant la Chambre, et même, s'il revenait aux affaires, d'abandonner, tant que le roi vivrait, le projet d'émancipation.

Singulière démarche, et dont on douterait volontiers si l'on n'était en présence de témoignages formels, et si le loyalisme monarchique n'avait ses raisons, qui parfois déconcertent la raison toute simple.

Pitt montra plus de conséquence en s'associant aux efforts du ministère Addington pour conclure avec la France les préliminaires de Londres et la paix d'Amiens. Il semble même avoir été consulté discrètement, au cours des négociations, par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Hawkesbury. Aux Communes, il défendit éloquemment le traité contre ses amis et collègues de la veille, Windham, Grenville, Canning même; il en fit ressortir les avantages, et montra que pas un de ceux qu'on abandonnait pour terminer la guerre ne valait qu'on la continuât pour le conserver. Il recommandait même, au cas où l'on devrait choisir entre l'acquisition de Malte et celle de la Trinité, de renoncer à Malte, car « l'orgueil des Français souffrirait trop d'y voir flotter l'étendard britannique ». La paix conclue, elle avait, selon lui, toutes chances de durer longtemps : à supposer que Bonaparte consolidât en sa faveur une dictature militaire, ce n'était pas à l'Angleterre qu'il s'attaquerait tout d'abord.

Les faits devaient démentir cette prophétie. Le piquant est que,

si l'armée française eût mis le pied sur le sol anglais, c'est justement à Pitt que revenait la tâche de livrer contre elle le premier combat. Parmi les charges qu'il excerçait, même hors du pouvoir, la principale était celle de *lord warden* des cinq ports de la Manche (Hastings, Romney, Hythe, Douvres et Sandwich). A ce titre, il dut non seulement faire édifier des défenses fixes et construire des canonnières, mais recruter des compagnies de volontaires, les équiper, les exercer et même les passer en revue. Il y dépensa, sans grand résultat, quelque peu de son temps et beaucoup de ses revenus. Il avait pris très au sérieux les préparatifs du camp de Boulogne; il crut au succès possible d'un débarquement opéré de nuit, grâce à la fameuse flottille, et il reprochait au gouvernement de ne rien faire contre ce danger, de tout sacrifier à la flotte de haut bord, sans songer aux défenses terrestres ni aux batteries flottantes. Heureusement pour l'Angleterre, il changea d'avis quand le vœu quasi unanime de l'opinion et des Chambres l'eut rappelé aux affaires.

Son désir passionné de vaincre Napoléon, dans l'espèce de duel qu'ils avaient engagé, lui fit même prendre une part directe à la direction de la guerre navale. Son biographe a profité de l'occasion pour examiner, après bien d'autres, et notamment après le colonel Desbrière, les projets du camp de Boulogne et sonder, autant que possible, les vraies intentions de Napoléon. Il conclut que trois fois au moins, dans l'hiver de 1803, dans l'été de 1804, et de mars à juillet 1805, l'empereur était résolu de tenter l'entreprise. L'arrivée de Villeneuve dans la Manche à ce dernier moment n'avait rien d'impossible; s'il y avait paru, Napoléon risquait l'attaque. Avec quel succès? Les gens du métier en discutent encore, et l'on n'en peut rien dire même de probable. Pitt s'en montra toujours fort inquiet, du moins jusqu'à l'été de 1805. A ce moment, il voulut à son tour prendre l'offensive, débarquer des troupes en Hollande et d'autres dans le pays de Naples. C'est seulement pour empêcher l'escadre de Villeneuve de mettre obstacle à cette dernière entreprise qu'un blocus sévère des ports espagnols fut prescrit à la flotte anglaise, sur l'ordre formel de Pitt, semble-t-il. En sorte que la bataille de Trafalgar, ordinaire-

ment présentée comme type d'opération navale offensive, ne fut pas *voulue* à proprement parler par l'amiral anglais, ni par son gouvernement. Ce fait, au premier abord surprenant, mais exact, et où M. Rose insiste avec raison, rend compte aussi des faibles résultats stratégiques de la bataille. Aucune grande entreprise ne fut, de part ni d'autre, empêchée ou permise par cette journée. Même l'effet moral en fut médiocre, et la gloire d'Austerlitz l'effaça bien vite. La maîtrise de la mer est un avantage capital, mais qui se fait sentir seulement à la longue, et sans éclat. Ainsi Pitt n'eut pas le temps de voir les résultats d'une victoire où il avait sa part légitime sans pourtant l'avoir ordonnée. La mort l'atteignit assez brusquement, à quarante-sept ans, et l'emporta sans peine; l'abus du *porter* avait compromis sa santé, et la ruine de ses espérances politiques fit le reste. Quelques semaines plus tôt, il croyait tenir le succès; en peu de jours, il apprit la défaite d'Austerlitz, la débâcle de la coalition, le désastre de l'armée navale qu'il venait, escomptant l'alliance prussienne, de faire partir pour les Pays-Bas. Le dernier coup fut peut-être le plus sensible, car il s'était obstiné à cette entreprise; il y songeait encore à l'instant suprême. Napoléon mourant devait réunir dans un dernier appel ce qu'il avait aimé le plus au monde : sa première femme et son armée. Quand James Stanhope se pencha sur la poitrine de Pitt moribond pour écouter s'il respirait encore, il entendit distinctement ces mots : « Ma patrie! dans quel état je laisse ma patrie! »

A cette heure, il paraissait le vaincu; et cependant, moins de dix ans plus tard, l'Europe était devenue telle qu'il la souhaitait, et non plus telle que Napoléon l'avait faite. Du moins il en paraissait ainsi sur les cartes, et dans le texte des traités. Mais les parchemins des chancelleries, tout comme les tracés de frontières, ne sont guère qu'un accident, parfois secondaire, dans la vie des peuples. Napoléon le savait mieux que personne. Il n'y a guère d'apparence que William Pitt s'en soit douté.

RAYMOND GUYOT.

LA BATAILLE D'ORTHEZ
27 FÉVRIER 1914

Parmi les combats importants qui marquent la fin de l'épopée impériale, celui d'Orthez a obtenu des historiens une brève mention seulement[1]. L'attention est sollicitée par la défense de Paris, par la suprême résistance de Napoléon. Le lieutenant chargé d'empêcher les alliés d'entrer en France par les Pyrénées est resté dans l'ombre. Cependant s'il recule, c'est pied à pied, c'est en disputant énergiquement le terrain à l'ennemi ; il remplit ainsi son rôle de retarder la marche de Wellington, de l'empêcher d'opérer sa jonction avec les armées du centre. La lutte s'engage à Orthez dans un corps à corps difficile à toujours éviter et la défaite est importante par le nombre des victimes. Soult amènera son vainqueur vers Toulouse où les opérations prendront fin.

I

Opérations préliminaires.

La défaite de Vitoria (21 juin 1813) détermina un mouvement de retraite de l'armée de Joseph Bonaparte vers la frontière

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, 1860, t. XVII, p. 617. H. Houssaye, *1814*, 64e édit., p. 240-241. Les historiens militaires ont été plus exacts et plus abondants : Commandant Clerc, *Campagne du maréchal Soult*, Paris, Baudoin, 1894, in-8° ; Lieutenant-colonel Dumas, *Neuf Mois de campagne à la suite du maréchal Soult*, Paris, Charles Lavauzelle, in-8°, bonne reconstitution topographique. En plus de divers récits imprimés nous avons dépouillé les Archives du ministère de la Guerre et aux Archives Nationales la correspondance du préfet des Basses-Pyrénées, F1e III B. P.

française. Quelques jours après, le 25, Foy est battu à Tolosa par lord Graham. Wellington met le siège devant Pampelune et Saint-Sébastien, il occupe les cols de Maya et de Roncevaux. Par décret du 1er juillet Soult est appelé au commandement de l'armée des Pyrénées avec le titre de « lieutenant de l'Empereur ». Le maréchal connaît bien la Péninsule, il passe pour un habile manœuvrier, il exerce un grand ascendant sur le soldat. Il rejoint les troupes au moment où elles occupent les hauteurs de la rive droite de la Bidassoa et, ayant laissé à Bayonne 14 000 hommes de troupes, il vise à dégager Pampelune. Mais à peine entré en Espagne il essuie une défaite sanglante à Sauroren et se reporte aussitôt sur ses positions premières de la Bidassoa. Wellington réussit à entrer en France le 7 octobre, Soult recule et se place sur la ligne de la Nivelle, bientôt forcée par les alliés (10 novembre), puis sur la ligne de la Nive, appuyant ses ailes sur Bayonne et sur Saint-Jean-Pied-de-Port. L'ennemi peut franchir le cours d'eau au gué de Cambo le 9 décembre. Soult a réussi à se maintenir dans ses positions pendant une partie de la mauvaise saison, qui a été fort pluvieuse; les terrains bas entre Bayonne et le Béarn sont couverts d'eau. Il lui faut dorénavant reporter la défense sur la ligne de la Bidouse, de l'Adour et des Gaves. Plus on recule, plus l'attaque décisive a chance de se produire et il convient de se procurer les avantages de la position. Sur ces entrefaites, en janvier, Napoléon enlève à son lieutenant la moitié de sa cavalerie et de son artillerie; des troupes aguerries, soit environ 14 000 hommes. Il le presse de livrer un combat dont il ne doute pas que l'issue soit favorable à son armée. De son côté Wellington est sourdement irrité de ne pouvoir joindre les corps du centre. Le 14 février les alliés prennent contact à Hélette avec le corps du général Harispe que le vœu de ses compatriotes a appelé de l'armée d'Aragon à la défense de son pays natal. Les Anglais de Hill, les Espagnols de Morillo forcent Harispe à se replier vers le Saison ou gave de Mauléon. Clausel, détaché de l'armée d'Aragon et qui a voulu s'opposer à la marche de l'ennemi, a été ramené vers la Bidouse. Les alliés avançant franchissent le gave au gué d'Arrive le 17 et contraignent les Français à

se reporter sur le gave d'Oloron, à 2 kilomètres. Wellington cherche à rejoindre la route de Perpignan à Bayonne qui longe la rive droite du gave de Pau et de l'Adour, parallèle à la chaîne des Pyrénées, de laquelle se détachent, à Pau, à Orthez principalement, les voies menant à l'intérieur de la France.

Soult sent le danger. Le 22 février, il quitte Sauveterre pour Orthez, s'installe au faubourg de Départ et inspecte la région, Picton se livre à des manifestations devant Sauveterre. Un de ses détachements qui va chercher un gué au-dessous de la ville, à Aspis, est rejeté dans le gave par le 119e de ligne. De son côté Hill n'est pas inactif et, le soir du 24, désireux de devancer les Français dans leur retraite probable vers Orthez, il franchit le cours d'eau aux gués de Viellenave de concert avec les généraux Alten, Stewart et Le Cor, tandis que Clinton passe à Laás. Il se poste sur les hauteurs de Montestrucq, Orion, Loubieng et Castetner. Harispe a mission de retarder sa marche pour protéger celle des Français. Clausel, en effet, quitte Sauveterre dans la nuit du 24 au 25, non sans avoir fait sauter le pont; il envoie Taupin sur Salies, Villate et Berton sur Orthez. A l'autre extrémité de la ligne, Drouet d'Erlon a franchi l'Adour à Port de Lanne et rejoint Foy à Peyrehorade avec Darmagnac et Rouget. Ils avancent; pendant la nuit Taupin les rejoint après avoir fait sauter le pont de Bérenx et le 25, au matin, les quatre divisions campent au village de Baigts; vers dix heures elles se rapprocheront d'Orthez que Clausel rejoindra aussi.

Ce même jour les alliés sont ainsi disposés. Hill, qui a suivi Clausel, occupe les hauteurs de Départ, face à Orthez, avec les divisions Stewart, Clinton et Le Cor. — La division Picton avec la brigade de cavalerie de Somerset, venue de Sauveterre, suit Taupin. Le maréchal Beresford a laissé la division Walker à Hastingues, la division Cole à Œyregave et à Sorde, la brigade de cavalerie Vivian à Sorde. Les Espagnols de Morillo sont à l'écart, occupés au siège de la petite place forte de Navarrenx. Wellington éloigne de parti délibéré les Espagnols maraudeurs et pillards; il ne veut pas exciter les populations, redoutant par-dessus tout une guerre de guérillas et, certes, les barbaries de Mina dans la vallée

de Baïgorry, l'appel aux armes que font les autorités désireuses d'organiser des corps francs, sont de nature à la provoquer.

Voyant Soult reculer devant lui, Wellington a eu l'espoir de franchir le gave de Pau sans difficultés en amont d'Orthez. Mais, en apprenant que les troupes françaises se concentrent, il a renoncé à son projet. Arrivé dans la matinée à Départ, après avoir refoulé Villate posté à Magret, il voit sauter devant lui, à midi, les parapets du pont antique, la mine sera impuissante à entamer les arches pendant les deux jours suivants que l'opération sera encore tentée. Le passage de la tour du pont est barricadé; les tirailleurs répandus dans les maisons situées le long du bord du gave dirigent un feu nourri contre les alliés, ils sont secondés par les batteries postées sur l'éperon en avant de l'ancien couvent de Saint-Bernard entre les routes de Dax et de Bayonne.

Dans la nuit du 25 au 26 la brigade Vivian a franchi le gave aux gués de Cauneille et à son tour, dans la matinée, Beresford le traverse avec Cole et Walker sur ses pontons, à Peyrehorade et à un gué proche de Cauneille. Il a le désir de gagner Orthez. En avant de Puyoo, un escadron de Vivian rencontre un détachement du 15e chasseurs à cheval chargé de la garde de ces lieux et qu'il charge vigoureusement. Beresford avance et rencontre le bataillon occupé à veiller sur le pont détruit de Bérenx et obligé de se retirer. Le colonel Faverot, commandant du 15e chasseurs, accourt à Orthez renseigner le maréchal sur cette marche en avant des ennemis devant lesquels ses hommes ont dû se replier jusqu'à Routè Bielh en avant de Castétarbe. Soult déclare, écrit et laisse écrire que ce chef fut réprimandé pour avoir quitté son régiment, envoyé devant un conseil d'enquête qui l'aurait acquitté. Cette faute compromettait le sort de l'armée. Justification trop tardive : car nul document d'archives ne concorde avec l'expression des sentiments du maréchal. Le colonel resta à la tête de son régiment, combattit durant toute la campagne et son dossier personnel ne contient que d'élogieux certificats, Soult ne pouvait cependant pas lui reprocher l'ignorance où il était lui-même que l'ennemi avait pu franchir le gave dès le 25!

Dans la soirée du 26 Picton réussit à passer la rivière au-

dessous de Bérenx avec la cavalerie de Somerset qui l'a traversée à Ramous. A cinq heures du soir, avec le corps de Beresford, il campe sur la hauteur est de Baigts, succédant aux quatre divisions de Reille et de d'Erlon qui, le 25, à dix heures du matin, s'étaient rabattues en arrière vers Orthez sur le contrefort de Castétarbe.

Dès lors le plan de l'ennemi est apparent : il veut tourner les Français. Soult aurait pu s'y opposer en tombant sur lui, en l'empêchant de se concentrer, mais la marche a été si rapide qu'il n'en a pas eu le temps. Wellington renonce alors à entrer dans Orthez par la rive gauche. Foy, qui d'après son *Journal* est allé en ville, regagnait dans l'après-midi son quartier général de Castaing, à Castétarbe, en visitant les postes de sa division lorsqu'il aperçoit les mouvements de l'ennemi qui, sur la rive gauche, envoie les divisions Alten et Clinton passer la rivière à Bérenx, Hill reste seul à Magret, au-dessus de Départ, avec la division Stewart, les brigades portugaises de Le Cor et deux régiments de cavalerie et d'artillerie.

II

Topographie des lieux.

Une description sommaire des lieux est nécessaire pour suivre les péripéties du combat livré à l'ouest d'Orthez[1]. Négligeons la route de Bayonne (n° 117) créée au XIXe siècle; il n'y avait alors sous ce nom qu'un chemin raide, bosselé, tirant en ligne droite. A 2 kilomètres de la ville se trouve la propriété de Point-du-Jour (cote 115) d'où la vue parcourt un panorama étendu jusqu'à Baigts, au camp de Saint-Boès et au déploiement de la route de Dax en éventail; un peu plus loin surgit la ferme de Routè Bielh.

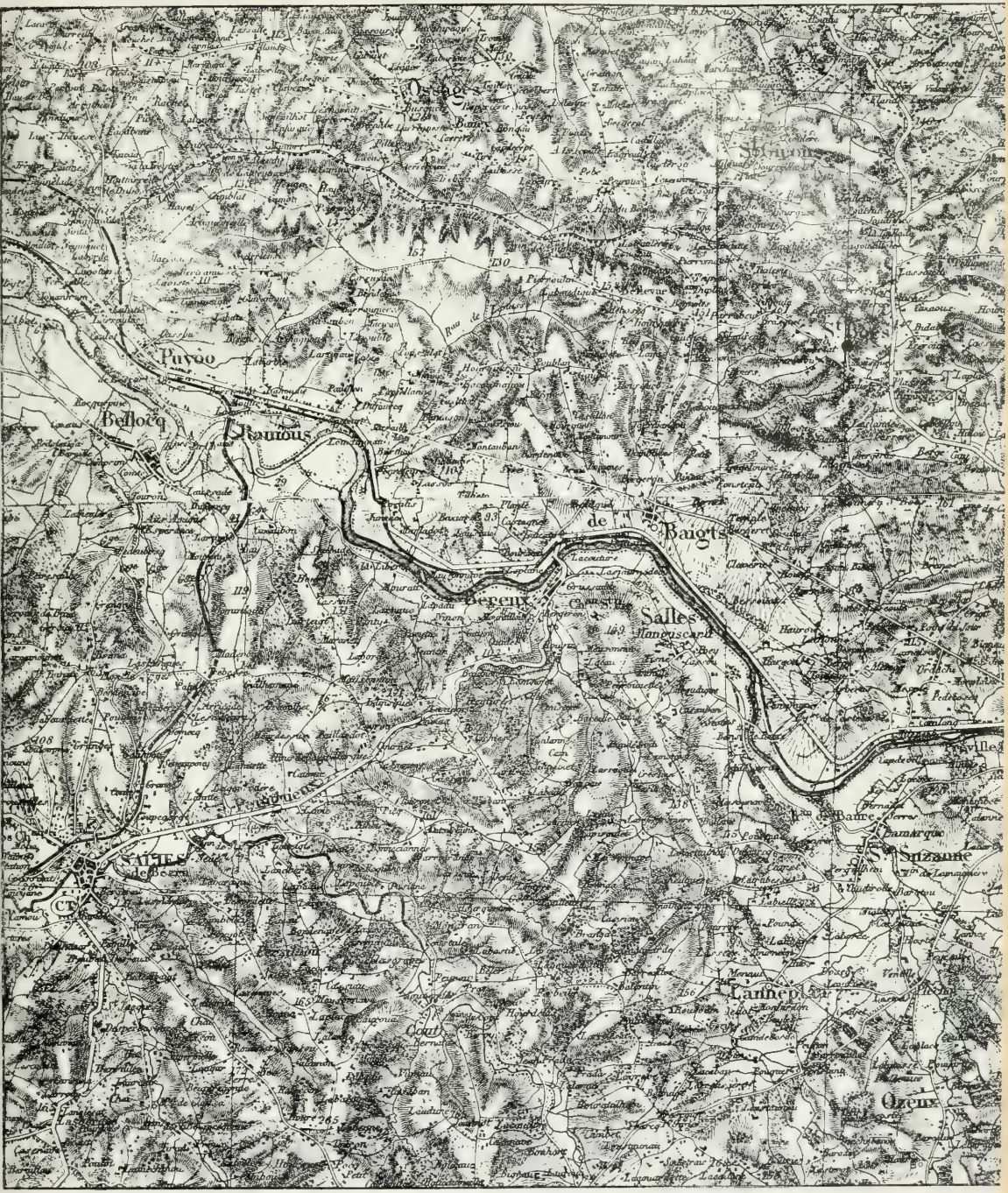
1. La seule carte à utiliser est celle de l'État-Major et nous utilisons ici la carte au 1/80 000e. On a écrit que les officiers étaient munis de cartes de Cassini, réservées pour leur seul usage. C'est une erreur, puisque dès 1750 Cassini, mettait en vente les divers carrés et cette date explique qu'on ne trouve pas reproduites les voies tracées par l'intendant d'Etigny en Béarn. Deux croix indiquent les postes d'observation de Soult et de Wellington. Le chemin que suivit Hill est encré en noir.

De Point-du-Jour, en allant de l'ouest à l'est, on longe le vieux Chemin du Bois ou d'Escauriet, noms qu'il emprunte aux anciens bois communaux d'Orthez ou à la ferme de ce nom : ou rencontre la ferme de la Soureilhe (119), puis à 200 mètres environ le tertre escarpé de Lagnerot avec la vue la plus étendue de cette région, où Foy placera son poste d'observation, où Soult viendra aussi. La ferme d'Escauriet est près de la jonction de ce chemin avec la route de Dax. Parvenus à cet endroit, rebroussons chemin jusqu'à la ville et remarquons, au point de jonction de cette route et de la voie longeant le ruisseau le Grec, un peu à l'écart, sur la gauche en montant, la ferme de Saint-Bernard, ancien couvent de religieuses de Cîteaux. Plus haut, au-dessus de la borne kilométrique 2 voici un îlot borné à gauche par la route et à droite par un petit chemin, formant les propriétés de Jerton et de Testevin. De ce petit chemin part la voie dite du Brouquissas menant par Barat à l'ancienne route de Bonnut qui, par Mayourau, Grosmoulut et l'Américain, joint la route de Sallespisse. Cet îlot dépassé, la route monte en pente plus rapide jusqu'à la propriété Laclote ou Pyramide du général Foy où bifurquent les routes de Sallespisse (5 km. 700), de Bonnut (5 km. 800), d'Amou et Pomarez. La route de Dax continue vers Saint-Boès et, bien vite après la Pyramide, voici Lafaurie-d'en-haut où Soult fixera son poste d'observation sur le champ à gauche de la route d'où cependant il ne pouvait voir le haut du plateau du village. En arrivant près de Saint-Boès, apparaît, en retrait, nettement découpé, un ancien terrassement de ceux qu'on appelle dans la contrée camp romain, motte féodale, avoisiné par le contrefort de Hilloü, non loin de Joanhau : de ces endroits on embrasse le champ de bataille dans son développement, Wellington s'y tiendra.

Saint-Boès offrait alors, à partir de Bergé et vers le Nord, un tracé plus à l'Est que le tracé actuel qui a déterminé une agglomération autour de 175 et de Plassotte. L'église à mi-hauteur sur le versant Est du plateau (170) est enserrée à l'Est par un ravin difficile, marécageux à l'occasion; le chemin qui y mène est profondément encaissé; il aboutit vers Loustau à l'arête droite.

Revenant en arrière et passant par la Pyramide nous suivons de

Plan de la bataill



P. 56.

e d'Orthez.

Bonnegarde
Maepaps
Sault-Navailles
Salles-Pisse
ORTHEZ
Balansun
Mesplede
Biron
Castetis
Sarpoumant
Argagnon
Laa-Mondrans
Castetner
Mastacq

l'Ouest à l'Est le chemin de Sallespisse, par l'Américain (172), pour aboutir à la route d'Espagne à Périgueux. Sur la ligne de coteaux à l'Est de cette voie serpentait le chemin dit autrefois d'Orthez à Arzacq, lequel s'embranchait sur la route de Pau, à 2 km. 250, près de la propriété Quillebaudy. Par une sorte de circonvallation il permettait d'aller couper la route d'Espagne.

III

La Bataille.

I. — L'attaque a saint-boès.

Soult a connu tard, le 26 au soir, les mouvements du corps de Beresford. A six heures, il porte l'aile droite de son armée à Saint-Boès sous le commandement de Reille, Taupin occupant le village, Rouget le plateau en deçà, Paris formant réserve en arrière. Le centre, aux ordres de Drouet d'Erlon vient, à la gauche de Reille, à un kilomètre environ. Il était déjà réuni au Point-du-Jour, face à l'ennemi. La division Darmagnac se place en réserve de la division Rouget (naissance de 161, 161 et croupe de Bergé); la division Foy appuyant sa droite sur Darmagnac garde sa position du Point-du-Jour à gauche, mais le 27, avant le jour, elle remontera le contrefort du Point-du-Jour, laissant seulement sur la route de Bayonne des postes d'observation, Darmagnac se plaçant derrière elle. Clausel forme la réserve avec les divisions Harispe et Villate. La première a mission d'empêcher le passage du pont, de protéger la ville, d'occuper le château et les hauteurs qui l'avoisinent, de s'opposer enfin au passage de la rivière en amont. Placée au village de Rontun (3 kilomètres d'Orthez), la deuxième doit soutenir Harispe, se porter au besoin sur le plateau en arrière de Saint-Boès et commander la route d'Espagne à Périgueux, ou de Bordeaux, indiquée pour la retraite. Sous les ordres de Pierre Soult la cavalerie est répartie du côté de Reille, près du maréchal et le général Berton a mission de s'opposer au passage

du gave, en amont, depuis Orthez jusqu'à Pau, Tirley commande l'artillerie. Le front de l'armée se développe sur un demi-cercle d'environ huit kilomètres avec des ailes vigoureusement appuyées; le centre peut être fortifié par les divisions en arrière.

L'armée alliée se présente ainsi. Sous les ordres du maréchal Beresford, les divisions Cole et Walker, la cavalerie de Vivian et une batterie attaqueront l'extrême droite française à Saint-Boès. Obéissant à Picton, sept bataillons de sa division se porteront contre le centre, tandis que les trois autres avec la division Clinton se dirigeront contre l'aile gauche. Hill, on le sait, est campé à Magret, face à Orthez.

Le dimanche 27 février offrait une de ces belles journées d'hiver, où le chaud soleil succède à la nuit fraîche, dont le climat du Sud-Ouest est coutumier. Au point du jour, la division Clinton et la division légère d'Alten qui ira se placer en réserve à Hilloü, près de Wellington, s'occupent à franchir le gave sur un pont léger près de Bérenx. La division Picton et la cavalerie de Somerset s'avancent en colonnes de marche sur les premières pentes de la hauteur boisée occupée par la division Foy.

Les plans de Soult sont bien renversés! Le maréchal a eu l'idée de tomber sur l'ennemi au moment où il effectuera le passage du gave et de l'offensive le voilà réduit à la défensive, « une des opérations les plus délicates de la guerre », a écrit Napoléon.

Dès la première heure Wellington, du haut de Hilloü, étudie les dispositions de son adversaire pour recevoir la bataille. Attaquer l'aile droite française lui apparaît préférable. L'opération réussissant il enveloppe cette droite, coupe sa ligne de retraite vers Saint-Sever et, pour peu que Hill opère sur la gauche un mouvement concentrique égal, la route de Pau est interceptée, les Français sont cernés dans Orthez. Mais Saint-Boès est fortement occupé. Quelques escarmouches se produisent à l'avant-garde. Enfin à huit heures et demie Clinton, sortant des défilés du bord du gave, après le passage de la rivière, va opérer sa jonction avec Picton. A neuf heures, le feld-maréchal donne le signal de l'attaque. La batterie du général Rey tonne, celle d'Alten lui répond de

Hilloü. Beresford débusque le 12e d'infanterie légère que rejoint sa brigade (Rey) en arrière du bourg, joignant la deuxième brigade de Taupin (Béchaud) aux hauteurs 176, Mousquès, Plassotte et col de l'église. Au même moment l'avant-garde de Picton, appuyée par celle de Clinton, déloge les postes avancés de Foy (brigade Fririon) de Routè Bielh et de Point-du-Jour. Les 3e et 6e divisions anglaises resteront longtemps immobilisées. L'action principale se noue sur le flanc de Saint-Boès. Là Cole, commandant la 4e division, tenant en réserve la brigade Anson, attaque les maisons autour de l'église avec la brigade anglaise de Ross et la brigade portugaise de Vasconcellos. Mais la nature du terrain l'empêche de se déployer. Les douze canons en batterie sur le front de Taupin sont chargés à mitraille; le chef qui les commande attend l'apparition de l'ennemi en colonne serrée et à peine l'ennemi débouche-t-il, le feu commence faisant une sombre fauchée. Une deuxième décharge détermine sa volte-face. Les Français l'abordent à la baïonnette, la poussent vivement, avec un grand carnage. Cinq fois, avec une obstination courageuse, Ross essaie de se frayer un passage au travers les rares maisons qui s'élèvent sur ce terrain âpre et lance ses troupes sur ce point. Cinq fois l'artillerie française accable leur front de ses projectiles, tandis que la batterie en réserve sur la route de Dax, à côté de Luc, les prend en écharpe. Les troupes fraîches, en réserve, de Taupin accourent, se glissent le long des maisons, dans les fossés, à droite, à gauche, et forcent les colonnes ennemies à la retraite. Ross tombe dangereusement blessé et, comme l'écrira Picton, ce terrain jonché de morts présentait l'affreux spectacle d'une attaque sans espoir. Pendant toute la matinée on se bat avec acharnement sur ce point. Wellington dépêche les cazadores portugais de la division légère d'Alten qui a achevé de rejoindre Hilloü vers dix heures et demie pour flanquer la droite de Ross et la protéger contre nos tirailleurs. Les cazadores essuient un feu destructeur et battent en retraite : les Français précipitent ce mouvement.

De l'autre côté Clinton (6e division) va rallier Picton (4e division) dont les troupes restaient là, vers la route de Dax, isolées

à une portée du canon ennemi; nulle liaison entre Picton et Beresford, soit sur une demi-lieue environ. Picton et la cavalerie de Somerset avaient été déjà abandonnés pendant plus de trois heures. Le commandant de la 4e division n'a pas caché ses inquiétudes au feld-maréchal : que faire s'il est attaqué? Mais « calme comme la plus profonde mer », écrit de lui son aide de camp Napier, ou feignant de le paraître, Wellington se fie à sa bonne étoile. Aussitôt arrivés les régiments de Clinton, il les emploie à renforcer Picton tandis qu'il porte la division légère d'Alten au delà du camp, reliant ainsi les deux ailes et formant une réserve centrale. Cependant les alliés sont aussi tenus en échec sur la gauche. Les avant-postes de Foy ont dû quitter successivement les cotes 161, Point-du-Jour, la Soureilhe. Picton lance contre les Français des détachements qui sont refoulés. Il donne ordre à l'un d'eux d'aller, sur sa gauche, gagner le contrefort partant du centre au sud de Brana et dans la direction de la Soureilhe. Placé en tête de sa première brigade (Fririon) Foy repousse l'attaque et charge les Anglais au moment où ils vont atteindre la crête. La deuxième brigade (Berlier) en arrière et à droite reste en colonne à Saint-Bernard et aux environs. L'artillerie, écrit Lapène, qui y était employé, a partout une supériorité marquée.

L'ennemi est donc tenu en échec aux deux extrémités. De son observatoire, au sud de Lafaurie, Soult va faire donner ses réserves. Il entrevoit un heureux succès.

II. — Deuxième partie de l'action. l'attaque contre le centre.

A Hilloü, au contraire, Wellington hésite d'abord, a-t-on dit, se demandant s'il ne faut pas ordonner la retraite. Mais il a cette ténacité qui lui vaudra l'appellation de duc de Fer. Rebuté à Saint-Boès, il change de plan. Il rapproche de la brigade Ross la brigade d'Anson jusque-là au repos, les soutient toutes deux par la 7e division (Walker) et la cavalerie de Vivian, formant ainsi un corps important. Or il a appris que la nature du terrain oblige la

division Rouget (5e) à refuser sa gauche au point où elle doit se raccorder à la division Darmagnac. C'est là le point faible où il faut frapper; y pénétrer c'est couper l'armée en deux. Une forte réserve d'infanterie et de cavalerie permet de le tenter.

Comme il l'écrit avec un orgueil un peu naïf : « il était réservé à Picton de changer l'issue de la journée ». Commandant la division « qui se bat », qui est « constamment au feu », l'intrépide Picton supporte impatiemment l'attente. Avant midi, Wellington ordonne aux divisions Picton et Clinton de se porter en masse sur le flanc gauche de Foy vers la Soureilhe tandis qu'il lance Alten sur la gauche de Rouget. Il pousse en avant la brigade Barnard de la division légère à l'attaque de la hauteur sur laquelle l'ennemi a établi sa droite, la faisant soutenir par les brigades Brisbane et Kean de la 3e division. La brigade Barnard compte le 52e régiment anglais qui a ordre de traverser les bas-fonds boueux, de gravir les hauteurs occupées par les Français et d'attaquer le flanc et les derrières des troupes engagées à Saint-Boès contre la 4e division (Cole). Sous le commandement du colonel Colborne, le 52e s'est signalé dans la campagne de la Péninsule. Au milieu des marécages, des aspérités de la contrée, il « avance toujours en bon ordre avec cette résolution qu'on devait attendre des vétérans de la division légère qui n'avaient jamais rencontré d'égaux sur le champ de bataille ». (Napier.) Il va enfin atteindre le terrain solide à l'Est de 175, en arrière de Reille. De son observatoire de Lagnerot, Foy a vu Picton mettre quatre pièces en batterie contre le centre français et masser son infanterie pour l'attaque. Drouet d'Erlon opère aussitôt la concentration de ses divisions, portant Darmagnac entre Bergé et Labiste, Foy derrière le monticule où son artillerie a pris position. Foy est engagé aussitôt avec Picton; il retournait à pied vers sa première brigade de la hauteur où il était allé observer le mouvement des alliés lorsqu'une fusée à la Congrève, du modèle Shrapnel, éclate à une dizaine de mètres au-dessus de sa tête; une balle qui en sort vient le frapper à l'extrémité inférieure de l'omoplate gauche [1],

1. D'après son *Journal*, dont nous devons au vicomte Foy d'avoir eu obligeamment communication, le général réussit à remonter « jusqu'à une maison sur la

l'obligeant à se retirer. Fririon prend le commandement de la division démoralisée par l'accident de son chef. Les trois bataillons de Picton, joints à ceux de Clinton, se précipitent entre les divisions Foy et Darmagnac. Hors d'état de prévenir le danger, Darmagnac ordonne la retraite. Cette gauche de l'armée pouvait être fortement compromise, car elle allait être coupée et rejetée vers le gave. La division Foy défend vigoureusement les mamelons sur lesquels elle est plaeée et se trouve aux prises avec les sept bataillons de Picton qui viennent se poster sur la hauteur que Darmagnac a abandonnée par ordre d'Erlon.

Sur ce point la victoire se décide en faveur des alliés. Le mouvement de retraite du centre français va s'opérer avec ensemble. La brigade Fririon cède le terrain petit à petit et cherche à gagner, en bon ordre, la bifurcation vers la route de Sallespisse, ligne de la retraite. La brigade Berlier protège ce mouvement en faisant bonne contenance du côté et fort en avant de Saint-Bernard. Mais Picton amène de l'artillerie sur la pente d'Escauriet vers la rampe de la route de Dax et dans la prairie du bas du Jerton, vers la brigade Berlier, pour prendre ainsi en écharpe les deux brigades de la division Foy disjointes. Le danger est pressant, Pierre Soult envoie au chef d'escadron Leclerc, du 21e chasseurs, qui est à l'aile droite, l'ordre de charger la batterie ennemie du Jerton. Cette troupe s'élance à travers les bas-fonds, en ligne droite, pour couper court; elle fond sur la batterie et met en déroute le bataillon qui la protège. Son devoir accompli, elle doit prendre le chemin de droite de l'îlot du Jerton et tourner aussitôt à droite sur la route de Brouquissas pour joindre le chemin de Bonnut et aussi la voie de la retraite vers Sallespisse. Mais emporté par son ardeur, l'escadron pique droit devant lui. Les Anglais sont postés sur la hauteur de Testevin et du Jerton qui fait de l'étroit sentier un vrai ravin et ce leur est un jeu facile d'anéantir presque entièrement la petite troupe. La première bri-

route de Dax, à l'endroit où on la quitte pour prendre le chemin de Sallespisse ». C'est assez désigner la propriété Laclote sur laquelle, au bord de la route, fut élevé, en 1825, par souscription publique des Orthéziens, le monument dit la pyramide du général Foy.

gade de Foy va opérer le mouvement de concentration vers sa division.

Dès lors, les Français étant balayés, la voie vers Saint-Boès est ouverte. Wellington y lance la 4e et la 7e divisions (Cole et Walker), la cavalerie de Vivian vient se former en bataille de l'autre côté. Soult a rallié les troupes sur les collines découvertes au delà de la route de Dax et soutenu le combat pour permettre à la division Foy de s'engager dans la ligne de retraite.

Au moment où il a changé son plan d'attaque, Wellington a transmis à Hill l'ordre de franchir le gave avec le gros de ses troupes, dont il aura soin d'en laisser suffisamment pour occuper Harispe et l'empêcher de tomber sur Picton au moment où le centre français sera attaqué. Hill, énergique, décidé, supporte mal d'être inoccupé en face d'Orthez devant ce pont toujours infranchissable. Laissant quelques régiments à Départ, il va trouver à Biron le gué aujourd'hui disparu de Lartigué, proche la vieille église des Soarns. Les alliés bousculent le bataillon français qui ne peut leur faire obstacle, prennent possession des hauteurs de Bellevue, du Parent. Coupant ainsi la retraite aux Français vers Pau, Hill pousse en avant la brigade Fane, les hussards de Stewart, avec le désir d'atteindre les Français, en longeant la ligne de coteaux en demi-cercle, au débouché de la seule voie qui leur permet de se replier vers Saint-Sever. Or il a exécuté ce mouvement au moment où le 52e ayant ouvert le passage entre l'aile droite et le centre français a pu, avec les troupes de Picton, opérer la jonction des deux ailes des alliés. Le péril est fort grand pour les Français. Clausel a enjoint à Harispe d'abandonner Orthez, de se rapprocher de Villate en se portant sur les hauteurs de Rontun. Il place deux bataillons de conscrits à la Motte de Tury, cherche à tenir Hill en échec avec le 10e chasseurs à cheval et la brigade Bourot. L'artillerie de Harispe tire sur ces hauteurs, mais à boulet perdu. Soult qui survient juge ces positions fortement menacées. La brigade le Cor à pu franchir le pont et accourt à bride abattue.

A deux heures les divisions Rouget et Taupin, la brigade Paris restent en possession du terrain conquis. Les alliés vont

donner contre elles le dernier assaut. Ils se renforcent sur la gauche de Rouget et s'avancent vers la rampe que forme la route. Reille ordonne la retraite. Taupin résiste toujours, marchant à son habitude en tête des tirailleurs de sa division. Il ignore le mouvement prescrit par son chef. Son brigadier Béchaud est tué. Les alliés enveloppent la division, sur les derrières, par le flanc gauche et vont la tourner à droite. Alors un cri s'élève : « Nous sommes coupés. L'ennemi est sur la route! » Il faut abandonner la position défendue pendant cinq heures au prix de beaucoup d'efforts, se jeter dans les chemins profonds pour trouver la voie de la retraite. Beresford, dégagé de tout obstacle, peut enfin opérer sa jonction sur la crête avec Picton et Alten.

La retraite est pénible pour les Français à travers les collines couvertes d'ajoncs épineux qui offrent cependant une suite de positions favorables à la défense. Les alliés les pressent et Hill, à l'autre extrémité, n'est pas moins vif. Clausel place Villate, resté inoccupé, sur la route de Bordeaux, aux hauteurs dominant le défilé de Sallespisse. Mais Soult craignant d'être coupé donne l'ordre d'avancer rapidement, ce qui n'est pas sans causer quelque confusion. Les conscrits de Harispe, armés de fusils avec des pierres en bois, écrit l'aide de camp de Pierre Soult, Lemonnier-Delafosse, sont chargés de retarder la marche de l'ennemi. Les Français arrivaient à Sault-de-Navailles à la chute du jour. Les alliés abandonnèrent la poursuite.

IV

Suites et résultats de la bataille.

Vers quatre heures, par un beau soleil couchant, Wellington faisait son entrée solennelle dans Orthez, tout poudreux encore. Ses highlanders, au rouge costume, l'avaient précédé et, se répandant dans la ville, mandaient aux habitants qu'ils eussent à se tenir tranquilles : nulle atteinte, nul tort ne seraient portés

aux personnes non plus qu'aux biens. La consigne fut exécutée avec une inflexible sévérité. Le feld-maréchal va s'installer à l'hôtel de la Belle-Hôtesse, dans la chambre même qu'avait occupée Soult : il avait, dans cette région du moins, à Départ, à Orthez, à Saint-Sever, un singulier goût pour faire siens les logis de son adversaire! Le lendemain 28, il mande sa victoire au duc d'Angoulême qui, le 29, le félicitera et ne tardera pas à accourir. Il marchera ensuite sur Saint-Sever pour y arriver le 1er mars, après une étape à Hagetmau.

Les pertes françaises s'élevèrent tant en tués, blessés que prisonniers, à 3 465[1] : le régiment des gardes nationales des Basses-Pyrénées fut le plus éprouvé; il manquait cinq à huit pièces d'artillerie. Napier, aide de camp de Wellington et qui faisait campagne, évalue à 2 300 hommes les pertes des alliés. Nous comptions : le général Béchaud tué, les généraux Foy et Gruardet (de la division Darmagnac) blessés[2]; le colonel Doin, du 49e, blessé et pris ; le colonel Branger, du 32e, pris. Parmi les alliés furent blessés les généraux Walker, Ross, le futur duc de Richemond et Wellington atteint par une balle perdue. Un combattant, Wodberry, écrit : « La route était jonchée de cadavres, il y en avait, je crois, plus qu'à Vitoria, et pour le temps que dura la bataille, elle fut une des plus meurtrières. »

Suivant une version qu'on s'est trop complu à répandre, la défaite des Français aurait été due au nombre très sensiblement supérieur des alliés et à l'attaque par Hill de nos positions d'arrière. De ce dernier point nous savons ce qu'il convient de penser. Pour ce qui est du chiffre des combattants, Napier tient que Soult avait sous ses ordres 30 000 hommes d'infanterie, 3 000 cavaliers et 40 pièces d'artillerie. Napier, il ne le faut point oublier, a eu communication des papiers du maréchal : aussi est-il difficile de comprendre, sinon pour des motifs vraiment trop

1. Un état un peu informe du chef d'état-major général, général comte Gazan, conservé aux Archives du Ministère de la Guerre contient d'abord une erreur d'addition et le chiffre de 3 913 qu'il fournit, comprend à tort la 9e divinion, celle de Boyer, qui était avec l'Empereur ; c'est donc 448 pertes à défalquer.

2. Le général Maucune n'y fut pas blessé, ayant quitté l'armée le 2 novembre, contrairement à ce qu'il est dit dans *Campagnes du capitaine Marcel*... Plon, 1913, 2e éd., p. 245, où la date de la bataille est fixée par erreur au 28.

inférieurs, pourquoi il y ajoute 8 000 conscrits qui n'ont jamais rejoint. Il arrive ainsi à établir le chiffre de 41 000 Français. On s'est donné beaucoup de mal pour établir l'état des troupes à ses ordres que Soult fournit dans sa lettre au duc de Feltre, du 2 février : « Je n'aurai que 30 000 hommes d'infanterie, 3 000 de cavalerie [exactement 2 900], 40 pièces de canon servies par cinq compagnies d'artillerie à pied. Le général de Vaudoncourt, écrivant en 1826, donne les mêmes chiffres[1]. Les alliés auraient eu 44 à 45 000 hommes réunis, mais il convient de dire qu'il n'a pas été, à notre connaissance du moins, publié d'états pour cette période. Quelle erreur était donc celle de Soult lorsque, dans sa lettre à Clarke précédemment citée, il croyait l'armée ennemie forte de 120 000 hommes d'infanterie, de 14 ou 15 000 cavaliers, avec une artillerie considérable de 150 pièces!

Ceci témoigne de l'état d'esprit du maréchal : il a à combattre un ennemi trop supérieur et le soldat partage cette appréhension de son chef. Le préfet des Basses-Pyrénées l'écrit le 18 février : « Nos soldats paraissent trop pénétrés de la supériorité de l'ennemi; ils ne doutent nullement qu'il ne réussisse dans son projet d'invasion. » Le cardinal de Retz parlant de l'autre cardinal, du grand, de Richelieu, rapporte qu'une de ses maximes favorites était « qu'il ne faut pas juger des choses après l'événement ». Néanmoins on peut se demander si Soult n'a pas eu tort de se laisser attaquer, de rester trop sur la défensive. Il a eu l'idée d'aller au-devant de l'ennemi avant qu'il fût réuni sur la rive droite du gave et il lui permet de franchir le cours d'eau librement! Le 26, Picton traverse difficilement la rivière et les divisions françaises, supérieures en nombre, ne songent nullement à l'inquiéter! Dans la soirée, ce général est avec les divisions Cole et Walker près de Castétarbe, ayant en face de lui les divisions Foy, Darmagnac, Rouget et Taupin qui demeurent toujours immobiles! Le 27, dans la matinée, tandis que les deux divisions Taupin et Rouget font face aux deux divisions de Beresford éloignées du centre allié, les deux divisions Foy et Darmagnac

1. *Histoire des campagnes de 1814 et 1815 en France*, Paris, Gristel, in-8°, t. II, p. 161.

sont en face de Picton qu'elles peuvent écraser avant l'arrivée de Clinton et le général anglais redoute bien le danger de cet isolement. Mais renforcé par l'arrivée de son collègue, lui, Picton, il n'hésitera pas à faire brèche quand il sentira le moment opportun.

Dans son memorandum pour le ministre de la Guerre, rédigé à loisir, puisqu'il fut envoyé le 5 mars de Rabastens, Soult écrit à la vérité : « J'étais résolu à marcher à la rencontre du premier corps ennemi qui s'engagerait et à l'attaquer au moment du passage. La faute du colonel Faverot ne m'en laissait pas la facilité : toute l'armée se trouvait en présence et je dus à l'instant même prendre des dispositions pour soutenir le combat. »

De cette faute nous avons dit ce qu'il fallait penser. Au temps même où Soult était en faveur, le général de Vaudoncourt ne craignait point d'écrire : « La marche du maréchal Beresford replie naturellement tous les postes, et le colonel de ce régiment, le baron Faverot vint en personne rendre compte au duc de Dalmatie du mouvement de l'ennemi et du refoulement successif de son régiment. Sans doute que le colonel Faverot aurait mieux fait de rester à la tête de son corps pour présider à la retraite forcée, et d'envoyer un officier au maréchal. Mais cette faute, purement disciplinaire, ne méritait pas tout le tapage qu'on en a fait : le colonel Faverot fut suspendu de ses fonctions, et traduit devant une commission d'enquête, comme ayant, par sa négligence, favorisé l'établissement de l'ennemi à Baigts. C'était une injustice, parce que le colonel ne pouvait pas arrêter Beresford, et que le général Picton ne passa la rivière que lorsque son collègue fut à sa hauteur. D'ailleurs, le colonel en venant lui-même, a-t-il empêché le duc de Dalmatie de faire le mouvement qu'on dit qu'il avait en vue, celui de jeter à l'eau la division Picton. On ne peut s'empêcher de sourire, et ce n'est pas d'approbation, lorsqu'on veut nous faire croire que *cette négligence ravit au maréchal le fruit de sa combinaison.* Au moins faudrait-il que les mots dont on se sert aient un sens. Quelle était la combinaison qu'on a pu ravir? La division Picton était depuis la veille sur les hauteurs de Bérenx; Peyrehorade était évacué; il n'était donc pas

difficile de deviner que le maréchal Beresford déboucherait par la route de Bayonne et que son mouvement couvrirait le passage du général Picton. La seule combinaison qui pût empêcher ce résultat, était d'attaquer en force le général Beresford. Or, c'est précisément ce qu'on n'a pas fait. » Nul document officiel n'incrimine le colonel Faverot. Foy lui-même, dans son journal si précis, est muet sur cet incident qui ne paraît avoir causé de tapage que rétrospectivement. De plus, peut-on répondre au maréchal, qu'est-ce qui l'empêchait donc de prendre l'offensive en temps opportun? Il n'aurait été informé que le 26, à trois heures, du passage du gave à Peyrehorade par Beresford; après trois heures, du passage du gave à Cauneille le 25, et ce n'est qu'après l'avoir su, après avoir rencontré Faverot, qu'il se serait porté vers l'éperon de Castétarbe; qu'il aurait eu, plus tard, connaissance des mouvements d'Alten et de Clinton vers le gave, en les voyant s'exécuter sous ses yeux. Mais comment ne parle-t-il pas de l'opération de Picton franchissant le gué de Bérenx le 26 au soir, du pont jeté à Bérenx dans la nuit du 26 au 27? Or écrivant au ministre le 26 au soir, il a pu lui parler des mouvements de l'ennemi à Cauneille, à Lahontan, de la retraite du 15e chasseurs et de l'installation des alliés sur le plateau en avant de Baigts. Trop raisonner n'est pas prouver.

Soult justifia dans cette campagne le qualificatif que Napoléon lui a donné et qui est inscrit sur la médaille gravée par Caqué : « le premier manœuvrier de l'Europe ». Il a disputé pied à pied le sol à Wellington qui mettait huit mois à franchir les vingt-quatre lieues séparant Irun du chef-lieu d'arrondissement des Basses-Pyrénées. Comme l'écrit Napier : « Soult commit certainement une faute en acceptant la bataille à Orthez; la blessure que reçut lord Wellington[1], au moment le plus critique, sauva seule cette armée. Néanmoins, l'habileté avec laquelle le général français fit retirer ses troupes, la promptitude de jugement qui lui dicta de changer sa ligne de retraite à Saint-Sever, la résolution qu'il prit tout à coup de disputer le terrain à Cazères, Aire et Barcelone,

1. Ceci est exagéré, le feld-maréchal ayant été blessé par une balle perdue qui ne l'empêcha ni de se tenir à cheval, ni de se promener dans Orthez.

sont les preuves d'une supériorité peu commune. Le but de Wellington était de pousser les Français sur les Landes, celui de Soult de les éviter et il y réussit. C'est dans ce but que de la direction de Bordeaux, il se porta sur celle de Toulouse, sans confusion, avec l'attitude d'un homme prêt à disputer le terrain. »

Soult a trois directions en vue : la route de Mont-de-Marsan à Bordeaux; celle d'Agen par Condom; celle de Tarbes. Il est nécessaire d'éloigner l'ennemi du port de Bordeaux utile à son ravitaillement, d'une ville où la population riche est acquise aux Bourbons. En général expérimenté, il longera la crête des Pyrénées où il trouve un appui, où il peut espérer la jonction avec l'armée d'Aragon. Heureuse inspiration, car elle est celle même de Napoléon écrivant à Clarke, le 3 mars : « Rédigez-lui des instructions pour une marche de flanc qui couvre la Garonne et reporte la guerre par Tarbes sur Pau et le long des Pyrénées. Les Anglais ne s'avanceront pas tant qu'ils pourront être coupés. » (N° 21 428.) La bataille de Toulouse était perdue par le maréchal quelques semaines après, le 10 avril. Son gain eût-il modifié les choses? Napoléon avait abdiqué provisoirement à Fontainebleau le 4; son abdication définitive était signée le 11 avril.

Louis Batcave.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

LA SOCIÉTÉ MATERNELLE SOUS L'EMPIRE

La *Société maternelle* fut fondée au mois d'avril 1788 par la reine Marie-Antoinette. Elle avait pour but de donner des secours aux femmes récemment accouchées. Elle recevait des dons de la famille royale, de la Loterie royale, de la Caisse d'escompte, de la Ferme générale, de l'unique compagnie d'assurances qui existât alors, et des particuliers. La première année, elle vint en aide à 156 mères; en 1789, grâce à de nouveaux dons, elle en assista 593. En 1790, l'Assemblée nationale fait imprimer un rapport élogieux sur la Charité maternelle à Paris, rédigé par le Comité de mendicité : elle était donc favorable à cette œuvre. La Société subsiste jusqu'en nivôse an II.

Elle reparaît en l'an IX. Elle vit de souscriptions fixes et de dons. Des dames patronnesses se partagent les douze arrondissements. Son budget pour 1809 s'élève à la somme de 42 000 francs. L'Empereur donne 500 francs; Joséphine, 2 600[1].

Sans doute, en souvenir de Marie-Antoinette — ne vient-il pas d'épouser une archiduchesse d'Autriche? — mais surtout pour rendre populaire celle que l'on n'avait pas vue sans déplaisir prendre la place de la souveraine répudiée, Napoléon appelle la nouvelle impératrice à présider et à gouverner une œuvre de bienfaisance[2]. Son empire s'étend

1. La reine Hortense présidait la société de la *Providence*, maison de retraite pour des vieillards des deux sexes et des jeunes filles pauvres.

2. Troisième considérant du décret du 5 mai : « Voulant en même temps honorer et encourager la bienfaisance publique envers les mères indigentes, les placer sous une protection auguste et spéciale, et donner à l'impératrice Louise, notre chère et bien-aimée épouse, une preuve particulière de notre affection... »

des bouches de la Meuse jusqu'aux bords du Tibre : c'est dans ce vaste espace, et non pas seulement sur Paris, qu'il entend faire rayonner la charité de Marie-Louise. Le nom de *Société maternelle* est un symbole de douceur et de tendresse : il le garde, mais pour substituer à une association privée une sorte d'institution d'État.

Le 5 mai 1810, l'Empereur, alors à Anvers, signe le décret qui transforme la Société maternelle. Celle-ci reçoit une somme de 500 000 francs, mais si la pièce officielle parle de conseils d'administration, elle n'entre pas dans les détails que réclame un fonctionnement régulier. Cette grave lacune est soulignée et expliquée par la lettre qu'écrivent à Napoléon la comtesse de Ségur et la comtesse Pastoret :

« Le 17 juin 1811.

« Sire,

« Nous avons besoin d'exposer à Votre Majesté que la Société maternelle a un besoin urgent de voir ses règlements approuvés; jusque-là, nous agissons avec incertitude, sans autorisation et sans comptabilité légale et régulière.

« Les secours se distribuent à Paris, mais provisoirement, et leur durée n'est pas assurée. Les dames chargées de la distribution n'agissent que par zèle; il est nécessaire de leur donner leur titre et leur rang dans la Société maternelle; sans cela, il est à craindre que ces respectables dames ne soient découragées, et on ne pourrait pas les remplacer dans leurs pénibles fonctions qui consistent à aller visiter et soigner douze cents pauvres mères de famille dans les réduits de l'indigence.

« Les sociétés des villes de l'empire languissent faute de secours, nous en demandent, et le comité central a besoin d'être promptement organisé pour disposer en leur faveur des fonds donnés par Votre Majesté. Nous supplions donc Votre Majesté de vouloir bien approuver notre projet de règlement. »

En haut de cette lettre on lit, signée N, cette annotation : « Renvoyé à M. le comte Daru pour me remettre sous les yeux les différents règlements relatifs à cette affaire. Le duc de Bassano avait tout ce travail. »

Le règlement n'est publié que le 23 juillet 1811. Il comprend trois titres : 1° Les membres de la Société et ses conseils. « La Société sera composée de toutes les dames de l'empire qui ont souscrit et qui sont agréées par Sa Majesté l'Impératrice. Les affaires seront administrées par un conseil général, un comité central et des conseils d'administration. Il y aura des conseils d'administration dans les 44 bonnes villes et dans les chefs-lieux des départements. » (Suivent des détails sur la composition de ces conseils.) 2° Administration : « Les dames qui composent les conseils d'administration sont nommées par Sa Majesté

l'Impératrice sur la proposition du conseil d'administration (celui-ci comptera 24 dames au moins, 48 au plus). Les dames qui composaient l'administration de l'ancienne Société à Paris feront partie du conseil d'administration de la nouvelle Société. » 3° Fonds : « ils sont constitués par les 500 000 francs, par le produit des souscriptions et des dons [1], par les souscriptions annuelles » (à Paris, les sommes doivent être versées à la Caisse d'amortissement). Enfin, on détermine les conditions auxquelles les femmes seront secourues [2].

Le décret a été inséré au *Moniteur* le 30 mai 1810. Il est à souhaiter que les départements se distinguent par leur zèle; le ministre de l'Intérieur y tiendra la main. Il était dit que l'on pouvait souscrire dans les bureaux des archevêchés et évêchés, dans ceux des préfectures et sous-préfectures, et dans les mairies. Montalivet s'empresse de stimuler l'autorité religieuse et les représentants de l'autorité centrale : de là ces deux circulaires; la seconde n'est pas datée, mais elle a dû être envoyée en même temps que la première.

Paris, 28 juin 1810.

(En marge : Circulaire à MM. les archevêques et évêques.)

Le ministre de l'Intérieur, comte de l'Empire.

Nous approchons, M. du moment où vous aurez à m'adresser les dernières listes des dames qui se sont fait inscrire pour être admises dans la *Société maternelle* créée par le décret du 5 mai dernier.

Sans doute, vous aurez senti et fait sentir à vos diocésains toute l'importance de cette institution; elle composera une association des dames les plus recommandables de tout l'Empire; elle établira entre elles et sous la protection de notre auguste Souveraine, des relations qui, formées par la plus respectable des vertus, deviendront chaque jour plus utiles et plus chères aux membres de la Société.

Les registres qui, en vertu de l'article 18, ont été ouverts au secrétariat de votre , doivent contenir par chapitres séparés : 1° les déclarations des dames qui désireront faire partie de la Société mater-

1. A la date du 29 juillet 1811, on trouve un singulier projet : « Notre ministre de l'Intérieur est autorisé à accepter, au nom de la Société de charité maternelle, l'offre faite par un particulier qui désire rester inconnu, de découvrir au profit de ladite société, des biens, terrains et bâtiments ayant dépendu d'une ancienne abbaye du département de la Seine, aliénés sans autorisation légale et qui sont restés inconnus au Domaine. Il est accordé au révélateur moitié du montant des loyers et fermages, et le quart du produit de la vente. » Ces exemples de révélations fructueuses ne sont pas très rares : elles étaient autorisées par la loi du 4 ventôse an IX.

2. Un règlement manuscrit fixe à 138 francs les secours accordés à une femme en couches : « layette, 26 francs; frais de couches, 15 francs; 14 mois à 6 francs : 84 francs; petits secours au choix de la dame, 13 francs ».

nelle conformément aux articles 4 et 11 du décret; 2° les souscriptions des hommes ou des dames, des associations, corporations, etc., qui voudront, conformément aux articles 10 et 12, souscrire pour concourir aux actes de bienfaisance de la Société sans faire partie de ses membres. Les souscriptions annuelles de cette seconde classe peuvent être moindres de 500 francs.

Vous adresserez, le 15 juillet, les extraits certifiés de ces registres qui devraient être clos ledit jour, mais que je vous autorise à laisser ouverts jusqu'au 5 du mois d'août, époque où vous me ferez votre dernier envoi supplémentaire. Vous aurez soin de joindre sur chaque souscripteur et particulièrement sur les dames qui se destinent à être membres de la Société, une notice qui fera connaître si ces dames sont filles, femmes ou veuves, quels sont leurs maris et leurs pères, quelle est la considération dont jouit la famille à laquelle elles appartiennent. Nous ne pouvons nous dissimuler l'importance qu'acquerra l'institution de la Charité maternelle dans l'ordre social. Les dames qui feront partie de cette réunion seront bientôt connues de nos souverains. Partout où la sollicitude de Sa Majesté l'Empereur pour ses peuples le conduira avec son auguste compagne, il est naturel de penser que les premières personnes que Sa Majesté l'Impératrice daignera admettre près d'elle seront les dames de la Charité maternelle. Combien de considérations se réunissent donc pour engager à briguer l'honneur d'entrer dans cette société!

Vous appeler à concourir à une œuvre aussi grande par elle-même, aussi utile à la classe infortunée de vos diocésains, aussi honorable aux classes supérieures, c'est avoir la certitude de stimuler tout votre zèle.

Agréez, M. , mes hommages et l'assurance de ma vénération.

MONTALIVET.

Dans une lettre « toute confidentielle » aux préfets, le ministre de l'Intérieur se montre plus pressant : il veut des adhérents, et par suite, et le plus tôt possible, des fonds.

« Une société que Sa Majesté l'Impératrice daigne présider offre aux plus louables ambitions des moyens de se distinguer que vous ne devez pas laisser inutiles à vos administrés. Attachez-vous donc dans vos relations avec la classe la plus aisée à bien faire sentir ce que cette distinction a d'important et d'heureux pour elle. Ne vous bornez pas aux communications administratives ordinaires. N'engagez personne, mais que chacun cherche, je le répète, combien, outre les résultats de la nouvelle institution pour le secours des infortunés, l'on peut attendre d'avantages particuliers et d'honorables distinctions pour les membres de l'association.

« Il est inutile de vous dire que les dames seules qui ont su se faire estimer feront partie de la société. Vous devrez donc m'adresser une notice toute confidentielle sur la conduite des dames qui se feront inscrire.

« Ne craignez point de multiplier les envois. Je voudrais avoir le plus tôt possible un nombre considérable de souscriptions des départements pour montrer que l'empressement ne sera pas moindre qu'à Paris. »

Tout de suite, la politique se glisse dans le domaine de la charité. Le ministre s'adresse à l'amour-propre aussi bien qu'à la bourse. Celles qui feront partie de la Société maternelle seront, même de loin, attachées par le plus noble des liens à la personne même de l'Impératrice. Celle-ci connaîtra, au moins de nom, les femmes généreuses qui se seront associées à son œuvre et, à l'occasion, ne saura-t-elle pas les remercier par un sourire, par une parole, par mieux encore, peut-être? Est-il beaucoup d'âmes indifférentes « aux avantages particuliers et aux honorables distinctions »?

Après ces phrases, légitimes en somme, étant donné le but, qui s'adressent à la vanité et à l'ambition, il y a quelques mots inquiétants : ce sont ceux qui parlent d'une notice toute confidentielle sur la conduite des dames qui se feront inscrire. Puisqu'elles s'associent à une œuvre présidée par la Souveraine, il faut les connaître : on les connaîtra; chacune aura son dossier, et les rubriques en sont nombreuses, car voici la machine administrative qui se met en mouvement : tout va de front, versements, état civil, et détails aussi indiscrets que variés. Voici ce questionnaire : « Noms et prénoms; qualité, âge; état civil et nombre d'enfants; nombre des souscripteurs de la somme de 500 francs; vœu émis de faire partie de la Société; quotité des souscriptions autres que celles de 500 francs; noms et qualités du mari et des père et mère du souscripteur; fortune et espoir de fortune; considération dont jouit le souscripteur, sa famille; renseignements particuliers sur les mœurs. » Une enquête, juste sur certains points, mais qui demandait du tact, tournait au rapport de police.

Argent et renseignements arrivèrent presque en même temps. Ici[1], nous avons, pour nous guider, deux documents, un état des sommes versées — elles devaient constituer le budget de 1811 — et un gros registre, où d'ailleurs dominent les pages blanches ou à peine remplies. Le premier paraît être du mois de septembre 1810; le second, d'après certaines mutations de préfets, est un peu postérieur. En général, les

1. Le 8 août 1810, dans une lettre à l'Empereur, Montalivet parle de 450 dames environ, dont plus de moitié pour Paris, qui ont souscrit. Le chiffre des versements de 500 francs est, ajoute-t-il, d'environ 800, ce qui représente 400 000 francs. Les registres devaient être fermés le 5 août; il fallut bien les laisser ouverts un peu plus longtemps.

chiffres des envois qu'ils mentionnent concordent entre eux. Quand ils diffèrent, c'est que des sommes sont arrivées avec quelque retard.

Fut-on, en haut lieu, satisfait du résultat? Que se dit-on en parcourant ce registre qui accuse dans les réponses des départements de si profondes inégalités? Nous l'ignorons : nous ne pouvons que reproduire des chiffres.

10 départements n'ont rien donné : Hautes-Alpes, l'Ariège, la Corse (les deux départements de celle-ci, le Golo et le Liamone, « à cause de la distance »), les Côtes-du-Nord, la Creuse, la Lozère, les Pyrénées-Orientales, la Vendée, la Vienne et l'Yonne.

16 départements ne comptent qu'un seul souscripteur qui est, sauf exception, la femme du préfet : l'Ain, l'Ardèche (« l'épouse » du préfet ne s'inscrit que pour 100 francs), l'Aube, le Cantal (aux 500 francs de sa femme, le préfet ajoute, en son propre nom, 300 francs), la Charente (l'unique souscripteur est la fille de Boissy d'Anglas, veuve d'un receveur des contributions à Paris, — elle habitait avec son frère, récemment nommé préfet à Angoulême), la Corrèze, l'Eure (la femme du receveur général), le Jura, la Loire, Lot-et-Garonne, la Nièvre, le Puy-de-Dôme (la comtesse Becker, sœur du général Desaix), les Basses-Pyrénées, Saône-et-Loire, le Tarn et la Haute-Vienne.

9 départements en comptent deux : le Cher, la Drôme, Eure-et-Loir, le Gers (la préfecture n'y figure pas), les Landes (*id.*), la Haute-Marne, la Mayenne, le Morbihan et l'Orne (le préfet, qui est célibataire, s'inscrit, comme la femme du maire d'Alençon, pour 500 francs).

5 départements en comptent trois : la Dordogne, Maine-et-Loire, la Sarthe, Seine-et-Marne et les Vosges.

4 départements en comptent quatre : l'Indre (on voit là le nom de la femme du général Bertrand), le Nord, le Rhône, Seine-et-Oise.

Les chiffres vont ensuite de 5 à 38, mais quand ils s'élèvent, on ne trouve, avec un petit nombre de versements de 500 francs, que des sommes médiocres ou modestes. Aisne (2 225 francs) : nous trouvons ici Christine Malouet, femme et cousine du préfet, Mme de Bourboulon, femme du receveur général, Mme de Nervo, Mme de Montbrethon, femme d'un écuyer de la princesse Pauline, enfin l'évêque de Soissons — sauf trois exceptions, les prélats ne donnent rien, le clergé, pas davantage. — Les Ardennes (5 250 francs). — L'Aude : ce département figure d'abord pour néant, puis arrivent 28 souscriptions à 24 francs. — Aveyron : 4 500 francs ; c'est honorable pour un pays pauvre. — Bouches-du-Rhône : 24 903 ; c'est de beaucoup la plus forte somme qui ait été versée par les départements de l'ancienne France, mais là, le préfet est intervenu avec énergie. Dès le 8 août 1810, il avait envoyé cet argent à Paris, et le ministre de l'Intérieur croit devoir mettre sous les yeux de l'Empereur

« le résultat qui lui a paru avantageux des mesures prises par le préfet des Bouches-du-Rhône pour l'exécution du décret du 5 mai ». Ces moyens, nous les devinons : Thibaudeau s'adresse aux villes et aux sociétés; aussi voit-on contribuer le conseil municipal de Marseille (10 000 francs), ceux d'Aix, d'Arles, de Tarascon, d'Aubagne, le Syndicat des courtiers de commerce, la Cour d'appel, la Loge de l'Amitié et le Consistoire israélite. — Calvados (6 209 francs); nous sommes en pays normand : beaucoup de souscripteurs ne s'engagent que pour un an. — Charente-Inférieure : 5 500 francs, versés par les particuliers, par les villes de la Rochelle, de Rochefort, de Saintes et l'île d'Aix. — La Haute-Garonne : 4 souscripteurs à 500 francs; le comte Primat, archevêque et sénateur, verse 1 000 francs. — La Gironde : 4 531 francs; 27 souscriptions, mais sauf une, au-dessous de 500 francs; l'archevêque d'Aviau du Bois de Sanzay donne 150 francs. — L'Hérault : 3 500 francs, et presque tout a été donné par les Pénitents blancs ou bleus de Montpellier, de Cette, de Lunel. — Ille-et-Vilaine : 7 185 francs; on a battu le rappel, et l'on envoie une liste supplémentaire. — Loire-Inférieure : 2 290 francs; nous sommes en pays vendéen! — Le Loiret, département moyen, verse 6 073 francs; par comparaison, ce chiffre est satisfaisant. — Les Hautes-Pyrénées : 1 150 francs; c'est maigre; pourtant, cette somme représente 38 souscripteurs. Le Bas-Rhin (17 556 francs), le Haut-Rhin (9 049 francs) se distinguent par leur générosité : on voit là les Zorn de Bulach, et, à côté d'eux, on lit, non sans émotion, des noms si honorablement connus, ceux des Dollfus, des Kœcklin, des Risler, des Schlumberger. — Seine-Inférieure : 5 700 francs; la contrée est riche, mais les manufactures subissent le contre-coup des guerres. En Tarn-et-Garonne, 16 souscriptions; en Vaucluse, 12, mais qu'elles sont modestes!

Dans les départements annexés, il en est qui se font remarquer pour le chiffre de leur contribution : l'Arno (15 838 francs), la Dyle (86 766 francs), la Méditerranée (7 790 francs), les Deux-Nèthes (11 700 francs), l'Ourthe (7 500 francs), le Pô, avec 31 souscripteurs, la Roër (9 220 francs), enfin le Tibre; Rome verse 6 000 francs qui représentent 12 souscripteurs, ou français ou attachés au régime français, les Tournon, les de Gerando, les Miollis, les Torlonia, la princesse Chigi.

La plus forte somme est versée par la Seine. — On a malheureusement réuni les chiffres pour Paris et le département : 228 481 fr. 40. En tout, on avait recueilli 615 367 francs.

Parmi les questions posées sur toute personne qui coopère à la *Société maternelle*, il en est auxquelles on répond rarement. Telle est celle qui concerne la fortune des souscripteurs. On trouve pourtant sur ce sujet quelques renseignements; on regrette qu'il y en ait si peu, car

ils sont précieux. Encore est-il prudent de ne pas les prendre au pied de la lettre, car on ignore sur quelles bases ils ont été établis. Dans les Apennins, dans les Bouches-de-l'Escaut, plusieurs fortunes vont de 100 à 200 000 francs de rentes; dans les Deux-Nèthes, il y en a une de 120 000 francs, deux de 100 000 francs. Dans la Seine-Inférieure, une personne a de 130 à 140 000 francs de revenus, et, comme dans les départements que l'on vient de citer, on va de 80, 70, 60, 50 jusqu'à 20 et 10 000 francs de rentes. En somme, il n'y a qu'un de nos départements sur lequel nous ayons des notes au point de vue des fortunes. On ne nous parle que d'une contrée où il y avait des capitaux : on voudrait savoir ce qu'en 1810 on appelait être riche dans des départements peu favorisés sous le rapport du commerce ou de l'industrie.

Reste le plus piquant : les notes confidentielles sur les mœurs. Il en subsiste quelques-unes; si l'on en a envoyé d'autres, elles n'ont pas laissé de traces. Le registre ne donne que les souscripteurs de la première heure, mais il est probable que si nous avions le dossier des autres, il n'offrirait rien de bien intéressant. L'œuvre était sous la protection des autorités : une personne décriée aurait-elle demandé à être inscrite sur une liste officielle? Ne rien dire d'une femme, c'est déclarer que sa vie privée échappait à la critique. Si la malignité s'est fait jour, ce n'est le plus souvent que sur les femmes des fonctionnaires.

Par qui les renseignements ont-ils été fournis? Par les préfets? c'est ce qui a dû arriver le plus souvent. Il y a eu cependant des exceptions — faut-il y voir la main des évêques? — Ce n'est certainement pas Rivet, préfet de l'Ain, qui écrit ceci sur sa femme : « Trente ans, un enfant, fille de feu Gilibert, ancien lieutenant-colonel, et, avant la Révolution, major des Invalides; on la croit un peu légère, mais sans scandale; les renseignements n'ont rien que d'avantageux. » Desmousseaux de Givré, préfet à Toulouse, et bientôt à Gand, n'a pas envoyé cette petite note sur sa femme : « Très honnête, mais mauvais ton; fille d'un riche bourgeois de Dreux »; et, pas plus que lui, le préfet d'Indre-et-Loire sur « la baronne Aglaé-Louise-Étiennette Lambert, son épouse, vingt-neuf ans, fille de Constantin Brossard, capitaine de cavalerie, membre du conseil général du Calvados, conduite équivoque, naissance peu honorable ». Quant au baron Chazal, préfet des Hautes-Pyrénées, on n'a pas de peine à croire que ce n'est pas de sa main qu'ont été tracées les lignes suivantes : « Mariée, quatre enfants, fille du directeur des Douanes de Bayonne; elle peut être estimable, mais sa conduite a été plus que légère, ou du moins a pu paraître telle, par les circonstances qui ont déterminé son mariage. »

Dans ce registre, on n'aime pas les personnes d'origine modeste; on semble s'étonner qu'elles soient honnêtes. Mme Riou de Kersalain,

« épouse » du préfet du Cantal, est bien comtesse par son mariage, mais « elle est née de bons bourgeois propriétaires ». Mme Jean de Bry, dans le Doubs, « est de naissance obscure, mais elle se conduit bien ». En Loir-et-Cher, Mme de Corbigny, femme du préfet, « a une conduite ordinaire; elle est de naissance médiocre ». Dans le Lot, la femme du préfet a été mariée pendant la Révolution; « M. Bailly avait été prêtre ». En Seine-et-Marne, la femme du préfet « est née Gros-le-Vin; naissance obscure; rien à dire ». Enfin, dans la Somme, la baronne Quinette, qui d'ailleurs va bientôt quitter Amiens, son mari étant nommé conseiller d'État, figure avec cette mention : « excellente mère de famille; naissance médiocre; se conduisant bien ». Voilà des jugements expéditifs et un peu bien dédaigneux!

D'autres sont niaisement laudatifs. A Nice, Mme du Bouchage, femme du préfet, « est une jeune femme qui se conduit très bien »; à Rodez, Mme Tarayre, — on l'appellera à présider le comité de l'Aveyron — femme du général de division, « se distingue par son aménité, sa grâce, son excellente conduite »; à Bruxelles, Mme Passy, femme du receveur général, « aime bien ses enfants et vit bien avec son mari ». Était-il bien nécessaire d'écrire à propos de trois femmes de préfets, qu'à Alby, la baronne Baude « est aimable, spirituelle, instruite, bonne femme, bonne mère, qu'elle aime le monde et se plaît à y être remarquée »; qu'à Anvers, la baronne d'Argenson, précédemment Mme Victor de Broglie, « a quarante ans, neuf enfants, mille francs de rentes, qu'elle est bonne épouse, bonne mère, aimée et respectée de tous »; enfin qu'à Rennes, la baronne Bonnaire « jouit de beaucoup de considération comme épouse, qu'elle est bonne mère, et se conduit de manière à se faire estimer de toutes les classes de la société? » A ces banalités on préfère cet éloge plus précis, celui de quatre dames de la famille de Poupart de Neuflize, baron de l'Empire, maire de Sedan : « elles se sont toujours distinguées par une conduite digne des plus grands éloges, et la bienfaisance est une de leurs vertus familières. »

Trois appréciations sont sévères : à Liége, Mme Thiriart, femme d'un fabricant, « cinquante ans, a un caractère frondeur; elle n'a pas d'instruction ». Dans la même contrée, Vercken, maire de Deupen, a bien souscrit pour 500 francs : il les regretterait, s'il savait qu'on le déclare « homme nul et ridicule »; dans l'Arno, Capponi, maire de Bagno, a donné 12 francs. Le fesse-mathieu! « il a de grands revenus, mais une avarice extrême ».

Une seule candidature ne sera pas admise, celle d'une dame de Besançon : elle ne paraît pas jouir de l'équilibre de ses facultés. Une seule fois, mention est faite du culte : à Orléans, on note qu'un souscripteur appartient à la religion protestante. Il fallait vraiment n'avoir pas autre chose à dire.

Voilà pour les départements. Le registre, disposant de très peu de place, a peut-être résumé d'après des fiches plus étendues. Du moins, c'est ce qu'on a fait pour Paris. Une liste, sur une seule feuille, donne le nom des dames qui composent le conseil d'administration : en regard de chacun d'eux, il y a un éloge sommaire, ou cette simple indication : « a accompagné l'Impératrice au bal de l'Hôtel de Ville[1] ».

Pourtant sur quelques-unes d'entre elles — ce ne sont pas les plus considérables — il reste des notes confidentielles. On essaie parfois d'y égratigner, sinon la personne, au moins le mari ou la famille.

Mme Doulcet d'Egligny : née Sibire, âgée de quarante et un ans, fille d'un ancien notaire et nièce de M. Delau, aussi ancien notaire, dont elle a eu les biens, épouse de M. Doulcet d'Egligny, fils d'un ancien avocat fort distingué dans le barreau de Paris. — M. Doulcet d'Egligny a fait sa fortune au Comptoir commercial de tabac par l'émission des billets supprimés lors de l'établissement de la Banque. Il n'a guère de considération que par sa fortune qui est considérable. Il a plusieurs enfants. Sa qualité la plus saillante est la vanité des richesses.

Mme Pastoret : née Piscatory, âgée de quarante ans, a eu une grande part à toutes les institutions de bienfaisance dont se sont occupées depuis vingt ans quelques dames de Paris. Elle jouit parmi elles d'une sorte de considération de primauté.

Mme Péan de Saint-Gilles : âgée de trente-six ans, fille de M. Vanglenne, commissaire au Châtelet de Paris, épouse de M. Péan de Saint-Gilles, fils d'un ancien négociant et frère du notaire de ce nom... L'article de M. Péan de Saint-Gilles ne laisse rien à désirer ; il n'y a lieu d'observer que le peu de considération dont jouissent les agents de change depuis la banqueroute de Lefebvre.

Mme Richard d'Aubigny : quarante à quarante-cinq ans, fille de l'ancien intendant général des Postes, épouse de M. Richard d'Aubigny, ancien conseiller d'Etat, administrateur général des Postes, aujourd'hui membre du Conseil des hospices et président du canton. — M. Richard

1. A la date du 8 août 1810, Montalivet parle de mettre le lundi suivant sous les yeux de l'Empereur « un tableau général qu'on s'occupe à rédiger ». Il ne fut remis qu'un peu plus tard, car le cahier qui contient la liste des premiers souscripteurs en compte 562, et non plus 450. En tête, figurent Son Altesse Royale Madame, la reine de Naples, Son Altesse Impériale la princesse Pauline, chacune avec cinq souscriptions ; viennent ensuite les dames du Palais, les femmes des ministres et des grands-officiers, les duchesses, etc., 33 en tout. Sur celles-ci, une seule appréciation : « la duchesse de Conegliano, quarante-huit ans, 20 à 24 000 francs de rentes ; chérie et respectée ». Pour les autres dames, jusqu'à la lettre C, on trouve de loin en loin une note morale, — celle du gros registre — mais filtrée et encore abrégée. On tient, par exemple, à rappeler que Bailly, préfet du Lot, a été prêtre. En regard du nom de Mme de Buffon, fille de Daubenton, on lit ceci : « 30 000 francs de rentes ». En effet, Mme de Buffon était riche ; elle était propriétaire de forges en Bourgogne, mais sa fortune faisait-elle oublier le scandale de ses amours avec le duc d'Orléans ?

est déjà âgé, et fort tourmenté de la goutte; il était l'ami intime du sénateur Chaptal; il est petit-fils de Richard, premier médecin des écuries du roi. Mlle d'Ogny est fille et petite-fille des Rigolet d'Ogny, intendants des Postes, nièce de Rigoley de Juvigny, éditeur des œuvres de Piron, et cousine germaine de Mlle de Bassompierre, à qui Juvigny donna pour étrennes les Mémoires de Bassompierre, commençant par ces mots : *Depuis que l'illustre maison de Bassompierre est éteinte...*

C'est ce même Richard qui, encore jeune, avait à Fleury-sous-Meudon une maison où il vivait assez librement. M. Camus, de l'Assemblée constituante, alors avocat du clergé, possesseur d'une maison voisine, était scandalisé de la gaîté dont les jardins de M. Richard lui offraient le spectacle; il le somma de mettre plus de réserve dans ses mœurs : à quoi Richard répondit en élevant un mur de soixante pieds de haut, et en raison duquel M. Camus perdit un procès qui le détermina à vendre sa maison.

Mme Saint-Julien Desnœux : âgée de vingt-cinq ans, fille de M. Moreau, marchand de fer, maire du IXe arrondissement, épouse de M. Desnœux, marchand de fer, fils d'un ancien procureur au Châtelet. M. Desnœux est fort riche. Mme Desnœux tient, par la famille de sa mère, aux Bourgeot, aux Quatremère, au sénateur Dupont, et à la première bourgeoisie de Paris. Son père est un négociant distingué. Son mari est honnête, rangé et généralement estimé; il n'est pas d'une famille aussi distinguée que sa femme. Celle-ci est très honnête, assez instruite, et intéressante par sa conduite et ses qualités.

Mme Thibon : née Despagne; n'a guère plus que son mari, négociant et sous-gouverneur de la Banque, d'autre considération que celle d'une richesse assez nouvellement acquise.

Les autres notes concernent des personnes obscures, qui ont appartenu à l'ancienne société et qui désirent des fonctions dans la nouvelle. Sept sont louées sans réserves. Seule, Mme Davilliers, âgée de trente-six à quarante ans, est notée comme ayant été jolie, agréable et légère. « Elle est aujourd'hui d'une mauvaise santé. Elle a beaucoup d'amis, au nombre desquels sont MM. Lacretelle, Boissonade, Garat, etc.; son mari est riche et considéré. »

Quatre — et ce sont des maîtresses de pension — sont traitées sans grande bienveillance.

Mlle Boudon est vivement recommandée par son frère, le préfet de Gênes. « Son Altesse la princesse Elisa l'honore d'une bienveillance particulière; âgée de quarante ans; tient un pensionnat sous le titre de *Jeunes étrangères*; n'en a plus que 15; n'est pas bien dans ses affaires; a beaucoup de talent et de savoir-vivre; tient fort bien sa maison et a fait de bonnes élèves. Clabaude un peu contre les circonstances qui la privent

de recevoir autant de jeunes étrangères qu'elle voudrait en recevoir. A trop d'esprit pour croire au Pape, mais ne s'en donne pas moins les airs de plaider un peu sa cause dans les explications qu'elle donne à ses élèves, soit de tels ou tels passages du catéchisme, soit des Écritures. Dans d'autres temps, Mlle Boudon avait les opinions qui naissaient naturellement de ses relations dans le parti républicain. »

Mlle Legroing de Maisonneuve, recommandée par le duc de Cadore dont elle a élevé la fille, tient avec sa sœur un pensionnat qui a une trentaine d'élèves. Elle et sa sœur, âgée de plus de cinquante ans, « se conduisent bien, sans néanmoins avoir beaucoup de talents. Peu amies du nouveau régime, si on en juge par les regrets qu'elles donnent à l'ancien; dévotes, papistes, sulpiciennes de l'école de l'abbé Emery. »

Enfin, Mme de Montloger Pardiac est « une femme d'esprit, ayant un très bon ton, de belles manières, et beaucoup d'intrigue ». De plus, elle fréquente, et à ses façons, on s'en aperçoit, le grand monde, « ce qu'on appelle la société de la rue Notre-Dame-des-Champs, les Laval, les Chevreuse, etc. ».

Les cotisations sont bien arrivées, mais la Société maternelle s'organise lentement. En 1811, on a distribué à Paris les secours nécessaires; quelle part y prit l'Impératrice, c'est ce que nous ignorons. Elle intervient l'année suivante, et, sur ce point, nous sommes renseignés par le *Moniteur* du 7 février qui donne le procès-verbal de la séance du comité central tenu le 4 du même mois; il est rédigé par la vice-présidente, la comtesse de Ségur[1].

« L'Impératrice nous ayant donné l'ordre à M. le Cardinal, à Mme la comtesse Pastoret et à moi, de nous rendre chez elle avant-hier, Sa Majesté nous a dit qu'elle nous avait fait venir pour savoir où en étaient les fonds de la Société, parce qu'elle était dans l'intention, pendant les trois mois les plus rigoureux de l'hiver, d'accorder de nouveaux secours aux pauvres mères et enfants soutenus par la Société, et d'étendre même ces secours à d'autres pauvres femmes âgées et à des vieillards. L'Impératrice destine à cet acte de bienfaisance la somme de 150 000 francs.

« Nous avons répondu à Sa Majesté que le compte de nos fonds était facile à faire; que la Société n'avait encore rien reçu des 500 000 francs

1. Les hommes qui figuraient dans le comité central étaient le cardinal Fesch, secrétaire général, Cambacérès, Dejean, trésorier général, de Laplace, chancelier du Sénat, La Rochefoucauld-Liancourt, conseiller de la Société. Le conseil général de Paris comprenait 34 dames. Il était dit qu'il se réunirait deux fois par an. A Paris, le conseil d'administration devait être de 200 membres; dans les arrondissements de première classe, de 20; dans ceux de deuxième, de 10; dans ceux de troisième, de 5.

qui lui étaient destinés; que nous avions demandé pour cette année 200 000 francs qui ne nous étaient pas encore accordés; que cette demande avait pour objet des engagements pris avec les conseils de plusieurs départements, mais que le conseil d'administration de Paris avait jusqu'à présent pourvu à toutes ses dépenses sur ses propres souscriptions, et n'avait pas, à beaucoup près, excédé ses fonds.

« L'Impératrice nous a fait l'honneur de nous dire qu'elle parlerait à l'Empereur de la situation où nous nous trouvions relativement aux fonds qui nous étaient nécessaires, et qu'elle rendrait immédiatement réponse... Nous lui avons dit que nous allions, sans délai, convoquer le comité, pour nous mettre à portée de lui présenter le plus tôt possible le mode qui semblera le plus convenable pour réaliser ses vues charitables. Nous nous sommes retirés vivement émus de la sensibilité avec laquelle l'Impératrice nous a parlé et des besoins des pauvres et du désir qu'elle a d'adoucir leur sort[1] .»

C'est encore par le *Moniteur* que nous avons, mais seulement pour cinq départements[2], des détails sur l'organisation de la Société maternelle en dehors de Paris. Des comités se sont formés et ils fonctionnent dès l'année 1812, à Turin, à Parme, à Besançon, à Bordeaux, à Lyon, et enfin à Draguignan. Dans le Var, on a secouru un nombre de mères presque double de celui que fixait le règlement général : « c'est qu'en effet la charité, comme le génie, sait doubler ses ressources ». Bienfaisance et flatterie! Il ne faut donc pas s'étonner de voir cette phrase reproduite dans le numéro du 23 juin.

Évidemment, il y eut un assez grand nombre de misères secourues grâce aux sommes réunies. Des cotisations annuelles, d'ailleurs réduites, permirent à la Société maternelle de se maintenir jusqu'à la fin de l'Empire, mais les ressources ne furent pas en proportion avec la détresse que l'on signalait sur tous les points du territoire.

1. Sur les 500 000 francs accordés par l'Empereur, 250 000 avaient déjà été distribués à l'occasion du baptême du roi de Rome. D'après le décret du 20 novembre 1810 commençant par ce considérant : « Voulant consacrer par un acte de notre munificence l'époque de la déclaration de la grossesse de notre chère et bien-aimée épouse, donner une preuve de notre bienveillance aux habitants nécessiteux de cette ville, et les faire participer à la satisfaction que nous éprouvons d'un événement qui intéresse aussi essentiellement le bonheur de l'Empire », Napoléon ordonnait que 100 000 francs fussent employés à payer les mois de nourrice dus à l'administration du Bureau des nourrices par des pères et mères nécessiteux, et 100 000 à retirer les effets engagés au Mont-de-Piété; enfin 50 000 francs étaient consacrés au soulagement des mères indigentes.

La première séance du comité central avait eu lieu le 29 juillet 1811, mais c'était pour donner des substituts au secrétaire général et au trésorier général, accablés de besogne, et pour augmenter le nombre des conseillers.

2. On voit pourtant dans les papiers de la Secrétairerie d'État qu'il y a des conseils en activité à Dijon, à Strasbourg, à Metz, à Rodez, à Beauvais, à Arras et à Colmar.

Dès la rentrée des Bourbons, la présidence en est offerte à la duchesse d'Angoulême, qui l'accepte. Le 20 avril 1815, Napoléon décrète que la Société maternelle « continuera à suivre le régime qu'elle observait antérieurement au décret du 5 mai 1810[1] ». Elle redevenait œuvre privée. La duchesse d'Angoulême continue à la présider. Le *Moniteur* s'occupe encore d'elle en 1819, puis le silence se fait, et elle retombe dans l'obscurité.

G. Vauthier.

Médecins français demandés par l'Empereur de Russie en 1809.

Au commencement de l'année 1809, le prince Kourakin, ambassadeur de Russie, fut chargé par sa cour de demander au gouvernement français des médecins et des chirurgiens pour exercer dans son pays. Le 25 janvier, Champagny, ministre des Relations extérieures, informa son collègue de l'Intérieur que Napoléon avait donné son consentement, et il le priait de donner l'autorisation nécessaire au docteur Bourdois chargé par le prince de choisir lesdits médecins et chirurgiens.

Voici les conditions qui leur étaient faites :

« Les individus qui accepteront d'aller en Russie sont divisés en deux classes : la première, des docteurs reçus comme tels dans les facultés de l'Empire français. Il leur sera payé pour frais de route 150 ducats d'Hollande, ou 1 741 fr. 50, argent de France. Arrivés en Russie, ils jouiront par année d'un traitement de 1 200 roubles ou de 4 800 francs, argent de France, lequel sera augmenté d'un quart après trois ans d'un service reconnu utile. La deuxième, de ceux qui, n'ayant point encore acquis l'universalité des connaissances requises, peuvent cependant être utilement employés en seconde ligne, s'ils sont placés sous des chefs habiles. Ils ne seront admis que sur les attestations des différents professeurs dont ils auront suivi les cours, et seront dans le cas, à leur arrivée en Russie, de subir des examens. Il leur sera payé pour frais de route 100 ducats ou 1 161, argent de France. Ils jouiront en Russie d'un traitement annuel de 8 à 900 roubles ou de 3 200 à 3 600 francs qui sera également augmenté du quart au bout de trois ans de bons services.

« Après six ans de services, ceux qui voudront revenir en France obtiendront, à titre de gratification, une somme équivalente à deux

1. On devait inscrire au budget du ministère de l'Intérieur la somme de 200 000 francs, dont 60 000 pour Paris, à titre de secours annuels aux sociétés de charité maternelle. Il est inutile d'ajouter que cette partie du décret resta lettre morte.

années de traitement. S'ils restent en Russie, ils pourront prétendre à une pension égale à la moitié de leurs appointements. En cas de mort avant trois ans de services, il sera accordé à la veuve ou aux enfants, outre les appointements dus au jour du décès, une somme de la valeur d'une année du traitement du défunt; depuis quatre ans jusqu'à six, deux années de traitement; de six jusqu'à dix, à la veuve qui ne se remariera pas ou aux enfants jusqu'à leur majorité, une pension du tiers des appointements; enfin, une pension des deux tiers des appointements, s'il y a plus de dix ans de services. La famille du défunt qui voudra revenir en France recevra 30 ducats pour frais de route.

« A l'égard de l'existence civile, les médecins et chirurgiens de première ligne seront compris dans la 8e classe, correspondant au grade de major; ceux de deuxième ligne dans la 9e classe, qui correspond au grade de capitaine. Les uns et les autres passeront dans la classe immédiatement supérieure après quatre ans de services sans reproches. Les médecins se regardent comme attachés au service de Russie et, pendant six ans, ils ne pourront refuser aucun des emplois ou fonctions que le ministre de l'Intérieur leur prescrira d'exercer à leur arrivée à Saint-Pétersbourg. Nul médecin ne pourra être admis à accepter ces conditions sans autorisation spéciale du gouvernement. »

Ces conditions, Neuville, chef de la 3e division au ministère de l'Intérieur, les reproduit dans un rapport adressé à son chef le 7 mars 1809; il les accepte, mais avec des remarques et des restrictions :

Il voudrait que les médecins de deuxième classe eussent l'expectative de passer dans la première, dès qu'ils auraient donné des preuves suffisantes de capacité pour être docteurs. On ne connaît pas, ajoute-t-il, le prix des denrées en Russie, on ignore si le rouble a bien la valeur qu'on lui assigne, et par conséquent si les traitements assignés sont avantageux. Les frais de route lui semblent médiocres; pour tout le monde uniformément, il demande 2 000 francs et 400 pour chaque enfant. Il demande enfin que Bourdois ne choisisse que des hommes capables de faire honneur à la France. Bien entendu, les jeunes gens devront avoir satisfait à la conscription.

Il ne nous a pas été possible de savoir quels furent les Français qui, à la suite de cette demande, se rendirent en Russie.

G. Vauthier.

LES INSTRUCTIONS DE LORD CASTLEREAGH,

PLÉNIPOTENTIAIRE BRITANNIQUE AU CONGRÈS DE CHATILLON (1813)

L'histoire du congrès de Châtillon a fait l'objet d'une étude minutieuse, due à la plume du professeur Auguste Fournier. A l'aide d'une riche moisson de documents nouveaux et d'une importance capitale, le savant historien autrichien a, peut-on dire, presque épuisé le sujet; mais si les sources allemandes (Berlin, Hanovre et Vienne) constituent la nouveauté de son livre[1], il s'en est tenu aux documents déjà publiés pour les sources russes, françaises et anglaises. Il est probable que ces dernières, dans ce qu'elles ont d'inédit, ne modifieront pas beaucoup l'allure générale des négociations de 1814, telles que M. Fournier les a retracées. Il nous a cependant semblé utile d'extraire des Archives du *Foreign Office* (Public Record Office), les documents que nous publions plus loin et qui se rapportent aux préliminaires du congrès de Châtillon.

Ce sont les « Instructions » données à Lord Castlereagh, secrétaire d'État des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, le 26 décembre 1813, au moment où le cabinet de Saint-James se décidait enfin à envoyer un plénipotentiaire de marque pour négocier du côté des Alliés avec l'empereur Napoléon.

1. *Der Kongress von Chatillon. Die politik im Kriege von 1814. Ein historiches Studie*, von August Fournier, 1 vol. in-8°, de VI-397 pages, Leipzig, Vienne et Prague, 1900.

Il ne semble pas, du moins à notre connaissance, que ces Instructions aient jamais été publiées, ni même utilisées. Quand les historiens ont voulu préciser les vues politiques de l'Angleterre, en décembre 1813, ils se sont généralement reportés[1] au document publié dans la *Correspondance* de Castlereagh, sous le titre : *Instructions to Lord Castlereagh, on his mission to the Allied Sovereigns*[2]. Cette pièce, qui porte la date du 27 décembre 1813, constitue, à vrai dire, plutôt les pleins-pouvoirs de Castlereagh que ses véritables instructions. Celles que nous publions ont une tout autre importance, car elles donnent, en noir sur blanc, la limite des conditions auxquelles l'Angleterre traitera, et à peu de chose près, les clauses anglaises du projet de traité, soumis à Caulaincourt, à Châtillon, le 17 février 1814, et celles du traité qui deviendra, le 30 mai suivant, la Paix de Paris.

On nous permettra, avant de transcrire ce texte, de rappeler brièvement dans quelles conditions fut décidée la mission de Castlereagh.

*
* *

Depuis plusieurs mois, les Souverains Alliés traînaient à leur suite les ambassadeurs britanniques accrédités à leurs cours; Lord Cathcart (Pétersbourg), le lieutenant général Stewart (Berlin) et Lord Aberdeen (Vienne) formaient une trinité diplomatique qui instituait la présence de l'Angleterre aux négociations de la Coalition. Quand, après le congrès de Prague, la comédie de Francfort (9 novembre 1813) mit au pied du mur et Napoléon et les Alliés, ceux-ci sentirent la nécessité de remplacer le triumvirat britannique « qui n'était pas fait pour avancer la besogne ». « Que le Gouvernement britannique, écrivait, le 6 décembre, Metternich à Wessemberg, nomme un seul ministre qui soit chargé de prendre connaissance des questions relatives à la future négociation[3]. »

1. Ainsi Oncken, *Historiches Taschenbuch*, 1883-1886.
2. *Correspondance, Despatches and other Papers of Viscount Castlereagh*, t. VIII, p. 113-116.
3. Cité par Fournier, *op. cit.*, p. 33, n. 3.

Le cabinet de Saint-James venait justement de proposer aux Alliés la conclusion d'un « traité d'alliance générale » entre toutes les puissances de l'Europe contre la France. L'empereur Alexandre avait « décliné ces ouvertures trouvant que les traités d'alliance séparée offraient une garantie suffisante », Il pensait à tous les parchemins signés de Reichenbach à Tœplitz qui, en garantissant les subsides anglais aux Alliés, leur assuraient en même temps la réalisation des arrondissements territoriaux sur le continent.

Du jour où se présentait l'éventualité de pouvoir extorquer à Napoléon ces bases *continentales*, — et il semble bien qu'à cette date (6 décembre) les Alliés eussent voulu laisser à la France la limite « du Rhin, des Alpes et des Pyrénées[1] » — il devenait indispensable de connaître les bases *maritimes* de l'arrangement futur. Celles-ci dépendaient de l'Angleterre.

Assurer la continuité des subsides anglais aux Alliés pour 1814, préciser l'étendue des rétrocessions coloniales que l'Angleterre pourrait consentir à la France, obtenir enfin qu'un plénipotentiaire dûment qualifié vint se joindre aux ministres de la coalition, tels étaient les trois objets de la mission que les Souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse confiaient, le 6 décembre, à Pozzo di Borgo.

Quand Pozzo arriva à Londres, il mena la négociation auprès des ministres anglais, de concert avec le comte Lieven, ambassadeur de Russie, ainsi que le lui prescrivaient ses instructions.

Sur le chapitre des rétrocessions à faire à la France, Castlereagh se montra d'abord assez irrité; puis, en ayant accepté l'idée, il fit valoir que les concessions éventuelles « devaient nécessairement dépendre de l'état de choses au moment des négociations de paix..., que l'Angleterre était prête à faire tous les sacrifices et à offrir toutes les rétrocessions qui seront compatibles avec la sûreté de ses établissements d'outre-mer ». Mais le ministre anglais ajouta — et c'était la vraie raison qui avait éternisé la guerre — « qu'il existait un seul point sur lequel il était impossible au ministère britannique de montrer aucune condescendance envers

1. D'après les instructions de Pozzo di Borgo. Cf. F. de Martens, *Recueil des traités conclus par la Russie*, t. XI, p. 198.

les prétentions de la France : c'était de soumettre les questions élevées sur le code et les droits maritimes à la discussion d'un congrès et d'en faire un sujet de négociation[1] ».

Si ces questions de droit maritime ne devaient point, suivant les Anglais, faire partie des négociations avec la France, encore fallait-il que les Alliés prissent l'engagement de ne point les soulever et de ne point permettre qu'on les soulevât. Devant l'insistance du gouvernement anglais, Pozzo di Borgo et Lieven remirent à Castlereagh un protocole de désintéressement, qui devait être repris et complété, par les Russes et les Prussiens, dans les conférences de Langres, en janvier 1814.

Une fois ces satisfactions obtenues, le cabinet de Saint-James ne lésina pas sur le subside de 5 millions de livres sterling demandé par les Alliés, et il se rendit assez rapidement au désir des Souverains, en décidant que le Secrétaire d'État des Affaires étrangères se rendrait sur le continent.

La mission de Castlereagh était d'importance; il devait s'absenter pour un temps indéterminé; ses pleins-pouvoirs devaient être entiers et lui permettre de négocier sans avoir à en référer continuellement à Londres, comme auraient dû faire Cathcart, Stewart ou Aberdeen. Il fallait donc prévoir tous les cas possibles dans ses instructions et les ministres anglais jugèrent qu'on ne pouvait ni prendre trop de précautions ni entourer l'événement de trop de solennité. Ils se réunirent en conseil de Cabinet, le 26 décembre 1813, et Castlereagh s'établit le secrétaire de cette conférence extraordinaire.

Le document qui suit est entièrement écrit de la main de Castlereagh, et porte, en tête, la liste des membres de l'Administration britannique qui assistèrent à ce conseil.

L'allure de la pièce est assez rapide; on sent qu'au fur et à mesure qu'un point a été délibéré, Castlereagh en transcrit la rédaction adoptée. Ces instructions ne ressemblent en rien à celles qui sont données, en belles phrases, aux agents français de l'Ancien Régime, ou même de la Restauration et de la Monarchie de

1. Rapports collectifs de Pozzo di Borgo et du comte Lieven, des 13, 15, et 22 décembre 1813; cités par Martens, *op. cit.*, p. 199.

Juillet. Elles contiennent uniquement des points précis, qui constituent les conditions *sine qua non* de l'Angleterre. Tout ce qui ne s'y trouve point est laissé au jugement et au doigté de Castlereagh, qui appréciera suivant les circonstances et la marche des négociations.

Cette pièce, qui est une minute, comme le prouve son apparence même[1], est aussi l'instrument authentique qui servira au plénipotentiaire, puisque le Prince Régent y a apposé sa signature. Le document ne devait servir qu'au Secrétaire d'État, comme aide-mémoire; il n'était pas destiné à être communiqué, même aux Alliés; point n'était besoin d'en faire une expédition officielle.

Memorandum of Cabinet
26th December 1813

Present.

THE LORD CHANCELLOR[2].
THE LORD PRESIDENT[3].
LORD PRIVY SEAL[4].
EARL OF LIVERPOOL[5].
EARL OF BATHURST[6].
EARL OF BUCKINGHAMSHIRE[7].
EARL OF MULGRAVE[8].
VISCOUNT SIDMOUTH[9].
VISCOUNT MELVILLE[10].
MR VANSITTART[11].
MR B. BATHURST[12].
VISC. CASTLEREAGH[13].

The three allied Powers having invited the Prince Regent to send a

Memorandum de Cabinet
26 Décembre 1813.

Présents

LE LORD CHANCELIER[2].
LE LORD PRÉSIDENT[3].
LE LORD DU SCEAU PRIVÉ[4].
LE COMTE DE LIVERPOOL[5].
LE COMTE DE BATHURST[6].
LE COMTE DE BUCKINGHAMSHIRE[7].
LE COMTE DE MULGRAVE[8].
LE VICOMTE SIDMOUTH[9].
LE VICOMTE MELVILLE[10].
M. VANSITTART[11].
M. B. BATHURST[12].
LE VICOMTE CASTLEREAGH[13]

Les trois Puissances alliées ayant invité le Prince Régent à envoyer

1. Le papier, de format ministre, est divisé en deux parties et les instructions sont rédigées sur la moitié de la page : sur la partie droite au recto et sur la partie gauche au verso. Dans la partie restée blanche, il y a quelques annotations au crayon, que nous n'avons pas cru utile de reproduire, et qui rappellent, d'un mot ou deux, le résumé du contexte.

2. Lord Eldon. — 3. Comte de Harrowby. — 4. Comte de Westmoreland. — 5. Premier Lord de la Trésorerie. — 6. Secrétaire d'État de la Guerre et des Colonies. — 7. Président du ministère du Contrôle (*Board of Control*), plus communément appelé ministère de l'Inde (*India Board*). — 8. Directeur général du Comité de l'Artillerie (*Board of Ordnance*). — 9. Secrétaire d'État du département de l'Intérieur. — 10. Premier Lord de l'Amirauté. — 11. Chancelier de l'Échiquier. — 12. Ce personnage semble être Charles Bragge Bathurat qui fut, en 1814, ministre de cabinet. — 13. Secrétaire d'État des Affaires étrangères

Plenipotentiary to the Continent, charged with full powers to treat both with friendly and hostile Powers on all matters which concern general interests; and His Royal Highness, having previously received from the Ministers of the said Powers in London satisfactory assurances on the maritime question, has been pleased in compliance with the desire of the said allies, to direct H. M's. Secretary for Foreign Affairs to proceed forthwith to the Head Quarters of the Allies in execution of this especial service.

Lord Castlereagh is charged in the first instance to enter into such preliminary explanations as may be necessary to ascertain with precision the basis on which it is proposed to negotiate.

He is to endeavour to establish a clear and definite understanding with the Allies, not only on all matters of common interest, but upon such points, as are likely to be discussed with the Enemy, so that the several allied Powers may in their negotiations with France act in perfect concert, and together maintain one common interest.

If called on for an explanation of the views of his Government as to terms of peace, and the sacrifice of conquests, which Great Britain is disposed to make for the general interest, he is to state, that with respect to the latter it must in a

sur le continent un plénipotentiaire muni de pleins pouvoirs pour traiter à la fois avec les Puissances amies et ennemies de tous les sujets qui concernent les intérêts généraux; et Son Altesse Royale, ayant par avance reçu des ministres des dites Puissances à Londres des assurances satisfaisantes sur la question maritime, a daigné conformément au désir des dits Alliés, prescrire au Secrétaire d'État des Affaires étrangères de S. M. de se rendre sur-le-champ au Quartier général des Alliés pour remplir cette mission spéciale.

Lord Castlereagh est chargé en premier lieu d'entrer dans telles explications préliminaires qui peuvent être nécessaires pour déterminer avec précision les bases sur lesquelles l'on propose de négocier.

Il doit s'efforcer d'établir une entente claire et précise avec les Alliés, non seulement sur tous les sujets d'un intérêt commun, mais aussi sur tels points qui seront vraisemblablement discutés avec l'ennemi, de façon que les différentes Puissances alliées puissent, dans leur négociation avec la France, agir en parfait accord et en même temps maintenir l'intérêt commun.

Si des explications lui sont demandées sur les vues de son Gouvernement quant aux conditions de la paix, et au sacrifice des conquêtes que la Grande-Bretagne est disposée à faire pour l'intérêt général, il devra faire connaître que,

great measure be governed by the nature of the conditions with respect to the continent, which the allied Powers may be enabled to obtain from the Enemy.

If the maritime power of France shall be restricted within due bounds by the effectual establishment of Holland, — the Peninsula[1] and Italy in security and independance, Great Britain consistent with her own security may then be induced to apply the greater proportion of her conquests to promote the general interests.

If on the contrary the arrangement should be defective in any of these points Great Britain must reserve a proportionable share of those conquests to render her secure against France.

If called on for more detailed explanation, he may state, that the objects *sine qua non* upon which Great Britain can venture to divest herself of her conquests in any material degree, are :

1st, The absolute exclusion of France from any naval establishment in the Scheldt and especially at Antwerp and

2ly, The security of Holland being adequately provided for under the House of Orange, by a barrier which shall at least include Juliers and Antwerp as well as Maestricht with a suitable arron-

en ce qui concerne l'intérêt général, il doit dans une grande mesure être gouverné par la nature des conditions relatives au continent, que les Puissances alliées seraient dans le cas d'obtenir de l'ennemi.

Si la puissance maritime de la France devait être restreinte dans de justes limites par l'établissement effectif de la Hollande et par la sécurité et l'indépendance de la Péninsule[1] et de l'Italie, la Grande-Bretagne tranquillisée sur sa propre sécurité pourra être amenée à appliquer la plus grande partie de ses conquêtes à favoriser les intérêts généraux.

Si au contraire l'arrangement était défectueux sur l'un de ces points, la Grande-Bretagne devra réserver une part proportionnelle de ces conquêtes pour assurer sa sécurité contre la France.

Si des explications plus détaillées lui sont demandées, il pourra établir que les objets *sine qua non*, à propos desquels la Grande-Bretagne pourra se permettre de se dépouiller de ses conquêtes à un degré considérable, sont :

1° L'exclusion absolue de la France de tout établissement naval dans l'Escaut et spécialement à Anvers et

2° qu'il sera pourvu en juste proportion à la sécurité de la Hollande sous la maison d'Orange, par une barrière qui renfermera au moins Juliers et Anvers ainsi que Maestricht avec un arrondissement con-

1. On ignorait encore à Londres la signature du traité de Valençay, qui ne fut connue du ministère britannique que le 19 janvier 1814, par la voie de Madrid.

disement of territory in addition to Holland as it stood in 1792. It being understood that Wesel shall also be in the hands of one of the allied Powers.

It must be understood that the Monarchies of the Peninsula must also be independent under their Legitime Sovereigns, their dominions at least in Europe being guaranteed against attack by France.

The allied Powers are to take engagements to this effect and to stipulate the amount of succours to be mutually furnished in such case.

If more acceptable to the continental Powers, Great Britain will be prepared to confine the casus foederis to the continent, being nevertheless herself bound to afford the stipulated succours, provided Holland and the Peninsula shall be secured.

In consideration of such an arrangement for Holland and the Peninsula, Great Britain will be disposed to stipulate for the restitution of the conquests made from France as enumerated in the margin [1] and in that view to render them available for the purposes of negotiation.

venable de territoire, en addition à ce que la Hollande comprenait en 1792. Il reste bien entendu que Wesel restera entre les mains des Puissances alliées.

Il doit être entendu que les monarchies de la Péninsule doivent aussi être indépendantes sous leurs Souverains légitimes, leurs territoires, du moins en Europe, étant garantis contre toute attaque de la France.

Les Puissances alliées devront prendre des engagements à cet effet et stipuler le montant des secours qui devront mutuellement être fournis en pareil cas.

Si cela semble plus acceptable aux Puissances continentales, la Grande-Bretagne sera prête à limiter le *casus fœderis* au continent, étant elle-même assujettie à fournir les secours stipulés, pourvu que la Hollande et la Péninsule soient sauvegardées.

En considération d'un tel arrangement pour la Hollande et la Péninsule, la Grande-Bretagne sera disposée à stipuler la restitution des conquêtes faites sur la France, comme il est énuméré en marge [1], et dans cette vue, à rendre ces conquêtes valables pour les desseins de la négociation.

1. Ces mots *comme il est énuméré en marge* ne correspondent à rien dans le document, qui ne contient en marge que des indications au crayon sans importance. Nous sommes tenté de croire qu'ils correspondent à un autre document qui énumérait, dans les plus grands détails, toutes les conquêtes anglaises faites sur la France, la Hollande et le Danemark. Ce document se retrouve à plusieurs reprises dans les volumes du *Foreign Office* (particulièrement *F. O. Continent, France*, 2), sous le titre : *Conquests from France and her allies during the present war*, où il est annexé à une lettre de Castlereagh (n° 8) à Liverpool. Un exemplaire de ce document se trouve également, et sous le même titre dans nos Archives du ministère des Affaires étrangères (*Mem. et Doc. France*, 673, f°s 70-71).

Malta being always understood to remain british, the Mauritius and Bourbon, — Guadaloupe and the Saintes cannot be restored to France.

The Mauritius is retained as being when in the hands of an Enemy a most injurious naval station to our Indian commerce, whilst it is of little comparative value to France.

Guadaloupe is insisted upon as a debt of honor to Sweden.

If by the success of the allied arms Holland and the Peninsula shall be secured as above, the conquests specified in the margin may then be applied to compensate other demands, which our continental allies may have to bring forward.

If the restoration of Guadaloupe should be made a point of *sine qua non* by France and consequently of war with Sweden, the latter Power might as an ultimatum be compensated by Bourbon, or a Dutch colony, Holland in that case taking Bourbon.

Holland being secured by a barrier as above, the Dutch colonies as specified in the margin to be restored to Holland.

The Cape of Good Hope is excepted, as a position connected with the security of our Empire in the East, but in lieu of this colony, Great Britain to appropriate two

Étant toujours entendu que Malte, l'île Maurice et Bourbon resteront anglaises, — la Guadeloupe et les Saintes ne pourront être rétrocédées à la France.

L'île Maurice est retenue parce qu'elle est, dans les mains de l'ennemi, une station navale trop dangereuse pour notre commerce indien, tandis qu'elle est d'une valeur relativement moindre pour la France.

On insiste sur la Guadeloupe en temps que dette d'honneur vis-à-vis de la Suède.

Si par les succès des armes alliées la Hollande et la Péninsule étaient sauvegardées comme il est dit ci-dessus, les conquêtes mentionnées dans la marge pourront être appliquées pour compenser telles autres demandes que nos alliés continentaux pourraient avoir à faire valoir.

Si la restitution de la Guadeloupe était considérée par la France comme une condition *sine qua non* et par conséquent un risque de guerre avec la Suède, celle-ci pourrait en dernière analyse obtenir comme compensation Bourbon ou une colonie hollandaise, la Hollande dans ce cas prendrait Bourbon.

La Hollande étant assurée de la barrière ci-dessus indiquée, les colonies hollandaises spécifiées dans la marge seront restituées à la Hollande.

Le cap de Bonne-Espérance est excepté parce que c'est une position liée à la sécurité de notre empire en Orient, mais au lieu de cette colonie, la Grande-Bretagne affectera

millions sterling to be applied towards the improvement of the Dutch Barrier.

With respect to the Danish conquests, it is proposed they should (with the exception of Heligoland) be made instrumental to the execution of our engagements to Sweden.

In all communications on the expediency of Peace, the same course to be pursued as heretofore — viz to evince a desire to conform as far as possible to the general interests of the continent. — to give to the Allies the most unequivocal assurances of a firm determination to support them in contending for an advantageous peace and to avoid everything that might countenance a suspicion that Great Britain was inclined to push them forward in the war for own purposes.

The utmost exertions to be used to prevent any relaxation in the military operations, whilst negotiations are pending. Also to direct force as much as possible from all quarters upon Holland and the Low Countries.

To explain to the Prince of Orange that the British force in Holland (exclusive of 4 000 Russians), cannot at present be carried beyond 10 000 men and must be considered as liable to be withdrawn to reinforce Lord Wellington.

Should Austria propose the settlement of the Archduke Charles

deux millions de livres sterling à l'amélioration de la barrière hollandaise.

Quant aux conquêtes danoises, l'on propose qu'elles deviennent (à l'exception d'Héligoland) des instruments pour l'exécution de nos engagements vis-à-vis de la Suède.

Dans toutes les communications sur la convenance de la paix, la même conduite que par le passé devra être suivie — c'est-à-dire : témoigner le désir de se conformer autant que possible aux intérêts généraux du continent; — donner aux Alliés les assurances les moins équivoques d'une ferme détermination de les soutenir en luttant pour une paix avantageuse et éviter toute chose qui pourrait contenir un soupçon que la Grande-Bretagne soit inclinée à les pousser à la guerre pour ses desseins particuliers.

Les efforts les plus sérieux devront être faits pour empêcher le relâchement des opérations militaires pendant la poursuite des négociations. Et aussi pour diriger autant que possible les forces militaires de tous les quartiers vers la Hollande et les Pays-Bas.

Expliquer au Prince d'Orange que les forces britanniques en Hollande (sans compter les 4 000 Russes), ne peuvent pour le moment être portées au delà de 10 000 hommes et doivent être considérées comme susceptibles d'être retirées pour renforcer Lord Wellington.

Si l'Autriche proposait l'établissement de l'archiduc Charles dans

in the Netherlands, the proposition to be favorably received. It may be proper to remark at the same time that much must depend on the success of the war in Flanders. If the Enemy should be driven back within antient France by connecting a considerable part of the German territory on the left bank of the Rhine with Brabant etc., an intermediary power of considerable importance might be created and one, which supported by Austria, would form a most important barrier both for Holland and Germany.

If the success of the Allies should be more circumscribed or should the object of giving to Holland an adequate barrier be to be acquired by negotiation and not by conquest, it may then not prudent to aim at more than such an extension of Holland as before described.

The Prince of Orange to be discouraged from any attempt to extend Holland on the side of the Netherland beyond its ancient limits, without the express consent of the Allies.

The proposed marriage to be confidentially opened to the Sovereigns at Head Quarters, with the intended limitation of the succession, the Prince of Orange's consent being previously obtained.

If Barrier for Holland should not be secured to the extent proposed, the restitution of the Dutch colonies to be proportionably limited.

les Pays-Bas, la proposition devrait être favorablement reçue. Il peut être en même temps convenable de remarquer que bien des choses doivent dépendre du succès de la guerre dans les Flandres. Si l'ennemi devait revenir à l'ancienne France; — en reliant une part considérable du territoire allemand de la rive gauche du Rhin au Brabant, etc., une puissance intermédiaire d'une importance considérable pourrait être formée, laquelle, soutenue par l'Autriche, formerait une barrière très importante à la fois pour la Hollande et l'Allemagne.

Si les succès des Alliés devaient être plus limités ou si l'objet de donner à la Hollande une barrière adéquate devait être obtenu par négociation et non par conquête, il peut n'être pas prudent de viser à quoi que ce soit de plus que l'extension de la Hollande, telle qu'il a été dit plus haut.

Le prince d'Orange devra être découragé de toute entreprise d'étendre la Hollande du côté des Pays-Bas au delà de ses anciennes limites, sans le consentement exprès des Alliés.

On communiquera confidentiellement aux Souverains, au Quartier général, le mariage proposé et l'intention de limiter la succession, le consentement du prince d'Orange ayant été préalablement obtenu.

Si la barrière de la Hollande n'était pas assurée jusqu'à l'extension proposée, la restitution des colonies hollandaises serait limitée proportionnellement.

As the Barrier for Holland is an object most deeply interesting to all the Allies, Great Britain is willing to purchase it by a double sacrifice; by cessions both to France and to Holland. If the allies should not carry this point, so important to their own security, as well as to that of Great Britain, the latter Power will in that case have no other alternative than to preserve her colonial conquests as a counterpoise to the dominion of the Enemy and on these grounds to withhold those cessions which she would otherwise be prepared to make to France.

The cession of conquests by Great Britain being declared to be contingent upon equivalent securities to result from the continental arrangements, and especially on the side of Holland and the Low Countries, any general stipulation which does not expressly declare the principle by which it is to be regulated and connect it pointedly with these objects, appears objectionable.

In any arrangements of Italy, the military line of the Alps and the roads lately opened in the direction of Italy to be particularly attended to with respect to the internal arrangement of Italy, it is highly expedient that the King of Sardinia should be restored perhaps receiving Genoa in exchange for Savoy.

If Austria connects herself with

Comme la barrière de la Hollande est un objet des plus profondément intéressants pour tous les Alliés, la Grande-Bretagne est décidée à l'acheter par un double sacrifice : par des cessions à la France et à la Hollande à la fois. Si les Alliés n'examinaient pas ce point, si important pour leur propre sécurité aussi bien que pour celle de la Grande-Bretagne, cette dernière Puissance n'aurait dans ce cas d'autre alternative que de conserver ses conquêtes coloniales pour faire contrepoids aux territoires de l'ennemi et dans ces conditions de retenir les cessions qu'elle était d'autre part prête à faire à la France.

La cession des conquêtes à faire par la Grande-Bretagne étant déclarée corrélative des garanties équivalentes qui doivent résulter des arrangements continentaux, et spécialement du côté de la Hollande et des Pays-Bas, toute stipulation générale qui ne déclarerait pas expressément le principe par lequel cette cession devrait être réglée et qui la relierait nettement à ces objets, présenterait des objections.

Dans tout arrangement concernant l'Italie, une attention particulière devra être donnée à la ligne militaire des Alpes et aux routes récemment ouvertes dans la direction de l'Italie eu égard aux arrangements intérieurs de l'Italie, et il est particulièrement nécessaire que le roi de Sardaigne soit restauré peut-être en recevant Gênes en échange de la Savoie.

Si l'Autriche s'entend avec Murat,

Murat, the Sicilian Family to have Tuscany and Elba.

The Pope to be restored to the Estates of the Church.

The Milanese, Modena, Parma, Plascentia etc., to be subject to discussion.

The Prince Regent's mediation, if solicited by the Allies in the arrangement of the national affairs of Germany, to be afforded.

Great Britain to declare her readiness, should a general peace be signed, to sign a separate peace with the United States of America on the *statu quo ante bellum* without involving in such treaty any decision upon the points in dispute at the commencement of hostilities.

A direct proposition to treat in London having been lately made to the American government, this offer not to be stated, unless the subject should be brought forward.

Should such an offer be made to America, a time to be limited within which her acceptance or refusal must be declared.

The question as to the arrangement with Denmark to be subject to discussion with Sweden.

The distribution of the command in the North to be reserved for consideration at Head Quarters.

The 5 millions subsidy may be granted under the following provisos :

1st, reserve as to the sending home the Russian Fleet.

2ly, the accepting, if required,

la Famille sicilienne aura la Toscane et l'île d'Elbe.

Le Pape sera restauré dans les États de l'Église.

Le Milanais, Modène, Parme, Plaisance, etc., seront sujets à discussion.

La médiation du Prince Régent, si elle est sollicitée par les Alliés dans les affaires nationales de l'Allemagne, sera accordée.

La Grande-Bretagne déclarera sa disposition, si une paix générale était signée, à signer une paix séparée avec les États-Unis d'Amérique sur la base du *statu quo ante bellum* sans comprendre dans un tel traité quelque décision sur les points litigieux au début des hostilités.

Une proposition directe de traiter à Londres ayant été faite dernièrement au Gouvernement américain, il ne faudra pas faire état de cette offre, à moins que cette question ne soit mise en avant.

Si une telle offre était faite à l'Amérique, on doit limiter le temps pendant lequel l'acceptation ou le refus sera déclaré.

Les questions relatives aux arrangements avec le Danemark seront sujettes à discussion avec la Suède.

La distribution du commandement dans le nord sera réservée à la considération du Quartier général.

Les 5 millions de subsides pourront être accordés sous les conditions suivantes :

1° Sous la réserve que la flotte russe sera renvoyée chez elle.

2° Que l'on acceptera, si nous le

a proportion of the same in credit bills.

demandons qu'une proportion de ces mêmes [sommes] soit délivrée en traites.

3ly, the signing of such engagements, and especially with respect to Holland and the Peninsula, as may justify both to the British Publick and the Allies so great an exertion in favor of the three Powers.

3° Que l'on signera de tels engagements, et spécialement en ce qui concerne la Hollande et la Péninsule, de façon à justifier à la fois vis-à-vis du public anglais et des Alliés un aussi grand effort en faveur des trois Puissances.

The Treaty of Alliance not to terminate with the war, but to contain defensive engagements with mutual obligations to support the Power attacked by France, with a certain extent of stipulated succours.

Le traité d'Alliance ne devra pas se terminer avec la guerre, mais contenir des engagements défensifs et des obligations mutuelles de soutenir la Puissance attaquée par la France, ainsi que la stipulation des secours pour une certaine somme.

The casus foederis to be an attack by France on the European Dominions of any one of the contracting Parties.

Le *casus fœderis* jouera dans le cas d'une attaque par la France des territoires européens de l'une quelconque des Parties contractantes.

Spain and if possible Holland to be included as contracting Parties.

L'Espagne et si possible la Hollande seront comprises comme parties contractantes.

Sweden being beyond the Baltick is less interested in being included, or rather has an interest not to participate.

La Suède se trouvant au delà de la Baltique est moins intéressée à être comprise, ou plutôt a un intérêt à ne pas y participer.

Humbly submitted for your Royal Highness's sanction.

Humblement soumis à la sanction de votre Altesse Royale.

GEORGE P. R.

GEORGE P. R.

L'importance de ces instructions n'échappera point aux historiens. La simple publication de textes que l'on s'est proposé de faire ici interdit tous commentaires, qui, pour être complets, en dépasseraient la limite. Ils trouveront d'ailleurs plus justement leur place dans un ouvrage qui paraîtra prochainement[1].

Mais si l'on veut bien se contenter d'établir le rapprochement

1. Sous le titre : *Talleyrand et l'Europe en 1814*, par MM. Charles Dupuis et Maurice Escoffier.

entre ce document d'une part, et d'autre part le projet de traité du 17 février et le traité du 30 mai 1814, il apparaîtra clairement que dans les négociations qui se poursuivaient il y a cent ans, entre la France et la Coalition, l'Angleterre seule développa sa politique avec une continuité de vues, une habileté et un succès final que n'eurent pas ses Alliés.

MAURICE ESCOFFIER.

BULLETIN HISTORIQUE

REVUE DES REVUES RUSSES
1912-1914

Journal du Ministère de l'Instruction publique (Janvier 1912, p. 1-36). *Correspondance de Kutuzov avec les membres de sa famille :* trente-six lettres, dont une quinzaine se rapportent aux événements de 1812, dont cinq en français, une moitié en français, moitié en russe. Ces lettres sont adressées à sa femme et à ses cinq filles Prascovie, Anna, Élisabeth, Catherine, Daria; ce sont des lettres toutes gentilles comme on en peut écrire à des jeunes filles. Un commentateur les a datées et localisées habilement, nous montrant Kutuzov à Vilna comme gouverneur en 1801 et en 1809, au milieu des bals, des « redoutes », des concerts, des acteurs, des chanteuses dont l'entoure la société polono-lithuanienne. Il assiste à de petits bals de 100 personnes, à des redoutes de 700 personnes. Entre temps (1803-1804) il administre ses biens; volé, brûlé, furieux, il est nommé en 1805 commandant en chef de l'armée qui part pour l'Autriche, il joue alors au Cincinnatus. Puis il va en 1810-1811 faire le pacha à Bucarest, on le retrouve à Borodino et il prédit que « la solution se trouvera sur la route de Kalouga ».

(Septembre 1912, p. 1-50.) P. Rovinski, *Deux siècles de relations de la Russie avec le Monténégro.* Peu de chose sur la période napoléonienne. Le traité de Tilsitt a eu comme résultat l'abandon par la Russie de son protectorat moral sur les Slaves balkaniques du sud-ouest. Mais alors grâce à Napoléon ils ont échappé au joug musulman et aux dominations vénitienne ou autrichienne. Les Traités de Vienne eurent un effet plus fâcheux, ils livrèrent à l'Autriche les Slaves délivrés par Napoléon : c'était une renonciation définitive de la Russie aux idées de Pierre le Grand, auxquelles il a fallu revenir depuis.

(Septembre, p. 110-142; octobre, p. 193-235.) V. Boutenko, *Les libéraux français et la première restauration des Bourbons.* C'est l'histoire d'un recul chaque jour plus accentué des idées libérales. Tous les personnages politiques qui se rallient à la royauté, régicides (Carnot, Barrère, Grégoire), monarchistes constitutionnels (Benjamin Constant, Mme de Staël, La Fayette, Lafitte, Bignon, Béranger, Jouy), doctrinaires (Guizot, Royer-Collard, Serre, Beugnot), sont sous l'influence de la constitution anglaise ou de la constitution de 1791, désirent avoir des « places de sûreté » pour sauvegarder les droits du peuple et les intérêts particuliers des députés. Même De Barante et De Pradt disent qu'il faut conserver l'état de choses existant.

Talleyrand, s'appuyant sur Grégoire, veut renverser Napoléon, provoque au Sénat la formation d'une commission provisoire qui rédigera un projet de constitution : on conservera le Sénat et le Corps législatif, on reconnaît grades et pensions à tous les militaires, on reconnaît la dette publique, le droit de propriété aux acheteurs des biens nationaux, la liberté individuelle, la liberté du culte et de la presse. Mais le mot de détrônisation n'est pas prononcé. Le 1er avril 1814 le conseil municipal de Paris se déclare pour la restauration des Bourbons; alors le Sénat, puis le Corps législatif déposent Napoléon.

C'est alors surtout que Talleyrand hâte la rédaction de la constitution du Sénat dont la reconnaissance par les Bourbons devra être la condition *sine qua non* de leur restauration. Lebrun propose la constitution de 1791; Talleyrand fait triompher le principe anglais des deux chambres (6 avril 1814). Cette constitution du Sénat n'a jamais fonctionné. Louis y est roi par le libre choix du peuple et non par droit d'hérédité, on ne lui donne pas de numéro et il est « roi des Français ». Mais le mouvement royaliste se développe. Légitimisme devient synonyme de stabilité, le contrat social synonyme de fantasmagorie. Le Sénat, plat sous Napoléon, devient impopulaire, le comte d'Artois prend à Nancy le titre de lieutenant général du royaume. On tente un compromis : la cocarde blanche est adoptée, le comte d'Artois est reconnu lieutenant général à Paris, il promet l'adhésion de son frère à presque tous les points de la Constitution. Puis le Corps législatif envoie à Compiègne une délégation au-devant de Louis XVIII, dont il reconnaît par là la situation héréditaire avant qu'il ait juré la Constitution. Le Sénat s'avance à son tour jusqu'à Saint-Ouen. Le 2 mai le roi déclare qu'une commission tirée du Sénat et du Corps législatif reverra cette constitution « hâtive ». De là sortira la Charte « octroyée » le 4 juin.

L'œuvre du Sénat était la Constitution de 1791, atténuée par la constitution anglaise; la Charte était la Constitution de 1791 renforcée pour le roi par celle de l'an VIII et les sénatus-consultes des ans X et XII. Le

roi ne fait d'ailleurs que des concessions provisoires, il peut même changer la charte, la supprimer : c'est la constitution prussienne de 1850 dont Bismarck en 1862 a tiré un gouvernement fort. Tout ceci est passé inaperçu ou presque.

Mais les émigrés veulent bâillonner la presse et reprendre leurs biens : les acheteurs de biens nationaux deviennent donc ennemis des Bourbons. La vieille noblesse se moque de la nouvelle, la famille Cadoudal est anoblie, le roi laisse en demi-solde les officiers dont il a promis de maintenir les pensions. Brûlard, ancien chouan fait général, est chargé de distribuer des croix de Saint-Louis à Rennes. Le commerce est mécontent : à Nantes, Bordeaux, Marseille, à Lyon que l'Angleterre concurrence librement désormais, dans le Nord qui avait tant profité du blocus continental. Les constitutionnels, les conventionnels, les bonapartistes à l'aide du *Nain jaune* (Arnaut, Lemerre, Maret, etc.), le salon de Mme de Staël, tout cela fait de l'opposition. On parle du Roi de Rome et du duc d'Orléans. Il y a un complot où l'on trouve Davoust, Savari, Maret, Garat, Grégoire, Fouché, mais il n'y a pas d'entente; les républicains ne veulent plus de Napoléon. Or, c'est à ce moment qu'il débarque de l'île d'Elbe. Benjamin Constant, appuyé par Mme de Staël, La Fayette, Barrot, Dunogers, etc., le traîte d'Attila, de Gengis Khan. Tout ce monde veut amener le roi à faire adhésion à tous les principes de 89, à promettre de ne plus laisser tourmenter les acquéreurs des biens nationaux : les libéraux espèrent ainsi sauver la monarchie constitutionnelle. Il est trop tard, mais cette attitude à ce moment donnera par la suite de la force aux libéraux pour agir.

(Novembre, p. 54-93.) E. Tarlet, *Relations économiques de la France et de la Russie sous Napoléon Ier* (chapitre d'un livre antérieurement analysé, sur « le Blocus Continental ».

Le Bibliophile russe (8 numéros par an), n° 2 de l'année 1912 (p. 6-29). A. M. Brianski, *Sur le Journal dramatique de 1811.* Essai de critique et de bibliographie. La troupe française de Moscou sort en assez mauvais état de cette épreuve critique.

N° II (p. 47-77) et N° III (p. 36-58). V. Semennikov, *Liste bibliographique des livres imprimés en province* depuis le temps où ont été créées des typographies privées *jusqu'en 1807.* Il s'imprimait à cette époque dans la province russe beaucoup de traductions d'œuvres françaises ou d'ouvrages pédagogiques dus à des Français, et cela non seulement à Smolensk, Ekaterinoslav ou Karkov, mais encore à Kalouga, Voronèje, Vladimir, Kazan, Pskov, Nikolaïev. Tels sont par exemple les livres de philologie latine de Bellin de Balue (1806, 1807), le Cours de mathématiques pour la marine de Bezou, ou celui de Sory (1800), les Aventures

de Télémaque, fils d'Ulysse, avec une étude sur Fénelon (1800), Atala ou les amours de deux sauvages dans le désert (1803), René ou les conséquences des passions (1805), L'esprit ou œuvres choisies de Voltaire (1803), Le nouveau Faublas ou les aventures de Florbel (1802), Les nouveaux contes de Marmontel (1805), Principes pour lutter contre l'athéisme, traduits du français par Théophilacte, évêque de Kalouga (1806), Actions remarquables et qualités de Louis XVI, roi de France, avec le récit de sa mort (1804). C'est en général même par la traduction russe de leur traduction française que les livres anglais entrent dans le domaine russe. (Aventures d'Hippolyte comte de Douglas, Promenades ou les aventures de Miss Eveline, etc.). Il se publie assurément dans la province russe moins de traductions de livres français qu'à l'époque de Napoléon, toutes proportions gardées.

N° III (p. 11-19). Alexandre Stankievitch, *Six vieux morceaux de musique se rapportant à 1812* : 1° Représentation de Moscou en flammes, fantaisie pour piano par D. Schteidelt, chef d'orchestre de l'Opéra français de Saint-Pétersbourg, avec *en tête ces vers* :

> Ce superbe ennemi des Princes de la terre,
> Contre eux, contre leurs droits, fièrement armé,
> Tombe et meurt, foudroyé par le même tonnerre
> Qu'il avait allumé!
>
> Rousseau.

2° Du même auteur : Marche triomphale pour l'entrée à Paris de Sa Majesté l'Empereur Alexandre Ier; 3° Marche funèbre pour le général Baggovout tombé avec gloire pour la Patrie à la bataille de Taroutina, le 6 octobre 1812 (sans nom d'auteur); 4° Marche funèbre en l'honneur du sauveur de la Patrie, Son Altesse le Gal-Feldmaréchal Prince Michel Larionovitch Golenischev-Kutuzov, composée par Kiseveter; 5° Marche triomphale célébrant l'entrée à Paris des armées alliées, le 19 mars 1814, sous la conduite d'Alexandre Ier, Empereur de toutes les Russies, dédiée aux défenseurs de la Patrie et aux libérateurs de l'Europe par J. Lacoste; 6° La Sainte-Alliance, musique et paroles de Canné.

N° IV (p. 88-91). Y... *Complément à la note de Stankiewitch.* Dans la collection Protopop à Pétersbourg, il existe 2 cahiers de musique : 1° « Au grand Alexandre Ier, Autocrate et Empereur de toutes les Russies. Chant national français, avec accompagnement de forte piano. Paroles de M. ***, musique de G. Morisot. Gravé et imprimé à Saint-Pétersbourg, chez Dalmas, éditeur du Troubadour du Nord, Grande Millionne, n° 43 »; 2° Marche écrite en l'honneur du Comte Wittgenstein, éditée dans le 2e quart du XIXe siècle.

P. 73-78. Bonnet (abbé Joseph), *Recherches sur les manuscrits français de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg* : 1° L'Aide-

mémoire de Napoléon en Russie. Il s'agit ici de la « Statistique de l'Empire de Russie » qu'un moine eut la hardiesse de voler dans la voiture vide de Napoléon, arrêtée sous Vilna et dont il fit présent au général Kaïzavov; 2° Mémoires du chevalier de Tinseau, émigré français, compagnon et conseiller de Souvorov. Il est hostile à Napoléon et les plans qu'il propose pour le combattre ont été en partie adoptés.

P. 93. Le diacre Vinogradov de la Section moscovite, de la Société d'encouragement à l'Instruction religieuse, a trouvé un document manuscrit sur l'enlèvement par les Français de la croix surmontant le clocher d'Ivan-le-Grand. Ce document est d'un témoin de l'incendie. Les autorités diocésaines de Moscou ont rassemblé un certain nombre de documents de ce genre.

N° V (p. 100). Le *Bibliophile* signale la collection d'insignes maçonniques envoyée à l'exposition de 1812 à Moscou par D. F. Boutourline; aucun musée de l'État ou des particuliers en Russie ne possède une collection d'une telle importance.

N° VI (p. 15-21). Anderson, *Correspondance de l'Empereur Alexandre Ier avec Napoléon et avec le Comte Araktcheiev.* Le 2/14 mai 1820 Jomini écrit à Alexandre Ier que ses lettres à Napoléon, conservées par ce dernier à Fontainebleau, ont disparu quand Napoléon a abdiqué. « C'est un Anglais qui les a, il y en a trente feuillets, il en veut 15 000 livres sterlings, sinon il les publiera sous ce titre : « Mémoires pour servir à l'histoire de l'inimitié politique, de l'admiration passionnée et de la haine ardente, vouées par un puissant souverain à un grand homme, appuyés sur des documents authentiques ». Nesselrode entre en correspondance avec l'ambassadeur russe à Paris Pozzo di Borgo, il est tranquille : « Ces papiers ne présentent rien que S. M. ne puisse hautement avouer et si les protestations d'amitié que renferment ses lettres à Bonaparte pouvaient paraître exagérées, elles ne serviraient que d'autant mieux à faire ressortir et la bonne foi d'un côté et toute l'étendue de la perfidie qui de l'autre a caractérisé ses relations personnelles. » Mais quand l'ambassade russe a pris quelque connaissance des lettres, Nesselrode change de ton : On a remarqué, dit-il, plus d'une fois « les inconvénients de l'indiscrète publicité donnée à des pièces diplomatiques purement confidentielles... Il se pourrait donc que livrée à l'impression et faussement interprétée par des hommes avides de troubles, la correspondance de S. M. avec Napoléon Bonaparte renouvelât les bruits de dissensions entre les principales puissances européennes et toutes les rumeurs de la calomnie que se hâte de propager et d'accueillir la malveillance. » « C'est par conséquent dans l'intérêt de l'union qui règne entre les Cours Alliées, de cette union si précieuse aux yeux de tous les hommes bien pensants de l'Europe, qu'il semble plus convenable à

S. M. de prévenir la publication des lettres qu'elle a écrites à l'ancien Empereur des Français. » Pour commencer, Nesselrode offrit « une rente viagère de 10 000 francs par an ». Pozzo di Borgo se fait pressant : il est « indispensable de les retirer des mains prêtes à en faire l'abus le plus condamnable », il se décide « même à les avoir à quelque prix que ce fût ». 75 000 francs et 10 000 francs de rente furent donnés par la maison de banque Gontard et Cie à Paris. Le nom du possesseur des lettres demeura inconnu. Les intermédiaires furent Jomini et son « ami » resté également inconnu. Pozzo di Borgo accompagna les lettres à Pétersbourg et conclut : « Ayant les originaux en mains, nous sommes autorisés à démentir toute publication qui aurait lieu. »

Quant à Araktcheiev, Nicolas lui fait écrire le 31 janvier 1827 qu'il est paru des livres contenant des lettres et mémoires soi-disant écrits par Alexandre à Araktcheiev : l'empereur lui demande si cela s'est fait à son insu, s'il sait comment ces lettres se sont échappées, par qui elles ont été imprimées, s'il ne consent pas à déclarer que lettres et mémoires sont inventés de toutes pièces et contre toute vraisemblance. Araktcheiev écrit en demandant que ceci soit publié « où il faut » : « Moi, Comte Araktcheiev, je déclare n'avoir jamais en aucune manière non seulement permis à personne de rien imprimer, mais encore n'avoir donné à personne aucun papier de ce genre. Je déclare donc que toutes lettres ou mémoires de ce genre imprimés doivent être faux et ne méritent pas crédit » (13 février 1827). Pourtant les officieuses « Nouvelles de Saint-Pétersbourg » n'ont pas inséré cette lettre. C'est qu'en réalité il était incontestablement l'éditeur : il avait publié en 1823 ces papiers, et avait fait une édition de trente exemplaires, puis il les avait réédités. La première est intitulée « Rescrits de la main de l'Empereur Alexandre Ier au Comte Araktcheiev de 1796 à 1822 », la deuxième « Rescrits de la main du défunt Empereur et bienfaiteur Alexandre Ier à son dévoué Comte Araktcheiev de 1796 à sa mort en 1825 ». Schilder a parlé de toute cette Affaire dans son Histoire de l'Empereur Nicolas. Antoine Salvatori, invité par le Comte à traduire en français deux lettres d'Alexandre Ier, avait adressé une dénonciation en règle à ce sujet au général Kankrine. L'Empereur Nicolas envoya à Araktcheiev le général Comte Tchernichev qui reçut, le 13 mars 1827, 18 volumes reliés de lettres écrites par Alexandre Ier à son ministre. Note du futur Comte Adlerberg : « S. M. l'Empereur a ordonné de détruire toute l'édition, les papiers contenus dans ce *couvert* constatent qu'il ne doit... d'autre exemplaire de l'ouvrage que celui qui se trouve ci-joint et que S. M. a ordonné de déposer dans sa bibliothèque privée militaire. » Un autre exemplaire avait été aussi envoyé au tsarevitch Constantin qui l'avait demandé et qui écrit à son frère le 30 mars : « Veuillez agréer mes remerciements pour le livre du

Comte Araktscheef: je ne puis rien concevoir à toute sa conduite, elle me passe. »

Les Archives russes (12 numéros par an). N° 1 (p. 6-62). *Rapport du Comte Joseph de Maistre au roi de Sardaigne sur la guerre Nationale de 1812*, traduit du français, imprimé déjà dans le tome XV des Archives du prince Vorontsov. Ce rapport, remis à un courrier anglais, a été connu du Ministère anglais et a été communiqué aussi à un Russe inconnu qui écrit à un personnage russe, qualifié par lui d'Altesse, et qui est très monté contre de Maistre (p. 62-63). Le rapport de de Maistre est daté de Londres, 6 octobre 1813; c'est un éreintement en règle de Kutuzov « généralissime des restaurants de Pétersbourg », « vieux, à moitié aveugle », qui a été nul à l'armée du Danube et n'y a fait voir que « des mœurs honteuses », qui s'est tenu « à trois verstes de Borodino » pendant toute la bataille, qui au lieu d'écraser l'armée française à Taroutina n'a pas soutenu Bennigsen de crainte qu'il ne soit fait feldmaréchal, qui a fait chanter de magnifiques *Te Deum*, mais qui au lieu de prendre Napoléon comme il aurait pu le faire « 10 fois, n'a pas même pris un seul maréchal, ni même un général connu ». C'est Kutuzov qui a manqué au rendez-vous donné à Wittgenstein et à Tchitchagov près de Borisov, et ce sont ses ordres maladroits qui ont éloigné Tchitchagov au moment où Napoléon forçait le passage. Kutuzov a profité de ce que ses rivaux Barclay, Bennigsen, Witgenstein n'étaient pas de purs russes, de ce que Tchitchagov marin et diplomate, plein de mépris pour les tares de l'administration russe, était peu populaire dans le monde militaire et administratif. « Les cendres de Kutuzov sont à Notre-Dame de Kazan. On l'aurait jugé en Angleterre et sans doute condamné comme traître. » Il est malheureux que l'empereur autocrate ne soit « pas assez fort pour défendre contre l'opinion ceux qu'il sait être ses plus fidèles serviteurs ».

N° 1 (p. 129-130). S. Pharphorovski, *Napoléon et nos faux assignats*, d'après les Mémoires de Pasquier.

N° 2 (p. 161-235). *Lettres du Comte Joseph de Maistre*, adressées de Pétersbourg en Sardaigne (1814-1847), tirées des « Mémoires politiques et correspondance diplomatique » publiés par Albert Blanc, docteur de l'Université de Turin (Paris, 2e édit., 1859-60, 395 pages in-8°).

N° 3 (p. 370-378). J. L. Smirnov, *P. S. Demenkov*. L'auteur se sert des lettres d'un lieutenant qui a combattu à Borodino pour rectifier des assertions de Tolstoï : *La Guerre et la Paix*.

N° 4 (p. 381-548); 5 (p. 30-67); 6 (p. 161-205), 7 (p. 383-417), etc. *Lettres de N. M. Longuinov au Comte S. R. Vorontsov : l'année 1812*. Ces lettres en réalité s'étendent sur une période qui embrasse la plus grande partie du règne d'Alexandre. Les plus intéressantes se pressent nom-

breuses entre 1812 et 1815. Longuinov n'est pas moins absolu que de Maistre dans ses jugements; mais ses opinions sont diamétralement opposées. Il ne veut pas entendre parler de Bennigsen; Tchitchagov est grossier et insolent, Rostopchine n'a pas même emporté de Moscou les 10 000 fusils et la poudre qui s'y trouvait et avec laquelle les Français ont fait sauter le Kremlin. Il a brûlé Moscou? Les Français l'ont bien un peu aidé. Platov a trahi sans cesse; cet homme-là était devenu trop riche pour vouloir risquer sérieusement sa vie. Moreau a été tué à Dresde : sa veuve a reçu 100 000 roubles, c'est plus que la veuve de Kutusov qui ne sait pas même si elle recevra quelque chose. Personne n'est épargné, ni Marie-Louise et son « bâtard », ni Napoléon. Marie-Louise « bombarde » le congrès de réclamations au sujet de Parme et de Plaisance qu'elle ne veut pas abandonner à la maison d'Etrurie, quoiqu'on en ait décidé ainsi sans elle; on ne sait pas encore comment finira cette « tragi-comédie ». Quant à Napoléon : « Nous sommes restés ici au milieu du chemin, par suite du souci philanthropique (comique au dernier point) que nous avons de garder l'intéressant homme de l'île d'Elbe. Mais la nouvelle de la fuite de Napoléon nous est venue à Vienne la veille de notre départ; comme nos préparatifs de voyage étaient faits, nous sommes partis, malgré les instances de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche pour nous faire rester et attendre là la suite des évenements. » Longuinov de s'étonner en apprenant que Napoléon fait figure de Jacobin avec Fouché et Carnot. On va régler son affaire à Murat blessé et pris en Italie; le même sort attend Bonaparte. La chose ne paraît cependant pas sûre : Longuinov est stupéfait de voir combien de maréchaux ayant juré fidélité au Roi sont revenus à Bonaparte. Berthier, resté avec le Roi, s'est réfugié ensuite en Bavière, d'où il a commencé à écrire à Paris où Napoléon n'a rien voulu savoir de lui : « cela montre à quel point ces gens sont avilis et corrompus ». Paris même reçoit un coup de plume en passant : « L'empereur Alexandre est enchanté de l'Angleterre...; quant à Paris, il l'a quitté avec plaisir, comme le pire des bivouacs. » Voici enfin pour les Polonais : « On dit que la Pologne va nous appartenir non comme royaume de Pologne, mais comme duché de Varsovie. Je ne suis pas content quand on fait les choses à moitié : du reste on leur avait promis notre empereur comme roi. En flattant l'excessive vanité de cette nation affectée et basse, on peut la faire rester tranquille. Elle rampera devant le Grand-Duc vice-roi, comme elle l'a fait devant Bonaparte. » La verve de Longuinov et ses nombreuses relations font de ses lettres de précieux documents à consulter.

N° 5 (p. 131-133). *Deux lettres du Comte de Nesselrode* (K. V.) à sa belle-mère la comtesse Gouriev et à sa femme, datées de Vilna, 27 avril et 13 mai 1812.

N° 6 (p. 212-217). M. Snieguirev, *Les églises de Moscou après le départ des Français*. De 237 églises, 12 ont été brûlées totalement, 115 endommagées par le feu; les autres ont été pillées et pour la plupart souillées; des tombeaux et de nombreuses images ont été également souillés. En trois mois 375 icônes ont été remises en état.

N° 6 (p. 244-253). *L'invasion française en 1812 dans les lettres des contemporains* : documents tirés par I. A. Bronski des archives de N. O. Koutloubistski, ancien général aide de camp sous l'empereur Paul Ier. Ce sont plutôt des documents sur l'état d'esprit de la société russe à l'égard des « impies » et du « brigand du genre humain ». Un général gouverneur, le prince Georges Golechinski, transmettant les nouvelles qu'il a reçues sur la bataille de Borodino, dit que l'ennemi « complètement battu partout » se retire sur la route de Smolensk, que « Davout a été tué sur place, le roi de Naples fait prisonnier ». Une autre lettre du 19 novembre nous annonce la prise d'un autre maréchal et la mort de Bonaparte qui s'est empoisonné avec une liqueur qu'il avait « dans un solitaire ». Le Comte N. C. Mordvinov écrit de Pensa, vers le même temps, pour maudire toutes les infernales choses françaises, « études françaises, verve française, parures, habits, livres, théâtres, journaux, langue et toutes les habitudes et toutes les pensées qu'elles ont enfantées. Béni soit le temps qui voit venir tout cela. Une minute qu'on aurait laissé passer et nous restions à tout jamais assujettis à cette servitude plus odieuse et plus funeste que le danger que nous faisaient courir leur feu et leur glaive. Dieu veuille qu'une flamme spirituelle purifie aussi nos esprits et nos cœurs. Qui a avec le plus de cœur frappé l'ennemi maintenant? Ceux qui n'ont pas lu les livres français et qui n'ont pas été troublés par leurs charmes. Mais je crains que le joug ne continue à peser sur nous lourdement et que ne soient solides les chaînes que de gaieté de cœur nous nous sommes données. » Le 29 novembre A. Kazarinov écrit même de Nijni Novgorod : « C'est le moment de devenir littérateur russe, un temps magnifique, et notre langue aussi deviendra désormais diplomatique! »

N° 7 (p. 417-439). A. R. K., 1812. *Esquisse générale de la guerre*. Il semble résulter de cet exposé que la retraite des troupes russes devant l'armée française ne fut pas la mise à exécution d'un plan systématique préalablement arrêté. L'ordre du jour du 27 juin/9 juillet (anniversaire de Poltava) semble indiquer une ferme résolution de tenter une offensive quelconque. L'auteur attache une assez grosse importance au conseil de guerre tenu au camp de Drissa, surtout à cause des nominations fort importantes et excellentes qui le suivirent : A. P. Ermolov est nommé chef de l'État-major, K. O. Toll général-kvartirmeister, etc.

N° 8 (p. 492-494). *Lettres de l'Empereur Alexandre et de V. S. Popov*

(1811). Popov à l'Empereur : « La lecture d'un livre qui vient de paraître sur l'affranchissement des paysans m'a fait faire d'épouvantables réflexions. De semblables suggestions sont toujours dans les bouches de fauteurs de troubles en Russie. Nous ne sommes pas encore mûrs pour recevoir le don flatteur mais dangereux de la liberté : les raisonnements là-dessus s'enflamment et les suites de son abus peuvent être terribles. » Il énumère ces suites et rappelle l'exemple de la France avec force détails. « Une vérité incontestable, c'est que les paysans russes étaient libres il y a deux cents ans. Mais que s'est-il produit alors? » Énumération de malheurs et de troubles de toute sorte. Conclusion : « Sire, la prospérité et la force de l'Empire sont fondées sur la solidité des liens qui unissent toutes les parties. La suggestion de les dénouer est très dangereuse. »

L'Empereur à Popov : « Je trouve votre lettre tout à fait superflue. Permettez-moi de penser que je puis aussi bien comprendre les choses que vous. Dans le livre en question, je n'ai rien trouvé de propre à inspirer de telles craintes ; et vos rappels fougueux de mesures prises jadis, je ne puis les regarder comme justes. En général, je ne vois dans votre exploit que l'envie de vous donner les gants de donneur de conseils. Je suis assurément aussi attaché à la patrie que vous. Sa prospérité a constitué et constituera toujours mon premier souci... Même sous l'impératrice Catherine II des idées semblables n'étaient pas jugées si dangereuses que vous vous les figurez... » Dans sa réponse à l'Empereur, Popov ne démord pas de son idée. Ces lettres montrent quelle lutte âpre et de tous les jours Alexandre avait à soutenir contre la partie cultivée du peuple russe pour l'amener à un certain libéralisme.

N° 8 (p. 539-580). Mme de Staël, traduction en russe des fragments de *Dix ans d'exil* qui concernent le séjour en Russie de Mme de Staël en 1812.

N° 9 (p. 133-136). *Souvenirs de A. J. Vassiltchikova* sur 1812 : ce sont les souvenirs d'une jeune fille de Moscou qui s'enfuit avec ses parents jusqu'à Vladimir et Nijni Novgorod.

N° 9 (p. 159-160). *La barbe russe en 1812* (Prince P. P. V.). L'empereur Alexandre dit au colonel Michaud : « Je m'en irai plutôt aux confins de mon empire et je laisserai pousser ma barbe, mais je ne consentirai pas à signer la honte de ma patrie ». Le mot a été contesté ; il est curieux qu'il se soit retrouvé sur les lèvres de Napoléon à Sainte-Hélène et même du cocher d'Alexandre Ier ramenant le corps de son maître de Taganrog à Moscou.

N° 10. Vuissotski, *Les Français dans les Archives du Département des Domaines à Moscou.* Les soldats français se font des chaises, des tables, des lits avec des dossiers ou des livres, ils détruisent beaucoup de choses ; quelques-uns d'entre eux s'efforcent, mais sans succès, d'empêcher ces actes de vandalisme. Fait curieux : un soldat a feuilleté un livre contenant

les papiers relatifs aux contestations au sujet de terres domaniales dans le gouvernement de Kalouga sous le règne de Pierre II. Puis il a écrit en haut de plusieurs pages des fragments de mémoires de ce genre : « L'aigle au-dessus de la tour de la porte d'entrée du Cremmlin, en tenant du côté du quartier des marchands, a été ôté le 19 octobre 1812 par le mineur de la garde Impériale française. » Il a évidemment pensé que ses mémoires écrits sur de tels livres, et agrémentés de pâtés, avaient des chances de passer intégralement à la postérité.

N° 10 (p. 257-271). *Journal des ordres verbaux donnés par l'empereur Paul au comte Rostopchine* (1799-1801). Amabilités de Paul Ier au « Roy de France », aux émigrés, au duc de Berry (le faire grand prieur de l'ordre de Malte), à Dumouriez, Vioménil. L'entente avec Bonaparte : après la promesse de retour des prisonniers russes, recommande de dire « que l'Empereur accueillera avec plaisir tout ce qu'on fera dans ce but ».

N° 11 (p. 321-322). *Lettre secrète d'Alexandre Ier au gouverneur de Moscou N. V. Obrezkov* (Vilna, 24 mai 1812). Le fait que l'empereur n'a rien dit aux autorités locales au sujet des travaux de Leppich qui construit sa machine volante dans la propriété du prince N. F. Repnine-Volkonski près de Moscou, s'explique par sa peur des indiscrétions : le maréchal Gondovitch a chez lui un docteur Salvatori, personnage tout à fait suspect et en qui il a une confiance illimitée.

N° 11 (p. 345-380). *Correspondance de Cristin avec la Princesse Turkestanova* (1813). Les originaux français de cette correspondance qui a duré six ans ont été imprimés en 1882-1883 dans le *Rouski Archiv*. Alors avait paru aussi en français une belle biographie du Suisse Cristin faite par le baron Budberg, ancien ministre de Russie à Paris. Quant à sa correspondante, belle dame d'honneur appartenant à la plus haute société, apparentée aux Saltykof et aux Galitzine, nous sommes bien moins renseignés. Elle a près de 40 ans, lors de l'incendie de Moscou, mais elle est belle, instruite, attirante; c'est alors qu'Alexandre en fait une dame d'honneur. Sa correspondance, rééditée maintenant en russe, concerne les événements diplomatiques autant que militaires.

N° 11 (p. 381-401). *Rapports à l'empereur Paul Ier de notre résident à Hambourg Mouraviev Apostol* (1799-1800). Il suit de près le mouvement jacobin à Altona et à Hambourg, les menées des agents français qui vont par Hambourg en Pologne et travaillent au rétablissement de cet état. Il communique des lettres de ses agents en France sur la guerre de Vendée, le gouvernement des Consuls, le peu de solidité du pouvoir de Bonaparte, l'affluence en France des émigrés dont le nombre a grandi des deux tiers, leur croyance que Bonaparte va proclamer roi Louis XVIII au camp de Dijon, le peu de vraisemblance de la chose au moment où le Premier Consul attire à lui Fouché et d'autres terroristes. Quitter la

capitale serait dangereux pour Bonaparte qui serait vite supplanté, et qui a contre lui les républicains à la tête desquels son frère Lucien. La peste a éclaté en France, l'armée d'Italie est dans le dénuement; Masséna ne dispose pas d'un sou; on n'a pas pu réaliser un emprunt de 12 millions, et on a recouru, mais en vain, à la loterie. D'autre part Bonaparte a fait des folies; en s'installant aux Tuileries il a mécontenté tout le monde, en diminuant le nombre des journaux il a mécontenté et de plus ruiné des gens fort remuants.

Mouraviev Apostol viendra peu de temps après à Paris, il s'y liera avec Lætitia Bonaparte, la retrouvera à Florence, et jouera avec elle à la préférence en compagnie d'autres russes.

Les Antiquités russes (mensuel). — Janvier 1912. *Dernière tentative de Napoléon pour entamer des négociations de Moscou avec l'empereur Alexandre.* (K. P.) (p. 59-61). Napoléon écrit que « les malheurs qui sont arrivés à Moscou sont le fait des habitants, non des armées françaises et que, pour conserver la ville et les richesses des habitants, il ne refusera pas de faire la paix ». Par distraction Tutolmin, inspecteur de l'hospice des enfants trouvés, met le passeport du porteur de la lettre, Rouhine, dans la lettre même de l'Empereur. Rouhine sans passeport est traité en espion; on le fait jeûner pour en tirer quelque chose; enfin Alexandre donne ordre de le faire venir à Pétersbourg. Le papier, resté jusqu'alors cousu dans le col de Rouhine, passe dans les mains du tsar qui n'y fait aucune réponse.

Janvier (p. 122-138); février (p. 410-424); avril (162-179). V. Timoschouk, *Napoléon à Sainte-Hélène.* Rien de nouveau. Voir Masson : *Autour de Sainte-Hélène, Napoléon en exil* d'O' Meara, *Souvenirs de Betzy Balcombe*, etc.

Février (p. 257-29); mars (p. 481-490). *Journal d'un combattant, Souhanine.* Le lieutenant d'artillerie Souhanine nous conte l'effet produit par la nouvelle de l'invasion française sur la population du gouvernement de Mohilev, sur les Polonais, les Russes et sur l'armée; il nous dit de la retraite des Russes à travers Moscou des choses qu'il a vues. « Jamais il n'y eut tant de soldats ivres, ils pillaient les magasins de denrées alimentaires, et les marchands laissaient faire, préférant être pillés par les soldats russes que de l'être par les Français. Kutuzov avait stipulé une trêve de vingt-quatre heures pour évacuer les blessés et les archives. Miloradovitch et Murat s'étaient entendus à ce sujet. Mais si Murat et Napoléon avaient refusé d'y souscrire, *c'en était fait de l'armée russe.* Lorsque Napoléon attendait une députation de la ville à la barrière Dorogomilovskaïa, il sauvait l'armée russe. » A noter aussi ces détails curieux sur l'état des troupes russes à la fin de la campagne : « A Vilna

nos officiers, par suite de ce cruel hiver, des fatigues et des privations, étaient presque tous tombés malades. De 6 que nous étions à la batterie, il en restait deux : on nous refondit avec d'autres pour former une nouvelle batterie. D'abord je me demandai que faire sans argent, sans habits dans une grande ville. De quoi vivre? Comment se montrer aux gens sans bottes et sans habits? »

(Janvier, février, mars, avril, mai, juillet, août, septembre). *Journal du secrétaire d'État G. I. Villamov, publié par son petit-fils P. A. Villamov.* Ce « journal » d'un secrétaire personnel de l'impératrice Marie Féodorovna, qui a joui jusqu'à sa mort de la confiance de toute la famille impériale, est par cela même d'un grand intérêt. L'original en français a été, pour la partie qui va du 17 novembre 1825 au 19 mars 1826, déjà publié dans cette même revue qui publie maintenant dans ses cinq premiers numéros l'année 1807, puis dans le n° de juillet l'année 1812 (représentée dans ce journal uniquement par le mois de juillet) et enfin (août, septembre) l'année 1806. Les faits saillants relatifs à 1812 sont : 1° l'attitude énergique de l'impératrice qui, à la nouvelle que les Français marchent sur Pétersbourg, déclare qu'elle quittera Pétersbourg la dernière après que tout sera évacué; 2° les paroles des Moscovites à Alexandre Ier : « Nous emporterons nos images, nous nous en irons, nous sommes même *prêts à brûler nos maisons.* » 1806 et 1807 nous font voir dans la même impératrice un politique moins mesuré et plus impulsif que n'eût été Catherine II. Elle est toujours pour la guerre à outrance contre Napoléon, elle dit en 1806 : « Nous avons là 170 000 hommes et 600 000 sur le papier. Il faudrait en amener beaucoup en Pologne par échelons. » Mais elle veut qu'on exempte de la levée les gouvernements polonais et aussi la Livonie et l'Esthonie, parce que « j'estime, dit-elle, mal à propos d'armer le paysan de ce pays-là ». C'est elle qui impose le choix de Bennigsen à l'empereur qui n'a nulle confiance en ce général. Après l'avantage remporté à Gutstadt, Bennigsen fait son rapport à l'impératrice en même temps qu'à l'empereur et sur un autre ton. Après Heilberg, on fait chanter un Te Deum et on apprend aussitôt après que la garde et l'artillerie sont « au diable ». Et l'impératrice de demander encore une bataille, d'excuser Bennigsen, de le recommander comme négociateur au lieu du prince Lobanov, et d'espérer en son cœur qu'il n'y aura pas de négociations. Elle s'indigne contre Kourakine qui est pour la paix : « Il est français dans l'âme... En partant pour l'armée, il disait que nous n'avions ni armée, ni généraux, ni ressources. » « Il faut tout rassembler, hommes et ressources, en un mois on fera beaucoup. » Et pourtant Czartoryski dit qu'on ne peut pas se fier aux Polonais et le grand-duc Constantin dit qu'on est sans réserves, et tout le monde se réjouit de la paix : elle seule est désespérée de la joie générale, et croit

Bennigsen qui lui écrit qu'après avoir reçu des renforts l'armée sera plus nombreuse qu'au début de la guerre. L'empereur Alexandre démontre sans peine qu'avec 90 000 hommes, dont moitié de milices ou de Kalmouks, on ne peut rien tenter; il est charmé d'avoir été reçu par Napoléon en allié de cœur plutôt qu'en ennemi. L'impératrice lui écrit : « L'empereur russe s'étonne d'être reçu en empereur russe? » Entre temps Villamov et l'impératrice plaisantent sur Joséphine, et aussi, comme des bruits de divorce courent déjà, on veut se hâter de marier en Autriche la grande-duchesse Catherine. On parle aussi d'un mariage de Jérôme avec la fille de « l'électeur de Saxe » auquel on va donner une partie de la Pologne : « l'électeur aura le titre de roi; Jérôme, gendre et héritier, aura le pouvoir ».

Mars (p. 523-538). A. A. Lebedev, *La fermeture des loges maçonniques en Russie.* Le 24 mai 1827 Alexandre Ier à peine rentré en Russie reçoit du président du conseil d'empire, le général Vasiltchikov, un rapport sur le développement menaçant qu'ont pris les sociétés secrètes. Il dit : « Vous savez que j'ai partagé et encouragé ces illusions et ces erreurs. Ce n'est pas à moi de sévir ». Et il n'ordonna aucunes mesures précises. Le chef d'état-major de la garde, le comte Benkendorf, lui présenta un autre mémoire dans lequel étaient décrites toutes les sociétés de Russie. Ce mémoire commence ainsi : « En 1814, quand les troupes russes entrèrent dans Paris, une foule d'officiers furent reçus dans la maçonnerie et nouèrent des relations avec des membres de diverses sociétés secrètes. Le résultat fut qu'ils se nourrirent du funeste esprit de parti, s'habituèrent à bavarder sur ce qu'ils ne comprennent pas et par cette aveugle imitation reçurent non le penchant, mais la passion d'installer chez eux de semblables sociétés, quelques-uns n'avaient aucun but fixe, d'autres au contraire rêvaient seulement politique ». Rien de tout cela n'eut d'effet pratique sur Alexandre Ier qui pourtant jugeait une réaction nécessaire. Une seule visite de l'archimandrite Photius à Alexandre, devenu très religieux, eut l'effet que n'avaient pas eu les rapports circonstanciés.

Avril (p. 59-62). Kozirev, *Les monuments de 1812 dans le Petcherski Monastère.* La basilique qui avoisine ce monastère de Pskov a été élevée en 1827 par Wittgenstein qui en a fait le panthéon de son armée. Dans les archives du couvent se trouve aussi une correspondance en grande partie inédite entre l'empereur Alexandre, Wittgenstein, le gouverneur de Pskov et le supérieur dudit couvent.

Avril (p. 31-45); mai (409-429); juin (597-614); juillet (134-144); août (165-171); septembre (289-293). C. O. Dolgov, *Lettres d'I. P. Odental à A. Bulgakov* sur les nouvelles et les potins de Saint-Pétersbourg. Bulgakov est de 1811 à 1814 secrétaire particulier du comte Ros-

topchine et chargé de la correspondance secrète; il sera ensuite directeur des postes de Moscou; Odental est censeur des journaux étrangers à la poste de Pétersbourg.

Avril : « Barclay vient d'arriver à Vilna en même temps que le violoncelliste Romberg : je tiens ce virtuose pour le principal inspecteur de toutes nos armées. » — « A Vilna, on donne 18 roubles argent pour 100 roubles en assignats. » — « L'empereur vient de faire son entrée à Vilna le dimanche des Rameaux à deux heures de l'après-midi, tout à fait comme Notre Seigneur à Jérusalem. »

Mai : « Baptême chez Bennigsen: bien que l'empereur en soit, il n'y a eu que « thé dansant » et non un bal avec souper qui eût coûté trop cher... A Vilna, la vie est si chère que, quand après la semaine sainte l'empereur a vu le compte des dépenses, il a projeté de partir pensant que sa présence était cause du fait... Narbonne est venu, a été bien reçu et... s'en est retourné comme il était venu. » Personne ne comprend pourquoi la guerre n'est pas encore commencée, « tout ne respire que la guerre et cependant on ne permet pas de frapper ».

Juin : « On ne voit pas encore que le *Zeus* parisien soit à Varsovie... Il a ordonné que, des rois qui sont dans son armée jusqu'au dernier troupier, tout le monde, sans excepter les chevaux, ait quatorze jours de vivres. » « Napoléon est surtout préoccupé des rives de la Baltique d'où l'on peut le prendre à revers. » « On vient d'amener ici de Vilna entre des piques un « matador » polonais. » Nouvelles de Vilna (5) : « A vous parler franc, elles ne présagent rien de bon... Bennigsen ne fait que dire : « La danse va commencer ». Il est parvenu à vendre au trésor à un bon prix sa terre de Zakret, il peut faire de l'ironie maintenant. » « Après le 9 juin, je n'ai rien reçu... On dit que Bagration a battu l'ennemi et fait des milliers de prisonniers. Le général saxon ou prussien Koch a tiré sur Reynier qui lui avait frappé sur l'épaule. Beaucoup d'officiers allemands passent chez nous. De même les soldats autrichiens passent par milliers notre frontière. » « Nous avons au moins plus de deux fois de force comme l'ennemi, s'il y a une bataille nous devons mettre en poudre et les Français et leurs alliés malgré eux. En même temps auront lieu des troubles en Prusse et en Allemagne. »

Juillet 9 : « Bagration a battu le roi de Westphalie et lui a fait 15 000 prisonniers. On ajoute que les Français sont déjà sortis de Vilna. » 16 : Bruits de défaite d'Oudinot et de Mac Donald, et de l'armée de Napoléon par les troupes russes réunies. Invocations passionnées à Dieu. 26 : Écrasement d'Oudinot par Wittgenstein, espoir qu'il en sera de même des armées françaises devant Smolensk, 30 : Après avoir anéanti Oudinot, Wittgenstein s'en prend à Macdonald.

Août, 13 : A Vitebsk la livre de pain vaut un rouble argent. L'ennemi

a une masse de malades, beaucoup ont les pieds tuméfiés, les habitants se réfugient dans les bois. On a amené à Pskov tout un régiment hollandais qui s'est rendu de bon gré à Wittgenstein. 16 août : Saint-Cyr est aussi blessé. Les brigands sont entrés dans Smolensk par où on ne les attendait pas. Kutuzov réparera toutes les bêtises, il mettra chaque brave à sa place... On dit que Tchitchagov se dirige vers Varsovie. Dieu sait où se trouve Tormasov avec ses grandes forces. »

Septembre. Après Borodino considéré comme une victoire, on s'embrasse dans les rues de Pétersbourg où les Français eux-mêmes disent : « Voilà! on savait même en France qu'il n'aura plus de succès aussitôt qu'il aura un successeur ». La presse est telle que l'ambassadeur d'Angleterre dit : « Ma foi, en jugeant d'après cette multitude, je n'oserai prononcer si Londres est plus peuplé que Pétersbourg ». « On annonce que Marmont est mort, Soult en retraite, que Joseph Bonaparte s'est rendu aux Anglais, ce qui lui épargne de rendre compte de ses actes à son frère. » Trois jours après, Kutuzov est un « immortel brigand ». « O abîme! » « On dirait que tout est arrangé pour nous nuire davantage. Ce Tchitchagov! Que veut-il faire avec son enthousiasme en commandant les troupes de terre? Pour le moment il serait l'homme le plus nécessaire auprès de la personne sacrée de S. M. I. Il aurait lâché le vrai mot... » « Macdonald ayant laissé près de Riga 14 000 hommes est parti et notre héros (Wittgenstein) devine qu'il a l'intention de renforcer Reynier et Schwartzenberg contre Tormasov. » « On a autorisé l'entrée des draps anglais. Le sucre et le café sont devenus étonnamment bon marché : une livre de sucre 80 kop., de café 60. »

Mai (p. 430-444). T. : *En mai 1812*. Ici sont utilisés des matériaux tirés des archives scientifiques de l'État-major. A noter une lettre d'Alexandre au prince Saltykov pour faire envoyer plus rapidement par le Ministre des Finances les fonds destinés à l'armée qui est dans le dénuement, ce qui cause des désordres (13 mai); une lettre du général Ilovaïski à Platov (15 mai) et une autre du comte Liven à Barclay (25 mai) qui annoncent la présence à Varsovie de Napoléon et indiquent même l'emploi qu'il a fait de son temps; une dernière plus exacte et très circonstanciée du général Tutchkov au général Lavrov sur les réquisitions dans le duché de Varsovie.

Juin (p. 445-447). Publication de l' « Ordre du jour à nos troupes » adressé par Alexandre à son armée et daté de Vilna 13 juin, ainsi que deux manifestes lancés au début de la guerre. A remarquer l'insistance avec laquelle l'empereur parle de la défense de la foi orthodoxe. Ceci doit être motivé par le fait qu'il s'agissait d'une guerre russo-polonaise, tout autant que d'une guerre contre la nation « impie ».

(P. 477-491.) N. A. Palitzine, *Les manifestes écrits par Chichkov*

pendant la guerre nationale et leur signification patriotique. Ces manifestes commandés à Chichkov par Alexandre, revus par lui, mais tout entiers rédigés par Chichkov, ont un caractère de concision enflammée qui en fait des œuvres comparables en un certain sens aux bulletins de Napoléon.

(P. 467-476.) B. M. Kolubakine, *Les derniers jours de commandement de Barclay de Tolly.* L'étude commence après les combats sous Smolensk (8 août russe) et finit le 17 août avec l'arrivée de Kutuzov.

Juillet. *Les Prussiens et le maréchal Macdonald* commandant le corps prussien en 1812. Étude faite d'après des documents tirés du XIIIe tome des matériaux des archives scientifiques de l'État-major général.

(P. 71-85.) V., *Réception de l'Empereur Alexandre à Moscou.* Jusqu'en 1812, Moscou est dans un état d'hostilité sourde contre Alexandre Ier : c'est une ville bavarde et frondeuse, la forteresse du conservatisme. On y dit que les conseillers libéraux d'Alexandre amèneront partout la révolte, que les francs-maçons (on dit Alexandre franc-maçon, ainsi que Stroganov, Kotchoubey, Czartoryski et Speranski) sont partisans de Napoléon et détruiront tout ce qui existe. La fin tragique de Paul Ier est promise à son fils. L'augmentation du prix de la vie cause des banqueroutes. Les *tchinovniks* sont mécontents des examens qui ont été institués. Le bruit court en Autriche qu'Alexandre va abdiquer : ce bruit, comme beaucoup d'autres, vient de Moscou. Alexandre s'efforce de combattre cette tendance : s'il va en 1809 à Tver voir sa sœur, c'est pour avoir un prétexte de passer par Moscou et de s'y montrer aimable. Le 17 mars 1812, il exile Speranski et l'effet produit à Moscou est considérable ; le 24 mai il nomme Rostopchine gouverneur de Moscou. Du 14 avril au 6 juillet, c'est Alexandre qui a été le véritable généralissime, tout cela se sait et Alexandre ne quitte ce poste que pour venir demander à Moscou d'être avec lui dans cette guerre nationale, et Moscou fait à l'empereur une réception vraiment nationale.

(P. 145-163.) P. Voronov, *Qui a dirigé les armées russes en juin 1812, après le passage du Niémen par les armées de Napoléon?* Il ressort de la correspondance des commandants d'armée pour juin 1812 publiée dans le tome XIII des matériaux des archives militaires scientifiques édités par l'État-major général, que c'est l'Empereur Alexandre qui a commandé en chef au mois de juin. Ce qui mit fin à ceci, ce fut une lettre d'Araktcheiev, Balachov et Chichkov (30 juin) à l'Empereur. Ses fidèles se rendaient compte de la nécessité de la retraite opérée, et aussi de la nécessité d'empêcher que le mécontentement qu'elle excitait ne retombe sur l'empereur. Alexandre comprit sans doute et quitta l'armée dans la nuit du 6 ou 7 juillet et Barclay lui succéda dans le rôle ingrat où il devait vite aussi s'user.

(P. 33-70.) L. Bielkovitch, *Le prince Pierre Ivanovitch Bagration.* L'auteur étudie la carrière de Bagration, avant tout élève de Souvorov et son compagnon d'armes à Praga, en Italie, en Suisse. Bagration trouve moyen de ne manquer ni une campagne ni une affaire importante : il est à Austerlitz, Eylau, Gutstadt, Friedland, fait campagne en Finlande, en Moldavie. Comme Souvorov il préfère la baïonnette à la balle; il semble que sa seule tactique soit de ne jamais attaquer mollement. Il a le choc rude, du mordant, une ténacité que ses collègues et rivaux ont trop aisément qualifiée d'obstination bornée. En dehors de l'idée de la retraite, une seule idée originale a été exprimée en 1812 et c'est par lui : aussitôt après la traversée du Niémen à Kovno par Napoléon, il voulait foncer sur Varsovie et en cas d'insuccès *rejoindre par Brest Litovski, Tormassov et non Barclay.* L'auteur regrette qu'on fasse étudier aux élèves officiers les Frédéric, les Charles, les Adolphes, avec leurs Tserndorf, leurs Kunendorf, leurs Tsiten, leurs Zeidlitz et même leurs Arcoles et leurs Rivolis : il y aurait lieu d'étudier Bagration.

(P. 3-32.) B. M. Kolubakine, *Choix de Kutuzov comme généralissime, son arrivée à l'armée et les premiers jours de commandement.* Les deux armées russes depuis leur réunion continuaient à avoir deux chefs, il fallait au-dessous d'eux un commandant en chef. Kutuzov fut choisi « à l'ancienneté »; il était nécessaire de faire ainsi. Et pourtant Barclay et Bagration furent mécontents; Bennigsen qui avait des espérances ne le fut pas moins. Kutuzov d'autre part dut reculer encore pour avoir le temps de connaître l'armée, de se faire rejoindre par des renforts et d'user un peu plus Napoléon. Viazma, Gjatsk, Mojaisk furent successivement choisis comme champs de bataille. Toll, le bras droit de Kutuzov, homme très discuté, détesté même et dont le rôle fut capital, se décida enfin pour Borodino. Kutuzov n'est pas empereur, pas même chef d'une armée unique dont la cohésion serait certaine, il n'a pas choisi ses lieutenants, ils ne lui obéissent pas : tout ce qu'il a pour lui, c'est que son armée a une extraordinaire envie de se battre. Bagration est représenté ici comme un brave qui ne soupçonne pas que la stratégie soit une science.

Août (p. 258-281). B. M. Kolubakine, *La bataille de Borodino.* Les Russes ont une formation en angle obtus d'abord, puis en angle aigu. Une diversion de Platov et d'Ouvarov empêche Napoléon de donner le coup de grâce. Cette diversion est repoussée; mais il y a eu perte de temps. Dans l'intervalle Kutuzov a mis en ligne le 2e et le 4e corps tout frais qui supportent les chocs et répondent à l'artillerie française. C'est une nouvelle bataille à gagner : ces nouvelles troupes résistent bien, reculent un peu, mais sans être entamées. Il ne s'agit pas pour elles de reprendre l'offensive, mais on ne peut plus parler du coup de grâce. Kutuzov

annonce qu'on recommencera le lendemain; puis la nuit on en décide autrement et l'on se retire sans être le moins du monde poursuivi.

Août (p. 172-207); septembre (301-331); octobre (108-135); décembre (631-651). V. V., *Barclay de Tolly et la guerre nationale.* Barclay est un grand administrateur d'abord, un grand tacticien ensuite. Il a été le premier gouverneur de Finlande (1808-1810); à peine nommé ministre de la Guerre (20 janvier 1810), il refond l'organisation même du ministère, crée les institutions administratives de l'armée et de ses divers corps, accroît et transforme l'armée elle-même : « Ce serait assez de la création de l'administration de l'armée en campagne pour l'immortaliser à jamais. » Il écrit à Alexandre le 22 janvier 1812 : « Il faut améliorer le sort de nos officiers et bas-officiers qui sont plus mal à l'aise que nos soldats; car pour ces derniers il ne leur faut qu'un meilleur traitement. » Il renforce les unités : en 1808 le corps de Kamenski comprenait 13 régiments d'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie, et pourtant ne comptait en tout que 10 500 hommes. Il n'y avait que des unités squelettes, en Finlande et en Moldavie comme à l'intérieur : en 1810, il n'y a pas plus de 200 000 soldats dans tout l'Empire. Tout en renforçant chaque unité, Barclay fait entrer dans l'armée 76 bataillons nouveaux en 1811, 36 autres en 1812; de plus les troisièmes bataillons existent désormais ailleurs que sur le papier. En 1812, la Finlande étant mal sûre, la guerre continuant en Moldavie et au Caucase, voici le tableau que le prince Eugène de Wurtemberg et Toll donnaient des forces russes au début de la campagne :

Armée de Moldavie	57 000	hommes.
Nouvelle Russie	19 500	—
Grousie et Caucase	34 000	—
Finlande	30 000	—
Troupes de réserves	72 000	—
Troupes non endivisionnées . .	12 000	—
Armées de l'Ouest	183 000	—
Cosaques	18 000	—
	425 000	—

Barclay en un espace de temps très court avait donc plus que doublé la puissance militaire de la Russie : son effort et les résultats obtenus paraissaient énormes, et plus que suffisants. Klausewitz, Wohlzogen, Eugène de Wurtemberg disent que personne ne pensait que l'armée de Napoléon fût si nombreuse. Vohlzogen l'évaluait d'avance (alliés compris) à 160 000 hommes; Bernadotte, qui pourtant connaissait bien les ressources de son ancien maître, affirmait au début de 1812 que « les troupes de Napoléon se composeraient de 250 000 hommes, dont 150 000 iraient au feu ».

Dès le printemps 1810, Barclay fait entreprendre une étude des lieux qui devaient servir de théâtre des opérations; en 1811 on recommence. Le général Oppermann fut chargé de raccorder tous ces travaux pour constituer la carte militaire de la région. Deux lignes de défense sont prévues : la 1re formée par le Niémen, la Bober, la Narev et le Bug; la 2e, séparant la population foncièrement russe des allogènes, formée par la Dvina, la Bérésina et le Dnieper. Quand la guerre éclate Riga, Bobruisk (création) et Kiev peuvent soutenir un siège, Dunabourg (création) n'est pas en état de se défendre sérieusement, Borissov (création) n'a qu'une tête de ponts, le camp fortifié de Dressa est à peu près terminé. Riga et Bobruisk jouèrent leur rôle : si Dunabourg et surtout *Borissov* avaient été en état, leur importance eût pu ne pas être négligeable. Tout ceci avait été disposé, de même que l'emplacement des magasins, d'après cette idée que la campagne commencerait en Prusse, la Russie ayant pour alliées la Prusse et l'Autriche et que ce serait tout à la fin que l'effort de Napoléon viendrait s'arrêter sur les dites places. Dès son entrée au Ministère, Barclay est en effet décidé à la retraite en face de Napoléon. A Memel, il dit à Niebuhr, l'historien allemand : « Il faut par une habile retraite forcer l'ennemi à s'éloigner de sa base d'opérations, le fatiguer par de petites entreprises et l'attirer à l'intérieur du pays, puis avec les armées conservées et avec l'aide du climat, lui préparer, fût-ce au-delà de Moscou, un nouveau Poltava. » Quand Barclay fut nommé généralissime, Niebuhr communiqua cela au général Damos qui le transmit à Berthier. Dès lors Napoléon n'a guère pu ignorer la tactique d'un adversaire qu'il avait appris à apprécier.

Quant à Barclay, l'idée de prolonger la retraite jusqu'à son maximum possible s'accuse en lui, quand la Prusse (24 février 1812), puis l'Autriche (14 mars) passent résolument dans le camp français; l'annonce de la paix avec les Turcs et d'une alliance avec la Suède lui fait espérer beaucoup de cette tactique. Près de Witebsk, il semblera vouloir ne plus reculer; c'est pour donner à Bagration le temps d'arriver et faire perdre à Napoléon le temps nécessaire à une concentration de troupes. Après Smolensk, le duc de Wurtemberg, Bennigsen, Korsakov, Armfeld, le grand-duc Constantin, Tutchkov et Ermolov (chef d'état-major) lui demandent de prendre l'offensive : il envoie le grand-duc en aide de camp à l'Empereur pour lui demander son avis, et, après s'être débarrassé d'un critique gênant, continue sa retraite. Le chiffre des troupes de Napoléon va se rapprochant de celui des troupes russes : la violence du combat de Valoutina annonce Borodino.

Mais la situation de Barclay est devenue si difficile qu'il désire lui-même la nomination d'un généralissime; il ne trouve pas en Kutuzov son idéal, mais il fera son devoir, son rôle héroïque et réfléchi à Borodino.

est superbe. Il conduisit son corps d'armée à travers Moscou sans laisser entrer un homme dans un cabaret. Pourtant, on fait tout sans le consulter; alors il se retire. A Kalouga, on lui jette des pierres, il se réfugie en Livonie sur ses terres, puis va à Pétersbourg où l'impératrice Élisabeth le reçoit les mains tendues. En janvier 1813, il est encore commandant en chef, il sera victorieux à Kulm, Leipzig, sous les murs de Paris, puis promu prince en 1815 après la revue de Vertus (Marne).

Septembre (p. 283-288). K. Volhovski, *Matériaux pour l'histoire du prince M. I. Golenischev Kutuzov.* Curriculum vitæ du successeur de Barclay.

(P. 394-401.) H. Lachkov, *La levée en masse de Novgorod.* En un mois 20 000 hommes ont été rassemblés et répartis en 4 brigades. En 1813 il en restera 9 747 hommes reformés en deux brigades. Ces troupes ont fait partie du corps de Wittgenhstein, ont contribué à la prise de Polotsk et à celle de Dantzig.

Octobre (p. 136-151); novembre (303-321); décembre (551-570). V. T., *Compte rendu de l'ouvrage de S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikaïlovitch « L'empereur Alexandre Ier »* (T. Ier, I + XI + 580 pages in-4°. T. II, IV + 745 pages. Pétersbourg, 1912). Le grand-duc Nicolas Mikaïlovitch est historien, un historien de tout premier ordre, le duc d'Aumale des Romanov. Rien d'étonnant donc à ce qu'une revue consacre plusieurs numéros au compte rendu d'un de ses ouvrages, surtout quand, par surcroît, il a pour objet Alexandre Ier et qu'il comprend tout un volume (le second) de documents pour la plupart inédits. Ce qui ressort nettement de ce travail capital, c'est qu'Alexandre n'a jamais aimé Napoléon et que, dans la famille impériale, on a tout fait pour l'empêcher de céder à l'ascendant qu'eût pu prendre Napoléon sur lui. Le 17 juin 1807, il répond de Tilsitt à sa sœur Catherine : « Moi, passer mes journées avec Bonaparte! » Le 25 août 1808, il écrit d'Erfurth à sa mère : « Nos intérêts dans ces derniers temps nous ont *forcé* de conclure une alliance étroite avec la France; nous ferons tout pour lui montrer la sincérité et la noblesse de notre action... Nous verrons tranquillement sa chute... la Providence a décidé la chute de ce colossal empire, je doute qu'il tombe d'un coup; mais même si cela se produit d'un coup, il serait plus raisonnable *d'attendre* cette chute et alors seulement de prendre des mesures. » Napoléon a produit plus d'effet sur Speranski que sur Alexandre : Speranski, dans des vues d'ordre gouvernemental, a entrepris un grand travail sur la constitution de 1799 et sur le Code Napoléon, ce travail est fini en novembre 1809; mais alors les rapports entre les deux empereurs se sont déjà refroidis et rien de ce qui avait été projeté ne fut appliqué. Pendant la guerre de 1809, l'armée russe ne bougea pas; ce ne fut qu'après Wagram qu'elle entra dans Cracovie, encore ce fut-il sans coup

férir et sans perdre un homme. Napoléon à dater de ce jour comprit et se méfia : son essai malheureux d'un mariage russe n'est que le second fait de cette nature.

A la fin de 1812, les généraux d'Alexandre voulaient qu'on se bornât à chasser Napoléon de la Russie : c'eût été en effet préférable pour la Russie elle-même qui, de 1813 à 1815, n'a plus fait que travailler pour l'Europe, contrairement aux intérêts russes bien compris. Sans doute Alexandre a pris plaisir à faire contraster son séjour à Paris avec celui de Napoléon à Moscou ; mais ce qu'il a rapporté de là, c'est un grand dégoût de Fouché, de Talleyrand, des Bourbons, de Wellington. L'idée de la Sainte-Alliance n'est du reste une idée ni de Metternich, ni même de Mme de Krudener, mais d'Alexandre : et en somme cette idée n'a servi qu'à recouvrir d'un beau masque la réorganisation de l'Europe centrale et la préparation de son hégémonie.

Novembre (p. 378-390). *Stendhal à Moscou et à Smolensk.* C'est surtout la traduction de la correspondance de Stendhal (1800-1842), publiée par Paupe et Cheramy, Paris, 1908, t. I.

Abel Mansuy.

nouvelles; si l'on se reporte au chapitre consacré dans notre livre aux théoriciens du XVIIIe siècle, on verra qu'ils pensaient déjà de même. L'originalité de Quatremère vient plutôt de la rigueur de la doctrine et de la constance avec laquelle il l'a opposée aux romantiques triomphants.

Aussi n'est-il pas moins intéressant d'examiner son rôle. Il rêve d'embellir Paris suivant les règles de l'esthétique classique et d'y introduire partout avec l'ordre et la symétrie les souvenirs d'une Rome idéale; il bataille pour laisser à cette Rome, à cette école de l'Europe, ses chefs-d'œuvre conquis et recueille, pour protester contre le transport des objets d'art, les signatures des artistes. Sous la Restauration, quand Quatremère exerce une sorte d'hégémonie, il conforme sa conduite à sa doctrine classique : il impose à l'art l'autorité de l'archéologie, restaure l'Académie et l'école des Beaux-Arts, réglemente l'Académie de France à Rome, surveille les salons, bref il est, comme le dit très bien M. Schneider, « le plus éminent représentant de la doctrine et de la stratégie de l'Ecole idéalo-antique, de 1791 où elle ruine le système d'enseignement du XVIIIe siècle jusqu'en 1830 où elle est vaincue par le romantisme. A regarder les choses de plus haut, il est le type le plus parfait au XIXe siècle de l'esprit de règle et de tradition, fondé sur l'idéal en doctrine, sur l'art antique en histoire et assuré par les institutions académiques. »

D'autres hommes ont joué sous l'empire un rôle dans l'histoire artistique de la France. L'administration des Arts nous est maintenant assez bien connue, grâce à l'article de M. VAUTHIER sur *Denon et le gouvernement des Arts sous le Consulat*[1] et au livre de M. DE LANZAC DE LABORIE sur *Les spectacles et les musées*[2]. Nous voyons quelle fut l'activité de Denon, son influence sur la formation artistique du premier Consul et sur les travaux des peintres ou des sculpteurs. Cet amateur, écrivain et graveur, élève de Caylus, devenu « un des savants de l'expédition d'Egypte », travailla à l'accroissement des musées, dont l'armée avait été le principal pourvoyeur; M. de Lanzac de Laborie reprend après M. SAUNIER[3] l'histoire des conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire. Il raconte comment se constitua le Musée du Louvre, puis comment l'administration puisa dans ce fond pour alimenter les résidences impériales; il passe en revue la galerie du Luxembourg, le musée spécial de l'école française et le musée des monuments français; il expose les différends de Lenoir avec l'administration; enfin il dit le rôle

1. *Annales révolutionnaires*, mai-juin 1911, p. 336-365.

2. Ce livre forme le tome VII du *Paris sous Napoléon*, Paris, Plon. M. de Lanzac de Laborie avait publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1912, p. 608-643, un article sur le *Musée du Louvre au temps de Napoléon d'après des documents inédits*.

3. Ch. Saunier, *Les Conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1902, in-8°.

du gouvernement central, les commandes officielles de Napoléon aux artistes [1], les portraits qu'il leur demande [2], et les rapports de l'empereur avec David et Canova.

Napoléon a-t-il aimé les arts pour eux-mêmes ou bien les a-t-il tenus pour des instruments de gloire? Divers sentiments sans doute se mêlèrent en son âme. En tout cas il voulut embellir Paris et lui assurer la succession de Rome. On verra dans un autre volume de M. de Lanzac de Laborie, qui fait partie comme le précédent de la série *Paris sous Napoléon* et qui s'intitule *Administration, Grands travaux* [3], toutes les améliorations apportées à la voirie parisienne, toutes les constructions de ponts [4], quais et rues. M. de Lanzac de Laborie a nettement caractérisé les tendances de l'empereur. « Le goût du grandiose se combinait dans son esprit non seulement avec le sens de la régularité des finances, mais avec la recherche de l'utilité publique. » Les artistes essayèrent de répondre aux désirs du souverain ; il suffit de parcourir la liste dressée par M. Lucien Gillet pour se rendre compte du nombre d'études qui furent exposées sous l'Empire aux différents salons [5].

Napoléon voulut laisser de son règne des monuments durables. On a davantage raconté leur histoire qu'étudié leurs caractères. M. Ward, dans son livre sur l'architecture de la Renaissance en France [6], a consacré à l'époque 1790 à 1830 un assez court chapitre : il ne compte qu'une trentaine de pages, alors qu'un volume est consacré au XVIe siècle et presque tout l'autre tome aux XVIIe et XVIIIe siècles. M. Ward eut raison de commencer son étude en 1790 : dès cette date et même dès 1785 les éléments de ce qui sera le style Empire sont apparus; mais peut-être aurait-il pu s'arrêter avant 1830, car, si la Chapelle expiatoire élevée en 1816 par Percier et Fontaine est encore un monument de style Empire, on discerne bientôt des caractères différents : les modèles ne sont plus les

1. Il ne cite pas l'étude de M. Marmottan sur les *Commandes de Napoléon aux peintres et sculpteurs*, parue dans le *Carnet de la Sabretache* de 1906.

2. Sur les portraits du roi de Rome, cf. *Le Gaulois*, 20 mars 1911; sur un buste en plâtre de Napoléon trouvé à Deinze, cf. le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand*, 1912, n° 5, p. 384-387.

3. Paris, Plon, 1905, in-16, 382 p.

4. On peut consulter sur les ponts de Paris, malgré quelques renvois à des livres sans valeur scientifique, l'ouvrage de M. Duplomb, *Histoire générale des ponts de Paris*, 1er partie : Les ponts sur la Seine, Paris, Mersch, 1911, in-8°, 346 p. avec gravures.

5. Lucien Gillet, *Nomenclature des ouvrages de peinture, sculpture, architecture, gravure, lithographie, se rapportant à l'histoire de Paris et qui ont été exposés aux divers salons depuis l'année 1673*. T. I, 1674-1814, Paris, 1911, in-8°, 432 p. M. Gillet a mentionné dans son volume bien des œuvres qui n'ont pas un lien très étroit avec l'histoire de Paris.

6. H. Ward, *The architecture of the Renaissance in France from 1495 to 1830*, London, Batsford, 1911, 2 vol. in-8°. Cf. le compte rendu de M. de Lasteyrie dans le *Journal des savants*, juil. 1912, p. 289-292.

temples antiques, mais les basiliques romaines ; Notre-Dame de Lorette et Saint-Vincent-de-Paul ne sont pas la Madeleine. D'autre part, malgré la grande clarté de son exposé, M. Ward ne distingue pas les diverses écoles et cependant les œuvres des « décorateurs », comme Percier et Fontaine, ne ressemblent pas à celles des « constructeurs ». M. Joseph [1] est plus rapide encore, il ne fait guère que citer des noms.

Il sera pourtant possible de mieux étudier les monuments, aujourd'hui que nous en connaissons l'histoire. Le travail préliminaire est à peu près accompli. On trouvera dans le livre de M. de Lanzac de Laborie consacré aux *Grands travaux* les indications nécessaires sur les transformations du Louvre, des Tuileries, du palais Bourbon, du Luxembourg, sur la construction de la Bourse, de la colonne Vendôme, de l'Arc de l'Étoile. M. Bayet dans son volume sur les *Édifices religieux aux XVII*e, *XVIII*e *et XIX*e *siècles* [2], dit l'essentiel sur Saint-Louis d'Antin et la Madeleine. On consultera surtout pour l'histoire de ce dernier monument l'article de M. Vauthier : *Pierre Vignon et l'église de la Madeleine* [3]. Il indique, d'après les documents des Archives nationales, du Cabinet des Estampes et de Carnavalet, quelles furent les origines de l'église, puis il dit le rôle de Vignon de 1806 à 1815, ses rapports avec l'empereur et les projets du fameux temple de la Gloire. Napoléon ne put réaliser tous ses desseins : M. Marmottan, qui avait publié jadis un très intéressant volume sur les *Arts en Toscane sous Napoléon et la princesse Elisa* [4], apporte des renseignements nouveaux sur *Le palais du roi de Rome* à Chaillot [5] ou *Neuilly à l'époque impériale* [6]. Napoléon, à défaut de Chaillot, crut trouver une résidence d'été pour son fils à Bagatelle. M. H.-G. Duchesne [7], dans son livre très documenté, nous raconte quel fut le sort de ce domaine et M. Marmottan nous parle de son mobilier [8].

Napoléon fut plus heureux hors Paris : se rappelant que les rois de France avaient composé dans leurs châteaux un décor à leur puissance, il voulut avoir ses résidences impériales. Il possédait la Malmaison que ses souvenirs personnels lui rendaient plus chère. M. Ajalbert, qui

1. D. Joseph, *Geschichte der Baukunst des XIX Jahrh.* Leipzig, Baumgartner, 1909, in-8°, p. 137 à 156.

2. Paris, Laurens, 1910, 208 p. et 64 pl.

3. *Bulletin de la Société de l'art français*, 1910, p. 380 à 411.

4. Paris, 1901, in-4°.

5. Paris, Cheronnet, 1911, in-8°, 80 p. avec gravures.

6. *Bulletin de la commission municipale historique et artistique de Neuilly-sur-Seine*, 1911, p. 85-90. Cf. *Causerie sur le mobilier de l'ancien château de Neuilly*, Paris, 1905, in-8°, 40 p.

7. H.-G. Duchesne, *Le Château de Bagatelle, 1715-1908*, d'après les documents inédits, Paris, Schemit, 1909, in-8°, 352 p. avec gravures. Cf. T. de Quellern, *Bagatelle*, Paris, Foulard, 1908, in-8°.

8. P. Marmottan, Essai sur les divers mobiliers de Bagatelle de 1777 à nos jours. *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et Passy*, 1909.

s'efforce de remettre le palais en son état ancien, a publié plusieurs articles [1] et un guide [2] qui, sans avoir de prétention à l'érudition scientifique, donnent une image de la vie à la Malmaison sous le Consulat et l'Empire. M. Frédéric Masson a résumé dans un article les avatars de la Malmaison et énuméré ses enrichissements actuels [3]. M. Gravereaux a reconstitué la roseraie de l'impératrice Joséphine [4]. Le *Journal de P.-L. Fontaine* [5], brûlé en 1871, mais dont une copie était restée conservée dans la famille, nous montre comment la demeure s'embellit au fur et à mesure que s'élevait la fortune de Napoléon. Le Journal commence le 1er germinal an VIII (22 mars 1800); Fontaine nous renseigne sur la décoration qu'avait entreprise l'ébéniste Jacob, mais, on le sent bien, Fontaine préférerait construire un nouveau château plutôt que de rafistoler cette grande bâtisse; les dépenses montent rapidement à 600 000 francs et Fontaine prévoit qu'elles iront au double. Napoléon s'irrite, ne cache pas à son architecte ce qu'il pense de certains plans et traite un projet de vestibule pour domestiques « de loge d'animaux à montrer à la foire ». Napoléon décide ensuite de faire restaurer le château de Saint-Cloud, plus vaste et mieux adapté à la vie de cour; mais les difficultés continuent : Fontaine se défend contre Eugène de Beauharnais qui lésine; il combat le projet de sacre aux Invalides, dessine un carrosse que l'on modifie, se heurte au mauvais vouloir des ouvriers qui se mettent en grève, et cependant on sent l'orgueilleux plaisir de Fontaine choisi par l'empereur pour diriger tous ces travaux, pour transformer le Louvre et les Tuileries.

Napoléon voulait aussi marquer de son empreinte les résidences de Louis XIV ou de François Ier. Il désirait donner au château de Versailles du côté de l'avenue de Paris une façade qui fût « de son architecture ». Il avait demandé un plan d'ensemble à Gondouin, le maître de Percier et Fontaine, mais les dépenses l'effrayèrent. M. Henry Marcel, au début d'un article sur *Louis-Philippe et le château de Versailles* [6], narre cet épisode. Napoléon fit travailler aux Trianons, il y occupa l'architecte Trepsat et restaura les intérieurs, comme l'a indiqué M. Fréd. Masson [7].

L'œuvre de Napoléon fut particulièrement heureuse à Fontainebleau.

1. *La vie*, 1912, nos 5 et 6.
2. J. Ajalbert et E. Dumonthier, *Histoire et guide illustré du château de la Malmaison*, Versailles, in-8°, 65 p.
3. Fréd. Masson, Les accroissements des musées, le château de la Malmaison, *Les Arts*, fév. 1910.
4. J. Gravereaux, *La Malmaison, les roses de l'impératrice Joséphine*, préface de M. Fréd. Masson, Paris, édition d'art et de littérature, s.d., in-12, 106 p. Cf. *Revue des Etudes napoléoniennes*, mai 1913, p. 446.
5. P.-F.-L. Fontaine, Les maisons du Premier consul, le sacre, *Revue de Paris*, 15 mars et 15 juin 1911.
6. *Annuaire des amis de Versailles*, 1911.
7. *Trianon sous Napoléon*, *Ibid.*

M. L. Dimier a écrit dans la collection des *Villes d'art* le volume sur *Fontainebleau* [1]. Si les chapitres relatifs au XVIe siècle sont intéressants et justes, celui qui traite de l'époque impériale est d'une partialité évidente. M. Dimier n'aime pas la Révolution et l'Empire, et il unit dans sa haine les régimes politiques et l'art de ces temps. Le style Empire lui apparaît comme plein de « raideurs et de pauvretés » ; « le lit et les meubles sont d'une richesse extrême, malheureusement rien n'est si mauvais que le dessin de l'étoffe d'un laurier de velours vert sombre sur canevas de soie à la fois baroque et entassé comme un patron de modern style ». Quant au trône, « il y a peu d'exemples d'un mauvais goût aussi parfait et même d'un aussi pompeux ridicule... c'est un exemple illustre de ce que peut l'esprit de système appliqué à la décoration ». Le chapitre de M. Dimier est un exemple de ce que peut l'esprit de système appliqué à l'Histoire de l'art. Que tout soit faux dans ses « éreintements », certes non, mais cette hostilité générale est fort injuste ; le plaisir de la critique empêche M. Dimier d'être touché de fort belles choses. Pourquoi au nom de principes se refuser la joie d'admirer des œuvres auxquelles parfois manque la grâce, mais à quoi l'on ne peut dénier la majesté et la grandeur?

M. Vincent, qui est brigadier du château de Fontainebleau, nous a apporté des détails précis sur les petits appartements de Napoléon Ier [2]. Son livre est illustré d'excellentes phototypies qui, en un format plus grand, furent données par le même éditeur avec une préface littéraire de M. d'Esparbès [3]. Si à cette publication on ajoute celle de M. Eggiman [4], on se rendra compte des admirables instruments de travail que nous possédons sur l'art impérial à Fontainebleau.

M. Egon Hessling a réuni en 60 planches héliotypiques des reproductions de meubles dus à Jacob, à Percier et Fontaine et qui se trouvent aujourd'hui à Fontainebleau, à Compiègne ou aux Arts décoratifs [5]. Ses fonctions d'administrateur du mobilier national ont permis à M. E. Dumonthier d'étudier les bronzes qui étaient confiés à sa garde [6]. Nous

1. L. Dimier, *Fontainebleau*, Paris, Laurens, 1908, in-4°, 168 p. et 109 gravures.

2. A. Vincent, *Guide illustré dans les petits appartements de Napoléon Ier au château de Fontainebleau*, Versailles, Bourdier, in-16, 86 p. et 37 pl. Cf. du même auteur : *Nouveau Guide général illustré du palais de Fontainebleau*, Versailles, Bourdier, 1912, in-16, 165 p. avec 47 pl.

3. *Les Petits Appartements de Napoléon et de la famille impériale*, préface de G. d'Esparbès, Versailles, Bourdier, s. d., in-4°.

4. *Le Grand Palais de Fontainebleau*, 1re série. Les appartements de Napoléon Ier et de Marie-Antoinette. Style Louis XV, Louis XVI, Empire, Paris, Eggiman, 1910.

5. *Documents de style empire. Le mobilier du premier Empire.* Recueil de 60 planches en héliotypie publiées sous la direction de Egen Hessling, avec une introduction et une table explicative des planches. Paris, E. Hessling, s. d., fol.

6. Ernest Dumonthier, *Les Bronzes du mobilier national.* Tome I. Les pendules. Tome II, Bronzes d'éclairage et de chauffage. Paris, Masson, 1911, in-fol. Cf. L. Vaillat, Les pendules napoléoniennes dans *L'Art et les artistes*, fév. 1911.

voyons comment Dugourc, qui après Clerisseau et avec Rousseau de la Rothière introduisit en France le style pompéien, fut un des créateurs du style Empire; nous pouvons constater combien sont nombreuses, dispersées dans les ministères, les édifices nationaux ou les musées, les œuvres signées de Thomire, Ravrio, Lepaute, Bailly.

Nous retrouvons beaucoup de ces noms dans le livre que M. Bouilhet, orfèvre et président de l'Union centrale des Arts décoratifs a écrit sur *L'Orfèvrerie française aux XVIIIe et XIXe siècles*[1]. Les campagnes du Directoire et les modes antiquisantes, en multipliant les dons d'armes d'honneur, permirent à Boutet de créer à la manufacture de Versailles des sabres ou des épées qui sont d'admirables œuvres d'art. Quand le calme renaquit, des orfèvres de l'ancien régime, comme Salembier, reparurent et, continuant à développer le style Louis XVI, aboutirent au style Empire. M. Bouilhet indique très justement de quelle façon s'exerça sur l'orfèvrerie, comme d'ailleurs sur tout le reste de l'art, l'influence des architectes et en particulier de Percier et de Fontaine. D'autre part Napoléon avait le goût du grandiose et l'on s'en aperçoit dans les surtouts ou les services qu'exécutèrent pour lui Nitot, Biennais ou Auguste. Non content de s'adresser aux orfèvres, il demande à des peintres déjà illustres de fournir des modèles, et Prud'hon dessine la toilette de Marie-Louise due à Thomire et Odiot le berceau du Roi de Rome.

Tous ces orfèvres sont aujourd'hui mieux connus. L'exposition du musée des Arts décoratifs a montré la valeur de leurs œuvres; le service d'Auguste offert à Napoléon par la ville de Paris est maintenant exposé à la Malmaison[2]; enfin des publications de planches permettent d'étudier leurs manières. L'Union centrale des Arts décoratifs a fait éditer les dessins de Biennais[3], de ce Biennais qui dans sa boutique du « Singe vert » exécuta les cadeaux adressés par l'empereur à son ami et allié Alexandre Ier[4]. M. Bouilhet a encore publié les œuvres que Claude Odiot[5] donna en 1823 au musée des Arts modernes du Luxembourg et qui avaient été dessinées par Odiot, Prudhon, Garneray, Moreau, Cavelier et modelées par Chaudet, Dumont et Roguier. M. Bouilhet étudie en technicien ces pièces confiées par l'administration des Beaux-Arts à l'Union centrale des Arts décoratifs; il montre comment Odiot et ses

1. Bouilhet, *L'orfèvrerie française aux XVIIIe et XIXe siècle*, d'après les documents réunis au musée centennal de 1900. Paris, Laurens, 1910, in-8°.

2. Cf. l'article cité de M. F. Masson dans *Les Arts*, fév. 1910.

3. *Les Collections de l'Union centrale des arts décoratifs*. 22e série. Recueil de dessins d'orfèvrerie du premier Empire, par Biennais, 77 pl., Paris, Guennet, 1912, in-4°.

4. *Starye Gody*, juil.-sept. 1912, de Folkersam, *Les Souvenirs de Napoléon et d'Alexandre au musée de l'Ermitage* (en russe). Cf. *Revue des Études napoléoniennes*, juillet 1913, t. IV, p. 152.

5. H. Bouilhet, *Orfèvreries de style empire exécutées par Cl. Odiot*, orfèvre, Paris, librairie centrale des Beaux-Arts, in-f°.

contemporains avaient abandonné le travail du marteau et les procédés de la retreinte et du repoussé pour se « rapprocher du travail des bronziers par l'emploi de la fonte ciselée montée à froid ». Ces œuvres sont pleines de souvenirs antiques; on y retrouve des motifs empruntés à Pompéi, aux sarcophages romains, au musée du Vatican[1].

On observe des caractères semblables dans les produits contemporains de Sèvres. De même que Dugourc, Masson rapporte de Rome le style pompéien et se sert pour le service « arabesques » de Marie-Antoinette de dessins pris aux loges de Raphaël. Lagrenée le Jeune le continue et du style Louis XVI passe au style Empire. Comme sur l'orfèvrerie, s'exerce sur la céramique l'influence de l'art monumental, de Percier et Fontaine et du dessinateur Brongniart père. Même désir d'exécuter des pièces de grandes dimensions; même goût aussi de la belle matière solide, d'où substitution de la pâte dure à la pâte tendre; même habitude de demander des modèles à des artistes non spécialisés. M. Lechevallier-Chevignard note ces caractères dans l'introduction qu'il a mise à un recueil de planches[2].

Les fabricants d'étoffes recherchent semblablement les larges motifs antiquisants, soigneusement dessinés, soigneusement exécutés. M. Fréd. Masson, dans la préface qu'il a donnée à M. Dumonthier pour ses *Étoffes napoléoniennes*, a dit combien on était peu renseigné sur les étoffes de cette époque. On savait que Bonaparte avait protégé Lyon, mais on ignorait pour quels palais étaient fabriqués ces différents modèles. M. Dumonthier[3] a retrouvé au garde-meuble national des pièces entières de ces soieries; il a patiemment compulsé les Archives et déterminé leur destination. On s'aperçoit alors que Lyon a travaillé pour toute l'Europe, que Napoléon, afin de développer son industrie, lui commanda des tentures à l'usage des palais de France, d'Italie, de Hollande ou d'Allemagne. Vingt millions furent dépensés par le gouvernement et les particuliers imitèrent l'empereur. Le rôle principal dans la fabrication lyonnaise fut joué par Camille Pernon, auquel MM. A. Poidebard et

1. Signalons ici, puisque l'occasion s'en présente, la belle collection d'œuvres de Thomire que possède, en son palais de la Millionnaïa, à Pétersbourg, le prince Abamelek-Lazarev, qui a bien voulu nous en faire les honneurs avec une amabilité dont nous le remercions.

2. E. Hessling et Lechevallier-Chevignard, *Documents anciens de la manufacture nationale de Sèvres*. I. Choix de compositions, de projets de décorations des époques Louis XVI et du Directoire. II. Empire, Paris, Hessling, 1912, in-f°. — *Les Cartons de la manufacture nationale de Sèvres* (époques Louis XVI et Empire), publiés sous la direction de Alex. Sandier, avec introduction et table analytique de Lechevallier-Chevignard, Paris, Ch. Massin, 1910, in-f°. Cf. *Manufacture de Sèvres, guide pour les nouvelles salles affectées à l'exposition des œuvres de Vincennes-Sèvres, 1738-1910.* Chartres, Durand, 1912, in-8°.

3. E. Dumonthier, *Les étoffes napoléoniennes*, préface de M. Fréd. Masson, Paris, Schmid, 1909, in-f°, 40 p. et 70 pl.

J. Chatel viennent de consacrer un volume[1]. Dès le règne de Louis XVI, la maison Pernon était célèbre en Europe; c'est là que Philippe de Lasalle travaillait pour la Russie et Dugourc pour l'Espagne. Pernon tissa pour Napoléon Ier un grand nombre des plus belles étoffes de l'époque impériale.

Grâce à de tels documents, il sera bientôt plus facile de tenter une étude générale du style Empire. M. E. Bayard[2], dans sa série intitulée *L'Art de connaître les styles*, a publié un petit volume de vulgarisation sur ce *style Empire*. Le livre semble malheureusement avoir été composé un peu vite. Dans un chapitre sur l'orfèvrerie apparaissent des réflexions sur la lingerie, les voitures, l'art culinaire. On rencontre des citations qui étonnent lorsqu'elles sont étrangères au sujet et surtout lorsqu'elles sont empruntées à la *Vie de Paris* par M. Jules Claretie (p. 11)! On relève des erreurs : il écrit (p. 50) : « Tout autour de David, la note est identique. On ne puise les sujets que dans le grec ou le romain. » Cependant il y eut des résistances; des petits maîtres comme Debucourt ou Bailly ont continué de peindre des scènes de genre et l'antiquité de Prud'hon n'est pas identique à celle de David. M. Bayard d'ailleurs est forcé de le reconnaître, car (p. 56) il parle de la survivance des modes chinoises et anglaises. M. Bayard dit ailleurs que le Festin grec de Mme Lebrun fut organisé par son père M. Vigée. Or celui-ci était mort à cette époque. M. Bayard croit (p. 68) qu'on « délaissa subitement les Grecs et les Romains à la suite de l'expédition d'Égypte; et c'est l'architecture qui contribue le plus, cette fois, à propager le nouveau caprice ». Or l'Égypte était à la mode bien avant l'expédition de Bonaparte; les artistes l'avaient connue à Rome où les papes relevaient les obélisques antiques et collectionnaient les œuvres égyptiennes, et quinze ans avant l'expédition d'Égypte un architecte avait bâti dans les jardins de la Villa Borghèse une porte égyptienne flanquée d'obélisques. M. Bayard déclare aussi (p. 80) que les monuments de l'antiquité étaient encore fort mal connus et la Grèce complètement inconnue, que les fouilles de Pompéi dataient seulement de 1755 et ne furent publiées que par Mazois de 1813 à 1838. Or il nous semble que Rome était étudiée depuis assez longtemps, que les ouvrages de Leroy, Stuart et Revett, Chandlers, Choiseul-Gouffier avaient révélé la Grèce, que les fouilles d'Herculanum-Pompéi avaient été constamment suivies de 1738 à 1775, que les *Antichità d'Ercolano* avaient commencé à paraître en 1757 et qu'il existait même des imitations françaises de ce livre, comme celle de Sylvain Maréchal. Puis ce sont des petites erreurs de détail : par exemple David est le petit-neveu

1. A. Poidebard et J. Chatel, *Camille Pernon*, fabricant de soieries à Lyon sous Louis XVI et Napoléon Ier, 1753-1808. Lyon, E. Brun, in-8°, 55 p. avec 30 pl.

2. E. Bayard, *L'Art de reconnaître les styles, le style Empire*, Paris, Garnier, s. d., in-16, 287 p. et 107 fig.

de Boucher, alors qu'il n'en était que le parent éloigné; ce sont des théories générales fort discutables : d'après M. Bayard (p. 2 et 3), l'architecture la plus nationale est celle de Louis XIV; « avec les Bourbons s'accusa l'influence des Flamands »; la Révolution fut destructrice, aussi les architectes mettent-ils leurs talents au service de l'étranger : or on sait que durant tout le XVIIIe siècle la France avait fourni des artistes aux cours étrangères[1].

Plusieurs monographies ont paru durant ces dernières années sur les artistes de l'époque impériale. Quelques-unes furent écrites à propos d'expositions. Sur les peintres ou sculpteurs on trouvera des indications et une bibliographie générale dans l'*Allgemeines Lexicon der bildenden Künstler der Antike bis zur gegenwart* en cours de publication[2]. L'exposition des œuvres de Chinard, organisée au Musée des Arts décoratifs et pour laquelle M. P. Vitry avait rédigé un catalogue, a permis de mieux étudier cet artiste jusqu'alors assez mal connu; M. Saunier a écrit un article sur *Joseph Chinard et le style Empire*[3] et M. Vitry étudié particulièrement un buste de Mme Récamier[4].

La renommée de Canova semble avoir éclipsé celle de ses contemporains. M. Malamani a tenté d'imposer son œuvre à notre admiration en un volume très important[5]. L'illustration possède cette abondance habituelle aux éditions de la Maison Hœpli; il n'est guère d'œuvre de Canova qui ne soit reproduite. Il faut en remercier d'autant plus l'éditeur que M. Malamani raconte plutôt l'histoire de ces œuvres qu'il ne les étudie; c'est une biographie de Canova, mais nous ne discernons peut-être pas assez nettement quelles influences il subit et ce qu'il apporta de nouveau à l'art de son temps. M. Malamani semble vraiment trop considérer Canova comme supérieur à toute son époque. Sans doute son enthousiasme n'est pas sans raisons; l'estime que l'on mesure à Canova est peut-être un peu parcimonieuse, mais encore ne faudrait-il pas se laisser aveugler par la gloire qu'il obtint de son vivant et croire les assertions de ses amis. M. Malamani proclame, par exemple (p. 319), que l'académie de Saint-Luc, dont Canova était le prince perpétuel, était alors tenue pour la première école d'Europe. Cependant les Directeurs de l'Académie de France à Rome et nombre d'Allemands affirmaient sa décadence; il suffit

1. Cf. Dussieux, *Les Artistes français à l'étranger.*

2. Thieme und Becker, *Allgemeines Lexikon der beldenden künstler von der antike des zur Gegenwart*, Leipzig. Le tome VIII vient de paraître. Il contient un article sur David par M. Vollmer.

3. *Gazette des Beaux-Arts*, 1910, janvier, p. 23-42. Cf. l'article de M. Tourneux sur la collection de M. le comte de Penha Longa : boîtes, médailles et statuettes de Chinard, *Les Arts*, nov. 1909.

4. P. Vitry, A propos du buste de Mme Récamier au musée de Lyon, *Bulletin des musées de France*, 1910, n° 1, p. 10-12.

5. V. Malamani, *Canova*, Milano, Hœpli, in-4°, 370 p. avec figures.

d'avoir dépouillé ses registres pour se rendre compte de l'inanité de ses occupations et de la vanité de son enseignement. Pourquoi, d'autre part, M. Malamani éprouve-t-il le besoin de décocher aux auteurs qui ne sont pas de son avis des traits parfois un peu vifs et prend-il à parti d'excellents érudits comme MM. Pellissier ou Ch. Saunier?

On souhaiterait aussi dans ce volume une critique peut-être un peu plus rigoureuse. M. Malamani suit les Mémoires d'Antonio d'Este et ceux de Missirini sans indiquer leurs divergences. Nous avons dit ailleurs[1] combien il fallait les consulter avec précaution. On désirerait aussi une bibliographie du sujet. Quiconque étudie Canova sait combien ses lettres sont utiles; or, si quelques-unes furent éditées à Padoue en 1833, beaucoup sont encore dispersées dans des brochures publiées suivant l'usage italien à l'occasion de quelque mariage. Tout le monde n'a pas l'occasion de consulter, à la Bibliothèque Victor-Emmanuel à Rome, des fiches qui d'ailleurs ne sont pas complètes et auxquelles il faut ajouter celles de la Bibliothèque Saint-Marc à Venise. Enfin il aurait été utile de reprendre ce petit catalogue des œuvres de Canova publié par Cicognara dans son *Histoire de la Sculpture* et de dire ce que sont devenus ces marbres ou ces plâtres. Néanmoins l'ouvrage de M. Malamani est définitif et l'on serait heureux de posséder un tel livre sur chaque grand artiste italien des temps modernes.

Canova nous intéresse surtout à cause de ses voyages en France. On pourra consulter à ce sujet l'article de M. R. Schneider paru dans cette *Revue* même[2]. M. Schneider a montré les rapports de Canova avec l'empereur, avec Pauline Borghèse, Caroline et Elisa Bacciochi; il a dit le rôle de Canova dans la reprise des objets d'art par les alliés; enfin dans ses deux dernières pages M. Schneider a caractérisé l'œuvre de Canova et indiqué son influence sur les artistes de son époque. M. de Lanzac de Laborie, dans le livre que nous avons cité plus haut sur les *Spectacles et les Musées*, a exposé après M. Schneider cette histoire. On sait que la statue colossale de Napoléon exécutée par Canova quitta la France pour passer chez le duc de Wellington, mais on ignorait les circonstances précises de son enlèvement. Grâce à des documents trouvés aux archives municipales du Havre, M. Roger Lévy a pu écrire deux articles curieux sur *L'escamotage d'une statue de Napoléon* et *La statue escamotée*[3].

D'autres effigies de Napoléon ne connurent pas une chance meilleure. L'histoire des statues de la colonne Vendôme est significative; M. Fréd. Masson l'avait retracée[4]. M. Robert Hénard l'a reprise ici

1. *Rome et la Renaissance de l'antiquité à la fin du XVIIIe siècle*, p. 193, n° 1.
2. R. Schneider, L'art de Canova et la France impériale, *Revue des Études napoléoniennes*, janv. 1912, p. 36.
3. *Revue bleue*, 3-17 juin 1911, p. 691 et 759.
4. *Écho de Paris*, 8 et 30 déc. 1910.

même[1]. La statue de Chaudet fut hissée en 1810, quelques mois après la mort de l'artiste, et abattue en 1814 au retour de Louis XVIII. En 1833, Louis-Philippe qui préludait à ses coquetteries avec le parti bonapartiste fit sur la colonne placer une statue de Serre qui fut en 1863 remplacée par celle de Dumont, plus conforme au style. Cette statue de Serre a récemment trouvé un asile à l'hôtel des Invalides[2].

La gravure en médailles a inspiré la monographie de M. H. Nocq consacrée à *Benjamin Duvivier*[3] et le livre de M. Babelon sur les *Médailles historiques du règne de Napoléon le grand, Empereur et roi*, dont il a été déjà parlé dans cette revue[4].

Les peintres ont été plus favorisés. On s'aperçoit qu'à côté de productions d'école froides et monotones il apparut sous l'Empire des œuvres admirables. M. Bénédite a montré dans la *Peinture au XIXe siècle*[5] comment l'école de David avait été préparée par le XVIIIe siècle et quel avait été son rôle dans la formation de l'école contemporaine.

Maintenant que les chefs de file sont mieux connus, on commence à voir sortir de l'ombre des personnages plus obscurs. M. Defrance, dans son livre sur *Gabriel Bouquier*[6], nous raconte la vie de ce peintre des ruines qui devint un Evariste Gamelin et finit paisible campagnard; M. Oulmont donne un catalogue des œuvres de *Heinsius*[7] où l'on trouve des contemporains de l'empire, le colonel de Senilhac, Mme Rachel Lazare, etc. M. le baron Portalis, après nous avoir narré les débuts de *Danloux*[8] nous le montre en exil, puis nous dit quelles difficultés l'attendirent à son retour en France, comment du Salon de l'an X on expulsa son portrait de l'évêque de Léon, peint en Angleterre, et comment Danloux,

1. Rob. Hénard, Les trois statues de la colonne, *Revue des Études napoléoniennes*, mars 1912.

2. Vacquier, Une statue de Napoléon aux Invalides. *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie du VIIe arrondissement de Paris*, n° 10, nov. 1911. Cf. la *Revue des Études napoléoniennes*, mars 1912, p. 316.

3. H. Nocq, *Les Duvivier*, Jean Duvivier, 1687-1761, Benjamin Duvivier 1730-1819. Essai d'un catalogue de leurs œuvres précédé d'une notice biographique et bibliographique, illustré de figures dans le texte et de 17 planches hors texte en héliotypie de Léon Marotte, Mâcon, Protat frères; Paris, Société de propagation des livres d'art, 1911, in-8°, 324 p. Cf. H. Nocq, les Duvivier, *Gazette numismatique française*, 1910, t. XIV, 1re livr., p. 305-307.

4. *Revue des Études napoléoniennes*, nov. 1912, p. 454.

5. L. Bénédite, *La Peinture au XIXe siècle*, Paris, Flammarion, 1910, in-4°, 372 p., 400 illustrations et 13 pl. en couleurs.

6. E. Defrance, *La Conversion d'un sans-culotte*, Gabriel Bouquier, peintre, poète et conventionnel, 1739-1810, Paris, Mercier, 1913, in-16, 288 p.

7. Ch. Oulmont, *J.-E. Heinsius*, 1740-1812, peintre de Mesdames de France, Paris, Hachette, in-4°, 132 p., 87 pl.

8. Baron Portalis, *H.-P. Danloux et son journal durant l'émigration*, 1754-1805, Paris, Rahir, 1910, in-f°., 493 p. Cf. Rodrigues, Danloux et son journal pendant l'émigration, *Gazette des Beaux-Arts*, mars 1911, p. 224 à 232, et Maurice Dumoulin, Les émigrés français de Londres et le peintre Danloux, *Le Temps*, 23 janv. 1911.

toujours fidèle aux Bourbons, emprunta après tant d'autres des anecdotes à la vie du populaire Henri IV. Émigrée comme Danloux, mais plus connue par ses succès de jolie femme, d'amie de la Reine et de peintre à la mode, Mme Vigée-Lebrun revint en France après un long séjour en Russie, en Autriche et en Italie. Ses amis la fêtèrent, mais la cour impériale lui garda rancune de sa fidélité aux émigrés et de son amitié pour Mme de Staël[1]. Nous avons nous-même indiqué à la fin de notre *Greuze*[2] les rapports du vieux peintre et de la famille Bonaparte. Mais Greuze était démodé; cependant de lui autant que de Fragonard relève l'art de *Marguerite Gérard*, dont Mme Jeanne Doin étudie les œuvres[3] ou du spirituel *Boilly*[4]. M. P. Marmottan énumère les commandes que cet aimable homme reçut de la famille impériale; Boilly traite tous les motifs en sujets de genre : il représente le couple impérial en bateau sur l'étang de Fontainebleau et l'on songe à toutes les « barques du bonheur »; il assemble le public devant le tableau du sacre; c'est la menue monnaie de la gloire impériale.

Bien supérieur à ces petits maîtres est *Prudhon*. M. Anatole France a écrit sur lui un agréable article[5]. Le nom de Mlle *Constance Mayer* est inséparable de celui de son maître et ami; Mme Jeanne Doin a étudié sa production dans la *Revue de l'art ancien et moderne*[6].

Nul plus que David ne semble personnifier l'art napoléonien. Nous avons, dans notre volume sur *Rome et la Renaissance de l'antiquité* essayé d'expliquer les origines de son talent; M. de Lanzac de Laborie a dit ses rapports avec Napoléon[7] et la récente exposition consacrée à ses œuvres et à celles de son école a été l'occasion d'un grand nombre d'articles[8].

1. P. de Nolhac, *Mme Vigée-Lebrun, 1756-1842*, Paris, Mauzi, Joyant et Cie, 1912, in-8°, 280 p. avec 28 pl. Il a paru du même ouvrage tiré à petit nombre une édition in-f°. Cf. A. Tuetey, L'émigration de Mme Vigée-Lebrun. *Bulletin de la Société de l'art français*, 1911, p. 169-182, et H. Roujon, Mme Vigée-Lebrun, *Revue Hebdomadaire*, 28 déc. 1912, p. 435-457.

2. L. Hautecœur, *Greuze*, Paris, Alcan, 1913, in-8°.

3. J. Doin, Marguerite Gérard, *Gazette des Beaux-Arts*, déc. 1912.

4. P. Marmottan, *Le peintre Louis Boilly, 1761-1845*, Paris, Gatean, 1913, in-8°, 258 p., 72 pl. Si M. P. Marmottan tire une autre édition de ce très intéressant volume, il nous permettra de lui signaler un peu de désordre dans l'index des noms propres, en particulier à la lettre M.

5. *Illustration*, numéro de Noël 1911.

6. J. Doin, Constance Mayer, *Revue de l'art ancien et moderne*, 1911, janv. et fév.

7. *Revue des Études napoléoniennes*, janv. 1913 et dans le t. VIII de *Paris sous Napoléon*.

8. Par exemple les articles de M. Benoit, Louis David et la Révolution de la peinture, *Revue de Paris*, 1er mai 1913; Ch. Saunier, David et son école. *Gazette des Beaux-Arts*, mai 1913. On trouvera la liste des autres articles dans le répertoire d'art et d'archéologie que publie avec tant de soin la *Bibliothèque d'art et d'archéologie* due à M. Doucet. Signalons sur *Gérard* un article plus ancien de M. R. Bouyer, A propos du portrait de Mme Récamier par Gérard au Petit-Palais. *Revue de l'art ancien et moderne*, nov. 1912, p. 427-438.

Ingres dut beaucoup à David. M. P. du Colombier, dans un article intéressant sur *David ou le faux antique*[1], écrit même que ce fut David qui « conduisit un grand nombre de nos peintres à imiter les primitifs ». Sans doute David aima le Pérugin, fra Angelico, mais n'est-ce pas surtout au cercle allemand de Rome où survivaient les théories de Carstens et Fernow que Ingres dut ces idées? Durant tout l'empire en effet Ingres vécut à Rome. M. Lapauze[2] a raconté les circonstances de son séjour et indiqué les travaux qu'il y exécuta; nous avons essayé de compléter son chapitre par la publication de documents nouveaux[3]. Ingres peintre d'histoire ne cessa jamais d'ailleurs d'observer et d'aimer le modèle vivant; l'exposition organisée à la galerie Georges Petit[4] a prouvé quel peintre sensuel de la femme fut M. Ingres.

Auprès de ces grands artistes, d'autres vécurent plus modestes dont les œuvres survivront comme documents d'une époque : tels le général Lejeune ou Bagetti, peintres de victoires[5].

Il n'est pas moins intéressant de suivre les transformations de l'art dans les œuvres plus connues des miniaturistes. L'exposition de la Bibliothèque Nationale avait été pour le regretté H. Bouchot l'occasion d'un intéressant volume sur la *Miniature française de 1750 à 1825*[6]. Il avait là remis en lumière la figure de Hall, Isabey, Augustin, etc. M. Schidlof[7] a repris le sujet, mais a plutôt donné une liste d'artistes, tenté un dictionnaire sommaire de miniaturistes qu'étudié leurs œuvres. Peu ou pas de références, un ordre assez arbitraire. Les articles de M. P.-A. Lemoisne, soit dans les *Arts*, soit dans le volume publié à l'occasion de l'exposition de Bruxelles en 1912, sont une parfaite mise au point des travaux antérieurs[8].

1. *Revue critique des idées et des livres*, 10 mai 1913.

2. H. Lapauze, *Ingres, sa vie et son œuvre, 1780-1867*, Paris, G. Petit, 1911, in-4°. M. Lapauze avait publié divers articles sur Ingres qu'il reprit dans ce livre. Par exemple, le roman d'amour de M. Ingres dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er et 15 mai 1910. Cf. R. Bouger, Ingres amoureux et passionné, *Revue bleue*, 25 fév. 1911.

3. L. Hautecœur, Ingres et les artistes français à la Trinité des Monts, *Revue des Études napoléoniennes*, mars 1913, p. 268.

4. Cf. les articles sur l'exposition Ingres énumérés dans le *Répertoire d'art et d'archéologie*, 1911, 2e trimestre. M. Anquetin publie actuellement (juillet 1913) dans *Comœdia* une série d'articles où il accuse Ingres d'avoir ignoré le dessin, l'anatomie, l'art de la composition et le qualifie de gloire surfaite. Il s'en était pris auparavant à David. Malgré leur injustice, ces pamphlets contiennent parfois des remarques exactes; mais quel bon auteur n'a pas commis quelques fautes d'orthographe?

5. J. Ajalbert, *Bagetti, peintre de victoires*, Paris, 1912. Cf. *Revue des Études napoléoniennes*, janv. 1913, p. 156.

6. Paris, 1907, in-4. Sur Pierre-Noël Violet, Cf. l'article de F.-L. Bruel, *Gazette des Beaux-Arts* juil. 1911.

7. Schidlof, *Die Bildnisminiatur in Frankreich in XVII, XVIII, XIX Jahrh., als anhang allgemeines Lexicon der miniaturisten aller Länder*. Wien und Leipzig, 1911.

8. P. A. Lemoisne, Les miniaturistes français à l'exposition de Bruxelles, *Les Arts*, sept. 1912. — *L'Exposition de la miniature à Bruxelles en 1912*, ouvrage publié

Tous ces artistes ont été représentés à l'exposition centennale de Pétersbourg en 1912. Nous avons signalé dans cette *Revue*[1] les œuvres qui intéressent l'histoire des deux Empires. Plusieurs articles ont été écrits sur ces tableaux[2].

L'intérêt de cette exposition venait aussi des toiles exécutées en Russie par des Français. Quiconque étudierait l'art napoléonien ne devrait pas en effet se limiter à la France. Notre hégémonie politique eut pour résultat de favoriser notre suprématie artistique[3]. Très nombreux particulièrement furent les artistes qui travaillèrent en Russie : ce sont des architectes comme Thomas de Thomon[4], des peintres, des graveurs. On trouvera les renseignements nécessaires sur ces artistes en Russie dans un numéro spécial des *Starye Gody*[5] et l'on se convaincra de l'influence de notre art en lisant certains articles de la même *Revue*[6] de l'histoire de l'art de M. Igor Grabar[7].

Les matériaux fournis à l'historien de l'art sont donc déjà assez abondants. Les monographies et les recueils de planches se multiplient; les uns et les autres permettront de juger avec une connaissance plus exacte l'art de l'époque impériale, de détruire les préjugés qui préviennent contre lui et d'estimer dans ses œuvres la majesté des formes et l'habileté de l'exécution.

Louis Hautecœur.

sous la direction des comités de l'exposition avec la collaboration de MM. le baron H. Kervyn de Lehenhove, comte H. de Bousies, D. G. C. Williamson, P. André Lemoisne, P. Lambale et D. K. Purgold, Bruxelles, Van Oest, 1913, in-fol.

1. *Revue des Études napoléoniennes*, sept. 1912. L. Hautecœur, *L'Histoire napoléonienne à l'exposition centennale de l'art français à Saint-Pétersbourg.*

2. F. Monod, L'exposition centennale d'art français à Saint-Péterbourg, *Gazette des Beaux-Arts*, mars et avril 1912. L. Reau, *Revue contemporaine*, 20 avril 1912. L. Hautecœur, L'exposition centennale de Saint-Pétersbourg, *Les Arts*, sept. 1912.

3. L'exposition de portraits italiens à Florence présentait un assez grand nombre d'œuvres françaises. Cf. G. Soulier, *Gazette des Beaux-Arts*, juil. 1911.

4. L. Hautecœur, *L'architecture classique à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIIIe siècle*, Paris, Champion, 1912 in-8°. On trouvera à la fin du volume une bibliographie sur les architectes français en Russie.

5. *Starye Gody*, juil.-sept. 1912.

6. *Starye Gody*, juil.-sept. 1910, livraison consacrée aux châteaux russes.

7. Igor Grabar, *Istoria rousskago Iskousstva*, Moscou, Knebel, in-4°, en cours de publication.

NOTES ET NOUVELLES

Un faux portrait de Bonaparte.

— La *Revue des Études Napoléoniennes*, dans son numéro de mai 1913, annonçait (p. 465) que l'on venait de retrouver dans les réserves historiques de Versailles, le plus ancien portrait de Bonaparte dessiné par Pontornini, portrait qui serait désormais exposé à la Malmaison.

M. Paul Dupuy vient, dans la *Revue de l'art ancien et moderne*[1], de consacrer à ce portrait une remarquable étude. Par une analyse très serrée, très pénétrante et fort convaincante, il en démontre le caractère apocryphe.

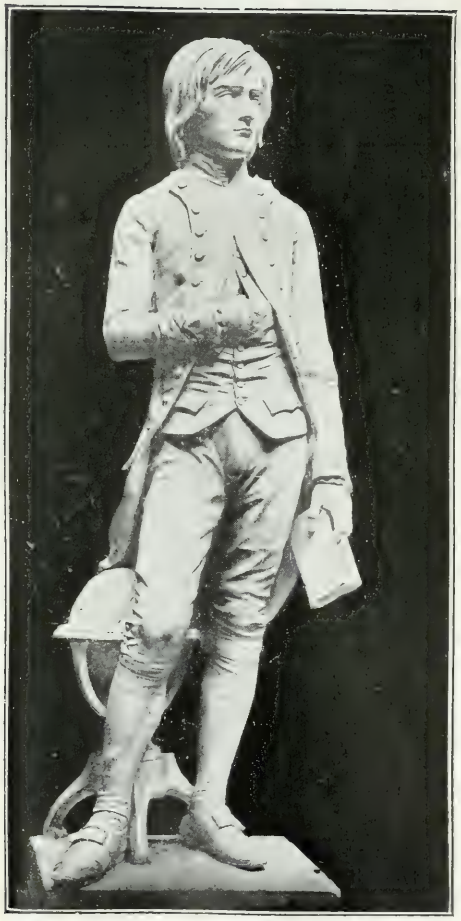
M. Paul Dupuy examine, tout d'abord, l'origine du dessin. Il fut donné au musée des Souverains par Prosper de Baudicour en 1853, c'est-à-dire en un moment où l'on recherchait avec avidité les reliques napoléoniennes et où la tentation était grande pour les faussaires d'en créer de toutes pièces. La bonne foi de P. de Baudicour, iconographe célèbre, est hors de doute, mais, lui-même, ne pouvait fournir d'explications précises sur la façon dont ce dessin était venu en sa possession; il semble, tout le premier, n'avoir pas eu une confiance absolue dans son anthenticité et, à leur tour, les conservateurs des musées impériaux ne l'accueillirent ni sans défiance ni sans résistance.

Le dessin est accompagné d'une dédicace et d'une signature : « Mio caro amico Buonaparte. — Pontornini del 1785. — Tournone. » Or le nom de Pontornini ne se retrouve dans aucun autre document.

En 1785, Bonaparte habita dix mois à Paris, comme cadet gentilhomme de l'école militaire, puis deux mois à Valence en qualité de lieutenant en second au régiment d'artillerie de la Fère.

1. Un faux portrait de Napoléon à la Malmaison, *Revue de l'art ancien et moderne*, 10 février et 10 mars 1914.

Portrait de Bonaparte, signé « Pontornini ».
La Malmaison.



ROCHET. — *Bonaparte à Brienne.*
Plâtre. — La Malmaison.

EUGÈNE GUILLAUME. — *Buste de Bonaparte à seize ans.*
Paris. — Musée de l'Armée.

M. Dupuy, par une discussion très curieuse, démontre que, ni à Paris, ni à Valence, Bonaparte ne put porter la coiffure et le costume qui lui sont attribués sur le dessin Pontornini.

Au contraire, cette coiffure et ce costume s'accordent avec la tenue de Bonaparte, en 1796, comme général en chef de l'armée d'Italie. Analysant la série des profils de Bonaparte édités, à ce moment, dans toute l'Europe occidentale, M. Dupuy établit qu'ils s'apparentent entre eux comme s'ils dérivaient d'un prototype unique et que ce prototype est aussi celui du dessin Pontornini qui, en dernière analyse, ne peut être qu'un faux.

L'intérêt du travail de M. Dupuy n'est pas seulement d'écarter de l'iconographie napoléonienne un document apocryphe. Sur la foi du dessin Pontornini, des artistes ont attribué à Bonaparte, avant la Révolution, une physionomie attachante, sans doute, mais de pure fantaisie, Ainsi a procédé Rochet dans son fameux *Bonaparte à Brienne*. En réalité, à cette époque Bonaparte n'était pas « le Corse aux cheveux plats », il portait ses cheveux roulés sur les oreilles en cadenettes et la physionomie que lui a attribuée Guillaume dans le buste en marbre du musée de l'armée, reste la seule qui ait quelque vraisemblance historique.

LÉON ROSENTHAL.

RELIQUES NAPOLÉONIENNES A L'EXPOSITION DE LYON.

L'Exposition du Mobilier national à Lyon qui, déjà, rappellera tant de souvenirs de la grande époque, vient de s'enrichir de plusieurs objets ayant appartenu personnellement à l'Empereur.

Le général Niox, organisateur et directeur du Musée de l'Armée, avec une bonne grâce dont on ne saurait trop le remercier, a bien voulu sur la demande de M. Herriot, et avec l'assentiment du ministre de la Guerre, se séparer, pendant quelques mois, de ces précieuses reliques. Ce sont :

Le glaive du Premier Consul; la lame est d'acier damasquiné d'or dans le haut, ornée dans sa partie supérieure d'une poignée en argent ciselé du style le plus pur. Le fourreau est composé de plaques d'écaille brune, ajustées dans des encadrements d'argent. A la partie supérieure et vers la pointe, des ornements ciselés sur le métal en constituent la partie décorative.

Un chapeau porté par Napoléon Ier pendant son séjour à Sainte-Hélène. Brûlé par le soleil et la poussière, il est orné encore de la cocarde pâlie aux trois couleurs, cet emblème qui — comme s'est écrié Lamartine — a fait le tour du monde.

Un grand cordon de la Légion d'honneur avec sa croix que l'Empereur portait à Sainte-Hélène.

Une paire de pistolets garnis d'argent et ornés d'incrustations d'or.

Ce sont ceux que, dans son testament, l'Empereur appelle ses pistolets de Versailles, ceux que le général Bertrand devait remettre au roi de Rome lorsqu'il aurait seize ans.

Le général Niox a tenu à confier lui-même ces objets à M. Allard du Chollet, le distingué collectionneur, membre de la commission d'organisation, qui a pris toutes les mesures de sécurité nécessaires pour leur transport à Lyon. Ils seront exposés sous vitrine dans la chambre à coucher de l'Empereur reconstituée avec tant de soin par le mobilier national, et compléteront ainsi, de la plus vivante manière, la présentation de cette pièce et de cet ensemble unique, fait des plus beaux souvenirs et des plus précieuses créations de l'art français.

(Comœdia, 2 mai 1914.)

Une Exposition des Papiers peints du Consulat et de l'Empire a la Malmaison.

— Après avoir exposé les *Étoffes d'ameublement de l'époque napoléonienne*, M. Jean Ajalbert a installé à la Malmaison, le 18 mai dernier, grâce au concours de M. Charles Follot, président de la Chambre syndicale des fabricants de papiers peints, une exposition des *Papiers peints du Consulat et de l'Empire* : elle comprend notamment une série de documents et spécimens de l'époque; — le panneau du décor de *Psyché* relatif aux bijoux; — le décor complet en impression ancienne des *Campagnes d'Italie* en trente lés.

Nous publierons dans notre prochain numéro une étude de cette importante exposition.

A propos du retour de l'île d'Elbe et du débarquement de l'empereur au golfe Jouan.

— Un Cannois à toute épreuve, légèrement échauffé, déclare « qu'un homme vaut un homme » et qu'il part arrêter Napoléon.

Cinq minutes se passent, la sentinelle de Cannes voit venir un individu...

« Qui vive? — Sion ion — Qui ion? — Sion Varardi! m'en retourni! »

Depuis ce temps-là on dit ici quand un individu se vante et... renâcle :

A la Varardi!

Autre histoire : les gentilshommes royalistes de Grasse, à la nouvelle, se concertèrent, s'armèrent et poursuivirent « l'usurpateur », mais partirent *huit jours après!* Ils demandèrent ensuite à Louis XVIII des faveurs

pour une conduite si héroïque, non pas de Grenoble, mais plutôt *vers Grenoble*, où s'était dirigé Napoléon, tandis que le préfet faisait garder étroitement l'Estérel et la route de Marseille!

Notes de lectures.

— Lire dans *Cuba contemporanea*, mars 1914 (t. IV, n° 3), un article de M. Emilio Bacardi Moreau intitulé : *El Dr Francisco Antommarchi, sus Dias en Cuba.*

— T. G. Djuvara, *Cent Projets de partage de la Turquie;* préface de Louis Renault. Paris, Alcan, 1914, in-8°, x-648 p. — En vérité, on n'arrive à ce gros chiffre qu'en comptant des projets qui sont presque sans intérêt ou qui ne se rapportent pas au partage de la Turquie, par exemple au début, des projets de croisade, très abondants notamment sous Philippe le Bel, avec Charles de Valois, Pierre du Bois, Guillaume de Nogaret, les uns et les autres ambitieux, jusqu'à Charles VIII encore, de restaurer l'Empire d'Orient. [Est-il donc si étonnant que Napoléon maître de l'Europe ait pu aussi y songer?] — Les Turcs maîtres de Constantinople, on continua en Europe à rêver de les en chasser, mais longtemps encore sans espérance d'un partage : il fallait tuer l'ours avant de vendre sa peau; d'où les projets d'expédition contre la Turquie, de Philippe le Bon duc de Bourgogne, de Charles VIII, Léon X, François Ier, Erasme, Guillaume de Grandchamp, Pie V au moment de la bataille de Lépante, Clément VIII, Sully. — Avec le projet de Leibniz sur la conquête de l'Égypte par Louis XIV, nous entrons vraiment dans la question du partage, la retraite des Turcs paraissant désormais commencée : alors interviennent Pierre le Grand, l'abbé de Saint-Pierre, Albéroni, le marquis d'Argenson, Catherine II d'accord avec Joseph II, le ministre prussien baron de Herzberg, Talleyrand en 1805, Napoléon et Alexandre Ier en 1808 : — mais il ne faudrait pas prendre au pied de la lettre toute la négociation, surtout dilatoire, de Caulaincourt avec Roumiantzoff —; le projet d'Hauterive, au sujet duquel il ne faut pas oublier que d'Hauterive était opposé à toute idée de partage. Voir ma *Politique Orientale de Napoléon*, p. 377 et suiv. — Enfin la décadence des Turcs étant irrémédiable, nous avons le projet Polignac, la conversation fameuse de Nicolas Ier avec Sir Hamilton Seymour, un curieux projet de Garibaldi, jusqu'à un certain projet de 1912 sur un partage même de Constantinople en quartiers à concessions pour toutes les puissances européennes, sauf l'Italie, comme à Chang-haï. — D'ailleurs nous sommes arrivés au temps des partages, et non plus seulement des

projets : d'où les traités de Paris et de Berlin, les traités d'alliance balkanique de 1911 et 1912, les traités de Londres et de Bucharest de 1913, M. Djuvara publiant à cette occasion une série de documents qu'il est utile d'avoir aussi sous la main. E. D.

— Ed. Fueter, *Histoire de l'historiographie moderne* (traduit de l'allemand par Émile Jeanmaire, avec notes et additions de l'auteur); Paris, Félix Alcan, 1914, grand in-8°, VII-785 p. — Quoiqu'il ne se rapporte pas particulièrement à nos études, nous recommandons très vivement ce beau livre, qui est un magistral coup d'œil sur le mouvement historique depuis le XVIe siècle, ou, selon l'expression de l'auteur, sur l'historiographie européenne depuis l'humanisme. Il y est traité surtout, ou presque exclusivement, des initiateurs, des penseurs originaux, beaucoup moins des disciples, des « épigones »; et ainsi nous n'avons pas là un lexique des historiens, mais une étude philosophique des directions historiographiques, une analyse des ouvrages qui ont marqué dans l'évolution de la conception historiographique.

Un premier livre est donc consacré à l'historiographie humaniste en Italie, c'est-à-dire notamment à Pétrarque, Boccace, aux annalistes, et à l'historiographie politique de Machiavel et de Guichardin. De là on suit l'expansion de l'historiographie humaniste à travers l'Europe et l'histoire politique nationale : en France, Commines, du Bellay, Retz, Saint-Simon; les annalistes humanistes en Angleterre (Camden), en Écosse (Bœthius, Buchanan), l'historiographie politique de Clarendon; l'historiographie impériale allemande, les publicistes impériaux, comme Puffendorf; l'histoire nationale et les historiens des villes en Suisse; l'histoire nationale et l'histoire des royaumes en Espagne. — Puis, après avoir étudié l'historiographie indépendante de l'humanisme jusqu'au « siècle des lumières », et surtout l'historiographie ecclésiastique, depuis Foxe et Knox jusqu'à l'historiographie des Jésuites et Bossuet, on arrive à l'historiographie du rationalisme, à l'école de Voltaire et de Hume, à Montesquieu, Heeren, Winckelmann, Moser, Schiller, Muller, Herder; — à l'historiographie du romantisme et du libéralisme en réaction contre le rationalisme, sous l'influence de la Révolution et des écoles romantiques, de Chateaubriand et de Mme de Staël, avec l'interprétation spiritualiste de l'histoire par Hegel; la narration romantique et l'école lyrique subjective, Barante, Thierry, Michelet, Carlyle, Froude; la combinaison de vues romantiques avec la méthode antique et l'historiographie érudite, chez Niebuhr, Ottfried Muller, Ranke et ses disciples, Waïtz, Giesebrecht, Freeman, parmi quelques libéraux continuateurs de l'école voltairienne : Guizot, Thiers, Macaulay, Grote, Gervinus. — Enfin cette analyse s'achève par la réaction réaliste contre

l'historiographie romantique, sous l'influence du mouvement social, avec l'école nationale et libérale de l'Allemagne, Sybel, Dahlmann, Hausser, Treitschke; la combinaison de l'historiographie politique réaliste avec l'épigraphie (Mommsen); la transformation de l'histoire constitutionnelle en France, sous l'influence du mouvement social, avec Tocqueville et Fustel de Coulanges; l'histoire non politique de la civilisation en Allemagne, avec Riehl, Freytag, Janssen; l'historiographie sous l'influence des théories des sciences naturelles, Taine, Brunetière, Sorel; l'histoire enfin, source de jouissances artistiques, Renan, Burckhardt. — Et M. Fueter conclut en notant, depuis 1870, la déroute du vieux libéralisme, l'inclination à expliquer les faits politiques et même religieux par des causes économiques, l'influence de la politique d'expansion universelle, la fin du point de vue européocentriste et ainsi le retour à la conception de l'histoire mondiale du rationalisme.

Il y a dans cette large revue de l'historiographie moderne quelques très nettes définitions du tempérament des grands historiens, et, pour en prendre des exemples à la période qui nous intéresse, voici quelques lignes sur Michelet : « Son *Histoire de la Révolution française* est moins un livre d'histoire qu'une épopée nationale. Elle est partiale, unilatérale. Les sources sont utilisées sans aucune critique. Mais l'esprit de l'époque de la Révolution est rendu avec une puissance qui n'a pas sa pareille en historiographie. » De Thiers on nous dit très finement : « Sa vue si nette des objets rapprochés est, comme d'habitude, compensée par le manque d'étendue des vues lointaines... L'enchaînement extérieur des événements ressort nettement, la connexion profonde des causes n'est pas mise en évidence. Rarement des caractéristiques d'ensemble. On ne nous dit pas l'importance qu'a eue pour la France et pour l'Europe la domination napoléonienne. Thiers nous raconte comment Napoléon mettait ses ressources en action; il ne nous dit pas comment elles s'étaient constituées. Aussi la chute du système arrive-t-elle sans préparation aucune. Thiers se contente de la motiver par une considération de psychologie individuelle, qui est que depuis l'expédition d'Espagne, l'Empereur ne peut plus être considéré comme une personne normale. »

Sur tous les points nous avons là une foule d'aperçus aussi originaux, inspirés par une réflexion purement objective, une revue de l'historiographie moderne singulièrement précieuse, et, bien que l'auteur s'en défende, des leçons qui s'imposent par les observations d'une critique qui ne vient que du souci de définir la constitution de la science historique et les lois qui lui sont nécessaires. ÉDOUARD DRIAULT.

— Dr Luigi RATTI. *Il ministro Prina, cento anni dopo la sua morte*, su documenti e particolari inediti (dix reproductions photographiques) : Milano, 1914, in-4°, 73 pages.

A l'occasion du centenaire de la mort tragique du ministre du premier royaume d'Italie, Joseph Prina, survenue comme l'on sait le 20 avril 1814 (le jour de la révolution de Milan qui s'opérait en faveur des Autrichiens), le Dr Louis Ratti vient de consacrer à ce célèbre ministre une intéressante brochure.

C'est, avec le récit résumé des événements, la mise au jour de quelques documents nouveaux tirés de la riche collection napoléonienne de l'auteur.

Avec M. le professeur Silvio Pellini de Modène et avec maint autre érudit et patriote italien, M. Louis Ratti a voué à la mémoire de Prina un culte justifié. Prina fut une des intelligences, une des têtes du premier royaume d'Italie. Il prit une part importante au congrès cisalpin tenu à Lyon en 1802, qui organisa la République italienne sous la présidence du Premier Consul. C'est lui qui fit voter d'acclamation la nomination de Bonaparte dans la dernière séance. C'est lui qui réorganisa les finances de la République, puis du Royaume, et en établit les budgets imprimés à l'imprimerie royale et qui sont des documents de premier ordre pour la science financière consommée qui s'y rencontre.

Leur collection in-4° est assez difficile à réunir complète. Tous ces budgets sont précédés d'une dédicace au roi d'Italie.

Napoléon appréciait comme de juste beaucoup Prina qu'il fit comte, ministre et grand dignitaire de la Couronne de Fer. Prina, malgré les trente millions que l'Italie payait annuellement à la France à cette époque, fut à la hauteur de sa tâche en évitant le déficit et en faisant rentrer les impôts. Il amassa des haines qui se donnèrent carrière en 1814 lorsque Milan non défendu par Pino, les premiers jours du soulèvement d'avril, fut livré à de barbares émeutiers un instant maîtres de la ville. C'est alors que ces émeutiers soudoyés par le parti autrichien, n'ayant pu trouver le duc Melzi qu'ils cherchaient, cernèrent la maison de Prina et le massacrèrent lâchement.

P. Marmottan.

Le Gérant : R. Lisbonne.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.

1814-1815
1914-1915

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard avec lequel paraît notre numéro de Septembre-Octobre et de la forme réduite que nous sommes obligés de lui donner; nous n'avons pas besoin de leur en dire les raisons; nous ajoutons seulement que nous espérons pouvoir reprendre dès janvier la publication de la *Revue des Études Napoléoniennes* dans les conditions normales.

Parmi les épisodes multiples et variés nés de la crise actuelle, il en est un qui n'a pas manqué de frapper les Napoléonisants, c'est le rapprochement que d'aucuns ont osé faire, sous prétexte de Centenaire, entre les événements et les personnages des années 1814 et 1914, et, disons-le, malgré la répugnance que nous y avons, entre Napoléon Ier et Guillaume II; nous soutiendrions mieux, à certains égards, la comparaison entre Guillaume II et Napoléon III, et encore, malgré des rapprochements frappants, il y resterait d'importantes réserves à faire, et toutes au profit du vaincu de Sedan : mais n'anticipons pas.

Le fait est que Guillaume II a invité solennellement ses armées, en les lançant à la conquête du monde, à construire avec lui « un nouvel empire romain, le plus grand qu'ait vu

l'histoire », — et d'abord observons que Napoléon ne parlait pas de ce ton, surtout avant de vaincre. — M. Asquith, expliquant à ses concitoyens la gravité de l'heure présente, argumentait récemment devant eux sur le péril d'un nouveau napoléonisme. Sans doute le Premier anglais a voulu frapper l'imagination de ses auditeurs, et il est un Napoléonisant trop éclairé pour rapprocher vraiment les deux personnages et les deux situations.

Et nous voilà donc obligés, quoi qu'il nous en coûte, d'y regarder de plus près, de nous engager dans une comparaison qui nous paraît pourtant une sorte de sacrilège historique. Que nos lecteurs nous pardonnent; nous y allons malgré nous; nous nous en faisons un devoir pénible; il nous faut empêcher qu'on fasse plus longtemps à Napoléon l'injure de lui comparer l'actuel empereur allemand; il nous faut dégager sa gloire de ces brouillards germaniques. Nous n'y procéderons pas par des affirmations comme celles des « intellectuels » allemands qui semblent s'ingénier à contredire tous les faits les mieux établis, ceux qui crèvent les yeux; nous ne rappellerons que des faits positifs.

Napoléon est le vainqueur de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, les Pyramides, le Mont-Thabor, Marengo, Ulm, Austerlitz, Iéna, Friedland, Eckmühl, Wagram, la Moskova, Lutzen, Bautzen, Dresde, Champaubert, Montmirail, Reims, Ligny, et il faut faire effort, tant il fut grand dans la chute même, pour ne pas compter Leipzig et Waterloo parmi ses victoires.

Vingt ans il fit la guerre et se couvrit d'une gloire unique; il parcourut l'Italie et l'Égypte, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie; il occupa à plusieurs reprises Vienne et Berlin; il eut Madrid, il eut Rome, il eut Moscou. Il fut le génie de la guerre, le génie présent, présent au pont d'Arcole, présent à Austerlitz, présent à Iéna, présent à Wagram, à Montmirail,

à Waterloo; sa silhouette au petit chapeau, à la longue redingote grise, est restée et restera parmi les siècles la silhouette légendaire du conquérant, du maître de la guerre. Car il avait donné à la guerre une si belle allure, il en avait fait sortir de telles vertus, de si merveilleux exploits, de si magnifiques héroïsmes, qu'elle était devenue par lui la suprême manifestation de la gloire, qu'il semblait désormais que toute autre gloire était pâle en comparaison.

Il serait peut-être cruel de suivre à ce point de vue l'autre terme du parallèle. Essayons pourtant, et esquissons de quelques traits la carrière du Kaiser. Au début de son règne, il envoya son frère, le prince Henri, planter sur la côte chinoise son écu aux armes impériales; il fonda Tsing-Tao, il annonça l'intention de jeter un pont allemand sur le Pacifique; car, faute d'autres exploits, l'empereur allemand est abondant en manifestations oratoires : Napoléon ne parlait pas autant. Puis il fit le voyage du Levant; ce fut sa campagne d'Égypte peut-être, mais sans les Pyramides, sans Jaffa, sans Aboukir : c'est alors qu'il mit sa main impériale dans celle du « Sultan Rouge », encore dégouttante du sang de 2 ou 300 000 Arméniens massacrés de sang-froid. Les Boërs en armes contre l'Angleterre, il leur envoya une vigoureuse dépêche d'encouragement, puis il donna à l'état-major anglais des plans de campagne pour les écraser. Il alla à Tanger, n'y débarqua point, car il n'aime pas se risquer; il y proclama qu'il garantissait l'indépendance et l'intégrité territoriale du Maroc; six ans après, il reconnut le protectorat de la France au Maroc.

En vérité, faut-il continuer? La guerre venue, la grande guerre, la guerre voulue, préparée depuis des années, la guerre où se résumera, où s'exprimera son règne, où est l'Empereur allemand? Est-il dans les batailles? Dresse-t-il quelque part sa silhouette orgueilleuse sur un champ de vic-

toire? — Il vient devant Nancy; Nancy ne tombe pas. Il se risque parmi ses armées vers les Flandres, se sauve poursuivi par un avion; il passe, inquiet plus que redoutable, dans un train caché sous les couleurs de la Croix-Rouge. On ne peut pas se le représenter dans les combats, mais sur les derrières, puissamment escorté, une sorte de tyran de la guerre, effrayé d'en être victime.

Vilaine guerre déchaînée, enseignée par lui, une guerre sans honneur, une guerre d'espionnage, de violences sur les innocents, de pillages et d'incendies sur les usines et les monuments, une guerre de brigandage : il a avili la guerre, qui était belle et noble encore sous son grand-père, et que Napoléon avait quasi divinisée; évitons les grands mots : mais qui donc songerait à appeler Guillaume II le dieu de la guerre? A cinquante-cinq ans, Guillaume II pousse des millions de soldats à des massacres sans gloire; à cet âge-là Napoléon était mort soûl de gloire, et, sur son rocher de Sainte-Hélène, prophète des temps nouveaux.

Car c'est là surtout qu'éclate le contraste où grandit l'un à la taille des demi-dieux de l'histoire, où s'efface l'autre parmi les pâles représentants des fins d'Empire, les avortons de gloire qui n'ont plus qu'un reflet, même immérité, de la gloire de leurs ancêtres.

Napoléon fut le Fondateur. Tout rempli de l'invincible puissance des énergies révolutionnaires, il édifia l'Europe nouvelle. Laissons son œuvre en France, la force de son organisation administrative où il encadra la nation dans des formes qui lui sont restées; rappelons pourtant le Code Civil où il grava à jamais les maximes de l'égalité, et donc, pour la France et pour le monde, la doctrine définitive de l'émancipation des classes inférieures : qu'il y aurait à dire là-dessus, et sur l'expansion de cet Évangile de la Révolution Française,

sur la prospérité matérielle qui en résulta pour les pays qui en bénéficièrent, l'Italie, tout le pays rhénan, et même une grande partie de l'Allemagne, puisqu'elle eut l'avantage de vivre quelques années sous cette domination féconde!

Car c'est surtout hors de France que nous voulons regarder. Si nous voulions rechercher les bienfaits du gouvernement de Guillaume II en Allemagne, nous trouverions certes de gros vaisseaux de guerre à Kiel, des obusiers de 420 à Essen, mais aussi des « intellectuels » allemands qui sacrifient toute leur raison d'être et leur esprit critique au militarisme prussien : n'insistons pas puisqu'ils s'en font un mérite particulier.

Donc, à considérer spécialement l'action extérieure, c'est bien Napoléon qui a appelé à la vie la nationalité italienne; le fait est capital, et l'Europe en a pris des caractères tout nouveaux. Il ressuscita la Pologne, qui va revivre toute, grâce à lui d'abord. Mais on ne dit pas assez qu'il est le fondateur de l'Allemagne nouvelle aussi ; c'est lui qui en 1803, en y supprimant toutes les principautés ecclésiastiques et presque toutes les villes libres, ramassa la poussière allemande en quelques États moyens, à peu près ceux d'aujourd'hui, si bien que le grand historien anglais Seeley a pu dire que de là était sortie toute la Révolution allemande du XIXe siècle, et que, si l'on étudie à cet égard encore aujourd'hui la carte politique de l'Allemagne, elle porte la trace ineffacée de l'action de l'Empereur, c'est-à-dire de Napoléon, et que peut-être demain elle ressemblera davantage encore à ce qu'il l'avait faite. Il eut des Allemands dans ses armées; ils étaient fiers de se battre sous son commandement : qui donc serait fier de se battre dans les armées de Guillaume II? — Il rencontra Gœthe à Erfurt, et ce fut comme le symbole de l'harmonie du génie politique et du génie littéraire.

Sans doute il fatigua l'Allemagne de son despotisme mili-

taire et financier. Mais c'est la science allemande qui a dressé le plus haut qu'elle a pu le bilan des maux dont les Allemands ont souffert sous la domination napoléonienne. Elle n'a pas dit, et nous devrions dire en France, et nous dirons ici quels durables bienfaits l'Allemagne doit au passage de Napoléon : on n'y voit pas villes brûlées, bibliothèques pillées, cathédrales en ruines; on y voit des routes, des ponts, des champs fertiles, des populations émancipées de la tyrannie des hobereaux. Sans doute la nation allemande, soulevée par les intellectuels de ce temps-là, contribua à vaincre le grand Empereur à Leipzig; il y fallut d'ailleurs quelques basses trahisons, d'un maréchal de France devenu prince de Suède et des Saxons honnis par leur roi. Mais comme ensuite, dès 1814, les rois de l'Allemagne, y compris le roi de Prusse, remirent tous leurs peuples sous le joug et changèrent la guerre de l'indépendance en une guerre de butin, la *befreiungkrieg* en *beutekrieg*, comme disent leurs historiens, Napoléon après Waterloo, dans sa prison de Sainte-Hélène, parut comme le martyr de la liberté, et sa cause et sa souffrance furent comme le symbole de la cause et des misères des peuples encore opprimés pour un temps.

Que dira-t-on de pareil du Kaiser d'aujourd'hui? — Toute sa politique se résume dans la crise actuelle qu'il a préparée en vingt-cinq ans de règne et où il célèbre son jubilé. Or c'est la politique de la violence et de l'oppression. Les origines de cette guerre sont symboliques : il s'agissait d'écraser la nationalité serbe; et pourquoi? Parce qu'elle était gênante, parce qu'elle prétendait vivre. Et de même la Belgique fut ravagée parce qu'elle voulait garder sa liberté. Tout cela a un grand sens historique : Guillaume II a confondu sa cause avec celle de l'Autriche, la plus redoutable et la plus cruelle ennemie de toute nationalité, italienne, roumaine, slave, parce qu'elle n'est pas une nation, et que, dans le siècle

où nous sommes, elle est par là condamnée à mort : il s'est attaché à ce cadavre. Et, pour achever cette grande leçon d'histoire, voici qu'il entraîne enfin au tombeau « l'homme-malade » de Turquie.

Avec le misérable vieillard de Vienne, avec l'être anonyme qui sera le dernier des sultans, il a contre lui les peuples qui veulent vivre indépendants, et qui proclament invinciblement le dogme de leur volonté nationale, aussi respectable que celle de la Prusse ou de l'Autriche. Il a contre lui les peuples de Transylvanie qui tendent vers la Roumanie, les peuples de Pologne qui veulent refaire leur patrie aux gloires antiques, les Danois du Slesvig, les Français d'Alsace-Lorraine, les Italiens du Trentin et de Trieste, les Slaves de Bosnie, les Tchèques de Bohême. Il a contre lui le concours des peuples en aspiration de liberté. Il n'est plus, avec François-Joseph, celui-ci fidèle à la politique de sa maison, que le dernier représentant de la Sainte-Alliance, de la Sainte-Alliance des rois contre les peuples, un haillon historique que les peuples vont achever de déchirer.

Que l'Allemagne nouvelle eût été grande si, fidèle aux origines de sa constitution nationale, elle s'était faite le champion vigoureux, au centre de l'Europe, de toutes les nationalités encore opprimées, si elle était restée pénétrée de l'esprit de Leipzig, si elle n'avait pas commencé par mutiler la France! Elle a préféré confier ses destinées au militarisme prussien, devenir le soldat des Hohenzollern, marquer devant eux le pas de parade, rêver avec eux la conquête du monde et l'écrasement brutal de toute autre organisation politique et économique, de toute autre culture. Au lieu de tendre une main fraternelle aux nations encore asservies, elle s'est vouée au culte de la force, elle a fait contre elle-même leur alliance nécessaire et indissoluble.

Elle est redevenue une puissance d'ancien régime. Ses his-

toriens trop savants lui ont refait une armure gothique, ont ressuscité en elle le Saint-Empire romain germanique, ont cherché dans le passé, dans les temps de Frédéric Barberousse, l'inspiration de leurs ambitions. Le Saint-Empire romain germanique a été écrasé à Austerlitz; sous la forme dernière qu'il a prise avec la Prusse, encore purement militaire, l'esprit de Jemappes et d'Austerlitz lui infligera un désastre suprême; car il est condamné par le déterminisme inéluctable de l'histoire.

Celui qui n'aura été que le Kaiser sombrera dans la honte de son rêve barbare, et la gloire de l'Empereur rayonnera par contraste plus éclatante sur l'Europe des peuples délivrés.

EDOUARD DRIAULT.

A PROPOS
DE LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

L'article de M. Hesselbarth : *De la lumière sur la candidature Hohenzollern*, paru dans la *Revue des Études Napoléoniennes* de janvier 1914, n'a projeté qu'une médiocre clarté dans l'esprit de beaucoup de lecteurs. C'est qu'au lieu de leur présenter les documents sur lesquels il appuie sa thèse, l'auteur s'est borné à y faire allusion, comme s'ils étaient de connaissance courante et familiers à chacun. Or il s'en faut du tout qu'il en soit ainsi. Comme la thèse tend à ruiner les opinions reçues sur les origines de la guerre de 1870 et le rôle de Bismarck, comme cette thèse peut et doit être contestée, il a paru utile de mettre chacun à même de se faire son opinion en publiant les pièces nouvelles apportées au procès.

Ces pièces sont de deux sortes.

Tout d'abord ce sont quatre lettres, trouvées par M. Richard Fester et publiées dans son volume paru en 1913 sous le titre : *Neue Beiträge zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien*. Ces lettres émanent de don Eusebio Salazar, un ami et l'agent du maréchal Prim, et sont adressées au baron von Werthern, ministre de Prusse à Munich. A noter que seul le premier paragraphe de la première lettre présente un intérêt pour la thèse de M. Hesselbarth. Ce paragraphe établit d'une façon indubitable — et c'est le seul point de la thèse qui demeurera acquis

— que l'idée première de la candidature Hohenzollern n'appartient pas à Bismarck.

La seconde série de documents se compose de vingt-sept télégrammes et d'un billet — la pièce 27 — signés : Bismarck; Salazar; Kanitz, le ministre de Prusse à Madrid; Thile, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères à Berlin.

Ces télégrammes sont rédigés en langage convenu, en français, — un pauvre français, — traduit de l'allemand, pense M. Hesselbarth. Certains, tous ceux de Salazar, qui ne savait pas un mot d'allemand, ont été sûrement rédigés en français, et il y aurait de bonnes raisons pour soutenir que les autres télégrammes ont été de même écrits en français. Tous ont été publiés par M. Hesselbarth dans son livre : *Drei psychologische Fragen zur Spanischen Thronkandidatur Leopolds von Hohenzollern.* Ils sont venus en sa possession d'une manière fort mystérieuse. Ils lui ont été envoyés d'Espagne. — Par qui? — Il y aurait un intérêt majeur à le savoir. « Je ne peux pas le dire, écrit M. Hesselbarth. J'ai seulement une copie qui vient d'Espagne et dans laquelle l'auteur n'est pas nommé. » Il est à croire que sur des documents recueillis de façon si singulière, M. Hesselbarth a fait mentalement les réserves qu'il n'a nulle part exprimées. Prenons-les tels quels : ils apportent une preuve nouvelle du vif intérêt que Bismarck prit à la candidature, à dater de février 1870.

La lecture de ces divers documents est de peu d'intérêt et sans utilité si l'on n'a constamment présente à l'esprit l'histoire détaillée de l'affaire espagnole. Le plus complet et le plus commode des aides-mémoire nous est fourni par un précieux document dont je crois bien avoir été le premier, il y a quelque dix-neuf ans, à signaler l'importance, à savoir : *Les notes sur la vie du roi Charles de Roumanie par un témoin oculaire.* M. Hesselbarth dit : *Les Mémoires Roumains.* Comme ce document est peu connu en France, comme il est et demeurera, jusqu'à l'ouverture des archives prussiennes, la pièce fondamentale pour l'histoire des préliminaires de la guerre de 1870, nous en avons extrait tous les passages relatifs à la candidature Hohenzollern : ce sont eux que le lecteur trouvera tout d'abord. Nous en avons emprunté le texte

à l'édition française donnée à Bucarest par l'*Indépendance Roumaine* qui traduisit le texte original allemand à mesure que le publiait la *Deutsche Revue*.

M. Hesselbarth dit les Notes rédigées par Mme Meta Kremnitz; les Roumains les attribuent expressément à l'ancien précepteur du Roi, le conseiller intime Schaefer, qui fut professeur d'histoire de l'art à l'Université de Darmstadt. Quel que soit l'auteur, le document est très particulier. Il a l'apparence d'un journal. En fait il n'a pas été rédigé au jour le jour; il l'a été après coup, sans doute à l'aide d'un memento et d'un registre de correspondance, certainement sous les yeux du roi qui a fourni les matériaux essentiels, c'est-à-dire les minutes de ses lettres et les pièces les plus importantes de sa correspondance familiale. Ces lettres, données tantôt à la date où elles furent écrites, tantôt à celle où elles furent reçues, sont reliées par des notes dont d'autres archives, celle du prince Charles-Antoine de Hohenzollern, le père du roi, ont en partie fourni les éléments.

Dans ces notes les faits sont mentionnés à leur date. Il en résulte que certains événements sont deux fois signalés, d'abord dans une note de raccord, puis ultérieurement dans une lettre. On se rendra compte aisément du procédé en se reportant aux notes du 3/15 mars et du 4/16 mars, puis à la lettre donnée à la date du 12/24 mars 1870.

*
* *

Notes sur la vie du Roi Charles de Roumanie par un témoin oculaire.

[Extraits des tomes I et II de la traduction française publiée à Bucarest par l'*Indépendance Roumaine*, 1894 et 1896.]

1868

2/14 octobre 1868 [tome I, p. 144]. — En Espagne Prim et Serrano agissent de concert pour préparer l'élection d'un nouveau roi. Parmi les candidats on cite, indépendamment du roi de Portugal, le prince héréditaire de Hohenzollern, le prince Philippe de Cobourg et le duc de Montpensier.

18/30 octobre [p. 146]. — Dans une lettre adressée au kronprinz Frédéric, le prince Charles de Roumanie écrit : « ... La révolution en Espagne est survenue très à propos, car la France se voit forcée de se tenir tranquille. Je plains le sort de la pauvre reine que j'ai connue personnellement, mais, à parler sincèrement, il fallait s'y attendre. Je voudrais voir monter sur le trône d'Espagne un d'Orléans ou Philippe de Cobourg; seulement, pas de régent inventé par Napoléon. »

27 novembre/9 décembre [p. 152]. — A. Golesco arrive avec des lettres de Constantinople. Le prince reçoit aussi des lettres de son père, le prince Antoine de Hohenzollern, qui lui écrit :

« ... La candidature au trône d'Espagne tente toujours les journaux, nous n'en savons pas le premier mot; d'ailleurs, si cette idée finissait par être prise en considération, je ne conseillerais jamais l'acceptation de cette situation douteuse, situation de parade et de clinquant. En outre, par suite de nos relations avec la Prusse, la France ne permettra jamais l'établissement d'une dynastie de Hohenzollern sur l'autre versant des Pyrénées. Elle est déjà rongée par la jalousie de ce qu'un membre des Hohenzollern règne sur le Bas-Danube[1] ! »

1869

5/17 septembre 1869 [p. 195]. — L'ambassadeur de Prusse, M. de Werthern, demande par écrit un entretien confidentiel au prince Charles-Antoine. Cette audience lui est accordée; M. de Werthern arrive et fait savoir au prince qu'il est venu pour lui présenter l'envoyé des Cortès espagnoles, don Eusebio di Salazar y Mazaredo, qui vient offrir la couronne royale d'Espagne au prince héréditaire de Hohenzollern[2].

Après une mûre délibération avec ses fils, le prince reçoit l'Espagnol, qui vient directement de Vichy, où il était auprès du maréchal Prim et qui sait représenter avec chaleur les choses qui intéressent son pays.

Depuis un an déjà la question espagnole est devenue le point capital des intérêts politiques, et déjà depuis le 13 octobre 1868 plusieurs journaux ont désigné le prince héréditaire de Hohenzollern comme candidat au trône; dès le 19 novembre 1868, la *Neue Freie Presse* a exprimé l'opinion que la candidature du prince héréditaire avait provoqué une grande émotion aux Tuileries parce qu'elle est à tous les points de vue grosse de conséquences : le prince est catholique, gendre du roi don Fernando de Portugal et, par ses qualités, l'opposé de son aimable frère, « Carlos, prince de Roumanie par la grâce de Bratiano ».

Le 26 avril 1869 l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* reçoit de Paris l'in-

1. Il n'est pas inutile de remarquer que c'est précisément au bienveillant appui de Napoléon III que le prince Charles devait d'être prince de Roumanie.
2. Léopold, frère aîné du prince Charles de Roumanie.

formation que les Espagnols sont enchantés d'avoir trouvé un roi jeune, intelligent et apparenté à la maison impériale de France. — A ce sujet, la *France* sonne la cloche d'alarme et se demande avec inquiétude si les intérêts français n'auront pas à souffrir de cette candidature.

De plus, c'est un secret connu de tout le monde que l'empereur Napoléon appuie la candidature du prince des Asturies, que l'impératrice Eugénie, par contre, soutient celle de don Carlos, et l'ambassadeur d'Espagne à Paris celle du duc de Gênes.

7/19 septembre 1869. — Le prince Charles-Antoine ménage une entrevue à don Eusebio di Salazar sur la Rhein-Promenade et se fait accompagner par le prince Charles [1], auquel il présente l'Espagnol. Don Eusebio di Salazar expose dans cette entrevue que son peuple a les yeux fixés sur le prince Charles de Roumanie et que c'est ce qui lui a donné le courage d'entreprendre une mission de cette sorte dans des circonstances difficiles. — Mais le prince Charles fait la déclaration catégorique que le sentiment qu'il a de ses devoirs ne lui permettrait pas d'échanger la modeste principauté qui lui est échue, serait-ce même contre la couronne d'Espagne! Dans l'après-midi a lieu une entrevue de l'envoyé espagnol avec le prince et la princesse héréditaires. Le prince héréditaire, bien qu'il se sente peu d'inclination à accueillir cette offre, ne repousse pas absolument la couronne, mais fait dépendre son assentiment de différentes conditions et, avant tout, d'être élu à l'unanimité et de n'avoir à combattre aucune candidature opposée; il demande aussi à être assuré qu'il ne serait engagé dans aucune combinaison politique formée au détriment du Portugal, à cause des liens de parenté qui l'attachent à la famille royale de ce pays. — L'envoyé espagnol repart pour Paris avec cette réponse peu encourageante.

1870

17 février/1er mars 1870 [tome II, p. 13]. — Des nouvelles propres à remuer le monde parviennent au prince de son pays. Don Salazar a été de nouveau envoyé par le général Prim en Allemagne, mais cette fois directement à Berlin. Il remet au roi de Prusse, au prince héréditaire de Hohenzollern et au comte Bismarck des lettres de la régence espagnole, sollicitant avec instance que le prince héritier Léopold accepte la couronne d'Espagne.

Le prince régnant et le prince héritier de Hohenzollern sont d'avis de décliner cette offre; le prince héritier surtout ressent une répugnance presque insurmontable contre cette combinaison et le prince régnant lui-

1. Le prince Charles de Roumanie qui était alors au château de Weinburg, près de Rheineck et du lac de Constance.

même est d'avis de ne prendre la chose en sérieuse considération que si des intérêts supérieurs d'État l'exigent.

18 février/2 mars [p. 14]. — Le prince Charles apprend que son frère, le prince héréditaire Léopold, s'est rendu à Berlin, où son père le suivra dans quelques jours. La question espagnole recevra alors une solution définitive, car don Salazar ne peut pas attendre plus longtemps.

Le gouvernement prussien est précisément vivement pris à partie par le Reichstag et par l'Allemagne du Sud.

Le comte Bismarck plaide avec une grande chaleur l'acceptation de la couronne par le prince héréditaire; il invoque dans un mémoire au roi la grande signification que la nomination d'un Hohenzollern au trône d'Espagne aurait pour l'Allemagne [1]. Il serait inappréciable, au point de vue politique, d'avoir sur les derrières de la France un pays animé de sentiments amicaux. En outre il y aurait un grand profit économique pour l'Allemagne ainsi que pour l'Espagne elle-même à ce que ce pays éloigné, monarchique de sentiments, pût réaliser, sous un roi d'origine allemande, le plein développement de ses ressources et élever son commerce à une hauteur répondant à l'étendue de ses côtes, où les ports sont en grand nombre.

Mais le prince héréditaire Léopold ne peut pas se soustraire à la pensée que tant de branches de familles détrônées considèrent encore comme valables leurs prétentions à la couronne qui lui est offerte.

Le roi Guillaume non plus ne partage pas les vues de son ministre et soulève les plus graves objections contre l'acceptation. Cependant, il laisse au prince héréditaire et à lui seul le soin de prendre une résolution et désire ne l'influencer en aucun sens.

Le prince royal met en garde le prince Léopold contre l'idée que le gouvernement prussien, alors même qu'il serait favorable à l'heure actuelle à ce projet, peut-être en vue d'un but particulier, doive lui accorder également sa protection plus tard.

3/15 mars [p. 15]. — A Berlin, on tient au château un conseil dans lequel le comte Bismarck se prononce de nouveau avec une grande chaleur pour l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince héréditaire Léopold. Le prince royal, par contre, y voit beaucoup de difficultés et tient la situation en Espagne comme très peu sûre.

4/16 mars. — Le prince héréditaire Léopold fait part au chef de sa maison de sa résolution de décliner la couronne.

Le comte Bismarck insiste sur ce point que les Hohenzollern ne doi-

1. On trouvera le texte de ce mémoire au tome II de l'ouvrage de M. Henri Welschinger : *La Guerre de 1870*, annexes, p. 316. Il est cité d'après l'ouvrage de Robert de Keudell, *Bismarck et sa famille* (Ollendorf, 1902). On le trouve encore, annexe I, p. 639, dans Pierre Lehautcourt (général Palat) : *Les Origines de la guerre de 1870. La candidature Hohenzollern.*

vent pas laisser tomber la candidature espagnole. Aussi, le prince Charles-Antoine télégraphie-t-il à son troisième fils, le prince Frédéric, d'interrompre son voyage en Italie et de rentrer à Berlin, car, à la suite de la renonciation de son frère, c'est de lui seul que dépend une décision.

12/24 mars [p. 16]. — Le prince Charles-Antoine envoie à son fils des nouvelles au sujet de l'affaire d'Espagne :

« Berlin, 20 mars.

« Je suis depuis quinze jours au milieu d'affaires de famille de la plus haute importance : il ne s'agit pas moins pour Léopold que de l'acceptation ou du refus de la couronne d'Espagne, qui lui a d'ailleurs été offerte officiellement par le gouvernement espagnol sous le sceau d'un secret d'État européen.

« Cette question préoccupe beaucoup ici. Bismarck désire l'acceptation pour des motifs dynastiques et politiques, mais le roi ne la souhaite que si Léopold répond à cet appel de son plein gré. Le 15 a été tenu ici sous la présidence du roi un très intéressant et important conseil, auquel ont pris part le prince royal, nous deux, Bismarck, Roon, Moltke, Schleinitz[1], Thile et Delbrück[2]. La résolution unanime des conseillers est pour l'acceptation, qui constitue l'accomplissement d'un devoir patriotique prussien.

« Pour de nombreuses raisons et après une grande lutte, Léopold a refusé la couronne. Mais comme on désire *avant tout* en Espagne un Hohenzollern catholique, j'ai proposé Fritz, sous la réserve de son acceptation. Il est pour le moment entre Nice et Paris et le télégraphe n'a pu l'atteindre ni le rencontrer, mais cela ne tardera pas et j'espère qu'alors il se laissera convaincre.

« Mais en attendant, tout est encore en germe et le secret doit être gardé provisoirement.

« Ce sera pour ta mère un bien cruel combat à livrer, mais en fin de compte elle ne voudra pas entraver la marche de l'histoire. Ce sont là les insondables décrets de la Providence.

« Sans l'occasion sûre que j'ai connue aujourd'hui seulement, je n'aurais pas pu t'écrire tout cela.

« Don Salazar, que tu as vu à la Weinbourg, était venu à Berlin avec des lettres du maréchal Prim ; mais il est de nouveau reparti parce que autrement on aurait fini ici par apprendre qu'il y a un Espagnol qui a de nombreux entretiens avec Bismarck, etc., etc.

« La question espagnole n'est pas non plus indifférente à la situation politique... »

La couronne espagnole a été offerte au prince Frédéric, qui sur ces

1. Ministre de la maison du roi.
2. Ministre d'Etat, « le bras droit » de Bismarck.

entrefaites est arrivé à Berlin. Il n'en a pas été autrement surpris, l'ambassadeur d'Espagne à Florence lui ayant parlé de nouveau de cette affaire en suspens, mais il avait décliné cette offre et déclaré qu'il ne se guiderait que sur un ordre formel du roi.

L'ambassadeur de Prusse à Madrid, le comte Kanitz, n'est pas très enthousiaste de la candidature et prévoit qu'il en résultera beaucoup de dangers.

20 mars/1er avril [p. 17]. — Le prince Charles écrit à son père :

« Le départ d'un courrier me donne l'occasion souhaitée de répondre aussitôt à la lettre pleine de détails du 20 mars.

« Je savais déjà depuis quelque temps qu'on avait de nouveau en vue, en Espagne, la candidature d'un Hohenzollern catholique. Strat[1] m'a écrit le 12 mars[2] : « Je crois de mon devoir de signaler à Votre Altesse comme une chose particulièrement flatteuse, et pour Votre Altesse et pour notre pays, que la lettre du régent d'Espagne en réponse à la notification du mariage de Votre Altesse m'a été remise par l'ambassadeur d'Espagne en personne, qui, contrairement à tous les usages, est venu hier me faire visite lui-même... Cette politesse outrée n'est pas tout à fait étrangère à certains bruits qui circulent de nouveau depuis quelques semaines et qui attribuent aux hommes qui sont actuellement les maîtres des destinées de l'Espagne l'intention de remettre sur le tapis la question d'offrir la couronne d'Espagne au prince Léopold. »

« J'espère toujours que Léopold n'a pas dit son dernier mot dans la question espagnole. D'après des conversations que j'ai eues avec Fritz et comme je le connais, je conclus avec une certaine assurance qu'il ne voudra pas entreprendre une pareille tâche. L'intelligence ne lui manquera certes en rien pour cela, mais l'expérience et la connaissance des hommes. Bien conseillé, il serait certainement mûr pour cette haute mission. En cas d'acceptation de la couronne d'Espagne, quelques conditions précises devraient être posées.

« En première ligne vient le licenciement de l'armée, qui est intervenue dans les intrigues politiques par de nombreux pronunciamientos et révèle un manque de discipline que j'ai eu moi-même l'occasion d'observer lors de mon voyage en Espagne : le soir même du jour où les troupes manœuvrèrent devant moi en mon honneur, un sous-officier tua d'un coup de fusil un de ses officiers devant les fenêtres mêmes de mon hôtel, parce qu'il avait été offensé par une de ses observations ! L'armée serait par conséquent plutôt un danger qu'une protection pour le moment; il faudrait créer successivement de nouveaux corps d'armée.

1. L'agent du prince Charles auprès de Napoléon III. Ce fut lui qui, d'accord avec l'ambassadeur d'Espagne, Olozaga, s'employa à obtenir du prince Antoine de Hohenzollern, auprès de qui il se rendit le 8 juillet, le retrait de la candidature de Léopold.

2. En français dans le texte.

D'ailleurs il n'y aurait pas lieu de donner beaucoup d'importance à l'armée de terre, tandis qu'il faudrait travailler à donner un grand développement à la marine. — Il faudrait de plus modifier la constitution votée pendant ces dernières années sous la réserve du veto absolu et d'une loi de répression sévère qui fournirait des moyens de protection contre l'influence nuisible des différents partis. Les menées des partis resteront toujours un grand danger en Espagne et créeront des difficultés à tous les régimes. »

22 mars/3 avril [p. 18]. — Le prince apprend de Berlin que le comte Bismarck insiste sur l'acceptation de la couronne espagnole par un prince de Hohenzollern et qu'il déclare avec une grande fermeté que c'est une nécessité politique.

Le prince Charles-Antoine a posé trois conditions :

1° Une majorité des deux tiers aux trois quarts pour l'élection de son fils par les Cortès;

2° Une assurance contre la banqueroute d'État;

3° Le vote préalable de toutes les lois anticléricales.

Lothar Bucher[1] et le major de Versen, de l'état-major général prussien, seront envoyés en Espagne pour y étudier la situation.

2/14 avril [p. 19]. — Le prince Charles-Antoine écrit à son fils à la date du 1er avril :

« Je suis encore à Berlin, où j'ai appelé par télégramme Fritz, qui se trouvait à Paris. — Ton frère a si peu l'ambition des honneurs, que je ne crois plus à la réussite de sa candidature au trône. Le dernier mot n'en est cependant pas encore dit. Le roi ne veut pas ordonner et Fritz de son côté ne veut pas s'y résoudre sans ordre.

« Ta mère est ici depuis quatre jours pour être plus près du théâtre de la résolution; elle est, grâce au ciel, aussi tranquille que possible et pèse les chances pour ou contre sans la moindre surexcitation.

« Nous quittons Berlin le 4 ou le 5. Voilà un grand mois que je suis ici.

4/16 avril [p. 19]. — Strat arrive à Bucarest et apporte de nouveau au Prince des nouvelles de son père, auquel il a présenté ses hommages à Dusseldorf :

« Je profite du passage de Strat pour répondre rapidement à ta lettre.

« Tes observations[2] au sujet de l'acceptation de la couronne d'Espagne sont très justes en théorie, mais inexécutables en pratique, parce que la candidature connue après ces mesures serait déjà morte au moment de sa naissance.

1. L'un des agents préférés de Bismarck, fonctionnaire du ministère des Affaires Étrangères.

2. Il s'agit des observations contenues dans la lettre du 20 mars/1er avril.

« Je n'ai fait poser que trois conditions qui ne remueraient pas l'opinion comme le ferait le licenciement de l'armée par exemple; ce sont les suivantes : garantie contre la banqueroute de l'Etat; que les lois anticléricales soient expédiées pour que l'odieux n'en rejaillisse pas sur le nouveau souverain et enfin une majorité des trois quarts des voix aux élections par les Cortès. Ce sont les seules conditions possibles, car il faut agir avec une rapidité exceptionnelle; sans cela tout conduirait à de longs atermoiements et en fin de compte à des refus réciproques [1]...

« La question sera certainement réglée d'ici la fin du mois. Je t'aurais en tout cas souhaité de préférence cette tâche, moins ingrate que la tienne.

« Ce ne sont pas les supériorités de notre dynastie — une telle présomption est loin de notre pensée — qui nous assignent une situation historique, mais plutôt l'absence de certains défauts.

« Strat a appris plus d'un détail sur cette question, bien que le secret en ait été gardé jusqu'à présent d'une façon exemplaire. C'est un remarquable témoignage de la façon dont il sait s'orienter à Paris.

« Je lui ai seulement déclaré positivement que Léopold a déjà depuis quelque temps refusé d'une façon formelle. Il n'a pas besoin d'en savoir plus; Olozaga [2] ne sait *rien* absolument de l'affaire actuellement en discussion.

14-26 avril [p. 21]. — Le prince Charles-Antoine écrit de Berlin au prince, au sujet de la question espagnole :

« Appelé ici avant-hier [3] par un télégramme du roi et repartant de nouveau ce soir pour Düsseldorf, j'apprends à l'instant qu'il se présente une occasion sûre pour Bucarest et je m'empresse de t'écrire quelques mots.

« C'était de nouveau la question espagnole, exigeant une solution prochaine, qui m'avait amené ici.

« Après que Léopold eut dû décliner la proposition pour d'importantes raisons, la candidature de Fritz avait été prise en sérieuse considération. Une résolution s'imposait, car de Madrid, on insistait; mais voilà que ton frère déclare de la façon la plus catégorique qu'il ne veut pas entreprendre cette tâche! Ainsi, il faut laisser tomber la chose et un grand moment historique est passé pour la maison de Hohenzollern, un moment comme il ne s'en est jamais présenté et comme il n'en reviendra plus jamais!... Si le roi, au dernier instant, avait *ordonné*, Fritz aurait obéi; mais comme il s'en est remis à sa libre décision, ton frère se prononce pour la non-acceptation.

1. Les points se trouvent dans le texte.
2. L'ambassadeur d'Espagne à Paris.
3. Le 20 avril; la lettre est du 22 avril.

« C'en est donc fini avec cela de cette affaire et ces négociations d'un intérêt si exceptionnel peuvent dormir tranquilles dans les archives jusqu'aux jours lointains de l'avenir où quelqu'un écrira l'histoire de notre maison... Le secret de l'affaire d'Espagne a été merveilleusement gardé et il est du plus haut intérêt qu'il continue à l'être, de notre côté tout au moins. Strat voulait à tout prix apprendre quelque chose à Düsseldorf, mais on ne pouvait pas lui faire la moindre communication, parce que Olozaga, à Paris, n'avait pas été initié. Serrano et Prim étaient seuls à tenir la chose dans leurs mains.

21 mai/2 juin [p. 27]. — Une lettre du prince Charles-Antoine, en date du 26 mai, arrive. « Il y a peu de choses de nouveau qui ne t'ait été appris par les journaux. Bismarck est très mécontent du coup manqué avec la combinaison espagnole. Il n'a pas tort. La chose n'est pas cependant tout à fait abandonnée; elle tient encore à quelques fils, mais qui sont ténus comme une toile d'araignée. »

... Le prince Charles apprend que son frère, le prince héréditaire Léopold, a abandonné récemment son attitude antérieure de renonciation pure et simple dans la question du trône d'Espagne, mais qu'il s'est familiarisé avec la pensée d'accepter la couronne sous certaines conditions expresses.

Le temps qui s'est écoulé depuis que cette question a vu le jour pour la première fois a permis au prince héréditaire de juger plus exactement dans quelle situation difficile, presque sans issue, le peuple espagnol serait placé par suite de l'éloignement définitif de la candidature Hohenzollern; il recule devant la terrible responsabilité de refuser son concours à un grand peuple qui, après un long état de torpeur, a pris la résolution virile de porter sa culture nationale à un niveau plus élevé. — Le prince Charles-Antoine a écrit au prince royal de Prusse pour lui faire connaître ce changement survenu dans les idées de son fils et s'en rapporter à lui pour en informer également le comte Bismarck.

Le comte Bismarck écrit à la suite de cela une lettre au prince de Hohenzollern dans laquelle il insiste pour que la question d'Espagne soit de nouveau reprise. Il conseille au prince Charles-Antoine d'agir sans tarder sur le prince héréditaire pour que ce dernier abandonne toute hésitation et se décide, dans l'intérêt de l'Allemagne à accepter la couronne espagnole.

D'ailleurs le général Prim n'a pas accepté la renonciation transmise par télégramme au conseiller Bucher par le prince Charles-Antoine, mais il a gardé bon espoir.

Le conseiller privé Bucher et le major de Versen ont rapporté des renseignements très satisfaisants sur la tournure que prend la candidature Hohenzollern aux Cortès et dans le pays; on les a reçus en Espagne

d'une façon exceptionnellement cordiale. — Le roi Guillaume pense que ces Messieurs ont été entraînés involontairement par les grandes attentions dont ils ont été l'objet à présenter leur rapport sous des couleurs plus roses que celles qu'ils lui auraient données sans cela.

23 mai/4 juin [p. 28]. — Le prince héréditaire de Hohenzollern s'est déclaré prêt à accepter la couronne espagnole, parce qu'on lui a représenté dans les milieux les plus autorisés que l'intérêt de l'État l'exige.

Il s'est résolu à laisser de côté toutes les considérations personnelles et à ne plus se laisser guider que par des nécessités d'ordre supérieur; c'est dans ce sens qu'il a écrit au roi de Prusse qu'il acceptait la couronne qui lui était offerte parce qu'il espérait rendre ainsi un grand service à son pays. Le roi Guillaume lui a répondu aussitôt : sa résolution a son assentiment.

17/29 juin [p. 30]. — Le prince retourne à Cotroceni; des nouvelles l'y attendent qui lui causent une vive émotion; la presse européenne a commencé à parler de la candidature au trône du prince héréditaire Léopold.

Don Salazar est reparti le 23 pour Madrid afin d'annoncer à la régence espagnole que le prince Léopold accepte la couronne.

Le prince héréditaire a répondu de son côté, — maintenant seulement, — dans un sens affirmatif à la lettre que le général Prim lui a adressée au mois de février.

Une erreur de déchiffrement dans une dépêche envoyée de Berlin à Madrid et qui communiquait la date du retour de don Salazar a eu pour conséquence que les Cortès, qui devaient rester réunies pour procéder aussitôt à l'élection, ont été fermées le 26 juin et ajournées au 31 octobre. Ainsi un hasard remet tout en question. L'élection ne pourra pas maintenant avoir lieu avant l'arrière-saison d'automne et l'étranger a largement le temps d'intriguer et d'agiter en Espagne contre la candidature Hohenzollern.

21 juin/3 juillet [p. 31]. — L'agence Havas répand de Madrid la nouvelle que le ministère espagnol a résolu d'offrir la couronne d'Espagne au prince Léopold; une députation s'est déjà mise en route pour en faire part au prince.

22 juin/4 juillet. — Toute la presse européenne mène grand bruit au sujet de la nouvelle venue de Madrid.

La France est blessée et inquiétée par la candidature du prince héréditaire de Hohenzollern. Le gouvernement français a, il est vrai, fait déclarer le 1er juillet à la Chambre par le ministre de la guerre que Bismarck est pour le maintien de la paix et qu'il ne cherche en rien à troubler le repos, mais il charge cependant aujourd'hui son représentant à Berlin de faire au ministre des affaires étrangères des représentations au

sujet de cette candidature et de faire part de l'impression pénible qu'elle a produite. — Le secrétaire d'État répond à l'ambassadeur que pour le gouvernement prussien cette affaire n'existe pas.

L'effervescence de la presse française s'accroît d'heure en heure. — Le duc de Gramont déclare à l'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Werther, que l'empereur Napoléon ne souffrira jamais la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne. Ollivier, qui assiste à l'entretien, donne les mêmes affirmations.

La France soutient le prince des Asturies.

23 juin/5 juillet. — L'ambassadeur de Werther est parti de Paris pour se rendre à Ems, auprès du roi de Prusse. Bismarck prie le roi de Prusse par télégramme d'envisager la situation avec le plus de sang-froid possible.

L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olozaga, déclare qu'il n'a pas été informé des négociations avec le prince héréditaire de Hohenzollern.

24 juin/6 juillet [p. 31]. — Le roi Guillaume écrit au prince Charles-Antoine qu'il ne peut pas comprendre que le général Prim ait communiqué à l'ambassadeur de France l'acceptation du prince héréditaire avant que les Cortès aient été consultées. Le roi tient pour possible que l'émotion produite en France puisse encore s'apaiser, mais regrette cependant qu'on n'ait pas suivi l'avis exprimé, d'abord par le prince de Hohenzollern qu'on devait au préalable s'assurer l'assentiment de la France. On ne l'a pas fait parce que le général Prim a désiré le secret et que le comte Bismarck a fait valoir que chaque nation était libre de choisir son roi sans consulter une autre nation.

A Paris, on n'entend plus parler d'autre chose que de la surexcitation générale contre les Hohenzollern, Bismarck et la Prusse.

A Madrid, les feuilles officieuses avancent que le choix de la régence espagnole est tombé sur le prince héréditaire, non pas parce qu'il est un prince prussien, mais parce que les liens qui l'attachent à la maison de Bragance le mettent en communion avec l'idée ibérique.

Le prince Charles est dans une situation pénible. Strat lui télégraphie de Paris que la candidature du prince héréditaire offre également un danger sérieux pour la Roumanie et que le prince devrait exercer son influence sur son frère pour l'engager à se retirer.

On reçoit le rapport de Strat en date du 30 juin au sujet de ses conversations avec le comte Andrassy à Pest et le duc de Gramont à Paris.

Mais, sur ces entrefaites, la tempête de la question espagnole a tout bouleversé et le prince Charles est suspecté d'avoir conspiré avec ceux qu'on désigne comme les ennemis de la France.

Aussitôt que Strat a entendu parler de ces imputations, il s'est empressé de se rendre auprès du duc de Gramont pour lui demander s'il

était vrai que le prince Charles fût englobé dans la question de la candidature de son frère? Le duc a répondu sincèrement qu'il ne pouvait pas le nier et il a terminé par ces graves paroles [1] :

« Du moment que le prince Charles conspire contre les intérêts français, il n'est que de bonne guerre que nous fassions notre possible pour le renverser, et que nous commencions même par là, dans le cas d'une guerre avec la Prusse, afin de donner une certaine satisfaction à l'opinion publique qui a maintes fois reproché à l'empereur d'avoir mis un Hohenzollern sur le Danube. »

28 juin/10 juillet [p. 33]. — Le roi Guillaume envoie au prince de Hohenzollern le colonel Strantz, qui est chargé de lui faire connaître la situation d'après les notes échangées jusqu'en ce moment. Le roi a donné en outre une lettre au colonel pour le prince dans laquelle il écrit qu'il est visible que la France veut la guerre et que, dans le cas où le prince Charles-Antoine aurait décidé la *renonciation* du prince héréditaire à la candidature espagnole, lui, comme chef de la maison, serait d'accord avec lui, de même qu'il avait exprimé quelques semaines auparavant son assentiment à l'*acceptation*.

30 juin/12 juillet. — Le prince héréditaire de Hohenzollern a retiré officiellement sa candidature pour enlever à la France tout prétexte à une guerre contre l'Allemagne. Le prince Charles-Antoine a communiqué aujourd'hui à midi à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olozaga, le contenu de la dépêche qu'il a adressée au maréchal Prim.

Le prince héréditaire est en train de faire une excursion dans les Alpes bavaroises et il ne soupçonne pas encore l'agitation qui règne en Europe; aussi son père a-t-il dû agir à sa place.

Voici le texte de la dépêche adressée au maréchal Prim :

« Maréchal Prim [1].

« Madrid.

« Vu les complications que paraît rencontrer la candidature de mon fils Léopold au trône d'Espagne et la situation pénible que les derniers événements ont créée au peuple espagnol, en le mettant dans une alternative où il ne saurait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, convaincu qu'en pareille circonstance son suffrage ne saurait avoir la sincérité et la spontanéité sur lesquelles mon fils a compté en acceptant la candidature, je la retire en son nom.

« Prince de Hohenzollern.

« Château de Sigmaringen le 12 juillet. »

Strat télégraphie au prince Charles qu'il a été choisi par le prince de Hohenzollern pour porter l'instrument original de la renonciation du

1. En français dans le texte.

prince héréditaire; qu'il a remis ce document à Paris et que désormais la situation en ce qui concerne la Roumanie a changé du tout au tout. L'empereur lui a fait dire qu'il pouvait écrire au prince Charles de compter sur lui. Le gouvernement français a en même temps rompu toutes relations avec les adversaires roumains du prince.

La guerre entre la France et l'Allemagne paraît détournée et le prince Charles respire plus tranquille.

*
* *

Lettres publiées par M. Richard Fester : *Neue Beiträge zur Geschichte der Hohenzollernschen Thronkandidatur in Spanien*, Teubner, Leipzig, 1913.

I

Salazar à von Werthern.

« Mercredi 15 [septembre 1869].

« J'ai eu l'honneur de vous envoyer ce matin un petit mot dans une de mes cartes de visite pour vous demander quelques instants d'entrevue au sujet d'une affaire dont vous m'avez parlé le premier il y a trois ans en dînant chez madame Oshea à Biarritz.

« Je viens exprès à Munich pour tâcher de la mener à bonne fin. Je comptais pour cela avec votre bonté qui me mettrait à même de me présenter au château de Weinburg portant une lettre d'introduction pour me faire connaître personnellement de Son Altesse Royale le prince Léopold d'Hollenzollern (*sic*) Sigmaringen.

« J'apprends à l'instant que son frère le prince régnant de Roumanie se trouve en ville et je vous serais bien obligé si vous vouliez bien avoir la complaisance de m'écouter un moment avant son départ, car l'affaire qui me fait faire ce voyage est de la plus grande importance. »

II

Salazar à von Werthern.

« Rheineck, 20 septembre 1869.

« Je pars demain matin pour Paris assez satisfait de mon voyage. Pour ôter toute apparence de menace à la France nous tâcherons de faire agréer la candidature à l'empereur. Mais reste à savoir si le roi Guillaume l'acceptera de son côté. Je sais que le prince de H. craint beaucoup

1. En français dans le texte.

son parent, il ne veut pas passer la place d'ambitieux, et il désire qu'on lui force la main au lieu de montrer son désir lui-même. Comment tout ça s'arrangera-t-il? Je n'en sais rien, et si vous alliez à Bade, vous pourriez tâter le pouls au docteur [1].

« La princesse est charmante et le prince Léopold me plaît aussi pour le poste malgré sa bonhomie. Aura-t-il assez d'énergie pour pouvoir résister aux influences des divers partis? Son père ne me l'a pas laissé entrevoir.

« Je désire avoir votre opinion sur tous ces incidents. Je vous remercie infiniment de toutes vos bontés. Ecrivez-moi, double enveloppe, au propriétaire de l'hôtel du Helder, rue Helder [2]. Quel est le titre espagnol des Hechingen? Tâchez de l'apprendre et de me le dire parce que ça fera de l'effet. Le prince ne le sait pas encore. Les enfants du second lit le sauront (ou la veuve). Quelle est la valeur des propriétés? A peu près, et s'il y en a plusieurs.

« *P.-S.* — Je désirerais avoir les données sur les Hechingen avant la publication de ma brochure, parce que c'est toute une famille et que cela donnerait un certain cachet de nationalité. Vous pourriez faire demander en Silésie. Je vous ferai savoir le jour de mon départ de Paris. »

III

Salazar à von Werthern.

Madrid, 7 octobre 1869.

« J'ai reçu hier votre lettre du 29 septembre adressée à l'hôtel du Helder. La réponse que vous savez n'avait pas paru ici très satisfaisante et catégorique et on laissa aller son train ordinaire la candidature du duc de Gênes; mais comm (*sic*) il était facile de prévoir et comm on s'y attendait, tout le monde s'oppose à voir monter sur le trône un enfant sans expérience [3]. On peut donc la considérer abandonnée ou à peu près, et l'on fait des démarches dans le sens que vous savez en commençant d'abord par notre voisin.

« L'insurrection républicaine est venue à propos sous tous les rapports parce qu'elle (*sic*) en peu de temps, et puis parce qu'elle était inévitable lors de l'élection du roi. C'est une échauffourée aussi ridicule que celle des carlistes, et il vaut beaucoup mieux qu'elle ait eu lieu avant l'arrivée du nouveau monarche (*sic*). Il ne sera pas responsable du sang versé et il pourra se présenter l'olive de paix à la main.

1. Le roi Guillaume.
2. A Paris.
3. Le duc de Gênes avait quatorze ans.

« Les affaires de Cuba vont mieux et la révolte n'empêche guère que l'on envoie les renforts convenus. 15 mille hommes seront embarqués avant la fin du mois. 6 000 sont déjà partis.

« .... Je suppose que vous aurez profité de votre séjour à Bade pour parler de l'affaire. Il se peut très bien que, l'insurrection une fois vaincue et les garanties constitutionnelles rétablies, on mène à pas de charge la question, parce que tout le monde est pressé d'en finir et, comme dans ce cas des dépêches télégraphiques seront échangées pour faire vite et présenter une solution, il convient de sonder les intentions de tout le monde d'avance, de manière à ce que les réponses soient promptes et décisives. C'est pourquoi je vous prierai de faire un petit voyage à Varzin après votre séjour à Bade, ou en tout cas de communiquer par écrit tout ce que vous savez si vous ne l'avez pas encore fait. Notre ministre à Berlin, M. Rascon, vous aidera aussi, parce qu'il est convaincu que le duc de Montpensier n'a pas de chances parmi les libéraux, et qu'outre cela le véto de Paris contre lui et la République est définitif.

« Ecrivez-moi directement par l'entremise de votre chancelier ou à mon nom seulement.

« *P.-S.* — On est ici très reconnaissant à votre pays pour l'aide que nous donne votre ministre à Washington. »

IV

Salazar à von Werthern.

« Madrid, 6 février 1870.

« Je suppose que vous aurez reçu à temps la lettre que je vous envoyai aussitôt après mon retour à Madrid. La candidature du duc de Gênes ne fut jamais prise bien au sérieux et comme je ne pus rien apporter de décisif, elle alla son train jusqu'au dénouement qui était prévu d'avance, mais il fallait jeter pendant l'hiver de la pâture aux journaux, quoique l'ardeur de la lutte fit qu'on poussa quelquefois les choses d'une façon un peu brusque. Le parti conservateur ou, comme nous l'appelons ici, l'Union libérale, se tint à l'écart dans toutes ces négociations parce que son mot d'ordre dynastique est un prince de famille royale majeur et catholique. Comme ce parti compte dans son sein tout ce qu'il y a de remarquable dans notre pays, la propagande a porté son fruit, et aujourd'hui son drapeau est celui de toute la nation libérale. Les partis carlistes ou fédéraux pourront faire quelque nouvelle tentative, mais ils sont enterrés d'avance et, comme ils perdent du terrain tous les jours, la question d'ordre public n'est plus une question qui puisse nous préoccuper. Vous savez ce qu'ils ont fait l'année dernière avec leurs

milices armées et, à présent qu'elles sont dissoutes définitivement, leur impuissance est chronique. En janvier, Cadix et Malaga s'étaient soulevées; en octobre, elles sont restées tranquilles; en février elles ont donné une immense majorité aux républicains; dans les dernières élections partielles, ils ont été battus à plate couture. Il en est de même avec les carlistes qui n'ont pu élire qu'un seul député en Biscaye. La question de Cuba est presque résolue avec les 15 000 hommes envoyés pendant l'automne, et cette campagne d'hiver est tout à fait décisive.

« Le duc de Montpensier a perdu toutes ses chances avec l'échec qu'il vient de subir aux Asturies. Celui qui n'a pu être élu député ne parviendra pas à se faire roi. Les 3/4 des Unionistes l'ont abandonné.

« La situation est celle-ci : dans deux ou trois semaines toute la majorité monarchique des Cortès se réunira en caucus[1] pour discuter, non un candidat, mais une question de confiance au gouvernement, se compromettant tous à voter celui qui sera choisi par le ministère, s'il réunit les trois conditions indiquées ci-dessus.

« Alors, tout sera simplifié, et, comme vous verrez par le journal ci-joint, le nombre des candidats est très restreint. Il ne reste plus que les deux princes de Hohenzollern et trois princes de la maison de Bavière.

« Je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez bien me communiquer vos impressions sur cette question. Ma sincérité me fait un devoir de vous dire que l'ambassadeur de France ici, M. Mercier, ne fait pas un mystère du déplaisir avec lequel l'ambassade voit que les chances du p. Léopold augmentent tous les jours, mais il n'ose pas contrecarrer de front l'opinion publique parce que les Espagnols se feraient idolâtres d'un prince étranger, s'il était combattu par notre voisin. Le duc de Montpensier est Français et beau-frère de la reine Isabelle. Voilà ce qui a gâté toutes les chances qui lui donnaient (*sic*) l'opposition de l'Empereur, et puis, il est très impopulaire personnellement par son avarice, par sa conduite vis-à-vis de la reine et par son manque de tact. Sa présentation aux Asturies comme candidat pour les Cortès est quelque chose d'inouï; il allait tout perdre et rien garder, parce qu'il ne peut pas être député.

« Les chances d'un Hohenzollern sont donc très grandes, et elles angmentent à vue d'œil. Tout le monde me demande la brochure que j'ai publiée en octobre pour préparer le terrain, et ils seraient très populaires, soit le p. Léopold d'abord, soit son frère le prince Frédéric.

« J'ai mis devant vos yeux l'exposé de la situation et je vous prie de me dire ce que vous en pensez. Notre pays veut une race régénérée et porte ses regards vers l'Allemagne.

« *P.-S.* — Un prince de Hohenzollern pourrait mettre comme condition

1. Réunion générale préparatoire.

non la majorité des Cortès que voulait d'avance le roi d'Italie et qu'il n'a pu réunir pour son neveu, mais les deux tiers des votants. Il les aurait facilement.

« Tout ce que je dis dans ma lettre, que vous pourrez envoyer où vous voudrez, est l'exacte vérité. Pouvez-vous me dire dans quelle situation se trouve aujourd'hui la famille royale de Prusse au sujet de cette éventualité? Comme il ne reste de candidats sérieux que les Hohenzollern et les princes de Bavière, dans le cas où les premiers seraient impossibles, que pensez-vous de ces derniers? Pourriez-vous me dire les chances de réussite qu'offriraient les princes Louis, Léopold, Maximilien et Charles-Théodore, frères de l'impératrice d'Autriche? Ont-ils du talent, de l'énergie? Je vous saurai gré de la photographie de celui qui vous paraîtra le mieux. Quel dommage que le prince C. de Hohenzollern soit en Roumanie! Il est très populaire ici. Si le prince Léopold ne se décidait pas, que pensez-vous de son autre frère? On pourrait le marier à une fille du duc de Montpensier; elles sont charmantes sous tous les rapports.

« Je ne mets que votre nom sur l'adresse pour dérouter les sospechas. Ecrivez-moi sous cette enveloppe, M. Anastasio Alonso, Hortaleza 34. »

*
* *

Télégrammes publiés par N. Hermann Hesselbarth : *Drei psychologische Fragen zur spanischen Thronkandidatur Leopolds von Hohenzollern, mit geheimdepeschen Bismarks, Prims*, etc. Teubner, Leipzig, 1913.

1° Le 15 mars à Salazar (Sobriquet Anastasio Alonso) : Les banquiers intéressés vont se réunir ce soir pour discuter l'emprunt en ma présence[1]. Je vous informerai du résultat. Bismarck.

2° Le 17 mars à Bismarck. — Le conseil municipal de la ville et toutes les classes intéressées à son crédit verront avec grande joie la réalisation immédiate de l'emprunt. Salazar.

3° Le 17 mars à Bismarck. — Ne faites pas l'emprunt; en Espagne il faut de l'argent espagnol et non pas étranger. Canitz[2].

4° Le 18 mars à Bismarck. — En cas que l'emprunt se fasse, la guerre civile tôt ou tard est inévitable. Canitz.

5° Le 18 mars à Salazar. — A la conférence des banquiers les deux grandes maisons[3] ont obtenu[4] et maintenu leur opposition; elles sont disposées à consentir que l'emprunt se fasse, si leur compagnon de voyage[5] accepte la part pour laquelle il est coté. Bismarck.

1. Cf. *Notes sur la vie*, 3/15 mars et 12/24 mars : il s'agit du conseil tenu à Berlin sous la présidence du roi.
2. Ambassadeur de Prusse à Madrid.
3. Le roi Guillaume et le prince Antoine de Hohenzollern.
4. *Sic.*
5. Le prince Léopold.

6° Le 20 mars à Canitz. — Je ne partage point votre opinion et je suis d'autre avis sur plusieurs points[1]. Un caballero bien et légitimement élu est au moins aussi fort que les chevaliers[2] qui se soutiennent maintenant malgré l'opposition qu'on leur fait de tous les côtés. BISMARCK.

7° Le 21 mars à Bismarck. — On désire savoir avec urgence quel jour à peu près pourra se rencontrer M. Gamma[3] avec le compagnon de voyage. SALAZAR.

8° Le 23 mars à Bismarck. — Accord parfait sur bases d'emprunt. Prière empressée répondre aujourd'hui franchement : 1° que doit-on comprendre sur voyageur de vendredi, 2° si l'emprunt est accepté ou refusé, 3° si explications verbales peuvent être utiles.

SALAZAR.

9° Le 24 mars à Salazar. — Il paraît que dans 4 ou 5 jours[4] je pourrai donner des renseignements définitifs dans le sens de la seconde alternative du programme. BISMARCK.

10° Le 26 mars à Bismarck. — L'affaire entière me paraît on ne peut plus exposée[5]. CANITZ.

11° Le 5 avril à Salazar. — Une entrevue avec Gamma aura lieu un des premiers jours de la semaine prochaine. BISMARCK.

12° Le 19 avril à Bismarck. — Chevalier Prim reçut cordialement lettre. Il maintient déclaration faite à Bucher (ce caballero est venu à Madrid incognito[6]) sur la situation intérieure et extérieure pour éviter complications et conserver bon nombre des voix. SALAZAR.

13° Le 20 avril. — Le chef Bismarck malade à Varzin. Le quatrième article de l'emprunt malheureusement ne peut pas être accepté. Pour le présent on va discuter aujourd'hui. Tout sera fait pour accélérer une décision définitive. THILE.

14° Le 22 avril à Salazar. — Je m'empresse de vous informer que, le quatrième article du contrat d'emprunt ayant été écarté définitivement, des obstacles insurmontables s'opposent également au sixième; malheureusement tout l'emprunt devient ainsi impossible. Nous regrettons, on ne peut plus vivement, ce résultat d'une longue délibération[7]. Dites à Bucher de revenir ici. THILE.

1. Réponse aux télégrammes des 17 et 18 mars.
2. Prim et Serrano.
3. On ne sait qui désignait ce pseudonyme. Peut-être était-ce, d'après M. Hesselbarth Guerrero, un ami de Prim, qui vivait à Paris.
4. Cf. *Notes sur la vie*, 22 mars/3 avril.
5. Cf. *Notes sur la vie*, 12/24 mars, dernier paragraphe.
6. Le texte est ainsi donné par M. Hesselbarth. Mais il est évident que cette parenthèse a été introduite par le mystérieux fournisseur de M. Hesselbarth et n'existait pas dans la dépêche originale : Bismarck n'avait pas besoin qu'on lui apprît la venue de Lothar Bucher à Madrid, puisque c'était lui qui l'avait envoyé. Cf. *Notes sur la vie*, 22 mars/3 avril.
7. Cf. *Notes sur la vie*, 14/26 avril.

15° Le 4 mai de Bismarck à Salazar. — On regrette infiniment que l'emprunt ne puisse se faire. Après un examen consciencieux de sa propre individualité et de ses facultés vis-à-vis d'une tâche également noble et ardue, le jeune homme ne se croit pas justifié à prendre sur lui la responsabilité que lui imposerait une confiance aussi généreuse.

THILE[1].

16° Le 12 mai à Bismarck. — Le chevalier Prim reçut avec regret télégramme. On désire savoir si état de santé de Bismarck lui permettra de répondre dans 10 ou 15 jours à sa dernière lettre. SALAZAR.

17° Le 2 juin à Bucher de Prim[2]. — Ingénieur pourra monter les deux machines ensemble le jour convenu, s'il y a grand espoir de fondre à Hanovre[3] des tuyaux du diamètre. SALAZAR.

18° Le 3 juin à Bismarck. — Moule numéroté 6 n'existe plus. La fabrication des tuyaux numérotés 4 serait accélérée par la direction personnelle du monteur Braun[4]. SALAZAR.

19° Le 4 juin à Bismarck. — Après mûr examen il est indispensable que le docteur[5] vienne immédiatement ici, comparer état de nos machines avec proportion des tuyaux. Cette combinaison faciliterait énormément tâche ingénieur. Ils retourneraient ensemble.

SIERRA SALAZAR[6].

20° Le 5 juin à Salazar. — Le docteur viendra. BISMARCK.

21° Le 8 juin à Bismarck. — Loi pour élection du roi a été approuvée hier. Elle exige majorité absolue de 350 députés. Election immédiate du roi n'empêcherait pas terme demandé pour arrangement préliminaire. Partie remise, partie perdue. Presque tous les députés sont présents dans l'attente d'une décision. Leur fatigue est extrême; grand nombre ne reviendra plus. SALAZAR.

22° Le 9 juin à Bismarck. — Docteur ici. Moment arrivé pour convertir en négociations officielles les démarches confidentielles. Gouvernement d'ici s'adressera officiellement au gouvernement de là-bas aussitôt que Bismarck aura fait dire par Canitz au ministère d'État qu'il est prêt à recevoir communications dans le sens des démarches officieuses du président Prim. Réponse est urgente. Élection faite, trois mois seront au moins accordés pour l'arrivée; selon la loi la fortune du caballero appartiendra toujours à sa personne et non à la couronne. Dotation projetée pour le roi : cinq millions de francs. SALAZAR.

1. M. Hesselbarth intitule la dépêche « Bismarck à Salazar » : elle est signée « Thile ».
2. Cf. *Notes sur la vie*, 21 mai/2 juin.
3. Lire Hohenzollern.
4. Pseudonyme de Bucher.
5. Bucher.
6. Sierra est le pseudonyme de Salazar. Est-ce le copiste, est-ce M. Hesselbarth qui a fait suivre le pseudonyme du nom?

23° Le 10 juin à Bismarck, à lui seul. — Dépit partisans Montpensier fait accélérer élection roi dans 10 jours. Communications officielles prendraient un temps trop long dans les circonstances et il suffira pour présenter candidature que M. Bismarck envoie par un courrier une lettre adressée au chevalier Prim acceptant les suffrages moyennant les conditions convenues ; elle pourrait arriver vendredi le 17. Une indécision plus prolongée perdrait tout. Départ de cette lettre pourrait être annoncé officiellement par Canitz à Sagasta. Une réponse du caballero aiderait aussi nos projets, même si elle n'était qu'annoncée. Dépenses de la cour sont très diminuées, mais dotation du roi serait au moins cinq millions de francs. Prince Asturies budget à part.

24° Le 12 juin à Bismarck. — Échec Montpensier dans projet de provoquer séance d'hier, élection immédiate du roi en[1] vote censure permet Alonso[2] partir pour Berlin cette semaine. Il était impossible avant. Prim croit, tout peut s'arranger en peu de temps. Docteur et courrier partiront demain. SALAZAR.

25° Le 12 juin à Salazar pour[3] le docteur. — Le chef[4] vous charge de dire à Alonso Salazar ce qui suit : La seule voie de réaliser la chose est que quelqu'un se rende immédiatement auprès du caballero[5] à Reichenhall, pour faire avec lui ce qui peut se faire. Le caballero est majeur et prêt à traiter. Les objections de la part de sa famille[6] sont écartées. Le gouvernement prussien n'a pas d'ordre à lui donner, mais chef a lu des lettres privées qui prouvent que le chevalier est désireux d'accepter. Le docteur doit donc dire cela comme une opinion du chef. Versen part demain pour Reichenhall. THILE.

26° Le 13 juin à Bismarck. — Docteur et moi nous partons demain pour Reichenhall. ALONSO SALAZAR.

27° Le 28 juin à Canitz. — Je viens de recevoir votre lettre. Le président des Cortès a raison. Mais comment se fait-il qu'on ait pu se tromper là-bas[7]? J'avais mis dans ma dépêche, écrite et remise par Versen : « à recevoir vers le 26 ». Lorsque M. Zorilla a vu que je ne pouvais venir que le 9, il a hâté la suspension des Cortès, tandis que, selon ce qui était convenu, si je mettais une date avant le 1er juillet, les Cortès auraient continué en faisant toutes sortes d'efforts. C'est une grande contrariété, qu'on va tâcher de corriger ; je vous prierai cepen-

1. C'est le texte donné par M. Hesselbarth qui a essayé de traduire ce non-sens en allemand. Il faut certainement lire *ou* au lieu de *en*.
2. Salazar.
3. *Sic.* Mais le texte indique clairement qu'il faut lire *par*.
4. Bismarck.
5. Le prince Léopold de Hohenzollern.
6. Entendre : le roi Guillaume, longtemps, on pourrait dire constamment hostile à la candidature.
7. Cf. *Notes sur la vie*, 17/29 juin.

dant de vérifier par le télégraphe là-bas, si j'avais mis le vingt-six ou si je me suis trompé au point de mettre 9 au lieu de 26.

SALAZAR.

28° Le 29 juin à Bismarck. — Conseil de ministres aura lieu à la Granja après retour de Prim, qui est allé se reposer monts de Toledo, croyant que j'arriverais le 9 juillet. J'avais bien mis « vers le 26 » dans ma dépêche à Zorilla par Versen. Cette erreur est regrettable et est cause d'ajournement. Il était impossible de tenir les Cortès plus longtemps ouverts sans découvrir tout. On tâchera faire convocation *ad hoc*, car il sera difficile garder secret dans quelques jours. Prière communiquer au caballero. SALAZAR MAZARREDO EUSEBIO.

Tels sont les documents qui, selon M. Hesselbarth, établissent que l'idée première de la candidature Hohenzollern n'appartient pas à Bismarck et cela, nous l'avons dit, est désormais incontestable; — que Bismarck, *avant le mois de février 1870*, est demeuré indifférent à l'affaire et ne s'en est aucunement occupé; que Bismarck, *après le mois de février*, n'a, pas plus que les Hohenzollern, pensé que la candidature pût amener un conflit avec la France, et par conséquent — M. Hesselbarth ne le dit pas, mais c'est l'aboutissement logique de sa thèse — que la guerre de 1870 s'est produite en dehors de la volonté de Bismarck dominé par les événements.

Nous nous bornerons à rappeler quelques faits exactement datés, avec cette seule remarque préalable : — En France, si nous continuons à tenir Bismarck pour l'un des plus grands criminels de l'histoire, nous continuons aussi à le tenir pour l'un des deux grands politiques de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, pour l'un des hommes qui ont su le mieux prévoir et de plus loin. Nous nous refusons à ne reconnaître en lui qu'un politicien quelconque, qui n'aurait su ni voir, ni prévoir, ni entendre ni comprendre et dont tout le mérite serait d'avoir pu saisir au passage l'unique cheveu de l'occasion.

23 août 1866. — Paix de Prague.

14 septembre 1866. — Le prince Antoine de Hohenzollern écrit au prince Charles de Roumanie : « La guerre avec la France devient inévitable : elle n'aura pas lieu toutefois cette année. »

28 septembre 1868. — Isabelle est chassée d'Espagne.

13 octobre 1868. — Divers journaux posent la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne.

19 novembre 1868. — La *Neue Freie Presse* signale que les Tuileries sont vivement émues par la perspective d'une candidature Hohenzollern.

9 décembre 1868. — Antoine de Hohenzollern écrit à Charles de Roumanie : « Par suite de nos relations avec la Prusse, la France ne permettra jamais l'établissement d'une dynastie de Hohenzollern sur l'autre versant des Pyrénées. »

27 mars 1869. — Le ministre d'Espagne à Vienne, Rancès, vient à Berlin : il a deux entretiens avec Bismarck; l'ambassadeur de France, Benedetti, les signale à Paris.

31 mars 1869. — Sur ordre de Paris, Benedetti, en l'absence de Bismarck, interroge le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Thile. Il lui signale l'importance dont est pour le gouvernement impérial la question d'une candidature Hohenzollern. Thile nie qu'il ait été fait même une allusion à cette candidature dans les entretiens de Bismarck et de Rancès.

26 avril 1869. — Article de l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* : les Espagnols se félicitent d'avoir trouvé, en la personne de Léopold de Hohenzollern, un souverain intelligent, apparenté à Napoléon III.

11 mai 1869. — Entrevue de Benedetti et de Bismarck. « Le président du Conseil [Bismarck] m'a représenté que la souveraineté qui pourrait être offerte au prince Léopold ne saurait avoir qu'une durée éphémère, et qu'elle l'exposerait à plus de dangers encore que de mécomptes. Dans cette conviction, le Roi s'abstiendrait certainement, m'a-t-il dit, de lui donner, le cas échéant, le conseil d'acquiescer au vote des Cortès. Le père du prince partage cet avis, a ajouté M. de Bismarck. *Sans me dissimuler qu'il avait eu l'occasion de conférer à ce sujet* [l'accession au trône] *avec le roi et le prince Antoine*, M. de Bismarck s'est renfermé dans les observations que je viens de vous indiquer en substance... Je lui ai fait remarquer que le prince Léopold ne pouvait déférer au vœu des Cortès, dans le cas où elles l'acclameraient, sans l'assentiment du Roi, et que Sa Majesté aurait donc à dicter au prince la résolution qu'il devrait prendre en une pareille circonstance. M. de Bismarck l'a reconnu... Il a continué en émettant l'avis qu'il ne sera au surplus procédé à l'élection d'aucun prince... J'ai répliqué que j'aurais soin de vous faire part de ses appréciations, et j'ai représenté que, si le gouvernement de l'Empereur observait avec une entière circonspection les événements dont l'Espagne était le théâtre, *il avait cependant un intérêt de premier ordre à en suivre le développement.*

Fin mai 1869. — Bismarck envoie à Madrid un agent officieux, Bernhardi, qui a pour instruction d'agir à côté du ministre Kanitz et de

favoriser tout ce qui pourrait contrarier les vues de la France et diminuer son influence en Espagne.

14 juillet 1869. — Un banquier de Berlin — vraisemblablement Bleichrœder, ami de Bismarck — écrit au maréchal Serrano pour recommander la candidature Hohenzollern.

15 septembre 1869. — Salazar demande à Werthern de le présenter au prince Léopold de Hohenzollern.

A partir de cette date il suffit de se reporter aux documents publiés ci-dessus. Ils n'ont besoin d'être complétés que sur un point. Le Conseil du 15 mars 1870, celui dont le prince Antoine a retracé les péripéties dans sa lettre du 20 mars, fut suivi d'un dîner où le thème des conversations fut naturellement le thème des délibérations du Conseil. L'un des convives, sûrement celui-là même qui rapporte le propos, Delbrück, voisin de Moltke, posa au maréchal cette question : « Si Napoléon prend mal la chose, sommes-nous prêts ? » La réponse fut énergiquement affirmative. Comment après cela douter que Bismarck, moins subtil que Delbrück évidemment, n'ait pas un instant pensé qu'au bout de la candidature Hohenzollern il y avait la guerre avec la France?

J'ai laissé de côté jusqu'ici, un texte que M. Hesselbarth proclame le texte « décisif », texte « inaperçu avant lui » et qu'il a révélé aux Français dans un article publié en 1911 par la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*[1]. Traduit en allemand cet article fait aujourd'hui le premier chapitre des *Drei psychologische Fragen...* Il est indispensable de citer en entier le développement de M. Hesselbarth.

Le document inaperçu avant moi, mais le plus décisif, est contenu dans les notes au jour le jour du légationsrat Abeken. Abeken était conseiller du roi durant l'absence du Bundeskanzler. Rien de plus curieux que de lire dans ces notes comment le roi soupçonne que son ministre et le Kronprinz le trompent et qu'ils favorisent la candidature, comment Bismarck et le Kronprinz mentent pour se laver du soupçon, et comment Bismarck présente même un brouillon falsifié [— déjà ! ! —] de la lettre encourageante qu'il envoya à Prim. Mais l'essentiel pour la question actuelle, c'est l'indication suivante : « Du 9 au 12 juin, tous les jours des

1. Deux documents sur la candidature Hohenzollern; *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*. Tome XVI, p. 197 à 202.

télégrammes de Madrid. Le 12, télégramme du ministre, de Varzin, *que l'on devait transmettre tous les télégrammes de Madrid à Léopold.* »

Considérons la situation pendant ces jours-là : la déclaration de la candidature, d'abord prévue pour le 7 juin, tardait à se faire, car ce ne fut que le 20 et le 23 que l'acceptation par Léopold à Sigmaringen et l'asquiescement de roi à Ems furent obtenus par Bucher. Et pendant tout le temps de cette crise, non seulement Bismarck se retire à son Tusculum de Varzin; mais, après avoir toléré pendant quelques jours qu'on le dérangeât dans sa cure de Carlsbad [1], il finit par ordonner par le télégramme en question qu'on *le déchargeât de toute la correspondance d'Espagne* [2] en la transmettant à Léopold, attitude absolument inconcevable, s'il avait eu la pensée ou la volonté dans ce même moment de mettre la mèche à la poudrière.

Sans doute, quand on a lu, comme on l'a pu faire dans le numéro de janvier de cette Revue, qu'à propos « des vues intimes de Prim, *de Bismarck et des Hohenzollern même* » on entend parfois des historiens allemands dire : « Nous ne parviendrons à connaître le fonds des choses que *par la publication française des « Origines Diplomatiques »*, l'on peut et l'on doit s'attendre à tout. Pourtant, qu'un homme cultivé puisse interpréter de la sorte le texte insignifiant d'Abeken et lui attribuer une importance capitale, cela passe toute attente. Qu'on puisse admettre, fût-ce un instant, l'idée qu'un chancelier — et quel chancelier! Bismarck! — dirigeant la politique générale de son pays, ait pu renoncer à prendre connaissance lui-même de la plus importante des correspondances du dehors et donner l'ordre de transmettre toute cette correspondance à un personnage étranger au ministère, n'ayant nulle fonction d'État, absolument irresponsable, voilà, vraiment, « l'inconcevable ». Penser qu'un ministre a pu se comporter de la sorte, c'est le supposer traître, incapable ou fou.

Aussi bien Bismarck n'a jamais envoyé l'ordre que lui attribue M. Hesselbarth. Le simple bon sens en donnait la certitude morale; le texte authentique d'Abeken, le texte allemand, en donne la certitude matérielle. Il n'y est en aucune manière question de *correspondance*, ni même de *télégrammes*. On y lit simplement

1. Cela veut dire que Bismarck pendant son séjour à Varzin faisait une cure d'eau de Carlsbad.

2. La phrase est soulignée par nous; on verra la raison plus loin.

ceci : « 12 Juni. Telegramm des Ministers an Varzin, das man alle *Nachrichten*[1] aus Madrid an den Erbprinzen senden solle. » Ce qui rigoureusement, traduit, signifie : « 12 juin. Télégramme du ministre, de Varzin : on enverra toutes les *nouvelles* d'Espagne au prince héréditaire — Léopold. »

Les *nouvelles*! L'ordre est le plus naturel et le plus simple du monde, car il est de pur bon sens et d'une très élémentaire courtoisie, de tenir le principal intéressé, Léopold, au courant de ce qui se passe ou de ce qui se prépare en Espagne. Mais encore une fois il ne s'agit ni des télégrammes ni de la correspondance. Pas un mot n'indique que Bismarck s'en remet à d'autres du soin de lire celle-ci et ceux-là et le texte « décisif » de M. Hesselbarth, le texte « inaperçu avant lui » tel qu'il le présente aux Français, n'est qu'un texte de fantaisie, forçant, faussant le sens du texte authentique, à la façon de l'édition bismarckienne du télégramme d'Ems.

ALBERT MALET.

1. Le mot est souligné par moi; le texte est emprunté à M. Hesselbarth lui-même.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

ÉVÉNEMENTS ARTISTIQUES DE L'ANNÉE 1814[1]

ALLEMAGNE

Conversion au catholicisme du peintre Overbeeck établi à Rome. Il a réuni autour de lui au couvent de Saint-Isidore le groupe d'artistes allemands d'où sortira la rénovation de l'école allemande. Rauch également à Rome y achève le tombeau de la reine Louise de Prusse.

Le peintre Gerhard von Kügelgen est nommé professeur extraordinaire à l'académie de Dresde. Son frère jumeau Karl-Ferdinand est fixé depuis 1803 en Russie où il avait été retrouver Gerhard qui s'y était rendu en 1798 mais n'y était resté que jusqu'en 1805. Son fils Wilhelm qui sera également peintre a alors douze ans. Carl Gustave Carus. *Paysage de printemps* (galerie de Dresde). Le peintre Ludwig Frédéric Kaiser (né à Ulm, 1779), après un séjour en Italie, se rend à Vienne où il est bientôt nommé peintre de la cour.

Construction sur les plans de Fisher de l'hôpital général de Munich.

Naissance des sculpteurs Halbig à Donnesdorf et Alb. Wolf, du graveur en médailles César (Joseph) à Hernats, près Vienne.

Naissance des peintres K. W. Hubner à Kœnigsberg, Geselschap à Amsterdam (de parents allemands), Fritz-Moritz Wendler à Dresde, Mathias Artaria à Mannheim, W. Kleinenbroich à Cologne, du paysagiste Edmond Koken à Cologne, de Joseph Kranzberger à Ratisbonne,

1. Ce qui suit est le développement des pages 485-7 de l'ouvrage suivant : *Répertoire chronologique de l'histoire universelle des Beaux-Arts*. H. Laurens, éditeur.

de Joseph-Andreas Fisher à Obertsdorfer-en-Algau, de Max-Joseph Legrand, peintre sur porcelaine, de Henri Mintrop.

Naissance à Francfort-sur-le-Main de Henri Schlesinger; à Rich, d'Henri Lehmann, frère de Rodolphe Lehmann né à Hambourg 1819. Ces trois peintres se feront naturaliser français.

Mort du miniaturiste Christian Gottlieb Dolst de Dresde, du peintre sur porcelaine Anton Auer de Munich.

L'Opéra de Beethoven, *Léonore*, remanié en trois actes, est représenté à Vienne sous le nom de *Fidelio*. Mort du compositeur Reichart.

ANGLETERRE

Walter Scott publie sans nom d'auteur, *Wawerley*, suivi bientôt de *Guy Mannering* et de l'*Antiquaire*, et inaugure la série de ses romans historiques qui ont exercé dès le début une influence considérable sur tous les arts aussi bien dans le continent que dans la Grande-Bretagne.

Wilkie et Haydon font un voyage en France. Lawrence qui visite aussi la France est rappelé en Angleterre par le Prince de Galles qui le charge de peindre les hommes d'État et les hommes de guerre qui ont contribué à la chute de Napoléon.

Le graveur William Nelson Gardiner, né à Dublin en 1766, se suicide à Londres. A la fin de sa vie il était devenu libraire.

Naissance du sculpteur Durham, des peintres Josuah Gilbert et Matthew. Mort des peintres Loutherbourg, Henry Tresham, du musicien Charles Burney, de W. Peters, peintre et chapelain du Prince de Galles.

Le paysagiste John Crome dit Old Crome (Crome le vieux) voyage alors en France et en Belgique. Il expose au salon de Paris une vue des environs de Norwich son pays natal. Mais il faisait aussi en cette année une vue des boulevards de Paris et des études sur la ville de Bruges. Glover, les deux frères James et George Foggo exposent également à Paris. Le peintre français Grévedon, qui a quitté la Russie en 1812 d'abord pour la Suède, est alors en Angleterre où il a de la vogue comme portraitiste. Il y restera jusqu'en 1816. William Collins à vingt-huit ans est nommé associé de l'académie. Le peintre d'animaux et de portraits Richard-Ramsay Reinagle est également nommé associé. Le portraitiste et paysagiste George Dawe, le peintre de genre William-Radmore Bigg sont nommés académiciens.

Un nouveau bâtiment est ajouté à Dulwich-Collège pour recevoir la collection de tableaux légués par le peintre sir Peter Francis Bourgeois. Fr. Bourgeois, mort le 8 jan-

vier 1811, avait lui-même reçu en legs cette collection de son ami le sculpteur Desenfans. Il laissa aussi une somme d'argent pour assurer l'aménagement et le service de sa galerie. — Phare de Hawth.

Les marbres de Phigalie enlevés au Péloponèse et que se sont disputés la France, l'Angleterre et la Bavière sont vendus aux enchères dans l'île de Zanthe en mai 1814. Cette frise fut adjugée au général Campbell, gouverneur des îles Ioniennes, agissant au nom du Prince Régent d'Angleterre. Le prix fut de 60 000 dollars, selon Cockerell, de 16 000 piastres espagnoles ou de 15 000 livres sterling (soit 375 000 francs), selon Stackelberg. Même cette somme, par suite d'un change désavantageux se trouva portée à 19 000 livres sterling. Elle fut prélevée sur les droits de l'Amirauté.

Exposition de l'Académie royale. Œuvres les plus remarquées. Les paysages de Turner : *Didon et Énée*, *Le Déluge* et un tableau inspiré des saisons de Thompson. — Les portraits par Thomas Lawrence : *Vicomte Castlereagh*, *le duc d'York*, *Lady Grantham*, *le marquis d'Abercon*, *the Right honorable J. M. Mahon*, *Lady Emily Cooper*, *Master William Lock*, *Lady Leicester* (d'après la *Reine des fées* de Spencer). — Les tableaux de genre de Wilkie : *Le Refus* d'après le *Duncan Gray* de Burns et *la Lettre de recommandation*. — Les *Cueilleurs de mûres*, les *Preneurs d'oiseaux* de W. Collins. — Le classique Benjamin West est toujours considéré comme un grand personnage. Il expose *l'Amour piqué par une abeille se plaignant à sa mère* et le portrait du dernier *duc de Portland* en costume de chancelier.

Après ceux de Lawrence les portraits qui intéressent le plus sont signés de John Jackson qui expose les peintres *West*, *Ward*, *Stothard*, *Henry Bone* (le célèbre peintre en émail), le *marquis de Buckingham*, le *Earl de Mulgrave*, l'esquisse d'un *Laboureur du Hertfordshire*. — Haydon brouillé avec l'Académie s'abstiendra de paraître à ses salons entre 1809 et 1820; mais on parle de son tableau du *Jugement de Salomon* qu'il vient d'achever.

La sculpture a une importance particulière avec Flaxman, *Apollon berger*, *le bon Samaritain*, un *Indien du Canada* pour le *Monument du général Simcœ* et le modèle d'un *monument* pour la cathédrale de Chichester, — avec John Baily qui n'hésite pas à sculpter un sujet traité par Canova, *Hercule lançant Lycas à la mer*; — avec Richard Westmacott (haut-relief pour un monument funéraire : « J'entends une voix venant du ciel »); — avec Kendrick dont le groupe *Adam et Ève pleurant sur le corps d'Abel* obtient une médaille d'or.

Ce sont comme les années précédentes le portrait et le paysage qui sont surtout pratiqués par ces peintres anglais. On peut remarquer

cependant que les portraits étaient encore plus nombreux à l'exposition de Paris qu'à celle de l'académie de Londres.

Portraitistes. S. W. Beechey : cinq portraits dont une *Dame en Hébé* et le *duc de Cambridge*. — Owen : *le Lord chief Justice Gibbes*, *le duc de Cumberland*, *Lady Warrender*, *Miss Hoare*, *Earl of Ashburnham*, *Sir I. Nicholl*. — Philipps : portraits de famille groupés sous le titre, *la Veillée*, *H. Drummond esquire*, *Sir Banks*, pour la corporation des médecins de Boston, *Le marquis de Stafford*, un « *nobleman* » *en Albanais*, un autre *nobleman*. — P. W. Pickersgill : six portraits dont l'acteur *Young* dans le rôle de Cassius (Othello de Shakespeare). — Barney : *Hicks*, peintre de fleurs du Prince Régent. — Oliver : sept portraits dont le *général W. Congrève* baronnet et *Sir C. Nightingale*, baronnet.

Northcote : *L'ingénieur Brunnel*, *une femme jouant de la harpe*, *Sir W. Pole* baronnet. — Martin Shee : huit portraits dont *le général Popham*. — Ch. Robert Leslie : l'acteur *Payne* dans le rôle de *Norval*. — Clover : *Cinq générations en un cadre*.

Miss Margeret Sarah Geddes qui en 1817 devenait Mme Carpentier (nom sous lequel elle est plutôt connue), par son mariage avec W. H. Carpentier conservateur des estampes et dessins au British Museum, débute alors au salon de l'Académie par le portrait de *Mistress Sharpe*. — Briggs : le *capitaine Thompson* tué au combat de Bidart de 1814. — Fittler : deux portraits en gravure.

Portraits divers de Brockedon, Artaud, Crégan, Nyatt, Sass, Samuel Lane, Devis, Joseph Rancis, H. Singleton. — Wilde : Un *Gentleman et sa famille*, *Une scène* de l'opéra *the Lord of the manor*, contenant les portraits des acteurs *Jones*, *Liston*, *Hammer*. — Samuel Drummond : huit portraits dont *Kean* dans *Richard III*. — Portraits divers de Harlow, Howard, Boaden, Pockock, Michel Sharp, Josiah Slater, J. W. Slater, Stephenoff, Lonsdale et surtout James Ramsay et Alfred-Edouard Chalon[1].

La miniature et la peinture en émail est au moins aussi pratiquée en Angleterre qu'en France, et ces procédés de même que la peinture sur porcelaine sont employés pour traiter non seulement le portrait, mais des sujets divers. Henri Bone, peintre en émail de la cour de George III est peut-être avec le Génevois Constantin, le premier émailleur de l'Europe.

Citons après lui, son fils Henri-Pierre Bone, John Engleheart, fils du célèbre Georges E. qui n'expose plus depuis 1813, James Green, Newton (*Miss Paton* et trois autres miniatures), Edridge Buck Briane, Henri Burch, Mistress Green, J. Goddard, Hames, Henderson, Henning (médaillon en émail du *duc de Devonshire*), Hobday, Keenan,

1. Alfred-Edouard Chalon, d'origine suisse, né à Genève en 1780, n'a pas de parenté avec son homonyme le peintre de sport.

peintre de la cour de la princesse Charlotte depuis 1809 (portrait du poète *Southey*), Miss Kendrick, fille du sculpteur, W. Lane, Joseph Lee (émail de *mistress Sawbridge*), John Mitchell (trois émaux), John Roberts, Andrew Bertland, Robertson, Joseph Robinson, Satchwell, Richard Saunders, Scotney (le compositeur *Parry*), Sherreff, Anker Smith, Stump, W. Thicke. Miss Thicke, W. Thompson.

Les peintres de sport plus nombreux en Angleterre qu'ailleurs[1] sont comme intermédiaires entre les peintres de portraits et les peintres des paysages et de la vie rurale. Car ils nous présentent fort souvent des portraits individuels des animaux qui se sont distingués à la course ou à la chasse et les reproduisent avec autant de soin que leurs propriétaires ou leurs valets qu'ils placent souvent à côté d'eux dans le même cadre.

H. B. Chalon expose plusieurs portraits de chiens et de chevaux, — Ward, outre chiens et chevaux, représente un *héron* et un *butor* ainsi que le portrait d'un *Homme de quatre-vingt-seize ans et de sa femme qui ont vécu dans les bois pendant cinquante ans.* — Barenger : Un *cheval*, des *faisans*. — John Cawse : *Erichto par Sorcerer*, jument de course, propriété de S. P. Kellermann esquire. — Abraham Cooper (six tableaux, chiens, chevaux cavaliers). — W. H. Davis : Portrait de deux chevaux et d'un bélier mérinos. — Sartorius : Portrait du *cheval Smolensko*. — Reinagle (Philip) : Un *Cerf errant*, un *Singe*. — Reinagle (Ramsay, Richard) : *Coq de bruyère* volant dans le parc de Chathworth.

Les nombreuses vues de demeures seigneuriales que nous trouvons dans les paysages se rattachent comme ces peintures de sport à la vie de château que mène pendant la plus grande partie de l'année l'aristocratie anglaise, vie bien différente de la vie de la cour que la noblesse mène sur le continent. — Nous ne séparerons pas les paysagistes des peintres de la vie rurale.

Constable : *Labourage dans le comté de Suffolk. Le Bac.* — Aglio : *Paysage composé. Vue de l'Etna.* — Ainsley : *Bestiaux sur un pont.* — Arnald : *Effet du matin en septembre, Temps d'octobre.* — Atterspool : *Le Château de Gloom.* — Atkinson : *Scène sur le rivage*; *un pêcheur.* — James Barret : Le *Belvedère de la résidence de lord Eardley.* — J. Buckler : *Abbaye de Malmsbury* (Wiltshire), *Cathédrale de Péterborough*, *Cathédrale de Saint-Paul de Londres.* — John Thessel Buckler, son fils : *Cathédrale de Salisbury*, Deux vues de *l'Abbaye de Selby.* — James Barnet : *Le Matin, Laboureur rentrant chez lui.* — John Bernay Crome (le fils) : *Vieille construction sur la rivière de Norwich.* — Thomas Daniell : *Scène de Gungava Patta* (avec animaux sauvages), *Le Gange au-*

1. La France possède alors cependant des peintres de sport qui n'ont rien à craindre de leurs rivaux anglais. Tels sont Dubost, Carle Vernet, Swebach.

dessus de Bénarès, *Entrée du port de Mascate*. — William Daniell : *La pointe Kemaes dans la baie de Cardigan*, *Paysage et château*, *Près du cap de Saint Gowen* (Pembrokeshire). — de Fleury : *Château de Kilgarron*. — J. Ch. Denham : *Scène dans un Park* du pays de Kent. — Derby : *Paysage composé*. — Sir W. Elfort : Vue du *château de Pomeroy*. — Edridge le miniaturiste : quatre paysages à l'aquarelle. — John Field : Deux paysages sur « plaster of Paris », nom par lequel on désigne en anglais le stuc. — Fielding : *Le soir*. — E. W. Foster, honorary exhibitor : *Vue de la rivière Aberconway*, *Ruines du château de Dudley*. — François-Louis Francia, aquarelliste d'origine française, né à Calais : *Vaisseau marchand*, *Yalostov* (*the Holy glory*) *vaisseau de l'Empire Russe*, le *vaisseau la Haghe croisant devant Cherbourg*. — Frearson : *Le Rialto*. — Lancaster (le Rev. H.) an honorary exhibitor : *Vue de la Clyde*, vue du *château de Harlech*, une *Scène dans les bois*. — Holland : *Vue de Stirling*, *Château d'Edimbourg*. — Laudon, an honorary exhibitor : *Un cottage*. — Medland (Thomas) : *Vue de Windsor*. — Fred. Lewis : *Vue prise dans le pays de Galles*. — Fred Nash : *Intérieur de monastère avec une procession de bénédictines*. — Renton : *Le retour de l'école au village*. — Nasmyth : *Dumbarton Castle*.—John Neale : *Bisaley Bridge* (Monmouthshire), *Château de Kidwelly* (pays de Galles). — Paysages divers de Asdow, Anderson, John Jamas, Chalon, Miss Elisa Maskale. — Earle, honorary exhibitor : une *Marine*. — Samuel : *Le Château de Pembrokes*, *Le château de Duaster* (Sommerset). — T. Turner (ne pas confondre avec William Turner) : *Chute du Lyn* (North Devon). — William Westall : *Oxford vue de la tour de New-collège*, *la Galerie des statues à Oxford*, vue du *Château de Richmond*, *Vue prise dans un Jardin de mandarins* sur la haute rive de la branche de la rivière de Pe-kiang avec mandarins et des femmes de haut rang.

Fleurs et fruits de Burgess, Abraham (Robert), Cranke, Miss Mary Lawrence.

Peintres d'histoire et de genre. H. Füssli : *La Reine Mab*. — Ed. Bird : *Philippa de Hainaut demandant à son époux Édouard III la grâce des bourgeois de Calais* — Etty : *Priam aux pieds d'Achille*. — John Martin : *Clytie*. — Mulready : *Enfants pêchant*. — Northcote : *Le Jugement de Salomon*. — Stothard : *Calypso et ses nymphes caressant Cupidon*, *Euphrosine* (tableau inspiré par l'*Allegro* de Milton). — Mrs Anslay : *La Charité*, *Tobie guéri par son fils*. — Scènes de genre de Bigg, de Miss Jackson, de Cranmer, Witherington. — Brockedon : *Ossian et Malvina*, *Adam et Eve devant le corps d'Abel*. — A. E. Chalon : *Scène du Mariage de Figaro* (*Le comte*, *Suzanne*, *Chérubin*). — Corbould : dessin pour *le Corsaire* de Lord Byron, poème récemment publié. — Dighton, peintre mili-

taire du Prince Régent : l'*Assaut de Saint-Sébastien.* — Georges Jones : *Intérieur d'un Cottage* (comté de Merioneth), *La Retraite*[1]. — Pickersgill : *La Mort de Blanche* (dans la *Dame du lac*, poème de Walter Scott). — H. Singleton : *La Vision des rois dans Macbeth*, *David dans la caverne d'Adallam*, *Le Christ chez Marthe*, *Conrad et Gulnare* (scène du *Corsaire* de Lord Byron). — W. Thompson : *Thaïs, semblable à une autre Hélène incendiant une autre Troie*, *Eurydice ramenée en enfer.* — Charles-Robert Leslie : *La Pythonisse d'Endor et Samuel.* — Samuel Morse : *Dorothée* (voy. États-Unis). — James Ramsay : *Pierre reniant le Christ*, *Repentir de Saint Pierre.*

Sculpture. — A côté des œuvres importantes rappelées plus haut nous citerons : Bacon : *Monument du général Cotes*, *Monument du capitaine Hardinge.* — Chantrey : trois bustes. — Garrard : *Combat* célèbre *entre les deux Boxeurs The Champson et The Black*[2]. — Nollekens : cinq bustes dont le *duc de Crafston.* — Theed : deux modèles d'orfèvrerie pour le Prince Régent. — Turnerelli : bustes du chirurgien *Banks* et de *H. Erskine.* — Warner : Empreinte d'une entaille gravée en mémoire du fatal accident survenu près de Cheptow-Brigde (comté de Montmouth). — Gahagan : Projet de monument pour *Spencer Perceval*[3]. — Rossi : Statue du *marquis de Cornwallis* dans le costume de l'ordre de la Jarretière, *Mars et Vénus.*

Architecture. — Aïkin : *Maison près de Liverpool*, *Monument du poète Burns.* — S. Barry : *Muséum et Bibliothèque.* — Bedfond : *Façade et intérieur des Propyles d'Eleusis.* — Goldicutt : Dessin pour un *Monument commémoratif des victoires de Wellington.* — Inwood : *Vue de la chapelle d'Henri VII à Westminster.* — A. Lee : *Entrée d'un Hall.* — Henri Seward : *Deux dessins pour un Pont triomphal.* — W. Seware : *Un Mausolée*: *un Pont triomphal.* — W. Lewis Wyat : *Eglise de Stockort.* — Hardwick : *Dessin sur la maison pénitentiaire de Millbank.* — Elmes : *Dessin pour un temple en l'honneur du toujours victorieux Wellington.* — Hakewith : *Dessin pour la colonne triomphale d'Alexandre de Russie.* — Soane : *Dessin pour une nouvelle chambre des lords.*

1. Nous saisissons l'occasion de rappeler que Georges Jones (1786-1869) s'est surtout distingué depuis par un grand nombre de sujets sur l'histoire du premier et du second Empire. Citons six tableaux sur *Waterloo* (bataille générale et épisodes); *Bataille de Borodino*; *Mort du général John Moore*; *Nelson à la bataille de Saint-Vincent* (à l'Hôpital de Greenwich); *Bataille de la Corogne*; *Wellington au combat du col de Maya.* En 1853, il exposait encore une *Bataille de Waterloo*; en 1855 une *Bataille de l'Alma*; en 1859, *une Bataille d'Inkermann.* Il a fait aussi plusieurs tableaux sur la *Guerre des Indes.*

2. Accorder les honneurs de la statuaire à des héros de ce genre a quelque chose de choquant. Mais il ne faut pas oublier que les Grecs faisaient de même.

3. C'est le ministre assassiné en 1812 par un certain Bellingham dont il n'avait pas accueilli les réclamations.

L'Institution britannique pour l'encouragement des Beaux-Arts organise une expositon d'œuvres de Gainsborough, Wilson, Zoffany.

Naissance à Waterford (Irlande) du compositeur William Vincent Wallace.

BELGIQUE

Naissance du peintre Baugniet. Plusieurs œuvres sont exposées à Paris par les artistes belges : Flatters, Van Brée, Claessens, Mandevaere, Denis, Ommeganck. Voir France.

ÉTATS-UNIS

Naissance du sculpteur Brown. Samuel Morse, né à Charleston, le futur inventeur du télégraphe électrique qui porte son nom, expose à la Royale Académy de Londres une scène de l'épisode de *Dorothée* dans *Don Quichotte*.

FRANCE

Inauguration de la salle des maîtres primitifs italiens et allemands au Louvre. — Aquarelles d'Opiz sur les événements de 1814.

Chute de Napoléon qui abdique le 11 avril. Le traité de Paris (30 mai) reconnaît formellement à la France la propriété des tableaux, sculptures, œuvres d'art diverses que la victoire lui a donnés. C'est ce que constate Louis XVIII dans son discours à l'ouverture des Chambres. — Dès le 6 avril, des royalistes essayent de renverser la statue de Napoléon de la Colonne Vendôme. La statue de Desaix est enlevée de la Place des Victoires. — Ecu de Louis XVIII par Thiollier.

Brevière, né en 1797, exécute dès 1814 des gravures « sur bois debout ». Il a donc précédé dans ce procédé l'Anglais Thompson auquel cependant l'invention a été généralement attribuée.

Fronton sud de la Cour du Louvre par Lesueur. Pendant son séjour à Paris, l'architecte Mauduit (1814-15) fait partie de la commission nommée pour s'occuper de la consolidation des fondations du Panthéon. Au début de l'année l'architecte Bellanger avait été nommé inspecteur des fêtes et cérémonies de la Cour impériale. Il s'était adjoint Hittorf et Lecomte. — Quatremère de Quincy publie son *Jupiter Olympien*.

La Lithographie a pris déjà assez d'importance pour qu'elle soit astreinte au dépôt légal.

Prix de Rome. — Peinture : *Diagoras porté en triomphe par ses fils*. Premier prix : J.-B. Vinchon; deuxièmes prix : Jean Alaux, Louis-Édouard Rioult. — Sculpture

(Ronde bosse) : *Achille blessé à mort* retire de son talon la flèche qui l'a blessé. Premier prix : Louis Petitot; deuxième prix : Jules-Étienne Ramey fils.

Architecture : *Bibliothèque-Musée*. Deux premiers prix : Landon et Destouches; deuxième prix : Visconti; troisième prix : Vauchelet — *Gravure* en médailles et en pierres fines : *Guerrier saisissant ses armes sur l'autel de la patrie*. Premier prix : Antoine Desbœufs; deuxième prix : Jacques François Walcher. — Gravure en taille-douce. — Premier prix : Forster; deuxième prix : Léopold Robert, originaire de la Chaux-de-Fonds.

Vente à Paris (août) de la collection de M. Brun-Nergaard, gentilhomme de la chambre du roi de Danemark. Elle est composée de gouaches et de dessins.

Démolition de l'ancien collège d'Harcourt.

Mort de Moreau le jeune. Outre les nombreux ouvrages exécutés par lui, comme dessinateur du Cabinet du roi, il laisse, au témoignage de sa fille, Mme Carle Vernet, plus de deux mille estampes gravées soit par lui, soit d'après ses dessins. Elles sont destinées pour la plupart à illustrer les ouvrages d'auteurs célèbres : La Fontaine, Racine, Molière, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau, Fénelon, Gessner, Raynal, Fielding, même Montesquieu et Mably.

Mort du sculpteur Clodion dans la gêne. Un grand nombre de ses œuvres qu'on se dispute aujourd'hui à des prix exorbitants, restent dans son atelier sans trouver d'acquéreur. La plupart sont abandonnées et périssent. — Mort du graveur Delaunay, qui a reproduit surtout les œuvres de Baudouin; du paysagiste graveur Pillement. Mort à Paris du peintre suédois Lafrensen dit Lavreince. Mort à Rome, où il est fixé depuis 1799, de l'historien de l'art Seroux-d'Agincourt. — Mort de l'architecte Patté. — Mort de l'orfèvre Ravrio. — Mort du peintre Gibelin, auteur de grandes peintures décoratives à l'Ecole de Médecine. — Mort des peintres Frédéric-J.-B. Desmarais à Carrare et Pierre Descours à Bernay. — Naissance de Charles Blanc, graveur et écrivain d'art; de Joseph-Isnard (*sic*) Louis-Desjardins, inventeur de la chromotypographie (en quatre planches), et d'Antoine Desjardins, architecte. — Naissance de l'architecte Viollet-le-Duc; des sculpteurs Cavelier, Clesinger et Michel Pascal; des peintres Jean-François Millet; Charles Leroux (paysagiste et député), Durand-Brager, Tournemine, Fr. Appert, Chabal-Dussurgey, Steinheil.

Biennais vend à Joséphine une pendule faite d'après les dessins de A. Garnerey. — Joséphine donne au tsar Alexandre qui est venu la voir à la Malmaison les admirables camées de *Ptolémée Philadelphe et Arsinoé* et d'*Alexandre de Macédoine*. Elle meurt (29 mars). La magnifique collection de la Malmaison est vendue. Cette vente,

aussi bien que la donation faite au tsar, n'étaient pas légitimes. Les œuvres d'art laissées en jouissance à l'impératrice Joséphine appartenaient à la France. Cette vente et ce don étaient le prélude des pertes artistiques que devaient nous coûter les traités de 1815.

Grand succès du *Panorama de Vienne* exposé à Paris. Exposition au Palais-Royal (galerie des Bons-Enfants, n° 137) des sculptures en cire coloriée de Zumbo.

David qui n'a rien envoyé au Salon, expose dans son atelier son tableau de *Léonidas aux Thermopyles*. Il y réexpose en même temps ses *Sabines*.

Le Salon.

Le Salon officiel de 1814 vit reparaître d'ailleurs un certain nombre de tableaux célèbres qui avaient paru aux expositions précédentes. Il fut en quelque mesure une exposition rétrospective.

Le Salon s'ouvrit le 1er novembre 1814, en pleine Restauration. Il ne faut donc pas s'étonner qu'on n'y trouve pas d'œuvres rappelant directement Napoléon. — On y rencontre en revanche un grand nombre de sujets historiques, anecdoctiques, et allégoriques sur Henri IV et sur Louis XVIII. — A noter aussi la variété des sujets traités et des sites représentés. A côté des scènes antiques, de nombreux tableaux sont inspirés du moyen âge et du « troubadourisme », comme des romans à la mode de Mme Cottin, de Chateaubriand, de Mme de Genlis, sans parler d'Ossian qui a encore des fidèles et des scènes sentimentales, exagération de l'école de Greuze. Remarquer aussi le grand nombre de femmes qui s'adonnent à la peinture et dont plusieurs (Mme Mongez, Mlle Béfort, etc.) cultivent la grande peinture d'histoire à la manière des Davidiens. — A noter les envois de plusieurs peintres étrangers.

Comme on l'a dit plus haut plusieurs œuvres déjà connues y sont envoyées : *La Justice et la Vengeance sociale poursuivant le Crime*, de Prudhon. — *La Famille de Priam*, de Garnier. — De Pierre Guérin : *Andromaque aux pieds de Pyrrhus*; *Hippolyte devant Thèsée et Phèdre, refusant de se justifier*; *Céphale et l'Aurore*. — De Gros : *Le comte de La Riboisière et son fils*; *Le comte Lassalle*; *La comtesse Lassalle*; *François Ier et Charles-Quint à Saint-Denis*. — de Girodet : *Le Déluge*; *Funérailles d'Atala*; *Endymion*; *Hippocrate refuse les présents d'Artaxerxès*. — De Hennequin : *Oreste poursuivi par les furies*. — Danloux, un *portrait*. — De Dedreux Dorcy : *Bajazet et le Berger*. — On y voit aussi (on ne sait pourquoi) la Sainte Marie l'Égyptienne de feu Greuze. Greuze était mort depuis neuf ans. — Plusieurs gravures.

Outre ces œuvres que l'on avait eu déjà l'occasion d'apprécier on remarque surtout *le Cuirassier blessé*, de Géricault; le *Pierre le Grand sur le lac Ladoga*, de Steuben; les nombreux portraits de Lefèvre, les

œuvres variées de Taunay, Dubost, Mme Hadebourg-Lescot; *l'Héro et Léandre* de Delorme (auj. au Musée d'Arles); Lemonnier : *François Ier recevant la Sainte famille de Raphaël dans la salle des Suisses à Fontainebleau; — Lecture de l'Orphelin de la Chine de Voltaire chez Mme Geoffrin.* — Granet : le peintre *Stella dans les prisons de Rome.* — Ingres : *Don Pedro de Tolède baisant l'épée d'Henri IV, Pie VII à la Sixtine*[1]. *Raphaël et la Fornarina* (non inscrit au catalogue). Mais peut-être faut-il citer avant tout Prudhon qui outre le célèbre tableau déjà cité avait exposé : *Psyché enlevée par Zéphyr* (peint pour M. de Sommariva), *le portrait de Sommariva* et *Jeune Zéphyr se balançant sur l'eau.* — Van Dael, le peintre de fleurs, a une exposition d'une importance exceptionnelle.

Les portraits sont en très grand nombre. Gros, outre les portraits ci-dessus mentionnés, a envoyé *la comtesse Legrand, le comte Montbrun.* — Gérard : *le Portrait du roi*[2]. — Robert Lefèvre : une quinzaine de portraits dont *Louis XVIII*[3], *un Magistrat, un Acteur du théâtre français.* — Carle Vernet : le compositeur *Monsigny, le pape Pie VII.* Plusieurs portraits de Riesener, Heim (dont M. V., architecte[4]), Hilaire Ledru, Rouget, Caminade, Lemonnier (dont *Mme Lenoir*, femme d'Alexandre Lenoir), Vaflard, Taunay, Gounod, père du compositeur (dont *la duchesse d'Angoulême*), Gouttenbrun (dont *Pie VII* d'après nature), Vien le fils (dont *Tableau de la famille de l'auteur*). Berthon, M. Charpentier, Mme Chaudet, Vignaud, And. Millet, Bonnemaison, Bordier, Roller, Laneuville (dont le *Comte Demidoff*), Rhatier (dont *Louis XVIII*), Mlle Capet, Mlle Mauduit, Quaglia (deux portraits dans le genre historique), Mlle Bouteiller, M. de Laval, Mlle de Laval, Fontallard, ancien officier, Gorbitz, Ponce-Camus.

Girodet, outre ses tableaux, expose neuf portraits dont deux sont des compositions : *De Sèze méditant la défense du Roi, Chateaubriand au milieu des ruines de Rome.* — M. de Saint-Victor : *La marquise de G., la marquise de P., la marquise de C. G.* — Le baron de B. : deux *portraits de jeunes filles.* — Pierre Guérin, outre ses tableaux : *Portrait de Mme D. en costume campanien.* — Portraits arrangés de Kinson qui conserve sa vogue de peintre mondain : *Femme pinçant de la*

1. Ingres peignit, en 1814, l'*Odalisque couchée* (Louvre) qui ne fut exposée qu'en 1819. A cette même année se rapportent les dessins suivants : *Le prince Achille Murat*, « dessiné d'après nature par moi Ingres 1814 »; *le prince Lucien Murat*, même signature; *Mme Haudebourg-Lescot* en costume de Transteverine; *Portrait d'une jeune Anglaise*; portrait d'homme debout (un Belge, cru portrait de Rossini).

2. Il a peint en 1814 le portrait du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III (non exposé).

3. Ce portrait, dit le livret, a été fait sans séances et entièrement de mémoire.

4. Probablement Vaudoyer.

Lyre, *Trois sœurs dont l'une dessine le portrait de Sa Majesté*, *Portrait de femme en douillette blanche garnie de fourrure*, *Portrait d'une jeune personne en paysanne napolitaine*, *Un officier de Hussards.* — Paillot de Montabert, plusieurs portraits « dans le nouveau procédé inventé par l'auteur ». — Carle Vernet : *Le duc de Berry* dans l'uniforme du 6e Lanciers.

Plusieurs portraits de Vigneron dont *La duchesse* d'*Angoulême* et *Louis XVIII.* — Bera : *Louis XVIII*, *la duchesse d'Angoulême.* — Bergeret : *Portrait de l'auteur.* — Bouton (Joseph-Marie) : *Louis XVIII*, *Marie-Louise*, reine d'Espagne. — Chandepie de Boivin : *Bon*, *officier de cuirassiers*, fils du général tué à Saint-Jean d'Acre. — Portrait anonyme du *général comte Carra Saint-Cyr*, gouverneur de Cayenne. — Dabos : *Le Dr Nauche.* — Charpentier (Auguste) : cinq portraits dont *le compositeur Mansui.* — Feu Danloux (mort en 1809) : *L'évêque de Saint-Pol-de-Léon.* — Mme Davin : plusieurs portraits dont *l'Ambassadeur de Perse Asker-Khan* (aujourd'hui au Musée de Versailles). — Mme Chavagnac : *Le général Sacken et son aide de camp*; *Law de Lauriston*, père du général. — Jérome Langlois : *L'abbé Sicard* donnant une leçon (Versailles). — Fleury : *Mme Hervey* dans la *Petite Gouvernante.* — Mme Foulon née Lucile Vachot : *Le grand écuyer de Valachie; le Colonel Russe Soldann*, *Le comte de X. aide de camp d'Oudinot.* — Gregorius : plusieurs portraits dont le *Général Dallmann* et le *général Bernard.* — Hervier : *Clozel*, acteur de l'Odéon. — Hennequin : *Le Dr Magnan.* — Mme Auzou : *Le baron de V.* — Lacoma : l'auteur dramatique *Cailhava* (mort en 1813). — Van Brée. — Panckouche. — Descamps : *Portrait de M. L. au tombeau de Virgile*[1]. — Van Gorp : *M. Brun-Neergard*, gentilhomme de la chambre du roi de Danemark, *le Marquis de Sauvebœuf*, etc. — Anthelme Lagrenée : Portrait de *Talma* dans Hamlet, un autre portrait, plusieurs miniatures et camées.

La miniature, la peinture sur émail et sur porcelaine continuent à être pratiquées avec beaucoup d'habileté et de talent comme le montrent les envois d'Aubry. — d'Augustin (*le roi*, *le duc de Berry*, *Denon*, émail). — de Constantin (*Mlle Mars*, émail). — Dumont : *Le Dauphin*, *la duchesse d'Angoulême.* — Mlle de la Cazette : *Mme Morandi* dans le rôle de *Suzanne* des *Noces de Figaro*, etc. — Henri-Joseph Hesse. — Duchesne. — Saint : le géographe *Boisrard*, *M. de la Peyrière*, le compositeur *Zimmermann*, etc. — Mimeret : le peintre *Watelet*, la *comtesse de Nesselrode* — Jacques : *Le général Badois*, *le colonel du génie Boissière*, *Mlle Mars.* — Mlle Adèle de Romaine, dite Romany : *Mlle Raucourt* dans le rôle d'Agrippine, *Mlle Emilie Leverd* dans le rôle

1. Ce M. L** est peut-être Alfonse de Lamartine qui avait été à Naples en 1813 et venait de rentrer en France au milieu de 1814.

de Roxelane, *Mme Granier* dans *Colinette à la cour*, *M. Suberbielle*, chirurgien de la gendarmerie de Paris, etc. — Delacluse : *Robert, colonel des grenadiers de France, le pianiste Rigel, le pianiste Meraux*, etc. — Singry : *Mlle Pauline, des Variétés, Isabey, l'Auteur.* — Bergeret : miniatures à l'huile. — Thomasset : *Milord Buckingham d'après Girodet*, émail. — Hollier : *Mme Michelot, M. Lafond, M. Talma*, du théâtre français. — Berry d'Ouville. — Mlle Bouillerot Saint-Ange. — Unger. — Boichard. — Mlle Charrin. — Mme Corchaud. — Mme Dumeray. — Delonne. — Finot : portrait de *la Dauphine mère du roi Louis XVIII*[1]. — Leguay. — Maricot. — Sieurac. — Bertrand (Vincent), outre des miniatures, expose des « portraits aériens » sur velin.

La manufacture de Sèvres envoie une collection exceptionnelle de peintures sur porcelaine, mais rien qui intéresse la fabrication, la forme ou l'effet décoratif. Par un point de vue faux ou en tout cas singulièrement exclusif la peinture de sujets sur plaques de porcelaine passait auprès de beaucoup d'amateurs et d'artistes pour la principale raison d'être de la manufacture[2]. Il n'en est pas moins vrai que la manufacture produisait, dans ce genre particulier, des œuvres d'une rare valeur. On vit au Salon de 1814 : *Le Roi*, d'après Gérard, par Georget. — *La Belle Jardinière*, de Raphaël, par Mme Jaquotot. — Leguay : *Une femme jouant de la lyre.* — Van Os : *Fleurs.* — Robert : *Vue de Saint-Cloud.* — Langlacé : *Versailles* (côté de l'Orangerie). — De Velly : *Le Lion s'en allant en guerre* (Lafontaine). — Béranger : *La Mort d'Epaminondas*, avec ornements, par Philippini. — Neuf plaques faisant partie d'un coffret à bijoux. Les camées sont de Béranger, la plaque du milieu porte *Psyché faisant des présents à ses sœurs, sujet entouré des camées des divinités mentionnées dans l'histoire de Psyché*, quatre plaques longues représentent des *Amours préparant divers objets de la toilette des femmes*[3]. Sur les quatre plaques carrées *Amphitrite, Cybèle, Flore, Pénélope surprise par les prétendants au moment où elle défait son ouvrage*, d'après la composition de Flaxman, par Degault. — *La Vierge à la grappe*, de Mignard, par Dufay. — Table représentant *treize grands capitaines de l'antiquité*, composition de feu M. Brongniart (l'architecte Théodore B., père du directeur de la manufacture de Sèvres) avec camées de M. Parant et ornements peints par M. Philippini.

En dehors de cette exposition collective, M. Jaquotot avait envoyé *la Vierge à la chaise*, d'après Raphaël, et *Corvisart*, d'après Gérard ; Parant : *le portrait du Roi*, d'après Gérard, ainsi que plusieurs portraits

1. Marie-Josèphe de Saxe, deuxième femme du Dauphin Louis, fils de Louis XV.
2. Ce fut l'opinion formelle d'Ingres et de Mérimée.
3. Imitation visible des peintures de Pompéi.

imitant la sardoine et l'agate. — Legros d'Aussy : portrait de l'auteur et *Tête de femme* de grandeur naturelle. — M. de Sommariva, comme le fait le roi de Bavière, veut avoir les copies en émail des tableaux de sa célèbre galerie. Mlle Chevassieu expose onze émaux d'après cette collection[1].

Revenons à la peinture proprement dite. Ansiaux : *La Résurrection de N. S. J. C., la Conversion de Saint Paul* pour la cathédrale de Liége. — Abel de Pujol : *La Mort de Britannicus.* — Mme Auzou : *Une des croisées de Paris le jour de l'entrée de Louis XVIII, Diane de France et le jeune Montmorency, Effroi d'une jeune Livonienne trouvant brisé l'arbre qu'elle a planté à la naissance de son fils, les Bains de Luxeuil, un Portrait.* — Bagetti : *Les Tuileries à l'entrée de Louis XVIII, Combat dans une gorge, le lac de Lecco* et autres *Vues d'Italie.* — Balzac : *Le Palais de Karnac, le grand Sphinx et les Pyramides.* — Mlle Béfort : *Jeune thébaine pansant son père blessé, Thésée et Ariane, Eurydice fuyant Aristée et piquée par un serpent, Adieux d'Hector et d'Andromaque.* — Antoine Béranger : *Une femme accompagnée de ses enfants pleure au tombeau de son époux, l'Innocence sous la sauvegarde de la Fidélité.* — Bergeret : *Anne de Boleyn condamnée à mort.* — Berlot : *Le Panthéon d'Agrippa, Projet d'un monument à la mémoire des artistes célèbres*[2]. — Berni, peintre du Jardin des plantes : *Taureau, Lionne et ses petits, Panthère et ses petits, Vue d'une maison de campagne.* — Delalande, peintre du jardin des Plantes : *Histoire d'un chien célèbre.* — Berthon : *Phèdre, Armide et Renaud, Angélique et Médor, Enlèvement d'Hélène.*

Berzin (Victor) : *Villa dans la Sabine* (*soleil couchant*), *Bords de l'Arno* (matin), *Vue prise dans le royaume de Naples* (effet de vent), *Pont d'Auguste à Narni et son pendant, Deux vues de lacs italiens* se faisant pendant, *Intérieur de forêt* (*chasse au cerf*). — Xavier Bidault : Deux paysages sur *l'Isola di Sora, San Germanio, Paysage antique,* (Berger et chasseresse), *Temple de Tivoli et plaine de Rome, Vietri* dans le golfe de Salerne, *Village de Pommiers près de la Grande-Chartreuse, Fontaine de Vaucluse* (*François Ier écrit sur le tombeau de Laure les vers qu'il composa pour elle*). — Constant Bourgeois n'envoie que des paysages français : *Extérieur de l'Abbaye aux Hommes à Caen* (*Guillaume le Conquérant reçoit à la porte de l'abbaye un message d'Angleterre*), *Extérieur de*

1. La peinture sur porcelaine est celle qui a le plus de fixité et qui échappe le mieux aux chances d'altération et de destruction. C'est pour cela que Ingres devait recommander que le gouvernement prît soin de faire reproduire par ce procédé, soit en vraie grandeur, si les dimensions de l'original le permettaient, soit en réduction, les chefs-d'œuvre de la peinture ancienne et moderne.

2. Berlot était musicien de profession et tenait un violon à l'Opéra comique. Il était né à Versailles en 1775.

l'Abbaye aux Dames à Caen (*la reine Mathilde reçue par le clergé*), *Intérieur* de la même abbaye, *la Grande-Chartreuse au moment où les brouillards s'élèvent*, *Château de Chinon*, *Château d'Ussé*. — Watelet : *Paysage* (*effet du matin*), *Offrande au Dieu Pan*, *Paysage* (*soleil couchant*), *Bergers se rendant au temple d'Apollon*, *Intérieur d'une forêt au soleil couchant*. — Baltard : deux paysages historiques. — Valenciennes : *Éruption du Vésuve*, 79 après J.-C. — César Van Loo, est toujours fidèle aux effets de neige : *Première neige d'automne* (*château de Moncalieri*), *Pleine neige* (*poste ruiné près de Veroli*), *Pleine neige au clair de lune*, *Pleine neige au soleil couchant*, *Matinée de Printemps* (*cascade près de Subiaco*), *Grotte de Neptune à Tivoli*. — Blanchard : *Le Casino Doria à Gênes*, *Vue de Montmélian*, *le Grand Saint-Bernard et son hospice*. — Bouhot : *Palais et Jardin des Tuileries vus du quai d'Orsay*, *Porte Saint-Denis*, *Pompe à feu de Chaillot*, *Pompe à feu du Gros Caillou*, *la Diligence* (*effet de neige*). — Boisselier : plusieurs paysages. — Chauvin : *Route de Pouzzoles*.

Boilly : *Le Jardin turc*, *la cour des diligences*, *Scène familière*, *Scènes de boulevard*, *M. G. et sa fille*. — Debucourt : *Fête de Village*, *Médecin consulté par une jeune fille*, *Un charlatan*, *dessin* (voir gravure).

Blondel : *Le Désespoir d'Hécube*, *Zénobie retirée de l'Araxe*, *Baigneuse*. — Bouchet : *Homère*, *Jugement de Pâris*. — Mlle Boutellier : *Charles VII et Agnès Sorel*. — Charles-Marie Bouton : *Le Palais des thermes à Paris*, *le Musée des Monuments français* (salle du xve siècle). — Daguerre : *Intérieur d'une chapelle de l'église des Feuillants* (*tombeaux des Phélippeaux*). — Budelot : *Jardin du Musée des monuments français*. — Mlle Rosalie Caron : *Mathilde et Malek Adel au tombeau de Montmorency*. — Mme David : *Mort de Malek Adel*, *la Chanteuse*, *la Dormeuse*.

Brun : *Musiciens en goguette*, *la Mariée de village*. — Buguet : *Molière et sa servante*.

Cassas : *Vue de Constantinople*, *Balbek*, *Couvent de Cos Haja* (*Liban*), *Isola-Bella* (*lac Majeur*). — Cazin : *Fontaine de la place du Châtelet*, *Vue près d'Honfleur*, *Souterrain de l'ancien quai de Gesvres*, *Intérieur d'une abbaye incendiée*. — Mlle Adèle Melling : *Vue prise des Moulins de Montsouris* « d'où l'on découvre plusieurs édifices de Paris ».

Mlle Chardon : la *Veuve du roi Ban* sujet tiré de Lancelot du Lac[1] (voir plus loin Mme de Servières). — Mme Charpentier : des portraits et des sujets familiers, *Première cure d'un jeune médecin*, *Une mère recevant les confidences de sa fille*. — Mme Chaudet : *Petite fille en pénitence déchirant son livre*, *Dibutade*. — Chéri (1759-1838) qui a joué un

1. Les Romans du moyen âge avaient été surtout mis à la mode par les publications de Creuzé de Lesser.

rôle politique révolutionnaire et fut maire de Charonne : *David et Saül.* — Cochereau : *Intérieur d'une école de peinture*[1]. — Coupin de la Couprie : *Françoise de Rimini.* — Crépin : plusieurs *marines* dont deux sur Cherbourg.

Le paysagiste anglais John Crome plus tard surnommé Old Crome qui habite alors à Paris, 17, rue Vivienne, expose un site de son pays natal : *Vue des environs de Norwich.*

Dabos : *La Famille indigente ou l'Orgue de Barbarie, Site égyptien* (*effet de Lune*). — Mme Dabos née Bernard : *Deux jeunes personnes se partagent une branche de Lys à la sortie du Te Deum chanté à Notre-Dame, le jour de l'entrée de Louis XVIII à Paris; Parties de Masques.*

Damame appelé aussi Demartrais : Plusieurs *vues de Saint-Pétersbourg et de Moscou* (sites et scènes de mœurs). Couronnement de Marie de Médicis (voir gravure).

Dandrillon : Vue du *Colisée* inachevée par suite de la mort de l'auteur en 1812.

Le marquis d'Aubusson : *Hector force Pâris à quitter Hélène et le conduit au combat.* — Le Boulanger de Boisfrémont : *Enfance de Jupiter, Virgile lisant le sixième chant de l'Enéide devant Auguste et Octavie.* — Le comte de Lubersac, amateur (*sic*) : *Un père donnant une leçon de géographie à son fils.*

Dedreux-Dorcy : *Bajazet et le Berger, Rhadamiste et Zénobie.* — Mlle Delafontaine : *Une veuve avec sa fille au tombeau de son fils.* — De Laval : *Hélène désigne à Priam les chefs de l'armée grecque.* — Mlle de Laval : *Jeune fille conduisant sa mère aveugle.* — Delécluze : *La Mort d'Astyanax, Auguste et Cinna.*

De Marne : *Les Bords de la mer aux environs de Bayeux, l'Image chérie, une Route avec une diligence, le Goûter des faneurs dans une prairie,* deux *Vues d'un canal,* deux tableaux représentant *des Foires, Militaire blessé soigné par des pâtres.* — Feu Denis d'Anvers (mort à Naples le 1er janvier 1813) : Paysage (*Cheval combattant un taureau*) appartenant à M. Alquier[2]. — Descamps : *Prométhée sur le Caucase, Héroïsme des femmes de Sparte.*

Desenne : nombreux dessins pour illustrer le poème des *Normands en Italie, l'Hermite de la Chaussée d'Antin* d'Etienne de Jouy, etc.

Desoria : *Saint Paul devant Agrippa* (pour la cathédrale d'Anvers), *la Mort de Clorinde.* — Feu Desmarais, mort à Carrare 1814 : *Œdipe et Antigone.* — Devilliers : *Mort de Patrocle, Enée sauve Anchise.* — François Dubois : *Dévouement de Cimon pour son père Miltiade.*

Martin Drolling : *Une Laitière, Marchande d'Oranges, Dites votre*

1. C'est l'atelier de David; le tableau est au Louvre. Les élèves sont occupés à dessiner ou à peindre d'après le modèle Polonais, célèbre alors dans les ateliers. Parmi eux on remarque Schnetz, Dubois, Pagnest.

2. L'ambassadeur à Madrid, à Naples, à Stockholm.

mea culpa, *le Verglas*, *Marchand forain*, *Sapho et Phaon*, *Une jeune femme* (probablement la reine Hortense) *portant des secours à une famille malheureuse.*

L'ancien officier Dubost, expose une série fort remarquable de tableaux de sport qu'il a peints en Angleterre en 1812 et qui forment un ensemble reproduisant la vie d'une course : *Hyde Park un dimanche*, *Course de onze chevaux à New-Market* (*le Départ*), *Course de trois juments*, *le Cheval dans le haras*, *le Cheval dans l'écurie*, *le Cheval dans l'écurie de course*, *le Cheval qu'on selle pour la course*, *le Cheval au poteau de départ*, *le Cheval à l'arrivée des petites courses*, *le Cheval à l'arrivée des grandes courses*, *le Cheval qu'on bouchonne*, *le Cheval en vente.* Il expose en outre : *le Roi d'Angleterre avec les princesses Sophia et Augusta à Windsor*; puis des scènes orientales : *Intérieur d'une tente*, *Mamelouk exposé à tout le feu d'un détachement* et enfin des tableaux antiques, *Pénélope*, *Vénus et Diane*, peinture d'un beau coloris qu'on a pu voir au musée de Périgueux.

Ducis : *Mlle de La Vallière à Chaillot*, *le Tasse et la princesse Eléonore*, *la captivité du Tasse*, *le Tasse se présentant à sa sœur à Naples sous des habits de paysan.* — Duclaux : *Deux Scènes de don Quichotte.*

Dunant : *Scène de Gil Blas*, *Scène du Diable amoureux* de Cazotte, *le Petit Chaperon Rouge*; *Vues* de divers châteaux : *Pau*, *Nérac*, *Loches*, *Joinville*, *Brescia* avec des scènes historiques. — Dugourc : *Le Boléro*, *Combat de Taureaux.* — Feu Dumet : *Générosité de Bayard.* — James Foggo, peintre anglais qui habite alors Paris : *Mort de Cordelia* (scène du roi Lear de Shakespeare). — Georges Foggo, son frère : *Marguerite d'Anjou et Henri VI*, scène tirée également de Shakespeare. — Mlle Forestier : *La Princesse de Nevers à l'abbaye de Graville.* Le livret renvoie pour l'explication de cette scène aux *Mémoires du sire de la Touraille*, t. II, chap. v.

Frémy : *Arrivée de Monsieur* (le comte d'Artois) *à Paris*, *Turenne enfant endormi sur un affût.* — Auguste Garnerey : Vignettes coloriées pour le roman de *Madame de La Vallière*[1] et pour des titres de romances. — François Garnerey : *Louis XVI au Temple.*

Franque (Pierre) : *Hercule et Alceste*, *Caïn après le meurtre d'Abel.* — Garnier (Etienne-Barthélemy) : *La Famille de France*, *le corps de Dagobert apporté à Saint-Denis*, *Eponine et Sabinus*, *Orphée et Eurydice.* — Gassies : *Virgile lisant le sixième livre de l'Énéide à Auguste et à Octavie.* — Gautherot : *Convoi d'Atala*, *Pyrame et Thisbé.* — Grenier : *Atala mourante*, *le Départ du conscrit*, *le Retour du conscrit.*

1. Il s'agit du roman de Madame de Genlis dont une première édition avait paru en 1804. Le succès persistant de ce roman explique que Mademoiselle de La Vallière soit le sujet de plusieurs tableaux (voir Ducis, Mme Lemire, Monsiau.)

Géricault : *Cuirassier blessé quittant le feu, Hussard chargeant, Exercice à feu plaine de Grenelle.*

Pour Girodet, Gros, Guérin, Gérard, voir ci-dessus.

Mlle Clotilde Gérard : *Atelier de peinture, Concert, Mère de famille entourée de ses enfants, Jeune fille donnant du lait à son chat, Jeune fille près de sa grand'mère malade, la Prière du Matin, Une jeune fille remet à sa mère un bouquet et une lettre qu'on lui a envoyés, sa mère lui témoigne son contentement de cette preuve de confiance et lui représente le danger de recevoir de pareils présents* (titre vraiment un peu long).

Gazard : *Marine au clair de lune.* — Hue père : *Marine, Une famille de naufragés.* — Gautier : *Vue de Rivoli* à 6 lieues de Rome. — Glover (de Londres) : *Bergers au repos, paysage composé.* — Gorbitz, peintre norvégien né en 1782 qui était venu s'établir à Paris en 1809, envoie des *Portraits.* — Guyot : *Château de Claye, l'Aqueduc de Sassenage, Château de Pierre-fonts* près Compiègne, plusieurs aquarelles.

Heim : *Arrivée de Jacob en Mésopotamie, le petit Saint Jean.* — Hennequin : outre son *Oreste, Le Christ au tombeau, l'Escarpolette ou l'amour caché derrière des roses.* — Hersent : *Tableau de famille* (le paysage par Bidault), *Fénelon ramenant à des laboureurs leur vache perdue, Las Casas soigné par les sauvages.* — Hilaire Ledru, outre ses *portraits, Triomphe de l'infortune sur les dangers de la misère et l'or de la séduction.* — Feu Kobell (peintre hollandais mort fou à Paris): *Paysage et animaux.*

Lafond : *Saül* et deux tableaux inspirés par les *Martyrs* de Chateaubriand, *Velléda, Cymodocée.* — Lagrenée (Jean-Jacques) qui n'avait pas exposé depuis 1804, a fait un envoi très important : *Vierges sages et Vierges folles, Vue du musée des monuments français, Herminie secourant Tancrède, Adam et Ève chassés du paradis, Saint Jérôme, Frise représentant un triomphe.* — Landon : *Paul et Virginie, Tête de Vierge.*

Lebrun : *Paysage allégorique* où l'on voit un tombeau triomphal : la pensée philosophique(?) de cette composition est que la Paix s'élève sur les ruines de la Guerre et que le Bonheur habite loin des orages des cours. — Legrand : *Entrée de Louis XVIII à Paris, allégorie.* — Laurent (Jean-Antoine), conservateur du musée de Baccarat : *Tableau allégorique des événements qui nous ont rendu la paix et l'espoir du bonheur, Bathilde reine des Francs délivrant de jeunes esclaves, l'Homme au masque de fer, une Nécromancienne dans son obscur réduit, Isabelle de Lorraine, femme de René duc d'Anjou, le Lever de l'Aurore* (suit l'explication : un jeune troubadour le cœur gros de soupirs pousse à flots la nacelle qui va l'éloigner du tendre objet de ses amours), *Une jeune femme en costume de Bernoise, Une jeune pèlerine.*

Le Barbier : *Saint Louis prenant l'oriflamme à Saint-Denis*, *Allégorie à l'occasion d'une cinquantaine*, *Henri IV et la marquise de Verneuil*, *la Sixième Églogue de Virgile* (les Bergers d'Arcadie), *le Premier Homme et la Première Femme*. — Lebel : *Le Départ des petits Savoyards*. — Lecerf : *Invention de la navigation à voile* (le voile d'Isis), *Enfant jouant au diable*, *Portrait de l'auteur*.

Hippolyte Lecomte; *Vue de Bagatelle* (le duc de Berry partant pour la chasse), *Vue du château de Diernstein* (Richard Cœur de Lion et le troubadour Blondel), *Anecdote sur Henri IV*, *Vue d'une chartreuse dans la Tyrol* (on y soigne un chevalier blessé), *les Troubadours*. — Mlle Ledoux : *Une petite fille à sa toilette*. — Mlle Ledru : *Trait de bonté d'Henri IV*.

Charles Sauvage dit Lemire aîné : *Mort de Domitien*. — Antoine Lemire jeune[1] : *Œdipe et Antigone*, *Alexandre secourant un de ses soldats*, *Scène de naufrage tirée d'Ossian*. — La femme d'Antoine Lemire née Sophie Bruntsholtz[2] : *Rodolphe de Habsbourg et sa femme Anne de Hohenberg au berceau de leur fils aîné expirant*, *Mlle de La Vallière carmélite recevant au couvent de Chaillot sa fille Mlle de Blois*.

Pour Lemonnier (voir ci-dessus). — Le prince de Crespy : *Mlle de Clermont*[3], *Clair de lune* (un chien sur le tombeau de son maître). — Lesage : *Christine de Suède à Fontainebleau*, *Henri IV et Gabrielle*. — Lordon : *Agar dans le désert*.

Mandevaere : plusieurs tableaux représentant des *Torrents* coulant à travers des montagnes.

Mlle Lescot (à Rome) : *La Confirmation par un évêque grec à Sainte-Agnès-hors-des-murs*, *Baisement des pieds à Saint-Pierre*, *Foire de Grotta Ferrata*, *Vieillard et jeune fille se chauffant*, *Pifferari devant la Madonne*.

Mallet : *Atelier de Raphaël* (le cardinal Bibbiena y lit sa comédie de la *Calandra*). — Marlay ou Marlet : *Raphaël montrant son tableau de la transfiguration à Léon X*, *Charles-Quint ramassant le pinceau du Titien*, *la Première Communion*, *le Pape bénissant*, *Distribution d'aliments aux pauvres*. — Mlle Mauduit (à la Sorbonne) : *La mère abandonnée*.

Melling : *Entrée de Louis XVIII à Paris au moment où il traverse le Pont-Neuf*, *le Vyverberg à la Haye*, *Arnheim*, *le Parc et le château de Loo*, *Zwolle*, *Kampen*, *Leuwarden*, *Place de Middelbourg*. — Marchais : *Le Raincy*, *Environs de Montmorency*. — Achille Etna Michallon[4] : *Soleil couchant*, *Moulin à eau*. — Georges Michel : *Paysage des environs de Paris*.

1. Ce sont les deux fils du sculpteur.
2. Ou plutôt Gertrude.
3. Inspiré du Roman de Mme de Genlis.
4. A.-E. Michallon n'avait que dix-huit ans; on a vu qu'il avait obtenu à seize ans au salon de 1812, une médaille pour sa première exposition. Il habitait au Musée des Artistes à la Sorbonne.

Menjaud : *Henri IV et Michaud, Louis XVIII ordonnant la continuation des travaux de Saint-Denis* (pour la sacristie de l'église), *Naissance de Louis XIII.* — Méynier (au musée des artistes à la Sorbonne) : *Allégorie sur la naissance de Louis XIV, Dédicace de l'église de Saint-Denis en présence de Charlemagne* (pour la sacristie de l'église), *Phorbas présentant le petit Œdipe à la reine de Corinthe, la Sagesse préservant l'Adolescence des traits de l'Amour.* — Mme Mongez : *Persée et Andromède, Mars et Vénus* (pour la collection Sommariva). — Mongin : *Bénédiction des troupeaux partant pour les Alpes, Chien essayant de sauver son maître et entraîné par un torrent, Halte militaire.* — Mlle Mayer : *La Mère heureuse, la Mère infortunée.* — Monsiau : *Mlle de Lavallière entrant aux Carmélites, Prédication de Saint Denis, Saint François de Sales, Couronnement de Marie de Médicis.* — Paillot de Montabert : *Léda.* — Pajou (au musée des artistes français) : *Allégorie sur le retour de Louis XVIII.*

Ommeganck : *Environs de Spa, Paysage et animaux.* — Palaiseau : *Vue de Paris prise du cimetière de Mont-Louis*[1]. — Paysages de Pau de Saint-Martin, et de son fils, — de Prévost, — de Wallis, — de Thiénon. — Pelletier : *Galerie en ruine où des brigands amènent une femme et son enfant.* — Mme Ponsart née Bouscaren : *Vues de la Martinique et de la Guadeloupe.*

Pallière : *Honneurs rendus à Rubens par le roi d'Angleterre Charles Ier, Vénus et Adonis.* — Pingret : *Un Prêtre Russe.* — Ponce Camus : *Mort de Delille, Eginard et Imma, Rollon et Poppa.*

Pour Prudhon, voir ci-dessus.

Régnier : *Paysage temps orageux.* — Mlle Robineau : *Tombeau de Louis XVI* (ancien cimetière de la Madeleine), *Château de Montrichard, Cloître de Marmoutiers.* — Rémond : *Église de village en Bourgogne.* — Storelli : plusieurs paysages. — Swagers : *Environs d'Utrecht.* — Turpin de Crissé : plusieurs paysages dont la *Vallée de Lauterbrunen* et une *Vue de Terracine.* — Vallin : plusieurs paysages et *le Bain de Diane*, soleil couchant. — Feu Van der Burch : *Soleil Levant, Soleil couchant.* — Varenne : *Kirgis et Kalmouks, Clair de Lune par un gros temps, le Lac Meller et une partie du palais royal de Stockholm.* — Vauzelle : *La Cour des Lions* (*Alhambra*), *Une galerie de l'Alhambra, Intérieur des ruines de l'Église des Grands-Augustins à Paris, Ruines de la cour du château de Gaillon, Intérieur de la salle du chapitre de Saint-Jean-des-Vignes à Soissons.* — Pour Watelet et César Van Loo, voir ci-dessus.

Révoil (de Lyon) : *L'anneau de Charles-Quint.* — Richard (de

1. C'est le nom primitif du cimetière qu'on appelait aussi depuis l'arrêté du 1er prairial an XII (21 mai 1804) le cimetière du Père-Lachaise, dénomination qui a prévalu.

Lyon) : *Charles VII et Agnès Sorel, Saint Louis et Blanche de Castille, Marie Stuart prisonnière.*

Mlle Revert : *Le Christ et la Madeleine.* — Roehn père : *Louis XVI au séjour des bienheureux, reçoit le duc d'Enghien, Hôpital militaire, Marchand d'esclaves.* — Rouget : *Œdipe et Antigone.* — Scheffer : *Eurydice mourant dans les bras d'Orphée.* — Schmitz : *Driope changée en Lotos.* — Serangeli : *Sophocle plaidant contre ses fils* (à l'escalier de la salle des concerts du Conservatoire), *Mort d'Alceste* — Trezel : *Fuite de Caïn, Phèdre jugée aux enfers.* — Mme Servières : *Lancelot et Genièvre au tombeau de Tristan et d'Yseult.* — Steuben : *Pierre le Grand au lac Ladoga.* — Sulmont : *Henri IV aborde au Moulin de Michaud.*

Swebach : *Rendez-vous de chasse, Marche d'équipages de chasse, Halte de chasse, Piquet de marche, Passage du bac, le Pont de bois, le Laboureur, l'Auberge, le Port souterrain, Débarquement de marchandises.* — Taunay, *Messe à une chapelle de Saint-Roch, Ermite arrachant son élève aux séductions de la ville, Halte d'un convoi militaire, Lendemain de noce villageoise, Vafrin écuyer de Tancrède, Arrivée de Jacob en Mésopotamie, Samson a Thamnata, Retour de bestiaux, Marché d'animaux, Scène pastorale, Incendie d'un port de mer.*

Vaflard, peintre de S. A. S. le duc d'Orléans : *Electra, Emma et Eginard, le Berger et le Roi, la Mélancolie, les Malheurs de la guerre, Azélie et Volnis,* épisode du poème de l'*Imagination* de Delille; plusieurs *Portraits.*

Vauthier : *Henri IV chez la veuve Leclerc, Pierre Corneille au moment de commencer sa tragédie d'Horace est inspiré par le génie de Rome qui lui montre dans un tableau magique les héros qui ont illustré le nom romain.* — Vermay : *Élisabeth et Leicester, Marie Stuart recevant sa sentence de mort.* — Veron Bellecourt : *Blacas, guerrier et troubadour, prêt à partir pour la Terre Sainte reçoit une écharpe des mains d'Huguette de Sabrun.*

Horace Vernet : *Une garde d'honneur, Écurie polonaise.* — Carle Vernet : *Le duc de Berry, Sortie de cavalerie contre les Mamelucks, Hallali, Départ de chasse, Cheval sauvage effrayé par des lions.*

Vergniaux : *Entrée de Louis XVIII à Paris* (*Porte Saint-Denis*), *Entrée de Monsieur* (*Pont-au-Change*), *Arrivée du duc d'Angoulême par le Boulevard près la rue de Vaugirard, Arrivée du duc de Berry par la place Vendôme.*

Van Brée : *Rubens reçoit les adieux de Van Dyck partant pour l'Italie, l'Amour domptant la force.*

La peinture de fleurs est représentée par des artistes éminents Van Spaendonck, — Van Dael (douze tableaux de fleurs dont un exposé déjà en 1810 et un tableau de fruits), — et (pour le procédé de l'Aquarelle) par Redouté. Citons ensuite, Bissa (fleurs, fruits, insectes, oiseaux). — Van Os, — Lacoma, — Mme Vasserot, — Mme Vincent qu'il ne faut pas

confondre avec la femme du peintre François-André Vincent. — Hirn, de la manufacture d'indiennes de Colmar.

Redouté, qui est depuis 1792 peintre de l'Académie des Sciences, peut être considéré comme le plus célèbre des peintres d'histoire naturelle. Citons après lui Mme Knip, née Conseille, — feu Barraband (*Combat de coqs, un Ara*) qui peignent des oiseaux, — Mlle Dufresne qui expose des coquilles peintes sur vélin, — Michel Garnier qui expose une partie d'une collection de cent quarante tableaux représentant les fruits de l'Asie, de l'Afrique, et de l'Amérique acclimatés aux îles de France et de Bourbon.

Sculpture : Dans la sculpture, les œuvres les plus importantes ont été faites par : Roland, Statues en marbre d'*Homère* (Louvre), de *Tronchet*. — Au même salon est exposée une reproduction de bronze de l'Homère qui fut célèbre dès son apparition. — Desenne : Modèle de la statue de *Daguesseau* (le marbre est aujourd'hui devant la Chambre des députés), Statue de *Portalis*. — Lemire père : *Amour mettant une corde à son Arc* (Louvre), *Jeune berger méditant un air champêtre*, Bas-relief allégorique pour le *Tombeau de Madame Belloc*. — Dupaty : *Oreste tourmenté par les Furies*. — Rutxhiel : *Zéphyr enlevant Psyché* (Louvre). — Cartellier : Modèle en plâtre de la statue du *général Walhubert* (tué à Austerlitz) pour le pont Louis XVI (de la Concorde), Modèle de la statue de *la Pudeur*, Modèle d'un *Cheval* de dix pieds et demi de hauteur destiné à une statue équestre (ce cheval n'a pu être exposé à cause de sa proportion). — Callamard : *Hyacinthe blessé* (Louvre). — Bosio : *Hercule combattant Acheloüs transformé en serpent* (jardin des Tuileries). — Delaistre ou Delestre : L'*Amour et Psyché*, modèle en plâtre du groupe qui est au Louvre. Delaistre expose aussi plusieurs bustes. — Petitot père : *Amitié, la Guerre et la Victoire, l'Histoire et la Paix, Bacchus et Ariane*, la *Mort de Pindare*. — Taunay : *Statue du général Lassalle, Tombeau du fils de Duroc*. — Bridan : *Epaminondas* (Louvre). — Lesueur : *Minerve récompensant les sciences et les arts*, bas-relief du fronton N. du Louvre, *Thalie, Minerve*, terres cuites, l'*Espérance*, modèle en plâtre. — Milhomme : *Statue de Hoche* (en costume antique).

Gérard : *La France victorieuse, l'Histoire*. — Giraud : *Æthra pleure sur la tête de Phalante son époux*. — Gois : *Philoctète à Lemnos, Latone, Léda*. — Guersant : *Retour de l'enfant prodigue, le Roi graciant des prisonniers*. — Lestrade : *Narcisse, Amour moissonnant*. — Boyer : *Atalante*. — Brunot : *Statue équestre de Henri IV*. — Calderari : *Narcisse, Une dame visitant les cendres de son époux s'évanouit à la pensée de cette séparation* (*sic*). — Dumont : modèle d'une statue de *la Justice*. — Lorte : *Amour, Vénus couronnant l'Amour*. — Marin : *Agar et Ismaël*, pour M. Torlonia. — Stubemski : *Orphée*.

L'allégorie est toujours à la mode et se présente parfois sous une forme qui nous paraît aujourd'hui assez ridicule. — Dardel : *Henri IV pleurant dans les bras de la Victoire*, *Minerve pacifère*, *Allégorie* des plus compliquées *sur le grand Condé*, *Pascal tenant en main le flambeau du génie avec lequel il trace la cycloïde.* — Espercieux : *L'Envie expirant sur le tombeau de Racine.* Espercieux expose aussi une statue de *Voltaire.* — Feu Bouvet : *L'Hymen présentant le joug du Mariage.* Il expose aussi *Alexandre et Porus.* — Matte : *Amour effeuillant une rose*, *Amour pressant des bustes sur son cœur*, statues *d'Achille*, *d'Endymion.*

Le Salon contient une intéressante série de bustes, soit de contemporains, soit de personnages anciens.

Houdon : L'*Empereur Alexandre.* — Ruxthiel : *Le peintre Benjamin West*, l'*Empereur de Russie*, etc. — Bustes du *Roi*, par Bosio, par Flatters, Guichard, Treu, Valois (Noël), Claude Michallon, Pigalle, Romagnesi, Laitié. — Brun : *Gossec.* — Mlle Julie Charpentier : *Le général Ordener*, *Pierre Lescot.* — Comolli (à Turin) : *Le comte Chasseloup.* — Deley : *Pie VII.* — Desbœuf : *Mlle de Périgord.* — Desenne : *Louis XVI*, *Louis XVII*, *S. A. S. le prince de Condé.* — Flatters (outre *Louis XVIII*) : *Grétry*, *le chanteur Nourrit*, *le général Quinette*, *le prince Kourakine.* — Foucou : *Jean Goujon.* — Gatteaux fils : Le *sculpteur Moitte.* — Gois : *Lynch*, maire de Bordeaux, buste de *M. M. âgé de cent ans et père de quarante enfants.* — Germain : *Delille.* — Guichard : *Louis XVII*, le *duc de Berry*, *l'empereur Alexandre*, le *comte de Saint-Priest.* — Guillois : *M. l'Étoile, ingénieur.* — Lestrade : *Feu Pécoul, entrepreneur des bâtiments du roi*[1]. — Massa : *Le général Sacken* (bronze). — Pigalle : Le *Médecin Vaudot.* — C. Michallon : outre le buste du roi, ceux du *Prince de Galles*, *de l'Empereur de Russie*, *du maréchal Suchet*, *du général comte Belliard*, *du père Elisée*, *premier chirurgien du roi.* — Milhomme : *Pie VII*, *Henri IV*, *Léonard de Vinci.* — Romagnesi : outre *Louis XVIII*, *Mounier*, *le comte de Montesquieu*, *Mlle Levert*, *du Théâtre-Français.* — Taunay, *Ducis.* — Treu : *Louis XVIII*, *l'Empereur de Russie*, *l'Empereur d'Autriche*, *le Roi de Prusse*, *la Femme de l'auteur.* — Van Geel : *Buste de femme.*

Le ciseleur Thomire : *Marche triomphale* en bronze sur fond de marbre blanc, d'après les dessins de Dupasquier. — Allix : *Enfant* modelé d'après nature et exécuté en cire coloriée, — Gatteaux, outre son buste de Moitte expose plusieurs portraits sujets et modèles en cire (entre autres le portrait de Louis XVIII). — Milbert père : *Branche de Lilas*, sculpture en bois.

Mosaïques de Belloni : *Louis XVIII*, médaillon en camaïeu sur fond de marbre dit granit noir, *la Victoire*, médaillon.

Médailles d'Andrieu, — de Bos-

1. C'est le beau-père du peintre David.

suet, — de Galle (*Jean Goujon, Philibert de Lorme, les nouveaux sceaux de l'État*), — Gayraud (*Le roi Louis XVIII, la duchesse d'Angoulême, le duc d'Angoulême, le duc de Berry, Monsieur*).

Tiolier : empreintes de plusieurs médailles (*grand sceau de S. M.* et *contre-scel, façade de la Bourse*, etc.). — Pierre Brun : pierres gravées.

Architecture. — Grandjean de Montigny, ancien architecte du roi de Westphalie Jérôme Bonaparte : pont exécuté à Cassel en 1812; portique des grandes écuries de Cassel exécuté en 1812; Maison à Cassel (1812); Fontaine monumentale à Cassel (1810); Etudes sur des édifices de Toscane et des tombeaux des xve et xvie siècles en Italie. — Plusieurs projets de Vaudoyer et de Baltard. — Lebas : Projet de tombeau et de chapelle expiatoire pour Louis XVI. — Gilbert : Projet de monument à la Paix. — Debedan : Projet d'achèvement de l'arc de l'Etoile; Projet d'un portique à la Paix à élever sur le quai de la Conférence. — Harou : Projet d'hôpital pour la ville de Caen. — Alavoine : La Fontaine de l'Eléphant (Place de la Bastille). — Nepveu[1] : *Projet de Bibliothèque*. — Lartigue : tableaux panoramiques représentant le golfe du Mexique, l'Archipel, Constantinople et les Dardanelles.

Gravures.—Boucher Desnoyers : *La Vierge au Donataire, la Vierge au Singe* et *la Vierge à la chaise*, d'après Raphaël, *le Prince de Bénévent* (Talleyrand), gravure originale. — Massard (Raphaël-Urbain) : la *Sainte Cécile* de Raphaël, *Danses des muses* de Jules Romain, *Saint-Paul à Ephèse* de Lesueur, *Portrait*, d'après Fabre. — Richomme : *Portraits de Louis XVIII* et *de la duchesse d'Angoulême, la Vierge de Lorette* et *Adam et Ève*, d'après Raphaël. — Tardieu (à la Sorbonne) : *Portrait en pied de Marie-Antoinette d'Autriche reine de France pressant des lis sur son cœur*, d'après F. Dumont, *Ney*, d'après Gérard. — Lignon : *Convoi d'Atala*, d'après Gautherot (exposé déjà en 1810), *Sainte Cécile de Raphaël* (exposé en 1812), *Mlle Mars*, d'après Gérard. — Ribault : *Le Couronnemt d'épines*, d'après Titien (exposé en 1810), *Bernardin de Saint-Pierre*, d'après Laffite (exposé en 1806), *Marcus Sextus*, d'après Guérin. — Blot : *Portraits en pied du Dauphin* et *de la duchesse d'Angoulême*, d'après Mme Lebrun, *les Bergers d'Arcadie*, d'après Poussin, *la Vierge aux Candélabres*, d'après Raphaël. — Claessens : *Descente de croix*, d'après Rubens. — Chatillon : *Le Sommeil d'Endymion* (Girodet), *Offrande à Esculape* (Guérin). — Morel : *Les Horaces* (David), *Œdipe* (Giraud), *l'Enfant prodigue* (Leonello Spada), *la Peinture, Portrait d'André del Sarte*. — Pigeot : *Les Sabines* (David), *les Trois Ages* (Gé-

1. Se rattachant sans doute à la famille d'un des architectes du château de Chambord.

rard), *la Chananéenne* (Drouais) [ces trois gravures avaient été déjà exposées en 1812], *les Remords d'Oreste* (Hennequin). — Forster (1re exposition): *Les Pèlerins*, d'après Palma le vieux. — Charles-Simon Pradier : *L'Amour et Psyché*, d'après Gérard. — Raimbach : *Les Politiques de village*, d'après Wilkie. — Roger est toujours le graveur attitré de Prud'hon : *L'Amour caresse avant de blesser* (Prud'hon), l'*Innocence préférant l'amour aux richesses* (Mlle Mayer), plusieurs sujets d'après Girodet, Moreau, Desenne et Prud'hon.

Pierre-Louis-Henri Laurent poursuit la publication de la collection des gravures du Musée Royal, collection dont il est l'éditeur et le directeur artistique en même temps qu'il y collabore comme graveur. Il expose collectivement les planches suivantes de ce recueil : *la Messe de Saint-Martin* (Lesueur) par lui-même, *le Triomphe de Titus et de Vespasien* (Jules Romain) et une *Sabine* d'après l'antique, par Girardet, *Jésus-Christ sur les genoux de sa mère* (Van Dyck), par Schiavonetti, *le Gué* (Claude Lorrain), par Haldenvang, les *Bergers d'Arcadie* (Poussin), par Matthieu, *la Cuisinière Hollandaise* (Gérard Dov), par Lips, *le Jugement du prix de l'arc* (Van der Helst), par Ulmer ou Hulmer. — Bovinet : plusieurs gravures pour le *Musée Filhol*.

Anselin : *Lecture de Tartuffe chez Ninon de Lenclos* (Monsiau). — Audouin : *Louis XVIII* (gravure originale), *le Christ au tombeau* (Caravage). — Avril le fils : *Le Repos en Egypte* (Le Guide). — Busson : *Suzanne au bain* (Santerre), *Sainte Cécile* (Raphaël). — Eugène Bourgeois : *Portrait du peintre David*, *Persée et Andromède* (Mme Mongez). — Eaux fortes originales du peintre Cazin. — Gravures originales du peintre Damame-Demartray représentant des vues de sites de la Russie et des usages divers des habitants de cet empire. — François-Anne David, graveur de la chambre et du cabinet du roi : *Portrait en pied du Roi* revêtu de ses habits royaux.

Debucourt : Plusieurs *planches* gravées d'après Naudet, Cassas et Duperreux pour le *Voyage pittoresque au Nord de l'Italie*, par Brun-Neergard, une *Calèche sortant d'un parc*, d'après Carle Vernet, le *Roi de Prusse*, d'après Lacroix, le *Baron de Frauendorff*. — Desaulx : *Pan et Syrinx* d'après Paul Brill (pour le Musée Français), *Paysages*, d'après Ruysdaël. — Forsell né à Amsterdam, mais appartenant à l'Ecole danoise : Plusieurs Portraits. — Mme Giacomelli : gravures d'après ses dessins de *Sujets tirés des tragédies de Sophocle*. — Mlle Gaillard : *Il faut que tout le monde vive*, d'après Richard. — Lecerf : *Henri IV et ses enfants*, *les Reines de France*, *épouses des Bourbons*. C'est la seule exposition de cet artiste. — Mécon : plusieurs *portraits* d'après Isabey. — Manceau : *Mort de Miltiade*, d'après Moreau jeune. — Masquelier : *Portrait de feu Mme Barilli*, la

célèbre chanteuse. — Née : *Les Vœux du peuple confirmés par la religion*, *Vue de la place de l'Hippodrome à Constantinople*, d'après Melling. — Oortmann : *Les Soldats du 76e retrouvant leur drapeau à Innspruck* (Meynier). — Petit : *Portrait en pied du pape Pie VII*, d'après Isabey et plusieurs *eaux-fortes*. — Feu Pillement : *Œdipe à Colone*, *paysage historique*, d'après Valenciennes. — Piringer (de Vienne en Autriche) : plusieurs *paysages*, d'après Claude le Lorrain, Guaspre-Poussin, Noel, Turpin de Crissé. — Potrelle : Le *Roi*, d'après Gérard. — Texier : *Intérieur de l'Alhambra*. — Villerey : *Sujet de genre*, d'après Prudhon.

Le livret du Salon de 1814 porte 1442 numéros. Il est vrai que l'on passe du n° 970 (dernier de la peinture) au n° 1000 (premier de la sculpture). Mais ces trente numéros manquant sont plus que compensés par ce fait que plusieurs ouvrages sont groupés sous le même numéro.

Parmi les publications critiques faites sur le Salon de 1814, nous signalerons l'*Examen raisonné des ouvrages de peinture, sculpture et gravure exposés au Salon du Louvre*, par M. S. Delpech. De l'imprimeur Gille. Paraît, chez Martinet, libraire rue du Coq-Saint-Honoré et chez les marchands de nouveautés[1].

Eugène Delacroix encore au Lycée Louis-le-Grand où il termine ses études (il a alors seize ans) fait sur un fond de casserole un essai de gravure à l'eau-forte (un *Bossu*, *Profil de Bonaparte*, un *Officier à cheval*) dont on ne connaît qu'une seule épreuve et exécute une petite gravure au burin sur le revers de la plaque ayant servi à l'impression des en-tête de lettres de son père Charles Delacroix lorsqu'il était préfet de Marseille.

Progrès de l'Industrie du papier peint : *Psyché et Cupidon*, grande décoration en grisaille, imprimée par Dufour d'après Laffite. — Fondation de la maison Gillou.

11 août. Louis XVIII visite la manufacture de Sèvres. Cependant, sans que le directeur Brongniart s'y oppose sérieusement, le gouvernement fait détruire un grand nombre de pièces qui rappellent « l'usurpateur ». Peu s'en fallut que la célèbre *table des Maréchaux* elle-même ne fût pas épargnée. N'osant faire disparaître complètement cette œuvre si connue, l'ordre fut donné de remplacer les figures des grands capitaines de l'Empire par des personnages célèbres du temps de Louis XIV. Heureusement la transformation ne fut pas exécutée[2]. On a vu ci-dessus par les envois de la manufacture de Sèvres au Salon, qu'elle avait conservé son activité.

1. On remarquera cette expression « Marchand de nouveautés » qui s'appliquait alors couramment à la librairie et qui ne s'applique aujourd'hui qu'au commerce de l'habillement.

2. Isabey avait commencé cet ouvrage en 1808 et l'avait terminé en 1810.

Musique. — Le prince Caraffa de Colobrano, chef d'escadron d'Etat-major, ancien officier d'ordonnance de Murat, fait représenter son premier opéra *Il Vascello l'Occidente*. Naissance du compositeur Lacombe; du pianiste Le Couppey; du professeur d'harmonie et compositeur Augustin Savard; du fabricant d'instruments de musique Adolphe Sax. — Traité de Mélodie de Reicha. — Mort de Jean-François Boely, le défenseur violent des doctrines de Rameau contre Gossec et l'enseignement du Conservatoire. Il avait publié en 1806 : *Les véritables causes dévoilées*, etc.

19 janvier. Concert spirituel donné à l'Institut (première affiche théâtrale du grand format). — 6 octobre. Messe en musique de Gossec célébrée à Saint-Roch pour l'anniversaire de la mort de Grétry[1]. — Henry Beyle (Stendhal) publie : *Lettres écrites de Vienne sur le célèbre Haydn*, suivies d'une vie de Mozart par L.-A. Bombal.

A l'Opéra représentation (31 janvier) de *l'Oriflamme*, opéra patriotique, paroles d'Etienne et Baour Lormian, musique de Berton, Kreutzer, Paer et Méhul. — Depuis le 5 avril l'Opéra n'est plus l'Académie *impériale* mais l'Académie royale de musique.

A l'Opéra Comique, a lieu le 12 février la première représentation de *Bayard à Mézières*, un acte de circonstance, paroles de Dupaty et Chazot, musique de Chérubini, Boïeldieu et Nicolo. — 22 février. Première représentation de *Joconde ou les Coureurs d'aventure*, 3 actes, paroles d'Etienne, musique de Nicolo. Grand succès de cet ouvrage dont plusieurs morceaux sont restés longtemps célèbres : la romance : *Mais on revient toujours à ses premières amours* et le quatuor : *Quand on attend sa belle que l'attente est cruelle*. — Le 23 mai les Variétés représentent la parodie *Joconde ou les coureurs des fêtes champêtres*, un acte en vers de Merle.

Le privilège de *l'Opéra Buffa* est accordé pour douze ans à Mme Catalani.

Dietz invente un instrument de musique qu'il appelle le Trochléon. Le trochléon était de forme ronde; ses touches métalliques étaient mises en vibration par un archet circulaire qu'une pédale faisait mouvoir.

GRÈCE

Des moines du couvent de Zographon au Mont-Athos exécutent une *Descente de Croix*, imitée de Rubens et un *Portement de Croix*, imité de Raphaël. — Pour les marbres de Phigalie, voir Angleterre. — Naissance à Thèbes du peintre Bryzakis.

1. Voir Charles Simon, *Paris de 1800 à 1900*.

HOLLANDE

Mort à Paris du paysagiste Kobell (Jean II ou Jean-Baptiste) qui était devenu fou[1]. Naissance du peintre Hubertus Van Hove, du peintre Geselshap, à Amsterdam.

INDE

Le gouvernement anglais consacre 250 000 francs à la réparation du Tadj Mahal à Agrah.

ITALIE

Naissance à Côme de la cantatrice Judith Pasta, à Florence du sculpteur Pollet (de parents français); du peintre Louis Bisi à Milan et du compositeur Verdi à Roncole; à Naples du pianiste Théodore Dœhler.

Rome continue à être le rendez-vous favori des artistes de tous les pays : le Danois Thorwaldsen, les Allemands Overbeck, Cornelius, Rauch, etc., les Français Ingres, Mlle Lescot, Chauvin et Seroux d'Agincourt qui y meurt cette année. Les Anglais Haydon et Wilkie la visitent. Voyez les Evénements artistisques de 1812 et 1813 et ci-dessus *France* et *Allemagne*).

Bartolini achève le monument en marbre de *Napoléon en costume du Sacre* destiné à Livourne (à Bastia depuis 1853). On peut lui comparer la statue de Napoléon également en costume du Sacre, par Roland (à l'Institut). La statue monumentale d'Elisa Bonaparte, grande-duchesse de Toscane est transformée et forme aujourd'hui le couronnement du monument du professeur Angelelli au cimetière de Bologne[2]. — Tenerani quitte Carrare et vient à Rome où il entre dans l'atelier de Thorwaldsen. — Le peintre Giuseppe Bezzuoli (né en 1784) est nommé professeur à l'Académie de Florence. — Ch. Lasinio publie un recueil de planches sur le Campo-Santo de Pise. — Le sculpteur Fenelli est reçu membre de l'Académie de Saint-Luc à Rome. — Pour Serangeli, Storelli, Calderari, Comolli, voir France.

Rossini, toujours aussi fécond, fait représenter dans cette seule année *Aureliano in Palmyra*, *Il Turco in Italia*, l'*Italiana in Algieri*.

JAPON

Hou-Kou-Saï publie chez Katano-Toshiro le premier des 14 volumes de la *Mangoria* ou recueil de dix mille esquisses.

1. Suivant d'autres renseignements il serait mort à Amsterdam.
2. Voir sur les arts à Florence, P. Marmottan. *Les Arts en Toscane sous Napoléon*, Paris, 1901.

PORTUGAL

Bartolozzi, alors directeur de l'Académie nationale de Lisbonne, grave d'après Francisco Vieira *Jupiter et Léda*, et *Narcisse*.

RUSSIE

Arc de Triomphe d'Alexandre Ier à Moscou. Naissance du peintre de genre et paysagiste Klagues.

SUÈDE

Mort du sculpteur Sergell. — Mort à Paris du peintre Suédois Lafrensen dit Lavrenne de La Vrince. Pour Ruxthiel, voir France.

SUISSE

Pour Tapfer, Constantin, Ch.-Pradier, Léopold Robert, voir France. Pour Chalon, voir Angleterre.

ROGER PEYRE.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE EXTÉRIEURE DU PREMIER EMPIRE

Le *Recueil des Actes du Directoire Exécutif*, que publie M. Debidour [1], s'annonce en ses deux premiers volumes comme devant être une source de premier ordre; espérons qu'il amorcera d'autres publications de documents sur l'époque napoléonienne où il y a tant à faire, aussi bien au point de vue de l'histoire intérieure que de l'histoire extérieure. Il s'agit, en ces importants volumes, des procès-verbaux des séances quotidiennes du Directoire, de ses messages très fréquents aux conseils, de ses décrets pour l'exécution des lois, des circulaires aux ministres, des instructions et lettres aux ambassadeurs et généraux. Nous avons déjà des choses importantes à y prendre pour nos études particulières.

M. Debidour y rappelle, d'après les *Mémoires* de Barras, les allures jacobines de Bonaparte, commandant en chef de l'armée de l'intérieur, depuis Vendémiaire, et de ses officiers d'ordonnance à moustaches démocratiques et long sabre : « Allons, citoyens, leur disait-il, allons au spectacle pour chanter la *Marseillaise* et corriger les chouans. » Ce qui ne l'empêchait pas d'avoir aussi dans son état-major des émigrés, des complices de l'insurrection de Vendémiaire, sous prétexte que c'était le vrai moyen de savoir ce qui se passait dans le camp ennemi. — Le 29 décembre 1795, un arrêté du gouvernement lui accorde, en même temps qu'à Hoche, une paire de pistolets d'arçon de la fabrique de Versailles, nouveau modèle. — Le 9 février 1796, il présente au Directoire les chefs des cent huit bataillons de la garde nationale de Paris, et

1. *Recueil des Actes du Directoire Exécutif* (*procès-verbaux, arrêtés, instructions, lettres et actes divers*), publiés et annotés par A. Debidour : I. du 11 brumaire au 30 ventose an IV (2 nov. 1795-20 mars 1796); — II. du Ier germinal au 15 messidor an IV (21 mars-3 juillet 1796). — 2 volumes in-4°. Paris, Impr. Nat., 1910-1911 : XXIV-867 et 865 p.

il garantit leur absolu dévouement aux lois de la République : « Étrangers à toutes factions, entièrement dévoués au grand intérêt de la patrie, à la constitution qui peut seule la sauver et dont la marche rapide en impose déjà à l'Europe, ils ne souffriront jamais que Paris, qui fut le berceau de la République, en devienne le tombeau. » C'est pourquoi ce fut Saint-Cloud.

Cependant Bonaparte ne voulait pas s'éterniser dans le commandement de l'intérieur; il lui fallait d'autre prestige, il convoitait le commandement de l'armée d'Italie. Il contribua à déconsidérer Schérer en lui opposant d'autres plans. Enfin il fut nommé le 2 mars 1796 (Arch. Nat., A. F., III, 352, dossier 1626). Il y fut assisté de Saliceti, commissaire du gouvernement, avec lequel il eut de bons rapports; il écrivait après Lodi : « Le commissaire du gouvernement a toujours été à mes côtés; l'armée lui a des obligations réelles. » Il semble que ces commissaires ont joué alors un rôle utile, un rôle de contrôle et d'administration, de correspondance avec le gouvernement, d'organisation des convois ou des contributions, de relations avec les populations, de conseil sur toutes opérations n'ayant pas un pur caractère militaire : par exemple on voit Saliceti consulté sur la curieuse affaire de Notre-Dame de Lorette. Le Directoire avait reçu un mémoire lui indiquant le moyen facile d'enlever au sanctuaire de Notre-Dame de Lorette, au milieu des États pontificaux, les trésors immenses « que la superstition y amasse depuis quinze siècles »; ils étaient évalués à 10 millions sterling, soit 250 millions de francs, et le mémoire observait judicieusement : « Vous ferez une opération financière la plus admirable, et qui ne fera de tort qu'à quelques moines. » Le Directoire transmit la chose à Bonaparte et à Saliceti, en les invitant à tenter l'entreprise, s'ils le jugeaient possible : les circonstances ne permirent pas de réaliser ce grand dessein.

Une des pièces les plus importantes du Recueil, ce sont les instructions adressées au nouveau commandant de l'armée d'Italie (I, 717-722; voir encore II, 227). Leur sens général est qu'il faut surtout foncer sur les Autrichiens, donc appuyer vers l'est, envahir le Milanais et le conquérir, de façon à en détacher les troupes piémontaises, à « soustraire le Piémont au joug que lui impose l'armée autrichienne », faire une alliance solide avec lui, en lui assurant le Milanais « en compensation des pays qui sont irrévocablement réunis à la France ».

Notons encore la présentation des drapeaux autrichiens par Junot et Murat, aides de camp du général, les félicitations du Directoire après Millesimo : « Une vaste carrière s'ouvre devant vous; le Directoire en a mesuré toute l'étendue; vos talents militaires, ainsi que la valeur des troupes qui vous obéissent, vous la feront parcourir avec gloire et d'une manière digne de la République pour laquelle vous combattez. »

(II, 228.) Les Directeurs ne croyaient pas si bien dire. Ils eurent pourtant déjà avec le commandant de l'armée d'Italie une assez sérieuse difficulté : ils voulaient, après l'occupation du Milanais, partager cette armée en deux, en laisser une partie au nord du Pô, sous Kellermann, commandant de l'armée des Alpes, pour opérer dans le Tyrol, et envoyer Bonaparte dans la péninsule pour lever un emprunt à Gênes, fermer Livourne aux Anglais, forcer le pape à faire des prières pour la prospérité de la République et à payer la visite avec quelques bronzes, madones d'argent, médailles et tableaux, imposer au roi de Naples la livraison de ses vaisseaux. Bonaparte n'y consentit pas, ne voulut pas partager l'armée d'Italie, ni les bénéfices de la conquête de l'Italie. Le Directoire céda..., et nous ne sommes encore là qu'au 21 mai 1796.

Dans un précédent bulletin, nous avons analysé les cinq premiers volumes des *Lettres et Documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*[1]. Trois autres volumes ont paru depuis, et l'intérêt de la publication va naturellement en grandissant à mesure que Murat se trouve mêlé à de plus importantes affaires.

Le tome VI est d'un intérêt exceptionnel puisqu'il se rapporte à la lieutenance du grand-duc de Berg en Espagne. Il s'y rencontre en effet des contributions précieuses à l'histoire des événements de 1808. Observons d'abord que les lettres les plus importantes de Murat, celles qui sont adressées à Napoléon, avaient déjà été publiées par M. Alberto Lumbroso dont le volume s'arrête au moment de l'établissement de Murat à Naples. Ces lettres à l'Empereur étaient faites pour l'encourager, s'il en avait été besoin, dans le dessein qu'il avait conçu de s'emparer de l'Espagne; car elles répétaient de jour en jour que l'opinion à Madrid et dans tout le pays était prête au changement de dynastie, que l'esprit public y était « devenu favorable », que les projets de l'Empereur s'y accompliraient « sans secousses », que les Espagnols goûtaient déjà fort l'occupation française, demandant l'intervention de la musique militaire à leurs bals du dimanche; qu'il ne fallait pas faire attention aux coups de stylet qui de temps en temps arrêtaient net au coin d'une rue officiers ou soldats français isolés, ni aux manifestations patriotiques qui avaient accompagné le prince des Asturies sur la route de Bayonne; mais aussi qu'il fallait se hâter, désigner un souverain le plus tôt pos-

1. *Lettres et Documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1825*, publiés par S. A. le prince Murat, avec une introduction et des notes par Paul Le Brethon : VI. Lieutenance de Murat, grand-duc de Berg, en Espagne (avril-juillet 1808); Royaume de Naples (15 juillet 1808-1er février 1809). — VII. Royaume de Naples (1er févr.-9 sept. 1809); — VIII. Royaume de Naples, 19 sept. 1807-6 août 1810; — Paris, Plon, 1912-1914, 3 vol. in-8°, 520, 506 et 498 pages.

Pour les cinq premiers volumes, voir la *Revue des Études Napoléoniennes* de novembre 1912 (II, 436-437).

sible, ne pas faire languir les Espagnols ; et, comme Murat ne cessait de vanter ses services à Madrid et demandait le commandement général des troupes installées dans le royaume, on peut admettre que ses conseils à l'Empereur n'étaient pas absolument désintéressés.

Quoi qu'il en soit, on trouvera dans ce tome VI, p. 33-50, des documents de grande valeur sur le « Dos de Mayo », les circonstances de l'insurrection et les conditions de la répression, notamment un extrait du journal inédit de Rossetti, aide de camp de Murat ; — puis, Murat ayant exercé pendant deux mois, en attendant Joseph, la véritable direction du gouvernement, tout un dossier de ses lettres aux ministres du royaume, don Gil de Lemos, ministre de la marine, don Sébastien Pinuela, ministre de grâce et de justice, d'Azanza, ministre des finances, O'Farrill, ministre de la guerre, ou aux généraux, Junot, Bessières, Dupont, Solano et aussi Castanos et Palafox qui obéirent assez mal aux instructions venues de la capitale : ces lettres n'ont pas un grand intérêt général, mais elles sont importantes pour l'histoire militaire et politique de l'occupation ; — p. 157, une curieuse lettre de Murat à un officier du génie qui n'est pas nommé, et qui est envoyé au Maroc, à Fez, en une « reconnaissance militaire », pour étudier les fortifications, et les dispositions des esprits : il doit savoir ses instructions par cœur pour pouvoir les brûler et les jeter à l'eau « en cas d'événement ». Il y aurait de l'intérêt à suivre le développement de la politique napoléonienne dans l'Afrique du Nord ; — p. 219-226, le texte du traité de Bayonne, du 15 juillet 1808, entre Napoléon et Murat ; — p. 229-245, un important dossier sur la scandaleuse affaire des diamants de la couronne d'Espagne que Murat fut un moment accusé d'avoir en partie utilisés à son profit ; les pièces qui sont ici et qui datent de 1811 à 1815 sont naturellement à sa décharge ; sont-elles absolument décisives ? En tout cas, elles sont versées au procès qui n'est peut-être pas jugé sans appel [1].

Murat, ensuite établi à Naples, eut tout de suite des difficultés avec Napoléon, dont l'autorité lui fut aussitôt insupportable, et qui ainsi se mit de bonne heure à l'égard de Murat sur le pied d'une méfiance non dissimulée : voir la lettre du 25 novembre 1808, Murat se déclarant déjà très malheureux : « Reprenez votre royaume et rendez-moi votre amitié ! » s'écriait-il sur le ton du *savetier* :

> Rendez-moi, lui dit-il, mes chansons et mon somme,
> Et reprenez vos cent écus.

On y reviendra au volume suivant. Cependant Murat se trouvait encore mêlé à des affaires de finances ; Beugnot, chargé derrière lui de l'administration du grand-duché de Berg, y faisait dans ses rapports des

1. Voir Fr. Masson, *Napoléon et sa famille*, VIII, 195.

constatations assez sévères sur la destination des impôts, sur les chevaux de haras que Murat avait enlevés et emmenés en Italie : c'était un admirable cavalier ; Agar, comte de Mosbourg, le ministre de Murat, était obligé de répondre point par point aux accusations de Beugnot. Caroline d'autre part demandait à Agar avec instances de « faire des fonds », à cause des grands besoins qu'on allait avoir à Naples. Le fait est qu'elle y fut d'abord mal installée : « Ma chambre, écrivait-elle, a l'air d'un garde-meuble : chapeaux, bijoux, vaches [1], tout est au milieu » (p. 352).

Nous avons enfin dans les dernières pages du volume quelques lettres du roi à divers fonctionnaires et généraux, notamment à Saliceti, dont on sait le rôle capital comme ministre de la guerre et surtout comme ministre de la police ; ou au général Lamarque, chef d'état-major général, qui eut le principal mérite de l'heureuse expédition de Capri [2].

L'intérêt du tome VII nous a paru moindre : toute l'attention alors était ailleurs, vers la seconde campagne du Danube à laquelle Murat manqua. On y trouve une nombreuse correspondance de détail sur la défense militaire de Naples et de toute la région contre les menaces des Anglais ; sur l'affaire d'Ischia, un moment enlevée par eux, puis abandonnée à la nouvelle de la bataille de Wagram : car les grandes victoires de Napoléon résolvaient d'un coup jusqu'aux extrémités du continent les petits problèmes qui d'abord pouvaient paraître délicats. — C'est le cas aussi pour l'affaire de Rome, à laquelle Murat et Saliceti furent directement employés, si bien que M. Louis Madelin a pu suivre de leur part une sorte d'intrigue ayant pour objet d'enlever Rome au pape pendant une absence de Miollis. Il n'y a rien là d'absolument prouvé ; peut-être y faudrait-il noter pourtant une sorte d'arrière-pensée du roi de Naples, l'idée lointaine d'ajouter un jour Rome à ses Etats, dans la voie de la constitution d'un grand royaume étendu sur la plus grande partie de la péninsule : mais il est encore trop tôt pour y insister.

Les pièces les plus curieuses et les plus précieuses de ce volume sont celles qui ont trait aux rapports personnels et politiques de Murat avec l'Empereur. Berthier, inquiet de l'avenir, en écrivait au roi de Naples (p. 59) : « Voilà, Sire, ce qu'il faut faire : soyez Roi pour vos sujets ; pour l'Empereur, soyez un vice-roi ; soyez Français et non Napolitain. » Par contre, nous avons sur les sentiments de Murat un document du plus grand intérêt, une note du comte de Mosbourg, son confident (p. 60) : « Une des grandes erreurs de Napoléon à l'égard de ses frères et de son beau-frère fut de les faire rois et de croire qu'après les avoir décorés de ce titre auguste, il pourrait les traiter comme des sujets. Tous se refusèrent à cette humiliation de la souveraine puissance : « Soldat,

1. Ce sont apparemment les sacs de voyage en cuir de vache.
2. Voir Edouard Driault, *Napoléon en Italie*, au chap. XXI : Murat à Naples.

disait Murat, j'ai su et je saurai toujours obéir; quand je commanderai des troupes de l'Empereur, nul n'exécutera ses ordres avec plus de ponctualité; mais dans mes Etats je suis roi; je dois être indépendant; quand il s'agit de mes Etats, je dois négocier avec lui et non recevoir sa loi. N'aurais-je accepté un royaume que pour le livrer à sa politique?... Croit-il que je ne saurai pas mourir plutôt que de me déshonorer dans le rang où je suis monté, dans ce rang qui me donne en spectacle à l'univers? »

Nous ne croyons pas que nulle part les prétentions de Murat aient été plus fermement proclamées; il y a là l'explication de toute la suite de son histoire et du malentendu fondamental qui, à partir du deuxième mariage, sépara irrémédiablement l'Empereur et ses frères. Sans doute nous trouverons dans les volumes suivants de cette importante publication d'autres aveux du secret de Murat, car dès 1810 le conflit allait prendre un caractère très dramatique [1].

Le tome VIII, qui va jusqu'en août 1810, renferme la correspondance de Murat avec Daure, son nouveau ministre de la guerre, avec les généraux Compère, Caracciolo, Manhès, Pignatelli, La Vauguyon, Cavaignac, Donzelot, gouverneur des Iles Ioniennes; il s'agit de nouvelles de Corfou, d'organisation militaire, d'opérations de police en Calabre contre les « brigands », d'organisation financière, de l'administration des domaines, de l'application du système continental. Il y a quelques lettres importantes à l'Empereur sur le séjour de Murat à Rome en novembre 1809. Puis le Roi se trouva longtemps à Paris au moment du divorce de l'Empereur et de son second mariage : on sait la position qu'il y prit et les amertumes qu'il éprouva dans ces négociations avec l'Empereur à Compiègne. Les plus précieux morceaux de ce volume semblent être les lettres de Caroline à Murat, soit pendant son voyage en Bavière où elle fut chargée d'aller chercher jusqu'à Braunau la nouvelle impératrice, soit pendant son séjour à Paris jusqu'à la fin de juillet, Murat étant reparti pour Naples dès la fin d'avril : soit trois mois de séparation pendant lesquels Murat se donna tout entier aux préparatifs de l'expédition de Sicile, Caroline retenue aux fêtes du mariage, fort choyée par l'Empereur et par l'Impératrice et heureuse d'arranger le conflit désormais ouvert entre son mari et l'Empereur; on en trouvera une formule assez nette dans ces propos de l'Empereur à Caroline (p. 490) : « J'aime le Roi... Mais cependant je désire que vous lui parliez franchement et que vous lui disiez quelles sont mes intentions. Voilà ce que je désire de lui : Qu'il favorise le commerce français et que ce ne

1. Nous avons aussi rencontré sur ce point quelques lumières dans les dépêches d'Aubusson la Feuillade, ministre de Napoléon à Naples : Cf. E. Driault, *Napoléon en Italie*.

soit pas comme dans le temps de la reine Caroline. Si j'ai mis un roi de ma famille à Naples, ce n'est pas pour que mon commerce aille plus mal que lorsque j'y avais un ennemi. Je veux avant tout que l'on fasse ce qui convient à la France. Si j'ai conquis des royaumes, c'est pour que la France en retire des avantages, et si je n'obtiens pas ce que je désire, alors je serai obligé de réunir ces royaumes à la France. Voilà ce que je ferai de l'Espagne et des autres Etats si l'on ne veut pas entrer dans mon système. » On a dans ces formules et dans celles de Murat qui précèdent les termes très expressifs d'un conflit que l'on peut estimer insoluble.

A propos du royaume de Naples, mais sous Joseph, M. Jacques Rambaud a publié dans la *Revue de Paris* (15 août 1913) un curieux article intitulé *Fra Diavolo et le commandant Hugo* (le père du poète). Il esf fondé sur un rapport du commandant qui est aux Archives Nationales, et sur des documents des Archives d'Etat napolitaines, les lettres du commandant à César Berthier, chef d'état-major à Naples, sur les opérations dont il avait été chargé contre le redoutable bandit. Michele Pezza, ou Fra Diavolo, jeté par les Anglais, d'abord en Calabre, puis entre Gaëte et Terracine, tint campagne en septembre-octobre 1806 au-dessus du pays napolitain, y fut longtemps insaisissable, habile à passer dans les mailles du filet où on voulait le prendre, rude aux villages qui s'étaient soumis trop vite à la domination française. Les lettres et rapports du commandant Hugo, qui ne sont pas toujours d'accord ici avec les *Mémoires* qu'il a laissés, redisent au jour le jour les opérations de la difficile poursuite engagée contre Fra Diavolo, avec des troupes régulières et des gardes civiques, dans le pays du Volturno et du Calore, dans les gorges du Matese, puis autour de Salerne : Hugo n'eut pas la joie de prendre le bandit, qui fut arrêté par hasard au village de Baronisi, le 1er novembre, et pendu le 11 à Naples.

Il est un peu tard, surtout après le livre de M. Jacques Rambaud, *Naples sous Joseph Bonaparte, 1806-1808*[1], pour parler du grand ouvrage de M. R.-M. Johnston, *The Napoleonic Empire in Southern Italy and the rise of the secret Societies*[2]. Cependant une récente publication, dont nous parlons plus loin, nous donne l'occasion d'y revenir; d'ailleurs il a gardé tout son intérêt pour le règne de Murat et pour la naissance et le développement du carbonarisme jusqu'en 1821, et c'est là que se trouve son unité et son sens historique beaucoup plus que dans son titre qui n'en exprime pas tout à fait exactement le sujet. Il est étonnant que M. Johnston n'ait pas cru devoir employer les documents des Archives

1. Voir le compte rendu dans la *Revue des Études Napoléoniennes*, novembre 1912 (II, 444-446).
2. London, 1904, 2 vol. in-8°, XX-408 et VIII-232 pages.

françaises ; il semble qu'il était impossible de s'en passer dans un pareil sujet, du moins pour la période qui s'étend de 1805 à 1815. Sauf cette réserve importante que nous sommes obligé de faire sur les sources de cet ouvrage, le récit se déroule tout au long des deux volumes avec une grande clarté et dans la forme la plus agréable, sous ces divers sujets : l'état de Naples en 1805 ; Napoléon et Naples jusqu'à la proclamation de Schœnbrünn ; la conquête de Naples ; la bataille de Maida et l'insurrection de la Calabre ; la politique intérieure de Joseph ; Murat roi de Naples [1] ; les réformes de Murat : — M. Johnston est très élogieux pour Murat, comme M. Jacques Rambaud pour Joseph, et cela se comprend, le règne de Murat étant le cadre ou le milieu où se sont formées les sociétés secrètes, avec lesquelles il eût voulu s'entendre et dont il fut un moment l'espoir : l'ouvrage aurait même eu plus d'unité et une composition plus forte à ne commencer qu'en 1808, à l'avènement de Murat ; — quelques mots ensuite sur la Sicile et Marie-Caroline ; la défection de Murat, ses embarras en 1814 ; le Congrès de Vienne ; la dernière campagne de Murat jusqu'à la convention de Casa Lanza ; la tragédie de Pizzo.

Au second volume, la seconde partie du titre de l'ouvrage se justifie pleinement, avec la Restauration et la Sainte-Alliance ; le développement des sociétés secrètes ; d'où un important chapitre sur l'origine des carbonari rattachée, peut-être un peu trop largement, à la tradition de toutes les sociétés secrètes, depuis les premiers siècles de l'histoire ; enfin l'action des gouvernements sur les sociétés secrètes, la Révolution de 1820 et la défaite des carbonari. A l'appendice D, l'auteur annonce la publication de *Mémoires* de la reine Marie-Caroline, promesse qui vient d'être en partie tenue avec le *Mémoire* intitulé *De la Révolution du royaume de Sicile* [2].

Il s'agit d'un manuscrit de la Bibliothèque Nationale de Naples qui a pour objet le grand duel de la reine avec Bentinck de 1810 à 1813 ; le document, en français, paraît avoir été, sinon dicté, du moins inspiré de très près par la reine, écrit sans doute sous ses yeux par quelque émigré de son entourage, peut-être par Saint-Clair, son ami depuis une dizaine d'années [3]. Rédigé au printemps de 1814, il était destiné à défendre la conduite de Marie-Caroline devant le prochain congrès de Vienne ; mais elle mourut avant l'ouverture des séances en septembre 1814. — Le titre complet du manuscrit est celui-ci : « De la Révolution du royaume de

1. Voir aussi sur ce point Edouard Driault : *Napoléon en Italie* ; chap. XXI. Murat à Naples.

2. *Mémoire de Marie-Caroline, reine de Naples, intitulé De la Révolution du royaume de Sicile par un témoin oculaire...*, publié pour la première fois avec introduction, notes critiques et deux fac-similés, par M. R.-M. Johnston. Cambridge, Harvard University, 1912, in-8°, XXVII-340 pages.

3. Cf. *Napoléon en Italie*, 342.

Sicile, des événements qui y ont servi de prétexte et de la manière dont la famille royale a été traitée : le tout appuyé sur un grand nombre de pièces justificatives. » Après quelques pages consacrées aux années précédentes et rappelant la fidélité de la cour de Naples à l'alliance anglaise, le mémoire relève de bonne heure la conduite insidieuse du duc d'Orléans, venu à Naples pour épouser une des filles de Marie-Caroline, Marie-Amélie; le mariage fut en effet célébré au mois de novembre 1808. Mais surtout la crise fut ouverte par l'arrivée à Palerme de Lord William Bentinck en 1811, successeur de Lord Amherst comme ministre du roi d'Angleterre et commandant des forces britanniques, muni d'instructions très sévères contre le roi et la reine de Naples, suspects d'être entrés en relations avec Murat et même avec Napoléon. La guerre ne tarda donc pas à éclater entre le représentant de l'Angleterre et la cour, le duc d'Orléans tout prêt à prendre la succession si l'occasion s'offrait. Et le Mémoire de Marie-Caroline raconte les faits à sa manière. Le roi veut des subsides; les barons les refusent; les plus turbulents sont arrêtés, exilés; Bentinck intervient, oblige le roi Ferdinand à reconnaître son fils François comme vicaire-général du royaume (janvier 1812). Les exilés sont rappelés, parmi eux le prince de Belmonte, qui dès lors lie partie avec Bentinck et le duc d'Orléans; ils ont encore avec eux le méchant moine Coccarno, Mme de Vérac, la chanoinesse Montjoie, et dès lors le complot est noué contre la reine. Lord Bentinck fait voter par le Parlement de Palerme une constitution nouvelle, impose au gouvernement sicilien un traité nouveau avec l'Angleterre, et la Sicile devient par là une espèce d'Etat feudataire de l'Empire britannique : ainsi faisait Napoléon sur le continent. Puis Bentinck découvre la prétendue (?) correspondance de Marie-Caroline avec Murat et Napoléon; le Mémoire déclare que les pièces en ont été toutes fabriquées par le duc d'Orléans, qui n'aimait pas sa belle-mère parce qu'il avait une furieuse passion d'une couronne royale; ainsi Bentinck obligea la reine à quitter la Sicile pour couper court à ses intrigues; mais il fut difficile de la faire partir; elle était, dit-elle, très populaire et les Siciliens la retenaient : ce n'est pas sûr; les troupes anglaises entrèrent dans Palerme, leur chef fut reçu par le duc d'Orléans; la reine tomba malade au moment de s'embarquer; puis elle s'attarda chez son dentiste. Enfin Bentinck put l'expédier sur Constantinople d'où elle revint à Vienne. Le document se termine par le portrait de Bentinck et par celui du duc d'Orléans, qui ne sont pas flattés et qui sont peut-être vrais : dans un langage très vif et coloré, toujours intéressant, une contribution précieuse à l'histoire de la cour de Naples au temps de Napoléon. M. Johnston a bien fait de le publier.

Nous avons dit en son temps le grand intérêt du premier volume des *Mémoires* du comte Roger de Damas, publiés et annotés par M. Jacques

Rambaud [1]. Celui du second n'est pas moindre. Installé à Vienne, après avoir quitté le service de Naples, il s'y trouva « dans la meilleure des loges » pour suivre les événements de l'apogée et de la chute de l'Empire. On n'y trouvera pourtant pas de révélations sensationnelles, seulement des impressions, mais utiles. Et d'abord on aura de page en page une sympathie de plus en plus vive pour l'auteur, non seulement à cause des amitiés qu'il avait laissées à Naples, et de la douleur qu'il éprouva de la mort de la comtesse Razoumowski, — nous avons d'elle, à la fin du volume, des billets d'une tendresse pénétrante, — mais surtout à cause de l'émouvant patriotisme de cet émigré, qui, lié au service des ennemis de la France, sans cesse chassé plus loin par la conquête impériale, chassé de Vienne même et prêt à partir pour la Transylvanie, n'a cependant que pitié et mépris pour les souverains et les généraux de son parti, et une admiration quasi sans réserves pour le vainqueur.

Cela lui donne une perspicacité qui assure une réelle valeur historique à ses impressions. Ainsi il voit très bien, mieux que certains historiens pourtant mieux informés, la gravité des clauses de Tilsit relatives à la Méditerranée, de l'abandon des îles Ioniennes et de Cattaro par la Russie, c'est-à-dire la faillite de tous les sacrifices faits jusque-là par le gouvernement de Saint-Pétersbourg pour atteindre Constantinople et la mer Égée. Il ne voit là rien qui ressemble à un partage du monde entre Napoléon et Alexandre, et il est extrêmement sévère pour le tsar. A la même occasion, à propos de Tilsit, la reine Marie-Caroline de Naples est encore plus dure pour le « petit Alexandre ». Il faut tenir compte des observations de contemporains aussi bien placés.

Le comte Roger de Damas voit fort bien aussi l'imperfection, par conséquent la constante impuissance de la coalition des rois, dont on voudrait nous faire croire qu'elle fut « éternelle », quand il est beaucoup plus vrai de dire qu'elle n'exista point avant 1813 au plus tôt; on notera à ce sujet des considérations comme celle-ci, que les Anglais sont « les alliés les plus incommodes, souvent les plus perfides et toujours les plus intéressés ». Il faut lire aussi sur le même point, dans les lettres de Marie-Caroline au comte Roger, « l'infâmité » de la conduite de ses alliés anglo-russes en 1805, quand, après l'avoir compromise, ils l'abandonnèrent sans combattre à la vengeance de l'Empereur. Plus tard, au moment d'être chassée de Sicile par Bentinck, elle ne sait pas si ce sont les Français ou les Anglais qui sont ses plus cruels ennemis. Et Roger de Damas note judicieusement qu' « une seule coalition, n'ayant qu'un même but et désintéressée sur tout autre, aurait suffi pour éteindre le volcan — le Vésuve — Napoléon — qui consumait tout ».

1. *Mémoires du comte Roger de Damas.* II. *Vienne de 1806 à 1814,* — suivis de lettres inédites de Marie-Caroline, reine de Naples, au comte Roger de Damas (1801-1814); publiés et annotés par M. Jacques Rambaud : Paris, Plon, 1914, in-8°, VI-511 pages.

Même en dehors de quelques pages très fortes sur « l'insuffisance de l'archiduc Charles, sur son « inexplicable stagnation » au lendemain d'Essling, ou sur le mariage de Marie-Louise — voir là-dessus la jolie fable du méchant léopard et du gentil petit épagneul, — les observations qui précèdent apportent une contribution précieuse à l'histoire même de la politique générale sous Napoléon [1].

M. Geoffroy de Grandmaison achève sa publication de la *Correspondance du comte de La Forest* [2]. Le tome VI renferme les documents de la première partie de 1812 (janvier-août). L'ambassadeur y traite de la détresse financière de l'Espagne, de la misère générale, les fonctionnaires payés en « bons de rations » au lieu de traitement : c'est que non seulement les provinces soumises à l'administration de Joseph sont de plus en plus rétrécies par l'insurrection, mais Napoléon, à la veille de l'expédition de Russie, ne tient pas ses engagements, n'envoie pas d'argent, s'empare décidément de la Catalogne divisée en 4 départements, retient une valeur de 200 millions en terres sur le royaume de Valence. — L'autre question intéressante de ce volume, c'est l'attribution à Joseph du commandement de toutes les forces militaires françaises en Espagne; il en est d'abord glorieux, mais ensuite il est accablé de sa responsabilité; il ne peut se faire obéir des maréchaux, et, dans son désarroi absolu, il songe à convoquer à Madrid les Cortès des provinces qui lui sont soumises : ce qui n'eût sans doute pas fourni une nombreuse députation. — Tout se trouve arrangé par l'approche des Anglais après leur victoire aux Arapiles, et le roi et l'ambassadeur, quittant Madrid, se retirent sur Valence.

M. l'abbé Féret, en entreprenant d'écrire l'histoire des *Relations de la France et du Saint-Siège* sous le premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet [3], se lance audacieusement dans les voies historiques sans se soucier de ceux qui ont pu les frayer avant lui; il emprunte son ouvrage aux Archives des Affaires Étrangères sans se douter qu'elles ont été dès longtemps explorées; il prend pour des trésors vierges des documents déjà jetés dans la circulation. Il n'ignore pas, mais il suit de loin le comte d'Haussonville; il cite un moment Welschinger; il ignore la *Rome de Napoléon* de Madelin; il ignore mon *Napoléon en Italie*; il

1. Voir, p. 270-274, la conversation du général comte de Meerfeldt avec Napoléon, d'après son propre résumé.

2. *Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne*, 1808-1813, publiée par la Société d'histoire contemporaine par M. Geoffroy de Grandmaison : t. VI, janvier-août 1812. Paris, A. Picard, 1912, in-8°, 403 pages. — Pour les cinq premiers volumes, voir la *Revue des Études Napoléoniennes*, novembre 1912 (II, 429-433).

3. Abbé Féret, *Histoire diplomatique : La France et le Saint-Siège sous le premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet;* t. Ier, *le Premier Empire et le Saint-Siège*. Paris, Savaète, 1911, in-8°, VIII-480 pages.

faut le renvoyer, notamment en ce dernier ouvrage qui est de 1906, à la Bibliographie et aux chapitres VII, le Concordat; X, les Articles organiques; XI, le Sacre; XII, « l'Empereur de Rome »; XVIII, Miollis à Rome; XIX, Rome ville impériale. Donc M. l'abbé Féret ne connaît rien, ou à peu près, en dehors des Archives des Affaires Étrangères, et il les résume pas à pas, par le Sacre, la Rupture, la Persécution et la Délivrance de Pie VII, sans documentation, sans argumentation critique, sans voir même que cette histoire est un épisode de la querelle séculaire entre le Sacerdoce et l'Empire, sans indiquer les deux doctrines en présence, sans les confronter dans leur sens et leur grandeur historique. La matière est moins exploitée à partir de 1815, et les deux autres volumes annoncés, sur la Restauration et sur la Monarchie de Juillet, auront sans doute plus d'intérêt, même s'ils ne sont, comme celui-ci, qu'une copie des principaux passages des documents du Ministère : le recueil, pris ainsi aux sources premières, en sera utile aux historiens.

Avec son tome V, le grand ouvrage du P. Pierling sur *la Russie et le Saint-Siège* [1] arrive aux temps napoléoniens; il est consacré aux règnes de Catherine II, de Paul Ier, et au commencement de celui d'Alexandre Ier. Sans être régulières, les relations entre la Russie et le Saint-Siège ont été alors à peu près constantes. Il se trouve ainsi que l'unité du volume est faite par les trois ambassades, Archetti, Litta et Arezzo, correspondant aux trois règnes; elle l'est davantage encore par un personnage qui se trouve mêlé à tous ces événements, quoiqu'il ne soit présenté ici que dans une ombre assez mystérieuse, l'archevêque catholique de Mohilev, Siestrzencewicz. Catherine II, qui semble n'avoir eu aucun sentiment religieux, n'eut en cette histoire que des préoccupations politiques. Elle avait des Jésuites au collège de Polotsk; elle les garda, malgré la suppression de l'ordre. Mais aussi elle trouva dans Siestrzencewicz, alors évêque de Mallo, le seul diocèse latin de l'empire russe, un serviteur tout dévoué à ses volontés; elle lui donna la résidence de Mohilev avec un gros traitement; elle le nomma archevêque avant d'avoir l'avis du pape; par lui, elle pensa assurer son autorité sur tous les catholiques de Russie : elle l'estimait d'autant plus nécessaire que le démembrement de la Pologne allait augmenter considérablement le nombre de ses sujets catholiques. L'envoyé du pape, Mgr Archetti, dut vivre avec les Jésuites de Russie et constater les prétentions de l'impératrice et de l'archevêque de Mohilev sans y pouvoir rien empêcher.

Les relations de la papauté avec la Russie ont été particulièrement intéressantes sous le règne de Paul Ier, qui y apparaît sous un jour assez nouveau et avec une physionomie que M. Pierling a réussi à rendre

1. P. Pierling, *La Russie et le Saint-Siège, Études diplomatiques* : V. *Catherine II, Paul Ier, Alexandre Ier*. Paris, Plon, 1912, in-8°, V-480 pages.

presque sympathique. C'est que le tsar Paul manifesta une vive admiration pour les Jésuites, dont il recommanda les méthodes d'éducation au duc Ferdinand de Parme, et ce fut le commencement de la résurrection de l'ordre. Il avait fait, sous le règne de sa mère, un séjour à Rome dont il avait conservé le souvenir très pénétrant, et il avait fait prendre les plans de Saint-Pierre pour construire la cathédrale de Kazan. Mais on sait que le principal intérêt du règne de Paul à cet égard, ce fut l'affaire de Malte; il accepta dès 1797 le titre de Protecteur de l'ordre de Saint-Jean il accueillit fort gracieusement à sa cour le chevalier Giulio Litta : avec Joseph de Maistre et le duc de Serra-Capriola, ministre de Naples, il y eut autour du tsar Paul toute une société italienne fort active et influente; un frère du chevalier, Mgr Lorenzo Litta, représenta le pape au couronnement de l'Empereur à Moscou, puis vint à Pétersbourg, et essaya de conclure une sorte de Concordat, qui eût été un premier pas vers un rapprochement des deux Églises, mais Paul voulut obtenir pour Siestrzencewicz le titre de métropolite catholique pour toute la Russie, et que toutes les relations du Saint-Siège avec les catholiques de Russie fussent soumises à son agrément : à quoi la cour de Russie voyait des inconvénients. Cependant Bonaparte prenait Malte; le pape ensuite était enlevé de Rome et allait mourir à Valence. La papauté resserra ses liens avec la Russie et sollicita en termes assez humbles sa protection. Pourtant elle n'alla pas jusqu'à reconnaître Paul Ier comme grand-maître de Malte, malgré l'élection dont il avait été l'objet par les chevaliers de Russie; ce fut l'occasion d'un mémoire secret qui tomba malheureusement non chiffré au cabinet noir du tsar : Paul en fut irrité; il le fit voir selon sa méthode : le chevalier Litta fut éloigné de la cour, il venait d'épouser une riche nièce de Potemkine, et Mgr Lorenzo Litta dut s'en retourner à Rome.

Cependant les liens entre l'Empereur et les catholiques furent maintenus par l'intérim de Mgr Benvenuto comme chargé d'affaires, et surtout par le rôle très habile et très fin joué par le supérieur du collège de Polotsk, plus tard général des Jésuites, le père Gruber. Entré dans la faveur de Paul Ier grâce à une tondeuse de drap de son invention, et grâce à une recette de chocolat à la romaine qui fut particulièrement goûtée, il fut un moment, en matière ecclésiastique, le conseiller du tsar, qui demanda formellement au pape Pie VII le rétablissement des Jésuites : ce qui devait se faire en son temps. Dès lors Pie VII et Consalvi espérèrent pouvoir reprendre le grand projet de l'union des deux Églises, et le pape dès 1800 se déclara prêt à se rendre à Pétersbourg pour l'achèvement de ce grand ouvrage; il y avait auparavant quelques difficultés à régler pour la distinction du temporel et du spirituel, et Paul Ier mourut avant qu'elles ne fussent résolues.

Nous n'avons ici que les premières années du règne d'Alexandre, dont la politique à l'égard de Rome fut d'abord plus semblable à celle de sa grand'mère qu'à celle de son père; il admit Mgr Arezzo auprès de son gouvernement, mais seulement comme ambassadeur extraordinaire et pour une mission de trois ou quatre mois. Il lui suffisait des services toujours soumis de l'archevêque de Mohilev pour ses relations avec ses sujets catholiques. Il désigna le comte Boutourline pour une mission à Rome; mais Boutourline put encore longtemps s'intituler ministre de Rome en résidence à Moscou. C'est que les rapports entre Rome et Pétersbourg furent alors rendus pénibles par l'affaire Vernègues. On se souvient que Vernègues, un émigré de France, devenu sujet russe, fut arrêté à Rome, sur pression du premier Consul, comme coupable de complicité dans le complot royaliste; malgré les protestations du gouvernement russe, il fut extradé, livré au gouvernement français qui d'ailleurs, pour tirer le pape d'embarras, le fit remettre en liberté au moment du sacre de Notre-Dame.

Quand même, il en resta une vive irritation en Russie; il y eut rupture formelle entre Pétersbourg et Rome; même, en 1815, les Jésuites devaient être chassés de Russie. Nous sommes loin encore du temps où Alexandre Ier devait songer, dit-on, à se convertir et à convertir la Russie au catholicisme.

Le R. P. Pierling relève ailleurs, sans le résoudre absolument, ce problème curieux : *L'Empereur Alexandre Ier est-il mort catholique*[1]? A la fin de sa vie (1825), Alexandre Ier envoya à Rome auprès du pape Pie VII son aide de camp, le général comte Alexandre Michaud de Beauretour[2], un fervent catholique, « un Joseph de Maistre en uniforme ». De cette mission il reste des témoignages de première ou de deuxième main : aux Archives du Vatican, une lettre du chevalier d'Italinski, ministre plénipotentiaire de Russie, au cardinal secrétaire d'État, demandant une audience du Saint-Père pour le général Michaud; la désignation du Père Orioli pour une mission spéciale en Russie, qui eût été la suite de la mission Michaud; des confidences de Michaud à Constance de Maistre, devenue duchesse de Laval-Montmorency, ou au comte de l'Escarenne, qui fut plus tard ministre de Charles-Albert, d'après lesquelles Michaud aurait annoncé au pape l'intention du tsar d'abjurer personnellement l'orthodoxie, ou même aurait au nom du tsar abjuré dès le moment l'orthodoxie : car ce point important reste obscur; il y a là pourtant toute la distance de l'intention au fait. D'autres témoignages ont été perdus : à

1. *Problème d'histoire. L'empereur Alexandre Ier est-il mort catholique?* (publications de la Bibliothèque slave de Bruxelles). Paris, Beauchesne, 1913, in-16, 103 pages.

2. Voir sur ce personnage et sur son rôle en 1812 la *Revue des Études Napoléoniennes*, sept. 1912 (II, 232).

Paris, aux Affaires Étrangères, on n'a pas retrouvé des pièces mentionnant, paraît-il, l'abjuration d'Alexandre et de sa femme; le message de Michaud, reçu par Nicolas Ier au lendemain de la mort d'Alexandre, fut détruit par lui; il semble que l'empereur Nicolas ait brûlé beaucoup de documents intéressants.

Que conclure de tout cela? Il est sûr qu'Alexandre Ier, surtout depuis la campagne providentielle de 1812, a été de plus en plus pénétré de mysticisme : on trouvera à cet égard dans le beau livre du grand-duc Nicolas les informations les plus précises et les plus saisissantes; on connaît la légende qui raconte qu'Alexandre n'est pas mort en 1825, mais a vécu encore quelques années dans un couvent, sous le nom du moine Fédor Kouzmich, s'obligeant à une sévère pénitence et à de rudes flagellations; quoique cette légende soit aujourd'hui absolument détruite, elle laisse aux dernières années du tsar une physionomie tout enveloppée de mystère religieux. Mais tout cela ne suffit pas à établir qu'il se soit réellement converti au catholicisme, et cette conversion, fût-elle admise, n'aurait que la valeur d'un acte personnel, car il n'apparaît point qu'Alexandre Ier ait eu l'intention de travailler à la réparation du grand schisme d'Orient.

Il était difficile de faire un *Alexandre Ier* après le portrait si pénétrant et que l'on sent si vrai, tracé par le grand-duc Nicolas Mikhailowitch[1]. Il est vrai que le livre de M. Pierre Rain[2] ne fait pas double emploi avec celui du grand-duc, qui ne prétend « nullement être une histoire du règne d'Alexandre Ier, mais un essai historique sur les caractères et l'œuvre, non seulement de l'Empereur, du souverain russe, mais encore de l'homme ». Ce n'est pas à dire que M. Rain ait voulu faire une histoire du règne, qui demanderait beaucoup plus de développement; mais il en suit d'assez près les événements pour y marquer d'année en année le caractère d'Alexandre Ier, et en somme les touches successives qui en résultent s'harmonisent bien avec la fresque plus large et plus expressive composée par le Grand-Duc historien.

Après un chapitre sur l'enfance au temps de Catherine II et l'éducation par Laharpe, sur le mariage avec la princesse Élisabeth de Bade, sur l'entourage du jeune Grand-Duc héritier, un premier trait du caractère politique d'Alexandre se dessine dans le morceau intitulé *Le Tsarewitch républicain* : peut-être ne faudrait-il pas accentuer par un titre aussi net les conceptions politiques d'Alexandre, qui ne fut peut-être pas si républicain, qui semble n'avoir conçu qu'une sorte d'idéologie républicaine aussi éloignée que possible de la maturité de la réalisation; et puis il

1. Voir la *Revue des Études Napoléoniennes*, novembre 1913 (IV, p. 343 et s.).
2. *Un tsar idéologue, Alexandre Ier, 1777-1825*. Paris, Perrin, 1912, in-8°, XII-460 pages.

faudrait s'entendre sur le sens du mot *républicain*, de définition toujours délicate : Catherine II elle-même avait peut-être quelques dispositions républicaines puisqu'elle confiait l'éducation de son petit-fils à Laharpe. — Le chapitre IV, *Les projets de réformes*, est particulièrement intéressant et sera nouveau pour la plupart des lecteurs français, outre que ces réformes sont un élément essentiel à la connaissance du personnage; on l'y trouve tout entier, semble-t-il, animé des meilleures intentions et presque complètement incapable de les faire passer dans les faits : on aura d'ailleurs à ce sujet des renseignements plus abondants dans l'ouvrage du grand-duc Nicolas, grâce aux précieux documents dont il est plein.

Dès lors, avec les chapitres consacrés à la politique extérieure, *Alexandre et Adam Czartoryski*, *Alexandre et Napoléon*, *Le triomphe d'Alexandre, de Moscou à Vienne*, le personnage d'Alexandre est dominé, et comme noyé, par les événements; car, en toute cette partie de sa carrière, il fut le plus souvent l'esclave des circonstances, ou, si l'on veut, à partir de 1812, « l'instrument de la Providence ». On peut même trouver, par exemple en ce qui concerne la formation de la troisième coalition, ou Tilsit et notamment ce qui y fut relatif aux affaires d'Orient, ou le rôle de Caulaincourt à Saint-Pétersbourg, que le récit de M. Rain n'est qu'un rapide résumé des faits : à quoi sans doute il répondra que son dessein n'était pas d'apporter à cette histoire, bien connue depuis Vandal et Sorel, des révélations quelconques [1].

Avec les derniers chapitres, sur *Madame de Krudener et la Sainte-Alliance*, sur la *Constitution de Pologne*, sur la *Question religieuse*, sur les *Colonies militaires d'Araktchéef*, sur les *Sociétés secrètes*, on retrouve plus directement le personnage d'Alexandre en ses traits les plus caractéristiques; on y suit bien le développement de la religiosité mystique du tsar, la persistance bientôt désenchantée de ses conceptions libérales, les difficultés qu'il eut à accorder tout cela, et ainsi la faillite morale de ce règne, qui pourtant, malgré le voisinage encombrant de Napoléon, demeure une des époques les plus curieuses de la Russie, pleine de promesses et de plans de réformes, où se prépare le programme de la Russie moderne. Avec ses défauts et ses qualités, ses faiblesses, ses caprices de violence et ses aspirations à la perfection morale et au bonheur uni-

1. Quelques erreurs d'ailleurs ici : ce n'est pas Wellington que Napoléon poursuivit en Espagne, après la reprise de Madrid, jusqu'aux frontières du Portugal; c'est le général Moore (p. 195). — Ce n'est pas l'archiduc Jean qui envahit le grand-duché de Varsovie au printemps de 1809; c'est l'archiduc Ferdinand (p. 196). — Le traité qui donna la Finlande à la Russie fut signé à Fredericksharnn, et non Frederickshaus (p. 199). — Le colonel Michaud, qui fut un moment dans la confiance du tsar, était-il bien un Suisse? N'était-il pas d'origine piémontaise? (p. 210). — Il y aurait beaucoup à dire sur le degré de sincérité des notifications de Francfort (p. 233) : ce sera pour une autre fois.

versel, on pourrait conclure, avec le livre de M. Rain comme avec celui du grand-duc Nicolas, que l'empereur Alexandre Ier demeure une des figures les plus représentatives de l'histoire et de l'âme russe.

M. Pierre Bodereau a écrit sur *Bonaparte à Ancône*[1] un petit livre fort utile et qui démontre toute la place que, dès 1797, l'Orient et la Méditerranée avaient dans les préoccupations de Bonaparte. On sait qu'il occupa Ancône en février 1797, au lendemain de la prise de Mantoue, après la rupture de l'armistice de Bologne. Il y trouvait des avantages financiers, moins d'ailleurs que ce que le Directoire avait attendu de l'enlèvement des trésors de Lorette. Il avait là une forte position stratégique, dans un pays assez riche pour bien nourrir son armée; sur le chemin de Rome, par Tolentino, où le pape dut aussitôt signer un traité onéreux. Enfin il regardait de là sur l'Adriatique, sur la Méditerranée vers Malte, sur l'Orient vers l'Égypte. Il avait dès lors l'idée d'y prendre la place de Venise en attendant de la prendre elle-même. Le volume est accompagné de quelques documents : l'armistice de Bologne, le traité de Tolentino, les préliminaires de Léoben, le traité de Campo-Formio avec ses articles secrets.

M. A. Boppe a écrit sur *L'Albanie et Napoléon, 1797-1814*[2], un livre qui ajoute quelque chose à un livre déjà ancien de M. Rodocanachi, *Bonaparte et les îles Ioniennes*, et à ce que nous avons écrit nous-même dans la *Politique orientale de Napoléon* et dans *Napoléon en Italie*. On y suivra, derrière les rapports et la correspondance de Pouqueville, consul à Janina, les relations d'abord amicales d'Ali de Janina avec le gouvernement français, puis la rupture au moment de Tilsit, la Ligue albanaise vaincue par Ali, la dispute de Parga et l'alliance d'Ali avec les Anglais jusqu'au départ des Français; en appendice, le Régiment albanais, de 1807 à 1814, sous le colonel Minot, où se rencontrèrent quelques-uns de ceux qui allaient être les héros de l'indépendance grecque.

Sauf en quelques pages sur les palais et les kiosques d'Ali, sur la réception des Anglais à Janina, le récit est assez peu coloré, quoique oriental, et surtout il se traîne le long des événements particuliers; il ne les domine à aucun moment par quelque vue plus générale, et ainsi plus expressive, sur la situation de la Turquie à ce moment, par exemple à propos de l'expédition contre Pasvan-Oglou, ou sur la politique de Napoléon vis-à-vis de l'Albanie, ou même sur la politique d'Ali, qui est le principal personnage de l'ouvrage, mais dont la carrière ne s'est pas

1. Pierre Bodereau, *Bonaparte à Ancône*, préface de M. le général de Lacroix (avec deux cartes hors texte). Paris, Félix Alcan, 1914, in-12, XIII-254 pages.

2. A. Boppe, *L'Albanie et Napoléon*, 1797-1814. Paris, Hachette, 1914, in-12, VII-276 pages.

achevée en 1814, aux limites de ce livre. Il semble que nous soyons là en présence d'un morceau d'ouvrage sur Ali de Janina, plutôt que sur l'Albanie; car il y est à peine question du reste de ce pays en dehors de Janina, ni de Scutari, ni de Durazzo, à peine de Bérat, à l'occasion de la lutte d'Ali contre le pacha de cette ville qui fut une de ses victimes. En somme il ne s'agit guère que de l'Epire, et il faudrait intituler ce livre l'*Epire et Napoléon* ou mieux l'*Epire au temps de Napoléon*. Il ne faut pas chercher là des lumières sur la condition historique de l'Albanie du commencement du XIXe siècle pour en éclairer des événements plus contemporains.

*
* *

Le premier ouvrage du commandant LEFEBVRE DE BÉHAINE, *Napoléon et les Alliés sur le Rhin*[1], est tout à fait remarquable. Il est présenté au public par l'oncle de l'auteur, M. Frédéric Masson, avec une affection qui n'exclut en aucune manière la vision claire des mérites du livre, aussi avec un curieux hommage à la « Grande Histoire » pour laquelle M. Frédéric Masson avait autrefois moins d'admiration (voir la préface du t. V de *Napoléon et sa famille*). C'est un exposé d'histoire à la fois diplomatique et militaire, d'où il résulte une sorte de dualité d'impression et d'intérêt qui nuit un peu à l'unité de l'ensemble et à la composition; en fait le côté militaire l'emporte généralement sur l'autre; il est vrai que nous allons vers la campagne de France, et que d'autres volumes sont annoncés sur l'organisation de la Défense, l'Invasion, sur la campagne de France : apparemment, nous sommes donc en présence d'une entreprise d'histoire surtout militaire.

Ce premier volume commence au lendemain de Leipzig, avec quelques allusions toujours discutables à la politique de l'Autriche et de Metternich dans le courant de l'été précédent. Le premier chapitre est intitulé : *La décadence de la Confédération du Rhin*; il n'est pas sûr que ce soit le meilleur titre; il y est question, bien avant Leipzig, de l'armistice de Zeysc entre l'Autriche et la Russie, 30 janvier 1813; des négociations de Kalisch où se posa tout de suite la question allemande, rendue aussitôt extrêmement critique par la dictature de Stein, à la présidence du conseil central d'administration des pays occupés; de la volonté qu'avaient déjà les alliés d'enfermer la France dans ses anciennes frontières (mais cela n'est pas encore prouvé); de la situation générale de la Confédération dans l'hiver de 1813 : il en résulte surtout que les princes de la Confédé-

1. Commandant Lefebvre de Béhaine, *La Campagne de France : Napoléon et les Alliés sur le Rhin*, introduction par Frédéric Masson. Paris, Perrin, 1913, in-8°, XVII-565 pages.

ration avaient des préférences pour la position de neutralité, mais que, s'il leur fallait se prononcer, ils inclinaient vers l'Autriche, à cause de Stein et des manifestes révolutionnaires lancés de Kalisch le 25 mars : c'était le commencement, ou la suite, de l'intrigue autrichienne, l'empereur d'Autriche étant de nouveau considéré comme le protecteur naturel des princes de l'ancienne Allemagne. En somme, ce premier chapitre, dont les cadres vagues éclatent sur toute l'année 1813, ne fait que des allusions imprécises à la politique de Metternich, ou au rôle de Caulaincourt après Pleiswitz, d'après Martens, qui est très sévère certes, mais sans preuves, ou enfin au congrès de Prague, qui n'apparaît encore ici que sous forme d'hypothèses qui sont loin d'être vérifiées : il faut compter ici sur les études que poursuit M. d'Ussel.

Le récit est plus original et plus convaincant à partir du chapitre II, sur le traité austro-bavarois de Ried. On y étudie les dispositions du général de Wrede, son armée en position sur l'Inn, son rôle à la fois politique et militaire jusqu'à Hanau. Là est la forte unité du sujet : la plus grande partie du volume et la plus remarquable y est consacrée; on y suit les ouvertures faites par les alliés à la Bavière, les négociations de Wrede qui sont ici démêlées d'une manière, semble-t-il, définitive; à l'occasion de la conclusion du traité de Ried, 8 octobre 1813, la Bavière apparaît comme la maîtresse de l'Allemagne au Sud : nous sommes là sur un terrain solide, et nous y restons dès lors presque jusqu'à la fin du volume. Nous avons ensuite les opérations de l'armée austro-bavaroise en octobre 1813, — le commandant Lefebvre de Béhaine y révèle les plus précieuses qualités d'exposition militaire —; les inquiétudes du Wurtemberg, qui, jaloux de la position prépondérante prise par la Bavière, se tient plus longtemps dans le parti français, jusqu'à Leipzig; les brutales sommations de Wrede, jusqu'à l'armistice d'Uffenheim, 24 octobre; l'attaque sur Wurzbourg, bien défendu par Turreau ; puis la défection du grand-duc de Francfort, de la Hesse, de Bade, sur le passage et en concordance des événements militaires, avec des sentiments différents, parfois de secrètes sympathies conservées à Napoléon et à la France, parmi les paniques, les fausses nouvelles et, après Leipzig, la poussée de la retraite sur Mayence, l'évacuation de Francfort, les communications de Napoléon coupées, dans une situation militaire qui rappelle celle de la Bérésina.

Nous arrivons ainsi au très important chapitre V, consacré à Hanau, et que nous aurions intitulé *Hanau*. C'est le point culminant du livre; il lui donne toute sa valeur, qui est grande : on y voit comment les Austro-Bavarois de Wrede manquèrent l'occasion d'infliger à Napoléon le désastre qu'ils lui préparaient, d'abord en s'attardant autour de Wurzbourg, ensuite en le cherchant plus au nord du côté de Giessen et

de la Lahn ; on y suit avec une clarté absolue le combat préliminaire de Gelnhausen, du 29 octobre, la bataille de Hanau, du 30, l'intervention décisive de l'artillerie de Drouot, la route ouverte sur Mayence le 2 novembre. Les alliés sont alors sur le Rhin, ensemble, mais non d'accord; ici, un épisode amusant, et singulièrement expressif : l'empereur François Ier eût voulu arriver le premier à Francfort pour y recevoir ses alliés comme ses hôtes; Alexandre Ier le prévint par une marche forcée, et ce fut lui qui lui fit les honneurs de l'ancienne capitale de l'Allemagne ; c'est toujours la dispute du Saint-Empire. Nous attendions avec le plus grand intérêt l'exposé des négociations de Francfort; nous avons été déçus : l'auteur se dérobe, et renvoie au récit de Sorel, dont les conclusions sont loin d'être certaines.

Un dernier chapitre, sur la violation de la neutralité suisse, appelle les mêmes critiques que le premier. Sous prétexte de dire la situation de la Suisse à la fin de 1813, il consiste d'abord en un long et vague retour en arrière sur la Suisse napoléonienne, sur l'opposition des partis; puis il montre l'effet des nouvelles de Leipzig, l'agitation des aristocrates encouragée par l'Autriche naturellement, la diète extraordinaire, les apparentes mesures de défense militaire, les derniers pourparlers, et le passage des alliés de Schaffhouse à Bâle. Le livre se ferme sur une épidémie de typhus et d'épizootie.

Malgré les réserves que nous avons faites sur le flottement du premier et du dernier chapitre, nous sommes donc en présence d'un ouvrage qui manifeste, autour de Hanau, une remarquable unité et une grande force de composition. Nous attendons la suite avec le plus vif intérêt, sûrs de voir se développer un ouvrage historique de premier ordre, le neveu cette fois digne de l'oncle.

*
* *

On sait que la grande *Cambridge Modern History* a de la ressemblance avec l'*Histoire Générale* de Lavisse et Rambaud; il se trouve que son tome IX, intitulé *Napoléon*, correspond au tome IX de celle-ci [1]. Pourtant elle a fait appel au concours d'historiens étrangers, cherchant partout les compétences les plus affirmées, et il semble qu'elle en ait pris une sorte de supériorité. Voici d'ailleurs la suite de ses chapitres; on jugera de leur intérêt par la seule nomenclature : *Le Consulat,* par Georges Pariset; — *La neutralité armée, 1780-1801*, par T.-A. Walker et H.-W. Wilson; — *La pacification de l'Europe, 1789-1802*, par A. Guil-

1. The Cambridge Modern History, planned by the late Lord Acton, edited by A.-W. Ward, G.-W. Prothero, Stanley Leathes : Vol. IX. *Napoléon.* Cambridge, 1906, in-8°, XXVIII-946 pages.

land; — *La France et ses tributaires, 1801-1803*, par le même. — *La France sous l'Empire, 1804-1814*, par G. Pariset; — *Les Codes*, par H.-A.-L. Fisher.; — *Les Concordats*, par L.-G. Wickham-Legg; — *La maîtrise de la mer, 1803-1815*, par H.-W. Wilson; — La *troisième coalition, 1805-1807*, par le colonel E.-M. Lloyd; — *L'Empire Napoléonien à son apogée, 1807-1809*, par J. Holland-Rose; — *La guerre de 1809*, par Auguste Keim; — *Le système continental, 1809-1814*, par J.-H. Rose; — *Les dépendances de la France et la Suisse, 1800-1814*, par H.-A.-L. Fisher et A. Guilland; — *La guerre de la péninsule, 1808-1814*, par C.-W. Oman; — *La Russie sous Alexandre Ier et l'invasion de 1812*, par Eugen Stschepkin; — *La Guerre de libération, 1813-1814*, par Julius von Pflugk-Harttung; — *La première Restauration*, par H.-A.-L. Fisher; — *Le Congrès de Vienne*, I. par A.-W. Ward; — *Les Cent-Jours*, par C.-W. Oman; — *Le Congrès de Vienne*, II, par A.-W. Ward; — *La Grande-Bretagne et l'Irlande, 1792-1815*, par G.-P. Gooch; — *L'Empire anglais, 1783-1815*, par W.-H. Hutton et H.-G. Egerton; — *Sainte-Hélène*, par H.-A.-L. Fisher.

Certes, on peut discuter ce plan, qui comporte des chevauchements, des retours en arrière, quelque désordre chronologique. Ainsi le chapitre de M. Pariset, la France sous l'Empire, ou ceux de MM. Wickham-Legg sur les Concordats et Wilson sur la Maîtrise de la mer, conduisent les événements jusqu'à la date de 1814 ou de 1815, et l'on revient ensuite à 1805 pour la troisième coalition. Les Dépendances de la France et la Suisse, de 1800 à 1814, sont placées après la guerre de 1809, et après le Système continental, 1809-1814. La Grande-Bretagne et l'Irlande depuis 1792, l'Empire anglais depuis 1783, sont placés après le Congrès de Vienne. Le traité de Chaumont (p. 577), qui est du 1er mars 1814, apparaît après le retour de l'île d'Elbe. Il semble qu'il eût été possible et désirable d'établir un chapitre sur l'Angleterre, et un autre sur son Empire à la date de 1800 : on eût plus exactement suivi les phases de la grande lutte soutenue contre Napoléon. Mais ces défauts de plan sont presque inévitables en de tels ouvrages, où il fallait tenir compte de la compétence de chaque collaborateur plus que du développement chronologique et logique des faits. Et puis, par leur nature même, ces livres ne peuvent pas avoir une parfaite unité de composition; ils ne sont d'ailleurs pas faits pour être lus d'un trait, mais pour être consultés selon l'occurrence, livres de bureau, instruments de travail que l'on a toujours sous la main. Tout de même ils en gardent un caractère un peu décousu et une sorte d'incohérence : cela est particulièrement frappant dans l'histoire d'une période aussi fortement dominée par un seul personnage. Aussi bien ces critiques s'appliquent-elles absolument au tome IX de l'*Histoire générale*.

On pourrait encore remarquer que, malgré les garanties scientifiques

apportées par chacun des auteurs, le peu de place dont ils disposaient les a obligés maintes fois à se contenter de résumer les principaux faits, et leur a le plus souvent interdit les révélations sensationnelles ou les découvertes tout à fait originales; c'est le fait de quelques chapitres où il a fallu serrer une matière particulièrement abondante. Ainsi l'affaire du duc d'Enghien, p. 30, n'est indiquée que sommairement en quelques lignes qui même n'en peuvent pas donner une idée exacte. Les négociations d'Altenbourg, en août-septembre 1809, et la situation de l'Europe au lendemain de Wagram sont à peine indiquées. Il en est de même de la lutte entre l'Empereur et le Pape, de cette moderne querelle du Sacerdoce et de l'Empire; on ne suit même que superficiellement les causes de la rupture entre Pie VII et Napoléon et de l'enlèvement du pape, p. 193. Il s'agit là pourtant d'un épisode d'importance capitale. — Est-il bien exact que Paul Ier se rapprocha de Bonaparte parce qu'il vit en lui le plus puissant ennemi du jacobinisme (p. 37)? Et d'abord Napoléon était-il le plus puissant ennemi du jacobinisme? M. Fisher écrit fort justement, p. 769, qu'aux yeux des conservateurs Napoléon fut le dernier et le plus grand des Jacobins, le vigoureux capitaine de la démocratie révolutionnaire qui a renversé l'ancien régime en France et en Europe [1].

Il serait possible aussi de discuter quelques interprétations sur le droit maritime, sur les circonstances de la neutralité armée, sur les deux bombardements de Copenhague. On noterait une tendance à exagérer l'importance de la place tenue par l'Angleterre dans les préoccupations et les desseins de Napoléon. Par exemple, M. J. Holland-Rose écrit, p. 294, au commencement de son chapitre sur l'Empire Napoléonien à son apogée, que Napoléon employa dès lors les forces du Continent à abaisser l'Angleterre et à pousser de nouvelles entreprises en Orient. Lequel de ces deux objets l'emportait dans la pensée de l'Empereur? Il y a là une sorte de proportion à établir; quant à nous, malgré l'autorité de Sorel qui renforce ici celle de M. Holland Rose, nous estimons que Napoléon a été beaucoup plus occupé d'organiser le continent et de pousser la conquête impériale sur l'Orient que d'abaisser l'Angleterre; nous constatons qu'il a fait peu d'efforts directs contre l'Angleterre, et nous croyons que la guerre à l'Angleterre, à Pitt, à la « perfide Albion », a été surtout le grand prétexte, toujours commode, pour autoriser toutes ses ambitions guerrières.

C'est en nous plaçant à ce point de vue d'ailleurs que nous pensons qu'il ne fallait pas placer l'apogée de l'Empire Napoléonien en 1807-1809. On comprend que les Anglais voient le mouvement tournant de la carrière de Napoléon à la date de l'insurrection d'Espagne et des

1. P. 60, Écrire *Lecourbe* et non *Lacourbe*.

premiers soulèvements nationaux qui ont commencé de s'affirmer contre l'Empereur. Mais cette conception ne nous paraît pas exacte. L'apogée de l'Empire selon nous ne peut être placé qu'à la date de 1810-1811 : ce fut le moment de sa plus grande extension territoriale, celui où, à l'occasion de la naissance du roi de Rome, l'Empereur commença de constituer fortement le système dynastique à la place du système des rois frères et vassaux (Cf. Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*), celui où le sénatus-consulte du 17 février 1810 et les préparatifs contre la Russie, et non contre l'Angleterre, donnèrent au « Grand Empire » les vrais caractères qui en manifestent les prétentions politiques et en achèvent la figure historique. Il y a bien une sorte de déformation à en placer le point culminant à Tilsit.

Mais les observations que nous venons de faire ne sont pas pour diminuer la valeur de ce beau volume. Dans un ensemble dont toutes les parties sont, autant qu'il est possible, égales en valeur, appuyées sur de très utiles bibliographies générales et particulières, quelques morceaux sont remarquables et ont même un réel mérite d'originalité scientifique. Nous citerons, mais seulement à titre d'exemples, les pages relatives à l'impression produite en Angleterre par la paix d'Amiens; tout le chapitre de M. Fisher sur les Codes; celui de M. Wilson sur la maîtrise de la mer (*The command of the sea*); les deux chapitres du colonel Lloyd sur la troisième coalition. — On appelle ici troisième coalition ce que nous appelons en France la troisième et la quatrième coalitions; et la formule anglaise est peut-être plus expressive que la nôtre; car ce fut bien une même coalition, celle qui, formée en 1804-1805 se renouvela en 1806, à défaut de l'Autriche, par l'adhésion de la Prusse, pour être enfin vaincue en 1807 à Tilsit. De même il est possible de ne pas donner à la guerre de 1809 le nom de cinquième coalition, car il y avait en fait coalition de la France, de la Russie, du grand-duché de Varsovie contre l'Autriche presque seule. Et on concevrait fort bien un groupement de toutes ces guerres en quatre grandes parties : la première coalition, de 1792 à 1797; la deuxième, 1799-1802; la troisième, 1804-1807; la quatrième, 1812-1815; il y aurait beaucoup de logique et beaucoup de sens dans une telle manière de présenter les choses. — On ne s'étonne pas que le chapitre du système continental soit de tout premier ordre, étant de M. Holland Rose; qu'il en soit de même du chapitre de M. Oman sur la guerre de la Péninsule; de ceux de M. Ward sur le Congrès de Vienne, et des chapitres consacrés à l'Empire britannique par MM. Hutton et Egerton.

Mais il faut louer encore, malgré les difficultés résultant d'une collaboration très variée, la remarquable unité qui a été assurée à tout le volume, beaucoup mieux qu'au volume similaire de l'*Histoire Générale*

Lavisse et Rambaud ; il est véritablement mis sous la forte impression du personnage exceptionnel qui domine toute cette époque. Elle s'exprime dès la préface, p. VI : « Aucun événement de l'histoire moderne n'eut une plus grande signification que la Révolution Française; mais ses conséquences au delà des frontières de la France auraient été relativement légères si les forces qu'elle avait engendrées n'avaient pas été ramassées dans une seule main et lancées, sous la poussée d'une seule volonté, à l'assaut de l'ancien régime européen... Si beaucoup des idées qui ont été le plus puissantes au XIXe siècle se sont d'abord manifestées dans la France révolutionnaire, c'est principalement à Napoléon qu'elles doivent leur expansion. » — Et d'autre part qu'on lise les remarquables conclusions écrites par M. Fisher, p. 769-770; nous n'en pouvons ici rapporter que quelques formules : « D'aucuns verront dans les guerres de l'Empire un des épisodes décisifs du duel séculaire entre les Latins et les Germains... D'autres trouveront le véritable sens du rôle historique de Napoléon dans le fait qu'il a rendu possibles les mouvements nationaux du XIXe siècle : il est le héraut de l'unité italienne; il est un des fondateurs de l'Allemagne; il excita les inextinguibles aspirations nationales des Polonais; des frissons d'espoir secouèrent les Serbes, les Roumains et les Grecs, à voir la puissante action de tant d'hommes et la soudaine catastrophe de tant d'anciennes choses; à l'homme qui détruisit le prestige des monarchies d'Espagne et de Portugal, les démocraties sud-américaines devraient élever des statues dans les squares de Buenos-Ayres et de Valparaiso. »

Ne dirait-on pas que les étrangers, moins mêlés à nos querelles politiques, voient mieux que nous le grand sens de notre histoire? En tout cas, à côté du *Napoléon* de notre *Histoire Générale*, en attendant la suite de la grande *Histoire de France* de M. Ernest Lavisse, il nous faut avoir dans notre bibliothèque le *Napoléon* de la *Cambridge History*.

EDOUARD DRIAULT.

Le Gérant : R. LISBONNE.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

LES ÉTUDES NAPOLÉONIENNES ET L'EUROPE NOUVELLE

C'est une Europe nouvelle qui doit sortir de la grande guerre à laquelle est mêlé directement ou indirectement le monde entier. Sans doute la guerre actuelle a des causes économiques très profondes, et ce sont celles qui mettent si furieusement aux prises l'Allemagne et l'Angleterre; c'est aussi pour des intérêts commerciaux que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se poussaient vers l'Orient, par-dessus la Serbie et les Balkans. Cependant, par là même la guerre a surtout des caractères politiques : on y voit s'agiter la tempête des revendications nationales, en bataille contre l'impérialisme germanique, en volonté de vivre et de grandir.

C'est la lutte séculaire des Latins contre les Germains : Français réclamant la ligne du Rhin, les anciennes forteresses rhénanes qui de Strasbourg à Cologne tenaient en respect les Barbares; Italiens avides d'achever l'Italie, de « racheter » les dernières provinces encore asservies, Trieste et Trente, de reprendre les traditions de Venise vers l'Orient; Roumains désireux de fonder la Grande-Roumanie avec les Roumains de Transylvanie. Il y a des siècles, depuis les invasions des Barbares au moyen âge, que les Latins ont entrepris de les refouler dans leurs pays de brumes, de leur interdire le ciel lumineux de la Méditerranée.

C'est la lutte aussi grandiose des Germains contre les Slaves, la résurrection de la Grande-Pologne contre le *Deutschtum*, la

défense des Serbes, des Bulgares, contre les invasions germaniques qui ont depuis toujours pour caractère propre de vouloir prendre les terres d'autrui parce qu'elles sont plus riches et plus ensoleillées. Est-ce donc la faute des Latins et des Slaves si les Germains sont nés dans les pays du brouillard?

Plus loin même, en Asie, parmi les peuples musulmans, comme en Europe parmi les peuples chrétiens, on verrait apparaître la lutte ardente aussi, quoique sourde depuis longtemps, entre les Turcs et les Arabes, c'est-à-dire entre les deux grandes familles de l'Islam, la famille finno-mongolique et la famille sémitique, l'une jaune et l'autre blanche.

En vérité, c'est pour tous ces belligérants la lutte pour la vie. La vie des peuples sera-t-elle, comme elle fut depuis les origines, une émulation de culture, un laborieux effort de contribution à l'évolution universelle vers une civilisation supérieure? Ou sera-t-elle « organisée », c'est-à-dire étouffée par la barbare et orgueilleuse violence des Allemands? — C'est le secret de demain. Ou plutôt, c'est la loi de l'histoire que la doctrine de barbarie soit vaincue; et si, par une accumulation de malheurs invraisemblables, il arrivait que la barbarie l'emportât dans le conflit actuel, ce ne pourrait être évidemment que pour un temps très court : on ne détruit pas en un moment, même avec des mortiers de 420, les forces morales et matérielles entassées par les peuples de la terre dans tous les siècles de l'histoire; entreprise folle autant qu'odieuse!

En tout cas, les grands mouvements nationaux qui s'épanouissent actuellement autour de la violence allemande et qui la réduiront à l'impuissance, ont leurs origines aux temps de la Révolution et du premier Empire. « L'Europe Nouvelle » qui veut être a été suscitée par les principes libérateurs, qui, en proclamant la doctrine de la souveraineté nationale, ont donc affirmé par surcroît le droit des nationalités. Et c'est Napoléon qui a projeté à travers l'Europe, à grands coups de victoires prestigieuses, l'Évangile de l'émancipation des peuples. Son plus beau titre de gloire, c'est Austerlitz, parce qu'il y renversa le Saint-Empire

Romain Germanique, c'est-à-dire le vieil édifice barbare qui tenait les peuples en servage. Il fut par là le Fondateur, le prophète de l'Europe nouvelle : « Je suis, disait-il en 1812 à Maret, de la race des empereurs romains, et de la meilleure, de la race des Césars, de ceux qui fondent. »

C'est lui qui a inauguré ce que les Italiens ont appelé avec un grand sens le *Risorgimento*, la résurrection de leur nationalité et des autres. C'est lui qui a fondé l'Italie en agglomérant la poussière de ses petits États, en lui donnant une armée nationale, sous un même drapeau tricolore, avec des institutions démocratiques qui ont été depuis le fondement de toutes ses libertés et l'origine de toutes ses revendications. C'est lui qui a fondé l'Allemagne nouvelle, en réduisant le nombre infini de ses terres d'Église et de ses villes libres, en quelques États moyens qui sont restés à peu près ce qu'il les avait faits; en sorte que la carte politique de l'Allemagne est encore aujourd'hui profondément marquée de son action. C'est lui qui a ressuscité la Pologne, dans le grand-duché de Varsovie, qui, devenu ensuite sous la souveraineté des tsars le royaume de Pologne, n'a plus aspiré depuis qu'à se refaire entièrement. On trouverait l'action de Napoléon jusqu'en Grèce, jusqu'en Serbie où son appui fut un moment sollicité par le libérateur, Kara-Georges; mais c'était à la fin de l'Empire.

Napoléon vaincu à Waterloo, les mouvements nationaux furent contenus par la Sainte-Alliance; mais ce ne pouvait pas être pour longtemps. Ils se préparèrent, jusqu'en 1848, à une nouvelle activité, et le règne de Napoléon III correspond à une affirmation quasi décisive, au moins pour l'Europe centrale, du principe des nationalités. Napoléon III aida puissamment à fonder l'Italie, et Magenta et Solférino sont ses plus glorieuses victoires. Par la guerre de Crimée, il assura l'émancipation de la Roumanie; il contribua même à y établir un Hohenzollern. Il laissa faire, il aida Bismarck à faire l'unité allemande; il y voyait une manifestation nécessaire de la doctrine qui lui était chère. Il ne savait pas que Bismarck ne considérait cette doctrine libératrice que comme un instrument de domination; que, faussant tout, l'Allemagne prussienne allait ruiner le fondement légitime de son unité par la

mutilation de la nationalité française. Napoléon III fut un malheureux; Bismarck fut un coupable, et l'histoire dira, elle commence à dire ce que vaut vraiment l'œuvre du chancelier de fer.

Enfin voici qu'après quarante ans d'hégémonie allemande par la Prusse, après quarante ans d'un régime de paix armée, qui est justement le contraire de ce qu'on pouvait attendre et de ce qu'on peut attendre de la libre émulation des nationalités délivrées, après quarante ans d'efforts du militarisme prussien pour étouffer toutes autres nationalités, la guerre d'aujourd'hui les éclaire sur le danger mortel qu'elles couraient, les soulève en une volonté de vivre et de grandir dans le libre jeu de leurs ressources et de leurs vertus respectives. Voici qu'on voit apparaître l'Europe nouvelle née de la Révolution Française et des deux empires napoléoniens.

Les événements actuels achèvent un cycle d'histoire, le cycle des nationalités, en attendant celui de l'organisation économique et sociale. Ils donnent au siècle qui s'est écoulé depuis Napoléon une unité grandiose; ils apportent une conclusion aux prémisses posées par les principes de la Révolution et développées par les victoires napoléoniennes.

Ils fournissent donc aussi une conclusion à nos études. Depuis que la *Revue des Études napoléoniennes* a été fondée, on nous a fait observer que son plan avait quelque chose d'imparfait parce qu'il embrassait deux époques historiques séparées par trente-trois années de caractère tout différent (1815-1848), et qu'il y avait une sorte d'incohérence à étudier d'une part les quinze premières années du XIXe siècle, puis vingt-deux années du milieu de ce même siècle. Il est vrai qu'il y avait une unité très forte dans notre cadre, assurée justement par l'œuvre commune des deux empereurs dans l'évolution des nationalités et des principes démocratiques. Aussi bien ne nous sommes-nous jamais interdit de suivre le mouvement napoléonien entre 1815 et 1848, et de lier ainsi étroitement les deux parties de notre programme.

Néanmoins nos études s'interrompaient assez brusquement à la date de 1870, tandis que l'évolution politique qui en est l'objet se continuait naturellement pour aboutir aux événements actuels. La grande question des nationalités nous amène donc à élargir défi-

nitivement notre programme, en donnant aux études napoléoniennes toute leur signification historique, en y recherchant les origines de l'Europe nouvelle, et la *Revue des Études Napoléoniennes* ajoutera désormais à son titre celui de *Revue des Origines de l'Europe Nouvelle*. On y étudiera non seulement les caractères scientifiques des deux époques napoléoniennes, mais on y suivra surtout le développement du principe qui domine tout le siècle jusqu'à nous, le principe des nationalités. Nous avions déjà dans notre domaine l'histoire de l'Italie et de l'Allemagne sous les deux Napoléons, c'est-à-dire les moments les plus dramatiques de leur formation nationale; nous les suivrons au delà de la date de 1870, et nous verrons les modifications singulières que le principe des nationalités y a subies dans le sens de l'impérialisme militaire ou économique. Nous aurons surtout à développer nos études sur la partie orientale de l'Europe : les nationalités ont commencé de s'y éveiller à l'époque de Napoléon Ier, elles ont obtenu quelques réalisations sous Napoléon III; mais c'est depuis 1870 qu'elles se sont véritablement développées, et qu'elles se sont assuré des résultats comparables à ceux qui s'étaient produits auparavant en Allemagne et en Italie. En un mot « l'Europe Nouvelle » a continué de s'organiser selon des lois analogues, pour aboutir aux bouleversements dont nous sommes les témoins. Nos Études Napoléoniennes ont déjà rencontré en Russie, sous leur forme première, la plus encourageante attention; nous préciserons l'intérêt politique de la grande histoire de nos alliés; nous conduirons nos lecteurs vers le grand spectale d'aujourd'hui, la France et la Russie ensemble travaillant à la libération des nations latines et slaves contre l'impérialisme allemand.

La *Revue des Études Napoléoniennes et des Origines de l'Europe Nouvelle* gardera les caractères qui ont assuré son succès. Elle comprendra des articles originaux de solide documentation scientifique, des mémoires inédits. Elle continuera, dans son cadre agrandi, ses bulletins si goûtés où se fait d'une année à l'autre l'inventaire de toute la production historique sur l'Europe contemporaine. Elle appliquera à toute l'histoire des mouvements nationaux au XIXe siècle, jusqu'à la guerre actuelle, la même

méthode qu'aux époques napoléoniennes elles-mêmes, qui ne peuvent pas s'en séparer.

En un mot, à tous égards, elle restera ce qu'elle était, avec un programme plus large et plus plein. Elle sera indispensable aux hommes d'études et aux hommes politiques qui voudront s'éclairer sur la genèse des grands événements d'aujourd'hui. Elle deviendra la revue historique de la politique étrangère de la France et des autres nations. Le dessein est vaste : nous ferons tous nos efforts pour le réaliser comme il le mérite.

EDOUARD DRIAULT.

LE PAPIER PEINT A L'ÉPOQUE IMPÉRIALE

Le premier Empire, comme les grandes époques, a créé un système décoratif complet, dont les motifs — égyptiens, grecs ou pompéiens — s'appliquent avec le même bonheur à tous les arts mineurs. Argenterie, bronzes, porcelaines, meubles, étoffes tissées ou imprimées, décorations peintes ou sculptées épousent les formes néo-classiques avec une intransigeance qui passa longtemps aux yeux des historiens pour de la sécheresse et de la pauvreté d'imagination. En réalité les faiseurs de modèles, — Percier et Fontaine en tête, — réalisent un ensemble parfait de logique et d'équilibre, noble dans ses lignes, fastueux dans les moindres objets, un style à tout prendre admirablement approprié à une époque d'apparat et de gloire militaire.

Le papier peint, — art d'imitation par excellence, — ne peut manquer de suivre l'évolution. Mais il semble qu'il y met quelque tiédeur. Tandis que dès le Consulat, ou même le Directoire, les ébénistes ont trouvé leur grammaire décorative, les fabricants de papiers de tenture, entre 1795 et 1806, dont M. Charles Follot a présenté d'excellents modèles au château de la Malmaison, continuent la tradition Louis XVI avec d'insensibles modifications[1]. C'est le panneau arabesque en hauteur, avec ses accessoires

1. Cf. H. Clouzot, La Tradition du papier peint en France au XVIIe et au XVIIIe siècle, *Gazette des Beaux-Arts*, février 1912.

obligés : vases de fleurs au naturel, faunes ou amours élevant des rinceaux fleuris, sujets antiques en médaillons, tels que les dessinaient Prieur, Fay ou Cietti. La date ne se révèle que par des détails insignifiants, un ruban tricolore servant d'attache aux médaillons, une charrue, une ruche d'abeilles, des effigies de Hoche et de Barra. Dans les sortes plus simples, tout l'assortiment du fameux Réveillon reparaît : corbeilles de fleurs et de fruits, treillages et charmilles, bouquets ou fleurettes détachées, dessins de Perse ou de l'Inde, avec les modifications indispensables aux attributs : cocardes, bonnets de la liberté, couronnes de laurier ou de chêne, boucliers ou glaives.

Cette persistance se conçoit. Dès la fin de l'ancien régime la fabrication du papier peint atteint une perfection qu'il est difficile de porter plus avant. On peut espérer découvrir des moyens techniques plus expéditifs et moins coûteux : il ne faut pas compter mieux faire, ni comme gravure ni comme impression. Les procédés — est-il besoin de le rappeler? — sont à peu près les mêmes que ceux de la toile imprimée. Le papier déroulé et étendu sur une table, l'ouvrier y applique autant de bois gravés qu'il veut reproduire de couleurs. Une seule différence, mais insignifiante : le papier ne prenant pas la couleur avec la même facilité que le tissu, il faut, au lieu d'un simple coup de maillet, forcer la planche à adhérer à l'aide d'un fort levier de pression. Quant à la gravure des planches elle est restée, — et elle restera, tant que la fabrication ne sera pas fâcheusement industrialisée, — telle que la décrit Papillon dans son traité[1] sous le titre de la *Gravure en camaïeu ou de clair obscur et des rentrées de toiles peintes et de toutes les différentes sortes de papiers de tapisseries* : « Elle demande, dit-il, beaucoup de hardiesse et une grande netteté dans les tailles, veut des traits bien nourris et faits à propos, rien de trop délicat, c'est-à-dire qu'elle tire son mérite des tailles distribuées avec jugement et qui ne sont point trop pressées. »

C'est cette gravure à larges tailles que pratiquent encore les fabricants du Directoire et du Consulat. Non seulement Damiens,

1. Papillon, *Traité de la gravure sur bois*, Paris, 1766, 2 vol. in-8°.

Robert, Legrand, Simon, Jacquemart et Besnard, qui n'ont pas fermé leurs portes pendant la Révolution, se gardent bien de modifier leur outillage, mais les maisons nouvelles engagent le personnel des établissements disparus, et l'on recommence à manier la planche et la brosse comme avant l'abolition des jurandes.

Nous disons maisons nouvelles, et il n'y pas lieu de s'en étonner. La Révolution qui s'est montrée si funeste aux industries de luxe a épargné le papier peint égalitaire. La Terreur passée, quand les salons rouvrent leurs portes, on s'adresse au papier de tenture pour mettre à la mode les appartements délaissés. Dès 1794, le *Journal des Fabriques*, à Leipzig, publie des réclames pour le papier peint « français », et en donne des échantillons de teintes diverses[1]. En 1795, un rapport des citoyens Desaudray, Gautherot et Houel, au Lycée des arts, sur la manufacture de Jacquemart et Besnard[2], constate « qu'on est parvenu à rendre jusqu'au tissu apparent des plus belles étoffes, la variété et l'exactitude la plus précise de leurs dessins, leurs plus brillantes couleurs, les brochés de toute espèce, les veloutés, les satinés, damassés, brodés à l'aiguille, les dentelles et les tissus les plus fins... L'architecture et la sculpture la plus parfaite ont eu leurs imitations portées jusqu'à la plus étonnante illusion. » Et l'auteur mentionne la décoration du ci-devant hôtel de Marbeuf, imitant le bois d'acajou veiné, le bois de rose, le satiné, celle de la galerie de Monceau, celles des plus belles salles du Louvre et du Lycée des arts lui-même au Palais-Égalité.

Après la crise de 1799, qui manque d'entraîner la fermeture de Jacquemart et Besnard, et le malaise de 1804 qui se traduit par le renvoi d'un grand nombre d'ouvriers[3], le papier peint prend un nouvel essor. En 1806, à l'Exposition des produits de l'in-

1. Les prix varient de 1 thaler à 1 thaler 12 gr., le rouleau de 20 aunes. *Journal für Fabrik, Manufaktur, Handlung und Mode*, Leipzig, années 1794, p. 228, 1796, p. 237.

2. *Journal des inventions et découvertes* (*Lycée des arts*), septembre 1795, p. 2 et suiv.

3. Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. V, p. 663. — *Paris sous le Consulat*, t. IV, p. 671, 673, 772.

dustrie, les fabricants, qui avaient à peine répondu aux appels de l'an VI, de l'an IX et de l'an X, se présentent en nombre imposant. Non seulement les maisons de Paris, mais aussi celles de la Province, étalent aux yeux du public une série de modèles nouveaux et séduisants, que le *Chansonnier aux portiques* célèbre sur l'air de « L'amour ainsi qu'la nature, n'connaît pas ces distanc' là » :

Les papiers que chacun aime
Sont d'Annonay ou d'Angoulême.
Robert, Jacquemart, Simon
Ont toujours un grand remon.

On ne voit pas trop pourquoi le chansonnier ne fait pas à Jacquemart l'honneur de la première place, car le jury lui décerne la plus haute récompense, une médaille d'argent de première classe, tandis que ses deux confrères n'obtiennent qu'une médaille de seconde classe[1].

C'est un prix bien mérité. Après le pillage de sa manufacture en 1789 et sa fuite en Angleterre, Réveillon a confié à Pierre Jacquemart et à Eugène-Balthasar-Crescent Besnard le soin de ses intérêts et les a fait plus tard agréer par le roi pour ses successeurs. Les ateliers sont restés rue de Montreuil, 37, dans l'immense domaine de la Folie-Titon où les frères Mongolfier[2] ont lancé le premier aérostat monté. En 1804 Pierre Jacquemart est mort et son fils René lui a succédé[3]. L'apport de l'atelier à l'exposition comprend de piquantes nouveautés : papier linon-batiste avec amalgame de tontisses, de divers ornements en or et de paillettes transparentes, draperies d'après nature, nouveau genre de tapisserie tontisse plus solide que le papier[4]. C'est le plus ancien établissement de Paris.

Simon qui a eu sa maison rue Saint-Martin, 170, en 1788, puis

1. *Exposition de 1806. Rapport du jury*, Paris, 1806, p. 90; *Notice sur les objets envoyés à l'exposition*, Paris, 1806, p. 68, 117, 161, 235, 256, 268.

2. Les Montgolfier étaient fils d'un papetier d'Annonay, ce qui explique leurs relations amicales avec Réveillon.

3. René Jacquemart dirigea la maison jusqu'en 1840, moment où il se retira.

4. Les albums de référence de cette manufacture, conservés par la piété filiale des descendants des fondateurs, ont été donnés par M. Jacquemart et Mme Delamotte, sa sœur, au regretté Félix Follot, père de M. Charles Follot, organisateur et rapporteur du Musée rétrospectif des papiers peints en 1900.

dans l'enclos des Capucines, près de la place Vendôme, est établi au pavillon du Hanovre, boulevard des Italiens, avec des ateliers rue de Bellefond, 11. Il expose des papiers très décorés, rehaussés d'or, de couleurs solides, et des bas-reliefs d'un grand effet[1].

Robert, installé boulevard Montmartre en 1787, a pris la succession de la célèbre manufacture d'Arthur, au coin de la rue de la place Vendôme, sur le boulevard. Il emploie en 1765 quatre cents ouvriers au dire du rapporteur du Lycée des Arts (chiffre sans doute exagéré) et fabrique des fleurs arabesques, des paysages, des figures d'animaux, des sujets d'histoire et d'architecture, des bustes, des vases antiques, des bas-reliefs imitant le bronze et le marbre, des figures allégoriques de grandeur naturelle, des imitations de sculpture.

A côté de ces triomphateurs, le jury de 1806 couronne Jourdan et Villard, rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés, 14, pour une pièce de tapisserie figurant une draperie, et pour des papiers ordinaires peints avec des ocres de leur fabrication. Mais il passe sous silence une tenture qui nous intéresserait bien davantage, le panorama de la *Bataille d'Austerlitz*. La même récompense (mention honorable) distingue Jacques Albert, rue du Bac, 15, et rue du Colombier, 38, enclos de l'abbaye Saint-Germain, qui occupe dans ses deux manufactures cent vingt ouvriers et expose des sortes à fonds unis satinés, ornées de dessins en couleur et en tontisse. On mentionne aussi Chenavard, aux Broteaux près de Lyon, inventeur du papier « imitant le fil de la chaîne et le tissu de la trame qui forme l'étoffe appelée mousseline[2].

Aucun des exposants de province, Bourier à Besançon, Mognat-Perrin et Wéry à Vienne, Laugier et Coriolis à Nancy, Joseph Dufour à Mâcon n'obtient de récompense. C'est au moins une

1. Simon abandonna sa maison vers 1820. Son fils ne faisant pas très bien ses affaires céda à son tour l'établissement à son beau-frère Cartulat. La raison sociale Cartulat-Simon subsista jusqu'en 1835 environ.

2. Le brevet est du 30 septembre 1797. Dès le mois d'avril 1800, Jacquemart et Besnard s'empressent d'en prendre un pour une sorte presque similaire qu'ils appellent « linon batiste ». Le procédé consiste à étendre sur le papier déjà garni d'un fond bleu, rose ou mauve une couche de blanc non adhésif que l'on enlève en partie en y appliquant une pièce de mousseline. *Répertoire général des inventions avec brevet.* Paris, 1806; Corbière, *Catalogue des... brevets d'invention... depuis le 1er juillet 1791...* Paris, 1826, p. 176.

injustice pour ce dernier qui concurrence les maisons parisiennes avec plus de succès peut-être que Chenavard.

Dès 1790 Dufour dirige une manufacture florissante à Mâcon, sur l'emplacement de la trésorerie générale actuelle, à l'extrémité de la rue de la Paroisse. Le concours d'un dessinateur de talent, Jean-Gabriel Charvet, qu'il garde à son service de 1795 à 1810, lui permet d'entreprendre des ensembles décoratifs de grande dimension[1]. En 1806, il expose, d'après des cartons de Charvet, des paysages des tropiques tirés des *Voyages du Capitaine Cook*, où les contemporains moins sévères que le jury admirent « ce que l'art a produit de plus curieux en ce genre ». Fort de ce succès d'estime, Dufour abandonne Mâcon[2] pour s'établir à Paris, 17, rue Beauveau, dans les dépendances de l'ancienne abbaye de Saint-Antoine (1807).

Nous aurions aimé retrouver à la Malmaison un échantillon de cette tenture que nous n'avons jamais eu la bonne fortune de rencontrer[3]. A son défaut, M. Follot nous fait connaître un des *Douze mois* dessinés en 1808 par Fragonard fils, le fâcheux restaurateur du Louvre et de Versailles, et cette figure symbolique demi-nature, imprimée en camaïeu cuivre ou feuille morte, n'a rien de particulièrement séduisant. En revanche on peut admirer sans réserve le charmant épisode de l'histoire de *Psyché et de Cupidon* qui lui fait face, précieux sujet d'une série de douze pièces exécutées en 1814 dans les ateliers de la rue Beauveau.

C'est un chef-d'œuvre.

En une suite de tableaux qui forment par leur ensemble une décoration de quatorze mètres de longueur sur deux mètres de hauteur (il ne faut pas moins de quinze cents planches pour la

1. Cf. Charvet (L.-G.), *Notice sur la vie et les ouvrages de Jean-Gabriel Charvet*, 1750-1829. Privas, 1896.

2. Dufour habite encore Mâcon lors du recensement de 1806. Il a un garçon et une fille Marie-Joséphine, qu'il mariera en 1817 à Amable Leroy, sans doute le citoyen Le Roy, « l'un des préposés » de la manufacture Jacquemart, chargé de décorer les salles du Lycée des Arts en 1795. Il meurt avant 1830.

3. Dufour publia lui-même la description de son chef-d'œuvre : « *Les Sauvages de la mer Pacifique*, tableau pour décoration en papier peint, composé sur les découvertes faites par les capitaines Cook, de la Pérouze et autres voyageurs, formant un paysage en nuance exécuté sur vingt lés. » Mâcon, imp. Moiroux, an XIII, 48 p. in-12. Cf. *Intermédiaire des Chercheurs*, 20 juill. 1914, art. par Bibl. Mac.

gravure), l'artiste a figuré, en leur laissant toute la grâce de Lucien ou d'Apulée, les principaux épisodes de la fable antique : *Les parents de Psyché consultant l'oracle* (2 lés), *Psyché enlevée par les zéphirs* (2 lés), *Psyché au bain* (4 lés), *Psyché montrant ses bijoux à ses sœurs* (4 lés), *Psyché voulant poignarder l'Amour* (2 lés), *Psyché abandonnée* (1 lé), *Psyché recueillie par un pêcheur* (2 lés), *Psyché rapportant un verre d'eau de Jouvence* (3 lés), *Psyché allant aux Enfers* (1 lé), *Psyché revenant des Enfers* (1 lé), *Réconciliation de Vénus et de Psyché* (3 lés), *Hymen de Psyché et de Cupidon* (1 lé)[1].

Figures, draperies, accessoires sont admirablement traités dans la manière de Gérard ou de Girodet. Le cadre d'architecture antique, avec de savantes perspectives, donne à ces tableaux une noblesse et une grandeur indéniables. Tout le décor est rendu en grisaille réhaussé de sépia, distinction suprême que le mauvais goût des coloriages suisses fera malheureusement délaisser par la mode.

Les cartons de *Psyché et de Cupidon* sont établis pour la gravure par Madère père, habile dessinateur de la maison Dufour[2]. Les compositions sont de Louis Lafitte, dessinateur du Cabinet du roi (1770-1828), grand prix de Rome en 1791, sur *Régulus retournant à Carthage*, et qui figure au livret du Salon de 1817 avec quatre sujets, *Psyché au bain, Psyché abandonnée, Psyché donnant le gâteau à Cerbère, Psyché sortant des Enfers*, appartenant évidemment à notre série. Tout porte à croire que la gravure des planches, commencée en 1814, vient seulement de s'achever. Trois ans ne sont pas de trop pour cette quantité prodigieuse de bois à tailler.

Dufour, à notre connaissance, ne renouvelle pas ce coup de maître, bien que d'autres tentures sorties de ses ateliers ne manquent pas d'un réel mérite. Nous n'en voulons pour preuve que sa *Galerie mythologique* en 24 lés qui comprenait la *Ven-*

1. Le lé mesure jusqu'en 1840, 20 pouces, c'est-à-dire 51 centimètres.

2. Les planches ont été conservées dans les établissements Desfossé qui, par les frères Madère en 1849, la veuve Madère en 1834, Delicourt et Madère en 1821, Madère père dessinateur chez Dufour, se rattachent sans interruption à cette grande époque. Des tirages modernes se trouvent dans le commerce.

symétrie était bannie des jardins, on en avait conclu que l'on devait aussi l'exclure des appartements, et l'on posait toutes les draperies au hasard. Ce désordre affecté donnait à tous les salons l'aspect le plus ridicule. On croyait être dans des pièces que les tapissiers n'avaient pas encore eu le temps d'arranger. »

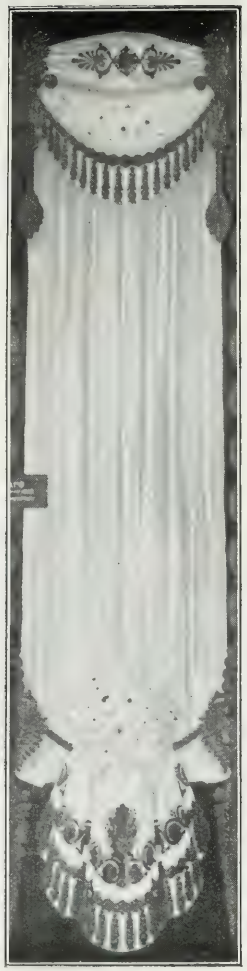
Le papier peint peut-il manquer d'imiter ces belles draperies? Il en résulte une assez singulière décoration. Au lieu d'une tenture unie ou à dessin continu, la pièce à décorer se trouve partagée dans le sens de la hauteur en panneaux étroits, séparés par des thyrses, des lances, des victoires, des retombées de guirlandes, des ornements d'architecture, entre lesquels descend une longue draperie plissée imitant la soie ou le velours. Parfois les plis sont figurés dans le sens de la largeur comme un store à l'italienne. Plus souvent ils s'allongent de la frise à la plinthe en forme de rideaux, et la position des embrasses, remontées à demi-hauteur de la draperie ou descendues presque à la lisière, détermine des retroussis inattendus. Une guirlande de même tissu, agrémentée de passementerie, de fleurs ou d'ornements sert de frise[1].

Voilà, avec des variantes, la grammaire décorative des tapissiers du premier Empire. Comme on le voit le papier peint a conquis toutes les pièces de l'appartement. Il lui a fallu un siècle pour passer des « gardes-robes et des lieux encore plus secrets », où Savary enregistre ses débuts[2], au salon de réception et à la chambre à coucher. Il a fait délaisser le frais décor de peinture unie du XVIIIe siècle, blanc, couleur d'eau, jonquille ou lilas, et les légères moulures en menuiserie. On a relégué au grenier les hautes lisses des Gobelins.

Faut-il s'étonner, devant un tel engouement, de voir se multiplier les manufactures? On en compte plus de soixante en 1810. Mais à l'inverse de la toile imprimée, dont le succès s'est affirmé dans presque toutes les régions de France, la capitale exceptée, le papier peint est resté une industrie essentiellement parisienne. Nous avons cité quelques ateliers; en voici d'autres :

1. L'exposition de la Malmaison comprend des étoffes plissées de Dufour de 1808, 1810, 1812, 1820.
2. Savary, *Dictionnaire du Commerce*, 1723.

Leroy-Dufour. — *Les Français à Rome.*



FRAGONARD. — *Le Mois de Mai.*

Guillot a succédé à Robert, rue de la Place-Vendôme. Legrand a sa fabrique rue d'Orléans, faubourg Saint-Marcel, et son magasin de vente place du Pont-Neuf, en face de la statue de Henri IV. Il emploie de bons dessinateurs, Méry père, Audouin, Legendre, dont quelques œuvres figurent à l'exposition de la Malmaison. Daguet et Caffin, rue de Vendôme, 4, fabriquent une spécialité de papiers satinés à reflets d'argent et des imitations de coutil. Moutrille, rue Neuve-des-Petits-Champs, 95, dont la manufacture est signalée à Besançon dès 1770, vend des papiers solidement peints, ornés de tontisses, à des prix inférieurs à ceux de la fabrication parisienne. Dodard, rue Ferdinand, 25, produit des papiers satinés et bronzés. Dauphin, rue Saint-Bernard, 18, fonde une maison qui deviendra célèbre après 1830. Paulot, rue de Reuilly, 5, exécute des grisailles d'un art exquis, si nous en jugeons par les figures de musiciennes et de danseuses exposées par M. Follot.

Citons encore Legendre, l'ancien dessinateur de Legrand, rue de la Porte-Saint-Martin, 5. Schoenauer, rue Neuve-du-Luxembourg, 35, sans doute l'indienneur de Montluel (Ain). Montchablon, boulevard Montmartre, 14. Sornic, rue du Puits-de-l'Hermitte, 13. Nous en passons [1].

En province, on fabrique des sortes courantes. Deux manufactures, à Besançon, celle de Bourier en tête, luttent par le bon marché avec les produits parisiens. A Caen, Leflaguais père et fils ont fondé avant 1803 une manufacture pour les papiers ordinaires. Leur production monte en 1806 à 24 000 rouleaux vendus en Normandie, dans les îles Anglo-normandes, et même exportées en Amérique. La manufacture de Laigle, qui a occupé jusqu'à trois cents ouvriers avant la Révolution, a repris ses travaux. Nancy ne compte pas moins de trois manufactures dont celle de Laugier et Coriolis est la plus avantageusement connue. A Périgueux, l'atelier fondé en 1776 par des Hollandais est encore en activité. Mognat-Perrin et Wéry, à Vienne, impriment annuellement 30 000 rouleaux avec une quarantaine d'ouvriers. Agen possède une petite manufacture.

1. Voir les listes données par la Tynna, *Almanach du commerce de Paris*, depuis 1798.

dessus de portes, devants de cheminées, statues, sujets isolés, il exécute tous les genres avec une égale réussite. Il lui manque seulement cette distinction, que nous vantions dans les grisailles de *Psyché*, pour mériter le premier rang.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'industrie du papier peint sous le premier Empire. Un si beau mouvement est trop actif pour disparaître avec les aigles napoléoniennes. Il va se poursuivre et s'intensifier sous la Restauration. En 1819, Chaptal évalue la fabrication à plus de dix millions. « Le grand usage, dit-il, que l'on fait depuis quelques années du papier peint pour tentures a développé un art très important et déjà fort étendu. Ces sortes de fabriques ajoutent beaucoup à la valeur du papier qu'elles emploient et les produits qu'elles versent dans le commerce sont un objet d'environ 10 700 000 francs [1]. »

Le style non plus ne changera pas sensiblement. Pendant une dizaine d'années, qu'on peut regarder dans l'art industriel comme une prolongation de l'époque impériale, les motifs antiques, casques, couronnes, glaives, boucliers, volutes, palmettes, arabesques vont continuer à diriger l'inspiration des dessinateurs, avec une tendance fâcheuse à l'exagération et à l'exubérance. Les fabricants viseront au « cossu », aux modèles riches. On aura peine à retrouver dans les papiers de Dauphin, de René Jacquemart, de Vitry, de Zuber, de Leroy, de Masson, de Chicaneau, de Pignet, la sobriété un peu froide, mais harmonieuse et noble, des modèles exposés à la Malmaison.

HENRI CLOUZOT.

1. Chaptal. *De l'Industrie française*, Paris, 1819, t. II, p. 145.

LES ÉCHARPES D'HONNEUR SOUS LE CONSULAT

La Constitution de l'an VIII annonça (art. 87) que des récompenses nationales seraient décernées aux guerriers qui avaient rendu des services éclatants en combattant pour la République. En effet, quelques jours plus tard, le 4 nivôse an VIII-25 décembre 1799, un arrêté des Consuls réglait la nature de ces récompenses qui consistèrent en armes d'honneur garnies d'argent : fusils, mousquetons, carabines, sabres, et en baguettes de tambour, trompettes, ou grenades d'or pour les canonniers.

Ces dispositions avaient l'inconvénient de restreindre aux seuls militaires les récompenses nationales. Aussi, pour réparer l'omission constitutionnelle, le Premier Consul songea-t-il bientôt à créer une distinction qui reconnaîtrait à la fois la bravoure militaire et le *mérite civil*. Il rencontra d'abord une certaine hostilité. Comme l'a noté Mme de Rémusat dans ses Mémoires, les généraux et les aides de camp qui entouraient Bonaparte étaient portés à croire que toutes les distinctions devaient leur appartenir; cependant, ajoute Mme de Rémusat, le Premier Consul, qui appréciait toutes les conquêtes et qui avait pour plan secret de gagner chacune des classes de la société, contrariait peu à peu les idées de ses gens d'épée en attirant par des faveurs ceux qui appartenaient à d'autres états. Il était plus qu'un commandant d'armée, car il était devenu le chef principal du Gouvernement, et

il se reconnaissait le devoir de récompenser les Civils aussi bien que les généraux et les soldats. Par là encore, en comblant une lacune de la Constitution et en payant la dette nationale, il se ménagerait d'utiles concours et s'assurerait des dévouements. C'était un acte de justice qui, par surcroît, pouvait servir sa politique.

Il fut ainsi amené à décerner plusieurs « écharpes de distinction » à des maires de la République.

Le port d'une écharpe par les maires est antérieur au Consulat. La Convention instituait, le 14 avril 1793, un ruban tricolore que devaient porter en écharpe, comme marque distinctive, les notables membres des conseils généraux des communes lorsqu'ils exerçaient des fonctions municipales par délégation ou commission; et déjà, au mois de mai 1792, l'Assemblée législative avait fait suspendre aux voûtes du Panthéon l'écharpe du maire d'Étampes, Jacques-Guillaume Simonneau, massacré dans une émeute en se dévouant à la loi et à la patrie.

Avant de quitter Lyon où il venait d'être élu par la Consulta président de la République italienne, le Premier Consul adressa une écharpe honorifique aux maires des trois premières municipalités de la ville. Il fit tenir également aux Citoyens Parent-Munel, Sain-Rousset et Bernard Charpieux le billet ci-après :

Lyon, le 7 pluviôve an X-27 janvier 1802.

Je suis satisfait de l'union et de l'attachement au Gouvernement qui animent Lyon depuis que vous êtes maires. Je désire que vous portiez cette écharpe de distinction et qu'elle soit un témoignage, pour la Ville, du contentement que j'y ai éprouvé pendant mon séjour.

L'écharpe en soie écarlate mesurait six pouces de hauteur; le bas était orné d'une frange et d'une broderie en argent, « dans le genre étrusque ». Elle portait cette inscription : **Écharpe de distinction donnée par le Premier Consul au Citoyen..... Maire de Lyon, le 7 pluviôse an X.**

A la fin de la même année, le maire de Rouen reçut du Ministre

de l'Intérieur une écharpe qu'accompagnait la lettre suivante de Bonaparte :

Saint-Cloud, le 30 frimaire an XI-21 décembre 1802.

Citoyen Fontenay, maire,

Je suis satisfait de l'état de la fabrique de Rouen. Je le suis des sentiments d'attachement que ses habitants m'ont montrés. Je vous envoie une écharpe d'honneur. Je désire que vous la portiez. Que les Rouennais y voient une preuve de la satisfaction que j'ai éprouvée au milieu d'eux et du cas particulier que je fais de votre personne!

Quelque temps auparavant, Denon lui avait envoyé pour les habitants de Rouen un portrait du Premier Consul comme une preuve honorable de la bienveillance du guerrier législateur.

Le 25 thermidor-13 août 1803, une pareille écharpe, avec une lettre conçue en des termes identiques, fut adressée au maire de Dunkerque, Emmery. qui avait refusé au duc d'York en 1793 les clefs de sa ville assiégée. Six semaines auparavant, ces clefs avaient été offertes au Premier Consul : « Les Dunkerquois par leur courage ont concouru à chasser les Anglais de ces bords, avait déclaré le citoyen maire, ils n'ont pas dégénéré; un peuple de braves n'est que plus digne de recevoir un héros. »

Letourneur, maire de Granville, fut gratifié de la même distinction par un arrêté du Premier Consul, le 8 vendémiaire an XII-1er octobre 1803, « pour la bonne conduite qu'il a tenue pendant le bombardement de Granville ». Un député de la ville, le citoyen Deslandes, lui remit cette écharpe d'honneur qui était, selon l'expression du Ministre de l'Intérieur, le témoignage flatteur de la satisfaction qu'ont donnée au Premier Consul le dévouement des habitants de Granville et le zèle avec lequel le citoyen Letourneur a concouru à la défense de cette intéressante commune. Fort touché, Letourneur remercia le Ministre; mais il se demandait, assez embarrassé, si l'écharpe devait être portée « en sautoir ou en ceinture ».

D'autres écharpes furent officiellement données au maire de Sedan, M. Poupart-Neuflize, gratifié aussi d'une tabatière en or;

au maire d'Anvers, M. Werbrouck, en récompense des services par lesquels il avait signalé son attachement au gouvernement français; et au maire d'Amiens, M. Debray.

Le 13 avril 1804, le maire de Mériel (Seine-et-Oise), M. Porlier, commandant du piquet de garde nationale qui arrêta les frères Raoul et Armand Gaillard, conspirateurs de la bande de Georges, reçut également une écharpe d'honneur (Arrêté du 23 germinal an XII).

En organisant la Légion d'honneur, Bonaparte ne manqua point d'y comprendre les maires auxquels il avait conféré lui-même des écharpes de distinction. MM. Parent-Munel, Sain-Rousset, Bernard Charpieux, De Fontenay, Emmery, Letourneur, Poupart-Neuflize, Werbrouck et Debray[1] avaient été nommés Légionnaires dans la 3e promotion, celle du 23 vendémiaire an XII-16 octobre 1803, qui comprit notamment Augereau, Bernadotte et Macdonald. Le Ministre Chaptal avait indiqué huit jours auparavant, leurs noms au grand chancelier Lacépède. La remise des aigles d'honneur et la prestation du serment eurent lieu avec solennité. Revêtu de l'écharpe que lui avait donnée le Premier Consul, M. Emmery reçut l'aigle des mains de Napoléon au camp de Boulogne, devant 60 000 hommes en parade. M. Letour-

1. Jean-Marie Parent (Munel) devint 1er adjoint au maire lors de la réorganisation de l'administration municipale de Lyon en 1805.

André-Paul Sain-Rousset fut nommé baron sous la dénomination de Vauxonne en 1810. Né à Lyon le 28 juin 1757, il mourut à Vaux le 18 décembre 1837.

Bernard Charpieux devint 3e adjoint en 1805.

Pierre-Nicolas de Fontenay, né à Rouen le 27 septembre 1743, négociant, élu maire en 1791, se distingua pendant l'insurrection du 29 août 1792. Le Premier Consul lui donna aussi une boîte ornée du chiffre du peuple français. De Fontenay mourut à Paris au mois de février 1806. Il avait prouvé que dans la paix et dans l'ordre civil un magistrat peut déployer un héroïsme non moins rare que celui qui éclate à la guerre et dans les batailles, déclarait le président du Sénat François de Neufchâteau.

J.-M.-J. Emmery, négociant, maire de Dunkerque et député.

Letourneur reçut en 1814 la croix de l'Ordre de Saint-Louis.

Jean-Abraham-André Poupart-Neuflize (1752-1814) devint baron de l'Empire en 1810.

Jean-Etienne Werbrouck (1750-1813), maire d'Anvers, s'était notamment distingué en calmant les révoltés pendant les brigandages de l'an VII. Il fut nommé chevalier de l'Empire en 1809.

Pierre-Augustin-Laurent Debray, né à Rouen le 12 janvier 1761, maire d'Amiens de 1800 à 1808, avait reçu également du Premier Consul une riche tabatière. Il mourut à Yaucourt (Somme) le 10 juin 1835.

neur, décoré par le général Vaufreland et le colonel Darricau, rappela qu'un pareil témoignage devait honorer les citoyens de Granville puisque, remarquait-il avec modestie, c'était autant à leur bonne conduite qu'à ses longs services que cet honneur était accordé. M. Poupart-Neuflize se vit remettre avec apparat l'insigne de la Légion : « Je suis extrêmement flatté, lui avait écrit le général Amey, d'une mission si importante et si agréable à mon cœur; cette cérémonie devra avoir lieu en présence de tous les magistrats et de la garnison, en présence des habitants de cette ville qui semblent ne former qu'une famille et dont le respect et l'amour vous proclament leur père. » Quant à M. Werbrouck, il prêta devant le tribunal criminel des Deux-Nèthes le serment de membre de la Légion d'honneur; le président du tribunal fit valoir les services du maire et rappela la réception du Premier Consul à Anvers, puis il ajouta : « Vous avez été l'interprète des vœux des habitants de cette ville. Les habitants ne peuvent mieux vous remercier qu'en vous disant, par mon organe, qu'ils ont appris avec ivresse que l'homme extraordinaire qui gouverne la République, vous avait donné une écharpe d'honneur qui semblait vous assigner une place dans la Légion plus que respectable sur l'étendard de laquelle on lit ce mot sacré : l'Honneur! »

Le cardinal Fesch avait mandé que les maires de Lyon distingués des autres maires de France par la concession d'écharpes d'honneur, espéraient être élevés au grade d'officier dans la promotion à la Légion d'honneur des autres maires des trente-six grandes villes. Mais leur espoir ne fut pas réalisé.

M. de Fontenay, seul, obtint le grade de commandant de la Légion, en qualité de sénateur.

Il n'y eut d'oublié que M. Porlier, malgré la proposition du préfet et ses sollicitations personnelles.

Nous n'avons pas trouvé l'indication d'écharpes d'honneur décernées par le Gouvernement postérieurement au 13 avril 1804. On peut présumer qu'il n'en accorda plus, car il avait à sa disposition une monnaie nouvelle, un autre système de distinctions que la loi accordait désormais aux services et aux vertus civils. Il fallait

suppléer au silence de la Constitution, avait dit Lucien Bonaparte au Tribunat; ce nouveau mode de récompenser les fonctionnaires civils était le seul convenable, sans cela il eût fallu créer des écharpes à vie. C'est ainsi que le maire de Barfleur, M. Ermisse[1], pour sa conduite également courageuse et désintéressée lors d'une attaque anglaise, reçut directement l'aigle d'argent de la Légion. Par ordre impérial, le grand chancelier lui écrivit une lettre qui fut insérée dans les journaux :

Paris, le 16 frimaire an XIII-7 décembre 1804.

Monsieur le Maire,

Vous vous êtes conduit en digne magistrat et en brave Français dans la journée du 18 prairial, où la division de la flottille impériale, commandée par le capitaine de frégate Lécolier, attaquée et bombardée dans le havre de votre ville, contraignit à une fuite honteuse trois frégates, une bombarde et deux corvettes anglaises.

Dès la pointe du jour, Monsieur le Maire, vous vous êtes établi à la batterie gauche de l'entrée du port et vous n'avez cessé pendant toute l'action d'y donner l'exemple de la vigilance et du courage. Les sacrifices que vous vous êtes empressé de faire, ont procuré les ouvriers, les matériaux et même le terrain nécessaire au perfectionnement des fortifications de la droite de votre port. Sa Majesté Impériale, qui ne laisse aucune belle action sans récompense, vous a nommé Membre de la Légion d'honneur. Elle m'ordonne, Monsieur, de vous écrire qu'elle est sensible à votre dévouement généreux. Quel plus beau prix pourriez-vous recevoir de votre conduite distinguée?

J'ai l'honneur de vous saluer.

Jusqu'à la fin de l'Empire, Napoléon décora des maires. La Légion d'honneur fusionnait tous les genres de mérite, et rendait une même récompense universelle. Elle se substituait normalement aux écharpes de distinction comme aux armes d'honneur.

JOSEPH DURIEUX.

1. Jean-Charles-François Ermisse, capitaine sous-inspecteur du 3e arrondissement maritime du 27 floréal an III au 30 brumaire an VI, maire de Barfleur depuis le 13 prairial an VIII, fut nommé membre de la Légion d'honneur le 5 novembre 1804.

UN CENTENAIRE
LES ANGLAIS A BORDEAUX EN 1814

I

A la fin du mois de juin 1813, M. Bruslé, baron de Valsuzenay, Préfet de la Gironde[1], n'était point content. L'esprit de ses administrés devenait mauvais. Soult s'était fait battre à Vittoria par les Anglais (21 juin) et il reculait toujours devant Wellington. Les Bordelais s'inquiétaient de ce qui se passait si près d'eux en Espagne. Du reste, les mesures que prenaient les autorités locales n'étaient point faites pour les rassurer. Prévoyant que Wellington franchirait notre frontière des Pyrénées Occidentales et qu'une bataille aurait lieu dans le Sud-Ouest, le général de division L'huillier, commandant la 11e Division militaire à Bordeaux,

1. *Sources et abréviations.* Archives de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur : ALH; Archives administratives de la Guerre : AAG; Archives historiques de la Guerre. Correspondance Générale : AHG : Archives Nationales (Section Moderne F1e III Gironde 9) : AN.

Claude-Louis Bruslé, fils de Louis-Nicolas-Alexis-Sigismond Bruslé, procureur au Parlement, et de Marguerite Penel, naquit à Paris le 5 décembre 1766. Il succéda à son père comme procureur. La Révolution excita son enthousiasme. Ami de Danton, il se fit remarquer par l'ardeur de son jacobinisme. Il servit aux armées puis fit partie du Conseil des Cinq Cents. L'Empire le trouva parmi ses fidèles. Quand la Légion d'Honneur eut été créée, il sollicita la croix dans une lettre adressée à Lacépède où il disait : « Le seul titre que je puisse faire valoir auprès de vous avec succès c'est d'avoir fait chérir dans le département dont l'administration m'est confiée, le nom de ce grand homme qui a fixé à jamais en France la gloire, le bonheur et le règne des lois. » Il fut nommé officier de la Légion d'Honneur. Il était alors préfet de l'Aube. Il passa ensuite à la Préfecture de l'Oise et devint préfet de la Gironde le 14 avril 1813. (V. ALH, et *Fastes de la Légion d'Honneur*, t. V, p. 17.)

avait demandé au Préfet qui s'était empressé de se conformer à son désir, de s'occuper de l'organisation définitive des gardes nationales. En outre, on avait envoyé des soldats dans les forts ou aux batteries de la côte, notamment à la Teste sur le bassin d'Arcachon[1].

Afin de faire disparaître toute inquiétude dans la ville, le Préfet défendit aux journalistes de parler des événements qui se déroulaient en Espagne[2]. Mais, cette mesure était inefficace. Chaque jour, en effet, arrivaient à Bordeaux des soldats qui ne faisaient que traverser le pays, des blessés ou des réfugiés espagnols et ceux-là ne gardaient pas le silence. Au mois d'août les bruits les plus alarmants circulèrent. On racontait que, dans les derniers engagements, les Français avaient eu quinze mille hommes mis hors de combat. « Les habitants sont découragés », disait le Préfet et cela signifiait sans doute que l'Empire n'avait plus aux yeux de la foule son ancien prestige[3].

Cependant, l'ennemi n'avait pas encore paru dans la Gironde; il se bornait à faire croiser devant le bassin d'Arcachon deux frégates, un brick et une goëlette « pour fatiguer nos caboteurs[4] ».

A la fin de septembre M. de Valsuzenay s'effraie de nouveau de l'état de l'opinion publique. Soit par malveillance soit par pusillanimité, les bruits les plus extraordinaires sont mis en circulation et trouvent créance auprès de nombreuses personnes. On prétend, par exemple, que « le but de la coalisation est le rétablissement des Bourbons », que l'Empereur est bloqué dans Dresde, etc. Nombreux sont les Girondins qui ajoutent foi à ces racontars et parmi ces gens crédules il y a même des fonctionnaires. Le Préfet, après avoir signalé ces faits au Ministre de l'Intérieur, se plaint que le gouvernement ne fasse rien pour détruire la mauvaise impression produite par les nouvelles alarmantes. Les dépêches officielles arrivent toujours avec un grand retard et, comme elles ne parlent que de quelques armées, le silence qu'elles

1. Lettre de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 28 juin 1813 (AN).
2. *Id.*, du 9 juillet 1813 (AN).
3. *Id.*, du 7 août 1813 (AN).
4. *Id.*, du 7 septembre 1813 (AN).

gardent à l'égard des autres donne lieu à des interprétations pessimistes :

Il résulte de cette disposition des esprits, écrit-il, que l'administration ne rencontre nulle part du dévoûment et de l'énergie. On ne seconde pas l'autorité; on ne vient pas au-devant elle; on obéit, mais le plus tard possible. Le défaut de confiance se manifeste par ces mots : « On ne sait pas ce qui peut arriver ». On retire les capitaux de la circulation et l'on achète de l'or. Je prie Votre Excellence de prendre mes observations en considération et de choisir les moyens de ranimer l'esprit public et de prémunir le peuple contre les bruits qui le découragent par des nouvelles plus fréquentes et des écrits répandus dans le public [1].

A ce rapport si important, dont la conclusion fait entrevoir la catastrophe prochaine, le Ministre ne trouve qu'une réponse, mais comme elle est insuffisante!

Je vous engage, dit-il au Préfet, à combattre ces nouvelles par tous les moyens qui sont en votre pouvoir et à exercer une surveillance active sur tous ceux qui chercheraient à répandre et à accréditer de faux bruits [2].

Ici apparaît en pleine lumière le vice du régime impérial. La police! voilà la principale force par laquelle le Gouvernement cherche à assurer sa domination. Mais de cette force, il a usé et abusé : aujourd'hui elle est incapable de lui éviter le désastre. Sans doute, lorsqu'elle émanait d'un homme dont le génie éblouissait encore l'univers et dont les armées partout victorieuses faisaient trembler le monde, la police, redoutée comme l'Empereur, maîtrisait les opinions ou tout au moins leurs manifestations extérieures. Aujourd'hui l'Empire croule, les Bordelais croient déjà reconnaître dans le vent qui traverse les forêts des Landes le son lointain des clairons d'Angleterre, on obéit mais on n'essaye même plus de feindre; on murmure, assez haut pour que le Préfet l'entende : « On ne sait pas ce qui peut arriver ».

Le 7 novembre, M. de Valsuzenay envoie au Ministre deux nouvelles : l'une bonne et l'autre fort mauvaise. M. Lynch, maire de

1. Lettre de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 27 septembre 1813 (AN).
2. Lettre du Ministre de l'Intérieur au Préfet du 2 octobre 1813 (AN).

Bordeaux, vient de donner une preuve admirable de son loyalisme envers l'Empire. Il avait résolu d'aller « porter aux pieds du trône les hommages et l'assurance du dévouement des habitants de Bordeaux », mais il avait reçu une lettre anonyme le menaçant de mort s'il se mettait en route. Il est parti cependant en « méprisant ces viles menaces ». A vrai dire ce voyage n'avait pas grande importance : il ne s'agissait que d'un acte officiel de déférence accompli par un fonctionnaire à l'égard du Gouvernement. La mauvaise nouvelle était plus intéressante. Pour la première fois, des placards séditieux avaient été affichés pendant la nuit sur les murs de la ville. Naguère les gens de l'opposition se bornaient à des inscriptions au crayon rouge que la police effaçait aussitôt. Ils se sont enhardis et maintenant c'est par des « affiches incendiaires » qu'ils espèrent soulever le peuple. Cependant la tranquillité publique n'est pas troublée. Les propriétaires et les négociants sont « indignés (pour la forme sans doute) de ces manœuvres criminelles ». Mais, dans les marchés on tient des propos séditieux. Il faut l'avouer, les Bordelais sont effrayés par la tournure que prennent les événements. « Il en résulte que chacun se resserre, qu'on ne fait aucune affaire et qu'on ne trouve pas de dévouement[1]. »

Cette affaire des placards préoccupe au plus haut point le Préfet, qui, comme toujours, se retourne vers la police. Il la raconte au Ministre de la Police Générale qui n'y peut rien[2]. Il s'adresse à la police locale, dont l'inertie l'épouvante.

Il est aussi vrai de dire qu'il y a de la fermentation et des manœuvres à Bordeaux comme de vous affirmer, écrit-il au Ministre de l'Intérieur, qu'il n'y a point de police. Celle de l'hôtel de ville est sous la direction de M. Tauzia, adjoint du Maire, qui ne me fait aucun rapport et qui me répond qu'il ne sait rien quand je l'interpelle.

Quant au Commissaire général il ne connaît encore ni les hommes ni les choses : il n'a rien découvert. Mais, par une autre voie que celle de la police, le Préfet, lui, a appris des faits très graves. Deux agents d'un Comité Bourbonien de Paris sont venus

1. Lettre de M. de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 2 novembre 1813 (AN).
2. *Id.*, du 7 novembre 1813 (AN).

à Bordeaux. On fait circuler des proclamations de Louis XVIII. « On enrôle pour le roi des ouvriers. » On dresse une liste des personnes que l'on doit assassiner et de celles que l'on doit piller. On soupçonne des officiers de la cohorte urbaine d'être du complot. « On soupçonne même M. Tauzia, adjoint du Maire, de fermer les yeux sciemment. » Les habitants, les bons, veulent bien s'armer pour la défense de la ville, mais « ils ne veulent pas être formés en bataillon de garde nationale de peur d'être sous l'autorité militaire et qu'on les fasse partir (comme il en avait été question) pour la frontière ». Bref, il règne à Bordeaux une très grande frayeur qui peut-être d'ailleurs porte à exagérer les dangers[1].

Le Préfet, qui tient le général L'huillier au courant de ce qu'il apprend, veut absolument découvrir les fauteurs de désordre. Il sait très bien que ceux-ci sont des royalistes[2]. Il n'ignore pas que les partisans des Bourbons ont renoncé depuis les troubles de 1799[3] à toute action au grand jour, mais qu'ils n'ont jamais cessé de correspondre entre eux. Aujourd'hui, leurs menées sont favorisées par l'émotion que cause la nouvelle levée de trois cent mille hommes. Plus ils sont dangereux, plus on a intérêt à les connaître. Et le Préfet houspille la police, Lynch lui-même s'en mêle, mais, adroitement, il écrit à son premier adjoint, M. Mathieu, que la police municipale doit remplir son devoir sans molester les citoyens[4]. Enfin l'administration reçoit satisfaction : on arrête trois individus qui s'occupaient d'enrôlements clandestins pour les Bourbons et trois jeunes gens que l'on soupçonne d'avoir joué un rôle dans l'affaire des placards. Comme ces arrestations produisent peu d'effet en ville, on pense que les factieux sont en petit nombre et par ces six prisonniers on espère découvrir les meneurs royalistes[5]. Mais il faut croire que la police était impuissante ou, peut-être, en partie malintentionnée, car elle n'arriva pas à dévoiler ces agitateurs[6].

Il convenait de rappeler ces quelques faits pour montrer quel

1. Lettre de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 19 novembre 1813 (AN).
2. *Id.*, du 24 novembre 1813 (AN).
3. *Histoire de Bordeaux*, par Henri Gradis, p. 366.
4. Lettre écrite vers le 23 novembre 1813 (AN).
5. Lettre de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 10 décembre 1813 (AN).
6. *Id.*, du 21 décembre 1813 (AN).

était l'état des esprits dans la Gironde au début de l'année 1814. A coup sûr l'opinion publique se détachait de l'Empire. Vainement, M. de Valsuzenay recourait aux procédés les plus puérils pour réveiller son enthousiasme et son loyalisme, vainement il faisait chanter dans les théâtres des chansons à la gloire des armées et de l'Empereur ou ordonnait aux directeurs de faire venir de Paris des pièces de circonstance[1]. Ces chansons et ces pièces ne pouvaient lutter avec les informations qui arrivaient du Midi. Wellington dès le 8 novembre 1813 avait franchi la Bidassoa et il refoulait Soult vers Toulouse. Les autorités bordelaises furent donc obligées d'envisager l'éventualité d'une arrivée très prochaine de l'ennemi.

Le haut commandement militaire était exercé à Bordeaux par le général L'huillier. Cet officier, né le 24 janvier 1759 à Cuisery en Saône-et-Loire, avait servi d'abord comme soldat de 1779 à 1786 au régiment de Roi-Infanterie. La Révolution avait fait sa fortune. A Aboukir il était déjà chef de brigade et s'était fait remarquer par son éclatante bravoure. A Hoff le 6 février 1807 il avait soutenu un combat très meurtrier pendant plusieurs heures, ce qui lui avait valu d'être promu général de brigade[2]. Le 10 septembre 1811 il avait pris le commandement de la 11e division militaire à Bordeaux et le 5 février 1812 y avait ajouté celui de la réserve d'infanterie de Bayonne. Le 7 août 1813, le Ministre de la Guerre le nomma commandant supérieur de la place et de la citadelle de Bayonne. Cette nomination déplut au duc de Dalmatie commandant en chef de l'armée d'Espagne, qui reçut du commissaire général de la police à Bayonne la note suivante :

Le général L'huillier est un très brave militaire, mais on dit qu'il ne saurait même pas se faire tuer avec utilité pour sauver sa place, qu'il serait assez fou pour sacrifier sa vie comme un grenadier ; c'est la seule qualité militaire qu'on lui accorde dans l'opinion de nombreuses conversations que cette nouvelle a alimentées[3].

1. Lettre de M. de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 7 février 1814 (AN). La Révolution elle aussi avait voulu se servir des théâtres pour agir sur l'esprit de la population (Camille Jullian. *Histoire de Bordeaux*, p. 688).
2. Il fut autorisé en 1817 à prendre le nom de L'huillier de Hoff.
3. Rapport du 11 août 1813 (AAG).

Le commissaire informait également Soult que, faute de confiance dans le général L'huillier, un certain nombre de Bayonnais avaient déjà quitté la ville. Soult transmit le jour même ce rapport au Ministre de la Guerre en y joignant son appréciation. Il rendait hommage à la droiture du caractère du général et ajoutait :

Généralement parlant, le général L'huillier n'est point haï, on l'estime comme un honnête homme, mais on le considère comme minutieux, quelques fois fantasque, s'occupant de misères et négligeant quelquefois les objets essentiels, timide et irrésolu lorsqu'il faut prendre un parti, ne se décidant que lorsqu'il a consulté l'adjudant-commandant Petit-Pressigny [1].

C'était un caractère « faible [2] ». Il n'était pas l'homme qu'il fallait pour commander une ville assiégée. La défense de Bayonne fut donc confiée à un autre général et L'huillier regagna Bordeaux.

II

Le soin de parer aux graves événements qui allaient se produire dans la Gironde incombait donc au Préfet et au général L'huillier et il semble bien qu'entre eux ait existé toujours une communauté de vues parfaite. Le 15 février 1814 le général prescrit la levée en masse des habitants de la Gironde; le Préfet rend aussitôt un arrêté pour assurer l'exécution de cette décision qui reste d'ailleurs toute platonique [3]. Deux jours après, le général informe son collègue, le général Rivaud de la Raffinière, commandant la 12e Division militaire à La Rochelle, que les Anglais, d'après les avis qu'il a reçus, se proposent de marcher sur les départements de l'Ouest.

J'ai pris, écrit-il, toutes les précautions que les circonstances nécessitent. Je viens d'ordonner la levée en masse d'après les ordres de M. le Maréchal (Soult). Des corps réguliers de garde nationale vont être organisés; mais je crains que l'ennemi ne nous donne pas le temps de préparer nos moyens de défense et d'exécuter les ouvrages de fortifications qui ont été

1. Lettre du 11 août 1813 (AAG).
2. Lettre du 18 août 1813 (AAG).
3. 15, 16, 17 février 1814 AHG.

ordonnés pour mettre sur un pied respectable les places, forts, postes fortifiés et batteries de la subdivision de la Gironde[1].

C'est un lieu commun de louer presque sans réserves les pratiques purement administratives du premier Empire et, de fait, lorsqu'on songe à l'immense labeur que fournirent les administrations civiles et militaires à cette époque, on juge mérités les éloges qui leur ont été décernés. Cependant ces administrations commirent une faute qui surprend. Notre ennemie principale c'était l'Angleterre. Que pouvions-nous opposer à ses flottes depuis Trafalgar? Quelques divisions, quelques unités comme le *Régulus*, vaisseau de 74 mouillé au Verdon, quelques corsaires. Mais il semblait que jamais ses marins et ses soldats n'oseraient mettre le pied sur notre sol. Aussi nos batteries et nos forts de la côte étaient-ils à l'abandon : on y voyait quelques canons de médiocre valeur, les canonniers et les munitions faisaient défaut. Les Anglais sont déjà depuis trois mois en France et c'est alors seulement, parce qu'on a appris qu'ils vont remonter vers la Gironde, que l'on songe à mettre en état les fortifications du pays. Il est vrai que si les administrations ont montré une pareille négligence, c'est sans doute parce qu'elles ont été entièrement absorbées par le travail de la conscription, le souci de satisfaire aux demandes de l'armée d'Espagne et enfin le passage des troupes.

Le 23 février, on s'occupe de quelques travaux urgents à effectuer aux fortifications du bassin d'Arcachon et de la rive gauche de la Gironde. Le capitaine du génie en chef Combes voudrait exécuter des travaux sur la rive droite, mais il ne le peut faute des fonds nécessaires.

L'histoire du fort de la Pointe-de-Grave est lamentable. La garnison compte cent cinquante hommes, mais ce sont des malingres. Les fusils manquent. Un général qui a visité le fort quelque temps auparavant a déclaré qu'il préférerait s'il avait avec lui deux cents hommes l'attaquer que le défendre. Et remarquez que ce fort c'est celui qui est placé à l'embouchure même de la Gironde : il a donc une importance stratégique de premier ordre[2]. Combes s'est rendu

1. Lettre du 17 février. AGH.
2. Lettre du chef de bataillon au général L'huillier du 24 février 1814 (AHG).

sur les bords du Ciron et de la Leyre en vue de travaux qu'il juge indispensables : il s'est heurté à un mauvais vouloir manifeste de la part des maires. Il n'a trouvé ni matériaux, ni ouvriers et les maires lui ont répondu qu'ils n'avaient pas d'ordres à donner à la population, car ils n'avaient reçu aucun avis de la Préfecture. Sur la route de Lipostey à Salles, Combes a voulu élever sur la rive droite du Ciron une redoute pour protéger le gué : le maire de Salles, nommé Plantey, s'y est opposé alléguant que la Préfecture ne lui avait pas écrit à ce sujet. L'officier, du reste, déclare que si le maire se conduit ainsi, c'est parce que la redoute endommagerait un champ cultivé dont il est le propriétaire[1]. Ce n'est que le 5 mars, que l'on commence le travail de palissadement de la citadelle de Blaye, mais le bois manque[2]. Quant au fort Médoc, aucun travail ne peut y être exécuté faute de bois et d'ouvriers[3]. Imprévoyance, incurie, anarchie : voilà la situation.

Le Préfet met en réquisition toutes les voitures de rouliers que l'on peut trouver à la Bastide, à Bordeaux et à Saint-André de Cubzac et les fait envoyer à Langon, Sore, Lipostey et Mont-de-Marsan pour être mises à la disposition des agents de l'entreprise des transports militaires qui doivent réunir dans les entrepôts de la Gironde la plus grande quantité possible de denrées[4]. En même temps, à la demande du général L'huillier, il prend des mesures pour que si les ennemis pénètrent dans le département il en soit aussitôt informé. Le long de la côte dans les arrondissements de Bordeaux et de Lesparre devront être placés des cavaliers qui surveilleront les mouvements des Anglais[5]. Mais cette prescription ne dût être qu'imparfaitement exécutée. C'est ainsi qu'à la Pointe-de-Grave, on avait bien des chevaux de trait pour emmener les deux canons au cas où il faudrait évacuer le fort, mais on n'avait aucun cheval de selle[6]. Les douaniers sont également chargés de

1. Rapport de Combes du 28 février 1814 (AHG).
2. *Id.*, du 6 mars 1814 (AHG).
3. *Id.*, du 9 mars 1814 (AHG).
4. Arrêté du 17 février 1814 (AHG).
5. 18 février 1814 (AHG).
6. Lettre du chef de bataillon Merle (AHG).

voulut connaître les mouvements de l'ennemi. Il envoya à Barsac quatre gendarmes, commandés par un brigadier. Arrivés dans ce bourg, ces militaires se virent entourés d'ennemis. Mettant sabre au clair, ils se défendirent courageusement. L'un d'eux, nommé Camut, fut blessé au visage et fait prisonnier. Au bruit du combat, les autres gendarmes accoururent et chargèrent. Ils poursuivirent l'ennemi jusqu'à une portée de fusil de Preignac, mais là ils se heurtèrent à un escadron anglais et jugèrent prudent de se replier. L'ennemi courut après eux jusqu'à Podensac. Dans cette poursuite, un brigadier et un cheval furent blessés. Les gendarmes se retirèrent au Bouscaut près de Cadaujac. Ils avaient recueilli une information d'après laquelle les Anglais avaient traversé la Garonne à Langon et se proposaient d'aller jusqu'à La Bastide pour investir la ville de Bordeaux[1].

Cette dernière nouvelle avait une extrême importance. L'ennemi à La Bastide, c'était la ville bloquée. Il importait de la vérifier au plus vite. Le capitaine Trigant de Geneste envoya donc quelques gendarmes, le 11 mars, le long de la rive gauche ; ces militaires s'assurèrent que la nouvelle était erronée. Dans quelques communes ils coulèrent des embarcations qui avaient été laissées amarrées à la rive gauche et que l'ennemi aurait pu utiliser.

Derrière les gendarmes, les Anglais avançaient; déjà ils avaient atteint les faubourgs. Les autorités civiles et militaires n'avaient donc plus qu'à se conformer à l'ordre donné par Cornudet.

Le 11 mars, le général L'huillier ayant reconnu toute résistance impossible et ne voulant pas être « enlevé » par l'ennemi, fit avertir les administrations que l'évacuation de la ville par les troupes se ferait dans la nuit (du 11 au 12[2]). Immédiatement, les fonctionnaires qui devaient partir se rendirent au port et traversèrent la Garonne. Quand ce transport eut été effectué, ce fut le tour de la garnison. On avait eu soin de donner le pas aux fonctionnaires civils sur les militaires pour éviter qu'ils ne fussent faits prisonniers. Les bateliers se refusèrent à embarquer les derniers

1. Rapport du maréchal des logis Segreste (AHG).
2. Lettre de L'huillier en général Rivaud de la Raffinière du 13 mars 1814 (AHG).

soldats qui devaient être transportés sur la rive gauche, et ceux-ci tombèrent entre les mains de l'ennemi[1].

Le lendemain, 12 mars, le maréchal Beresford, à la tête de ses troupes, arriva par la route de Toulouse, Le maire Lynch, — qui, depuis une quinzaine de jours, avait promis son appui à la conspiration royaliste, — vint à sa rencontre; l'ayant salué, il sortit son écharpe tricolore et la remplaça par l'écharpe blanche aux cris de « Vive le Roi! » poussés par les conjurés qui l'entouraient. Les Anglais pénétrèrent aussitôt dans la ville où ils reçurent un accueil enthousiaste de la part des royalistes à la vérité peu nombreux, mais réservé et craintif de la part de ceux, et c'était presque toute la population, qui n'avaient pas pris part à la conspiration[2]. Quelques heures après, le duc d'Angoulême arriva. Les conjurés le comblèrent d'honneurs et comme il ne cessait de dire : « Plus de conscription, plus d'impôts odieux » et que l'Empire paraissait en péril il fut acclamé. Louis XVIII fut proclamé roi de France et cette révolution, qui ne coûta pas une goutte de sang, mais se fit à l'abri du drapeau britannique, contribua pour beaucoup à rendre les Souverains alliés favorables aux Bourbons[3].

Pendant ce temps L'huillier faisait sa retraite par le Carbon-Blanc vers Saint-André-de-Cubzac. Pour un soldat aussi brave, cette heure où il se vit obligé de reculer devant l'ennemi sur le sol même de la Patrie dut être profondément douloureuse. Tandis qu'il fuyait vers la Dordogne, il pouvait apercevoir flottant sur le clo-

1. Dans sa longue lettre du 23 mars 1814 au Ministre de l'Intérieur, Valsuzenay donne des explications fort intéressantes sur ce départ. « On ne peut pas appliquer à Bordeaux, dit-il, la règle prescrite par Votre Excellence de sortir par une porte quand l'ennemi entre par l'autre, parce qu'il ne fallait qu'un quart d'heure pour arriver au port et qu'il (le général) avait besoin de toute la nuit pour traverser le fleuve. Il est aussi à observer qu'à mer basse les bateaux ne peuvent plus aborder à cause des vases. On était donc forcé de partir en pleine mer. Si on avait attendu son entrée (de l'ennemi) dans la ville, personne n'aurait pu s'échapper » (AN).

2. D'après une tradition orale que nous avons recueillie, les femmes et les enfants se seraient cachés dans les caves des maisons lorsque les Anglais entrèrent dans la ville.

3. Sur le 12 mars, M. Camille Jullian a écrit : « L'événement fut l'obscure machination de quelques ambitieux cherchant à faire leur fortune au milieu du désarroi général. » Il remarque, en outre, que c'est la seule fois, au XIXe siècle, où les Bordelais « n'ont pas reçu suivant le mot de Tallien, le mot d'ordre d'une révolution parisienne ». (*Histoire de Bordeaux*, p. 707.)

cher de Saint-Michel le drapeau blanc, ce drapeau que les troupes ne connaissaient que pour l'avoir vu abriter la guerre civile lors des troubles de Vendée.

IV

Que faut-il penser de cet abandon de Bordeaux devant l'avant-garde anglaise? Était-il justifié par la situation militaire et les événements?

Henry Houssaye, après avoir rappelé que L'huillier aurait voulu défendre la ville, mais y renonça parce que l'insuffisance numérique de ses troupes l'effraya, formule ainsi son opinion :

On remarquera que si cependant ce général était resté dans Bordeaux, très vraisemblablement la révolution du 12 mars n'aurait pas eu lieu et que peut-être la ville n'aurait pas été prise. Wellington ne se décida à envoyer une colonne que sur l'avis formel du départ de la garnison, et Beresford qui avait près de 15 000 hommes, ne s'avança le 12 mars contre Bordeaux qu'avec son avant-garde. En reconnaissant que Bordeaux était occupé, peut-être eût-il abandonné son expédition. Dans tous les cas, le complot royaliste risquait d'avorter.

L'autorité qui s'attache si justement à tout ce que Henry Houssaye a écrit sur cette époque est si grande qu'il importe d'examiner avec soin l'opinion qu'il a exprimée dans ce passage de *1814* (p. 244, note).

Tout d'abord on doit observer que Wellington s'est décidé à envoyer ses troupes dans la Gironde, non sur l'avis formel du départ de la garnison, mais tout au plus sur l'avis d'un départ certain et prochain, puisque des troupes arrivèrent devant Bordeaux alors que les Français y étaient encore.

H. Houssaye écrit : « En reconnaissant que Bordeaux était occupé, peut-être Beresford eût-il abandonné son expédition. » Cette hypothèse ne peut même pas être formulée. En effet, le 9, le 10 lorsque le général anglais s'avançait vers les faubourgs, il ne pouvait pas ignorer que les troupes françaises étaient encore dans la ville. Pour avoir des renseignements il n'avait qu'à en

demander à ces royalistes qui l'attendaient avec tant d'impatience et certainement il n'y manqua pas. Le fait qui prouve qu'il savait la ville occupée, c'est qu'il attendit pour y pénétrer que L'huillier en fût sorti. Mais l'hypothèse de H. Houssaye peut être reprise utilement en des termes un peu différents : Beresford eût-il abandonné son expédition s'il avait cru que la ville serait défendue?

Il semble bien que si L'huillier était resté dans cette ville, les événements auraient été peu modifiés et en tout cas ils n'auraient pu l'être que dans un sens défavorable aux intérêts français.

En effet, Beresford, s'étant mis en marche vers Bordeaux, ne peut pas rebrousser chemin pour deux raisons : la première, qu'une retraite serait considérée comme un aveu d'impuissance, la seconde, la plus importante, que Bordeaux est indéfendable, car c'est une ville ouverte et extrêmement étendue. C'est l'une des caractéristiques de ce chef-lieu que, le Bordelais aimant ses aises, tenant à avoir une maison à soi, les maisonnettes ou échoppes avec jardinets y abondent. Pour protéger cette ville qui couvre une si grande superficie de terrains, de quelles forces L'huillier dispose-t-il? De six ou sept cents hommes, de conscrits[1], dont il dira quelques jours après « ce sont des enfants qui pleurent au premier coup de feu[2] », de quelques préposés des douanes et d'un millier de gardes nationaux plus ou moins suspects. Sa vraie troupe, ce sont ces sept ou huit cents hommes, quel parti peut-il en tirer? Ils n'ont pas un seul canon : tous les canons qui se trouvaient dans la région ont été envoyés par ordre supérieur à Paris[3]. Quant à la cohorte urbaine elle n'a pas de fusils : il y a bien au Château-Trompette un dépôt de fusils, mais ce sont des armes de rebut[4]. Comment sans canons, sans cavalerie, avec seulement huit cents hommes d'infanterie, pourrait-il empêcher Beresford, qui commande plusieurs milliers de soldats cavaliers, fantassins et artilleurs et peut recevoir des renforts, de pénétrer dans une ville ouverte comme Bordeaux? Admettons cependant (l'impossible

1. Lettres de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur des 11 et 23 mars 1814 (AN). De plus, L'huillier ne pouvait espérer aucun secours.
2. Lettre de L'huillier au général Rivaud de la Raffinière du 7 avril 1814 (AHG).
3. Lettre de Valsuzenay du 23 mars 1814 (AN).
4. Lettre de Valsuzenay du 11 mars 1814 (AN).

pouvant toujours prendre place dans une hypothèse) que L'huillier résiste quelque temps aux Anglais ou que ceux-ci reculent l'heure du combat. Que va faire Béresford? Son premier soin sera d'exécuter l'opération que redoute par-dessus tout le général L'huillier. Vers Cérons ou Langon, il fera traverser la Garonne par un corps de troupes qui, aucun obstacle n'étant là pour l'arrêter, ira s'établir à La Bastide. Quant à lui, il investira la villè sur la rive gauche du fleuve. Sans qu'il bouge, la ville tombera entre ses mains.

Bordeaux éprouve, en effet, peu de sympathie pour l'Empire : le blocus continental et la conscription lui ont fait trop de mal. Du reste, l'Empereur qui le comprenait fort bien, avait peu d'affection pour les Bordelais[1]. La Gironde, comme beaucoup d'autres départements ne compte plus les déserteurs, tant il y en a. Ainsi, quelques jours auparavant, le Préfet signalait au général que dans les bois de Saint-Morillon et Cabanac se cachait une bande de déserteurs qui inspiraient aux habitants de cette région une très grande frayeur[2]. Il est donc probable que si le général était resté à Bordeaux les désertions se seraient multipliées dans sa petite troupe et cela d'autant plus vite que ses conscrits auraient été peut-être engagés à déserter par la population elle-même, ce qui se vit en maints endroits.

Le 11 mars, M. de Valsuzenay se désolait en songeant à l'état d'esprit des Bordelais. On ne peut pas compter sur le dévouement des habitants, écrit-il ce jour-là. « Les affiches officielles sont arrachées. » Au milieu de cette population hostile ou indifférente à l'Empire s'agite un petit groupe de conjurés. Le maire, le secrétaire de la mairie, l'adjoint qui dirige la police municipale leur sont dévoués et pour être plus forts ils se sont organisés militairement. Que de troubles ils peuvent provoquer dans la ville assiégée! Et comment avec huit cents fantassins repousser l'ennemi du dehors et maîtriser l'ennemi de l'intérieur?

Si le général L'huillier était resté quelques jours de plus à Bordeaux, l'ennemi occupant La Bastide et les faubourgs du Sud,

1. E. Rousselot, *Napoléon à Bordeaux*, p. 62.
2. Lettre du 9 mars 1814 (AHG).

si enfin devant les attaques des Anglais et l'émeute des royalistes (car comment Henry Houssaye pourrait-il croire que ceux-ci ayant si près d'eux les Anglais dont ils ont hâté la marche par leurs émissaires, se seraient laissé intimider par une troupe de conscrits aussi peu nombreuse?) il avait dû fuir de la ville, où donc aurait-il été se réfugier? Il n'aurait pu que s'enfoncer dans ce triangle de terre que baignent l'Océan à l'ouest et la Gironde à l'est et que le Sous-Préfet de Lesparre, Cavaignac, appelait en termes pittoresques « l'impasse de l'Europe ». Mais, dans l'Océan, comme quelques jours après en Gironde, croisaient des navires anglais. Bloqué dans cette étroite contrée, L'huillier n'aurait pu échapper aux poursuites des envahisseurs et la France aurait eu cette humiliation absolument inutile de voir un général avec son état-major et ses troupes pris par l'ennemi.

Quelle utilité y avait-il pour la 11e Division militaire à demeurer à Bordeaux? Certes, si cette résistance avait pu retenir l'ennemi, L'huillier n'aurait pas sans doute évacué la ville. Mais ce résultat ne pouvait être obtenu.

Des avis m'ayant annoncé que l'ennemi avait passé la Garonne aux environs de Saint-Macaire et se dirigeait sur Libourne et Cubzac, écrivait le général, d'autre part le grand nombre de bateaux abandonnés sur la rive gauche à Bordeaux pouvant leur permettre de franchir avec des forces majeures le passage de La Bastide, j'ai jugé convenable de venir m'établir à Cubzac afin de ne point compromettre mon peu de troupes à vouloir défendre sur ce point le passage de la rivière qu'ils auraient traversé en tout autre point afin de m'envelopper [1].

Voilà la justification que donne L'huillier de sa conduite et de l'ordre de Cornudet : elle est excellente.

S'il s'était obstiné à défendre l'indéfendable Bordeaux, l'ennemi, ne rencontrant aucun détachement français sur la rive droite de la Garonne, n'aurait eu qu'à laisser un rideau de troupes autour de la ville pour immobiliser le peu de troupes françaises qui s'y trouvaient ou même pour s'en emparer et, tout à son aise, il se serait avancé vers la Dordogne, puis sur le territoire de la 20e Division

1. Lettre de L'huillier au général Rivaud de la Raffinière du 13 mars 1814 (AHG).

militaire, où, il ne l'ignorait pas sans doute, le général Despeaux ne pouvait lui opposer que des forces insignifiantes : des conscrits et quelques soldats éclopés, en tout huit cent cinquante fusils en mauvais état et sans cartouches, aucune artillerie, aucune cavalerie[1]. En outre Despeaux manquait d'officiers[2].

En se retirant sur la Dordogne, le général a préservé de l'invasion les Charentes et le Périgord : il a retardé la marche des Anglais et les a rendus moins entreprenants. On ne pouvait pas demander davantage à la 11e Division militaire.

V

Ce qu'il importe de noter ici, c'est l'excellent accueil qui fut fait aux Anglais dans les campagnes. On a vu ce qu'en disait le maréchal des logis de Podensac dans sa lettre du 9 mars. Soult aurait voulu que le peuple se conduisît alors comme au temps de la Convention quand la patrie était déclarée en danger et il s'indignait contre les Français qui avaient commis « l'infamie de conduire des barques à l'ennemi » pour l'aider à traverser la Garonne. « Nos neveux, disait-il, auront de la peine à croire à pareille lâcheté[3]. » Sa colère était vaine; il ne comprenait pas l'état d'esprit des gens du Midi, lui, homme de guerre, qui ne s'était élevé que par la guerre et ne pouvait grandir encore que par elle.

Les Girondins sont las de ces guerres incessantes dont on ne reconnaît plus l'utilité et qui paraissent n'être qu'un effet de l'ambition démesurée de l'Empereur, de celui que dans les villages et les villes on appelle tout bas « l'Ogre ». Ils ne veulent prendre part d'aucune manière à la résistance : ainsi, le chef de bataillon Merle qui commande le fort de la Pointe-de-Grave voit disparaître tous les ouvriers qui travaillaient à le mettre en état. Il demande des hommes aux maires de Saint-Vivien, de Grayan, de Talais, de Jau : tour à tour il menace et supplie, rien n'y fait : soit faiblesse, soit indifférence, soit mauvaise volonté, ces maires ne lui envoient

1. Lettre du général Despeaux au général L'huillier du 13 mars 1814 (AHG).
2. 18 mars 1814 (AHG).
3. Lettre du duc de Dalmatie de mars 1814 (AHG).

personne[1]. Le général L'huillier a chargé des militaires de contraindre les habitants riverains de la Dordogne à mener leurs barques sur la rive droite : On est sûr ainsi d'arrêter l'ennemi « à moins, dit L'huillier, que l'habitant à l'insu de nos postes ne le favorise; le mauvais esprit qui règne sur cette ligne me le ferait craindre si je ne faisais exercer une grande surveillance[2] ». L'ennemi a fait son entrée dans cette ville : on redoute qu'il ne se dirige vers Périgueux où sont rassemblés un grand nombre de prisonniers de guerre. « L'accueil favorable que reçoit l'ennemi de la part des habitants, écrit le général L'huillier, l'encouragera sans doute[3]. » Et le lendemain, il répète que l'ennemi « se hasarde et se fie beaucoup sur le bon accueil qu'il reçoit de la part des habitants[4] ». Le 3 avril, alors que L'huillier recule devant l'ennemi, le général constate que « l'esprit de l'habitant est très mauvais, il seconde presque ouvertement les opérations de l'ennemi; cet accueil favorable l'enhardit et peut lui faire faire des tentatives de mouvements hasardeux[5] ». Enfin, lorsque quelques jours après il arrivera à Saintes, il verra l'habitant conseiller à ses soldats de déserter[6].

D'ailleurs, cet état d'esprit n'est pas propre aux Girondins; on le rencontre dans toute la région. Dans le Lot-et-Garonne par exemple, « les habitants ne veulent plus rien faire pour la Patrie et son souverain; ils découragent même les conscrits et les excitent à la désertion; ils ne veulent plus payer les contributions et plutôt que de se joindre à nous pour repousser les Anglais ils les protègent et désirent les recevoir[7] ». Dans le Lot, on craint un soulèvement : les gardes nationales ne veulent pas partir. Dans la Dordogne, des symptômes d'insurrection se manifestent à Sarlat. Les paysans s'armeront peut-être contre l'ennemi, mais on ne peut pas espérer les éloigner de leur canton. Là aussi les gardes nationales refuseront de partir. Les prisonniers, rassemblés dans ce

1. Lettre de Merle du 14 mars 1814 (AHG).
2. Lettre de L'huillier au général Rivaud de la Raffinière du 27 mars 1814 (AHG).
3. Lettre de L'huillier au général Rivaud de la Raffinière du 30 mars 1814 (AHG).
4. *Id.*, du 31 mars 1814 (AHG).
5. *Id.*, du 3 avril 1814 (AHG).
6. *Id.*, du 7 avril (AHG).
7. Lettres de Despeaux au Ministre de la Guerre du 21 et du 31 mars (AHG).

département, font courir le bruit que Louis XVIII supprimera les droits réunis : cette nouvelle cause de l'agitation[1].

Ainsi, partout, les autorités impériales font la même constatation : elles n'ont pas à compter sur la population pour lutter contre l'envahisseur : au contraire les habitants sont pour elles indifférents ou hostiles. Un seul fonctionnaire, le sous-préfet de Lesparre, l'ancien conventionnel Cavaignac, affirme que l'esprit de son arrondissement est bon et que les paysans étaient prêts à courir à la défense de Bordeaux[2]. Mais, le 14 mars, l'ennemi est arrivé à Cussac : immédiatement Cavaignac s'est enfui à Soulac : si les paysans de cette région étaient si belliqueux, pourquoi n'ont-ils opposé aucune résistance aux Anglais? Pourquoi leur sous-préfet n'a-t-il eu qu'un souci : se mettre par la fuite en sécurité?

Que faut-il penser de cet état d'esprit qui en des temps normaux serait incompréhensible? Dans l'Est et le Nord, les paysans firent une guerre de partisans qui infligea de cruelles pertes aux Alliés. Faut-il opposer les populations de l'Ouest à celles de l'Est et ne reconnaître que chez les secondes un véritable sentiment patriotique? Non, le patriotisme ne doit pas être mis en cause. Les Girondins, les Périgourdins, les Agenais aimaient tout autant leur pays que les gens de l'Est, mais ils étaient épuisés et ils n'avaient pas les mêmes raisons que les Champenois et les Bourguignons de surmonter cette lassitude, de réagir. L'invasion dans l'Est comme dans le Midi laissa les populations indifférentes[3] : si les paysans de l'Est saisirent leurs fourches et leurs faux et coururent sus à l'ennemi, c'est qu'ils avaient affaire aux Cosaques qui les pillaient, les volaient, les torturaient. Mais les Anglais ne ressemblaient point aux Cosaques.

« Les Anglais, disait de Valsuzenay, lorsque ceux-ci entraient dans la Gironde, cherchent à séduire les habitants en payant exactement ce dont ils ont besoin et en maintenant une sévère

1. Lettres de Lapparent à Despeaux du 24 mars et au Ministre de la Guerre du 27 mars (AHG).

2. Lettre de Cavaignac au Ministre de l'intérieur du 18 mars 1814 (AN).

3. Le Dr Poumiès de la Siboutie dans ses intéressants *Souvenirs d'un médecin de Paris* (édit. Joseph Durieux, p. 138), raconte que les alliés furent reçus à Paris comme des amis, comme des libérateurs; mais au bout de quelques jours on ne voyait plus en eux que des ennemis.

discipline[1]. » Cornudet reconnaissait aussi qu'ils respectaient les propriétés et les personnes, invitaient le commerce à continuer ses affaires, payaient largement ce qu'ils achetaient et, pris de rage, le sénateur en concluait (l'on ne voit pas pourquoi) qu'ils étaient « astucieux et hypocrites ». Voilà le secret du succès des Anglais dans le Midi. Lorsqu'ils arrivaient dans une contrée les populations, jusque-là écrasées par l'Empire, voyaient disparaître le cauchemar de la conscription et le despotisme illimité du gouvernement impérial. De plus, les Anglais n'étaient point pour les gens du Midi des inconnus comme les Cosaques pour les gens de l'Est. Les Girondins, et tout particulièrement les Bordelais, se souvenaient que leurs rapports commerciaux avec l'Angleterre avaient fait leur fortune. En se retirant à cause de la politique impériale, les Anglais avaient fait le désert et la ruine[2]. Leur passage n'eût éveillé que de sympathiques souvenirs si, là-bas, dans la brume de Porstmouth et de quelques autres ports, il n'y avait eu les sinistres pontons. Nous qui sommes assez heureux pour vivre à une époque pacifique[3], soyons indulgents envers ces malheureuses populations qui, à bout de forces pour avoir collaboré à l'immortelle épopée impériale, ne firent point parfois ce qu'exigeait d'elles le souci de la dignité nationale. En tout cas, si par peur ou par lassitude, elles faisaient bon visage à l'envahisseur elles n'étaient pour rien dans sa venue.

Au contraire, il se trouva un certain nombre de personnes qui, par calcul, dans un but politique, firent tout ce qu'elles purent pour provoquer et développer l'invasion : ce furent les royalistes dont Lynch, le maire impérial, se fit l'interprète lorsque le 12 mars, il alla saluer le chef de l'invasion dans la Gironde, le maréchal anglais Beresford. Les Français restés fidèles à l'Empereur qui à cette heure tragique représentait la cause nationale, n'eurent qu'un mot pour qualifier ce maire trop oublieux des bienfaits dont il avait été comblé par l'Empire et ce mot figure dans une annotation écrite sans doute par le Ministre de l'Intérieur lui-

1. Lettre au Ministre de l'Intérieur du 5 mars 1814 (AN).
2. Camille Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 702.
3. *Écrit en janvier 1914.*

même sur un rapport de Valsuzenay : « Quel infâme traître que ce Lynch[1]. » Quand l'Empire fut tombé, les royalistes représentèrent le 12 mars comme une date glorieuse[2]. Bordeaux fut appelé par le gouvernement de la Restauration « la Ville Fidèle », ou la « Ville du 12 mars ». Son nom fut donné « à l'enfant auguste que les lis attendaient en 1820 pour soutenir leur tige mutilée par la tempête ». Chaque année les autorités bordelaises organisèrent des fêtes à l'occasion de l'anniversaire « de ce jour mémorable, où la ville de Bordeaux fit éclater, la première, les sentiments longtemps comprimés de dévouement et d'amour à l'auguste famille des Bourbons ». (Arrêté du Maire du 6 mars 1820.)

En 1820, la municipalité voulut fêter le 12 mars comme à l'ordinaire; mais un journaliste nommé Pujos, ancien prisonnier de Cabrera, publia dans *La Tribune de la Gironde* deux articles d'une ironie cruelle et supérieure qui blessa profondément M. le vicomte de Gourgues, maire de la ville. Une plainte pour injures et diffamations fut déposée au Parquet par cet officier municipal. La Cour royale de Bordeaux par un arrêt en date du 4 mai 1820 renvoya Pujos devant la Cour d'Assises de la Gironde. La cause fut jugée contradictoirement à l'audience du 15 septembre 1820[3]. On vit se heurter les deux thèses : celle des royalistes et celle de Pujos.

Thèse des royalistes. — A peine débarqué à Saint-Jean-de-Luz, le duc d'Angoulême fit connaître aux Français par des proclamations datées des 10 et 11 février 1814 son arrivée et la mission que le roi lui avait confiée de le représenter dans les provinces du Midi. Ce fut à la demande des Bordelais que le duc vint à Bordeaux. « S. E. le duc de Wellington crut alors devoir diriger sur la même ville un détachement de son armée afin de protéger le mouvement qui devait remettre cette cité sous l'autorité de son légitime Roi ». (Délibération du Conseil Municipal de Bordeaux

1. Lettre de Valsuzenay du 15 mars 1814 (AN).

2. Certains royalistes, comme de La Rochejaquelein marchèrent avec l'armée anglaise et firent le coup de feu contre l'armée française (Poumiès de la Siboutie, *loc. cit.*, p. 153).

3. *Procès intenté par le Conseil Municipal de Bordeaux à l'auteur de la Tribune de la Gironde relativement à la journée du 12 mars 1814.* Imprimé chez F. Dupont à Périgueux, an 1820, p. 6, 77, 81, 86, 97, 106, 119, 121, 126, 142.

du 21 mars 1820.) « L'armée alliée servait de cortège au Prince. » (Réquisitoire.) La ville tomba entre les mains non des Anglais mais de Louis XVIII. La preuve en est que le duc d'Angoulême commandait à l'administration civile, il gouvernait, il était le maître. Ce cortège anglais était nécessaire au Prince qui, s'il s'était présenté seul, aurait pu être fusillé. Ainsi « ce ne sont point des ennemis que les Bordelais ont reçu dans leurs murs : ce sont des alliés, des libérateurs qui sont venus leur rendre l'époux de la fille de Louis XVI[1] », et « jamais les Anglais n'ont pu penser que le secours qu'ils prêtaient à l'allié de leur Roi les mît en droit de s'emparer du pays au nom de leur Roi même ».

Thèse de Pujos. — Le général Wandeleur se présente devant Dax le 3 mars 1814 : il somme la ville de se rendre « aux troupes britanniques ». Il ne parle pas du duc d'Angoulême. Le 1er avril, dix-neuf jours après l'entrée des Anglais à Bordeaux, Wellington écrit au Sous-Préfet de Saint-Sever : « Je n'ai nulle raison de croire que le congrès n'est pas toujours séant à Châtillon ni que les puissances alliées, entre autres celles desquelles j'ai l'honneur de commander les armées, ne sont pas toujours disposées à faire la paix avec le Gouvernement actuel de la France », c'est-à-dire l'Empire. Le général Dalhousie qui commande les troupes anglo-portugaises de Bordeaux déclare le 17 mars dans une lettre au duc d'Angoulême : « Je ne me considère ici que sous le point de vue militaire et *occupant cette ville comme un poste de l'armée de lord Wellington.* » Il reconnaît ensuite que l'administration civile repose entre les mains du duc. Bordeaux est donc dans la situation d'une ville qui est occupée par l'ennemi en tant qu'ennemi, mais qui a conservé son administration civile. Wellington « ne conseillait ni n'appuyait aucun mouvement en faveur des Bourbons ». Le 13 mars, il avait informé son Gouvernement qu'il avait envoyé une colonne « sous les ordres du maréchal sir William Beresford pour *prendre possession* de Bordeaux[2] ». Dans cette ville les

1. *Le Moniteur universel* du 21 avril 1814.

2. Beresford, en rencontrant Lynch le 12 mars, lui déclara qu'il prenait possession de la ville au nom des puissances belligérantes ». Pour le reste, c'est-à-dire la proclamation de Louis XVIII, il laissa faire. (Camille Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 708.)

Anglais s'emparèrent des propriétés publiques, des bâtiments de guerre et même de bâtiments marchands et ils ne renoncèrent plus tard à leurs droits sur ces objets saisis par « droit de conquête » que moyennant une indemnité qui dépassa deux millions et fut inscrite au budget de 1818. Est-ce là le fait d'alliés ou d'ennemis? Donc, les Anglais sont venus à Bordeaux en conquérants, c'est-à-dire en ennemis et l'anniversaire du 12 mars rappelle ce jour néfaste où « les Anglais prirent possession de Bordeaux au nom de George III » leur souverain. Pour avoir soutenu cette thèse, le journaliste Pujos se vit déclarer coupable par le jury à la majorité de sept voix contre cinq et condamner par la cour royale à un an de prison et deux mille francs d'amende [1].

Entre ces deux thèses, on ne peut hésiter : c'est Pujos qui a dit la vérité. Du reste, Wellington, bien avant lui, avait dit la même chose lorsque, protestant contre une proclamation de Lynch, il écrivait au duc d'Angoulême :

Il n'est pas vrai que les Anglais, les Espagnols, les Portugais se soient réunis dans le Midi de la France comme d'autres peuples au Nord pour remplacer le *fléau des Nations* par un monarque *père du peuple*. Il n'est pas vrai que ce n'est que par lui que les Français peuvent apaiser le ressentiment d'une nation contre laquelle les a lancés le despotisme le plus perfide, il n'est pas vrai, non plus dans le sens énoncé dans la proclamation, que les Bourbons aient été conduits par leurs généreux alliés [2].

Les Anglais, selon leur habitude, ont fait la guerre non pour les Bourbons mais pour eux-mêmes. Pujos avait raison. Faut-il dire que les royalistes (il ne s'agit bien entendu que des conspirateurs) ont commis une trahison? Je laisse à ceux qui liront ce récit le soin de répondre. Quoi qu'il en soit, on doit leur reprocher d'avoir en temps de guerre pactisé avec l'ennemi, de lui avoir envoyé des émissaires comme Bontems Dubarry dans le but de hâter sa marche en avant, d'avoir secondé et d'avoir accueilli

1. Pujos se pourvut en Cassation. Il eut gain de cause. L'affaire revint devant la Cour d'Assises de Lot-et-Garonne le 12 mars 1821. Le 15 intervint la sentence. Pujos fut acquitté.

2. V. Albert Mengeot, *Le Brassard de Bordeaux*.

comme libératrice une armée qui venait, comme toutes celles des alliés, uniquement pour dépouiller notre pays ainsi qu'on le vit quelques jours après, le 23 avril, lorsque le comte d'Artois abandonna à nos ennemis un immense territoire, un milliard et demi de matériel, quarante-trois vaisseaux, douze mille bouches à feu, et spécialement aux Anglais Malte, l'île Maurice, etc. Si l'on est donc en droit de qualifier très durement la conduite des conspirateurs royalistes en cette occasion, on doit observer cependant, à leur décharge, qu'ils pouvaient invoquer quelques circonstances atténuantes. Peut-être certains avaient-ils vu périr sur l'échafaud des parents et englobaient-ils dans la même haine et le même désir de vengeance la Terreur, la Révolution et l'Empire. Louis XVIII réfugié à Hartwell était pensionné par le roi d'Angleterre et il avait recommandé aux Français de « recevoir en amis les généreux alliés ». Entre royalistes et Anglais il y avait une sympathie que le souvenir de Quiberon devait rendre plus vive encore. Aveuglés par la passion politique peut-être ont-ils cru qu'en favorisant l'ennemi, ils ne trahissaient pas la patrie. En politique plus qu'ailleurs on peut faire de bonne foi des erreurs de jugement. Mais Lynch doit être mis à part. S'il jugeait que la disparition de l'Empire était nécessaire au bien de l'État, son devoir lui commandait de démissionner pour reprendre sa liberté d'action. Il préféra mettre au service des conspirateurs royalistes le pouvoir qu'il tenait de l'Empereur lui-même. Aussi la Restauration reconnaissante le combla-t-elle d'honneurs.

VI

Après avoir quitté Bordeaux, le général L'huillier se retira avec ses troupes à Saint-André-de-Cubzac, sur les bords de la Dordogne. Poursuivi par les Anglais, il recula peu à peu jusqu'à Saintes où il reconnut la royauté après la déchéance de l'Empereur, le 12 avril[1].

1. Voir notre étude sur la *Retraite du général L'huillier dans la Gironde* en mars-avril 1814. (*Revue Philomatique de Bordeaux*, n° de mars 1914.)

Mais tandis que se déroulaient ces événements, qu'était devenu M. Bruslé, baron de Valsuzenay, préfet impérial de la Gironde? Il s'était rendu d'abord à Saint-Macaire et aux environs de Libourne. Là il avait reçu une lettre par laquelle Lynch l'engageait à se rallier à la cause des Bourbons. Lynch ajoutait qu'il avait été nommé, en remplacement de Valsuzenay, préfet provisoire. M. de Valsuzenay avait repoussé, comme il convenait, cette invite à l'oubli de ses devoirs et déclaré catégoriquement qu'il ne répondrait même pas au « soi-disant préfet de la rive gauche[1] ».

Il alla ensuite au quartier général de la 11e division militaire à Saint-André-de-Cubzac. A ce moment-là tous, civils et militaires, s'imaginaient qu'ils rentreraient bientôt à Bordeaux[2]. Quelques jours après, le sénateur de Lapparent écrivait : « Les Bordelais sont consternés et craignent d'être bientôt tout à fait abandonnés par les Anglais. » Mais il n'en était rien. Les Anglais n'avaient nulle envie de s'éloigner de Bordeaux si ce n'était pour continuer leur marche victorieuse à l'intérieur de la France; le Préfet se retira donc à Angoulême, où il put rencontrer un adjoint de Lynch, Fieffé, resté fidèle à l'Empire[3].

Mais tout a une fin. Napoléon fut déclaré déchu et Louis XVIII proclamé souverain à sa place. M. de Valsuzenay avait naguère abandonné la République, rien ne l'empêchait de faire de même pour l'Empire. N'entendait-il pas des hommes comme Lynch, des soldats anciens compagnons d'armes de Napoléon, prononcer des tirades indignées contre « le fléau des nations »? Et puis, il est une heure où la fidélité devient un acte d'opposition illégal. Comme tout le monde, M. de Valsuzenay fit sa soumission, il revint à Bordeaux. Le 12 avril, dans cette ville on offrait une fête splendide au duc d'Angoulême. Notables commerçants, hauts fonctionnaires, officiers se pressaient dans les salons où se donnait la fête. Mais dans cette foule « immense » on remarquait surtout, d'après *Le Moniteur*[4], M. de Valsuzenay qui, avec les autres invités, venait exprimer à

1. Lettre de Valsuzenay au Ministre de l'Intérieur du 16 mars 1814 (AN).
2. Lettre du sous-préfet de Blaye au Ministre de l'Intérieur du 19 mars 1814 (AN).
3. Lettre de Cornudet au Ministre de l'Intérieur du 16 mars 1814 (AN).
4. Numéro du 21 avril 1814.

Son Altesse Royale ses hommages et ses félicitations. Il ne connaissait point le duc d'Angoulême (c'était le cas de tous les Français); il fut donc présenté au prince par Laîné, son successeur à la Préfecture de la Gironde. A cette heure où son front s'inclinait respectueusement devant la Maison des Bourbons, il ne songeait guère sans doute au temps où, jacobin ardent, ami de Danton, il servait avec enthousiasme une République qui luttait même par la guillotine contre tout ce qu'on honorait en ce jour de fête. Mais que lui importait? Il avait fait sa paix avec les nouveaux maîtres de la France, le prince souriait, il pouvait espérer que les Bourbons lui donneraient, comme l'Autre, une préfecture[1]. M. Bruslé, baron de Valsuzenay, ancien préfet impérial de la Gironde, était content.

André Vovard.

1. Effectivement, le baron de Valsuzenay fut rappelé à la préfecture de la Gironde en 1815. Quand Napoléon revint de l'île d'Elbe, il seconda de son mieux les efforts de la duchesse d'Angoulême en vue d'organiser la résistance. Pendant les Cent-Jours, il offrit ses services à l'Empereur, mais sans succès. La seconde Restauration le nomma préfet de l'Aube et conseiller d'État honoraire. Il mourut en 1825. (*Fastes de la Légion d'honneur*, t. V, p. 17.)

de travail c'était la bibliothèque du rez-de-chaussée, celle des « petits appartements » actuels, au mobilier de laquelle le fameux guéridon peut, au contraire, avoir appartenu. Au surplus, ces termes de « la deuxième pièce après la chambre à coucher » ne s'appliquent pas au cabinet du premier étage, car tout appartement se compte et se décrit en partant de l'antichambre, et ce n'est qu'au rez-de-chaussée que l'ordre des pièces peut coïncider avec la désignation de l'inscription. « En résumé, s'il est vrai que Napoléon ait signé l'abdication du 6 avril sur le guéridon d'acajou qu'on montre aux visiteurs, il faut reconnaître que ce guéridon faisait partie du mobilier de la bibliothèque du rez-de-chaussée et que c'est à cette bibliothèque, et à elle seule, que peut s'appliquer le texte de l'inscription placée par Louis XVIII : cabinet de travail et deuxième pièce après la chambre à coucher. »

Quelques-uns de ces arguments ont excellente apparence; et, notamment, la présence de ce guéridon mesquin étonne, en effet, parmi les panneaux de soie brochée, les fauteuils de bois doré et les bronzes ciselés... Il faut néanmoins en prendre son parti : ce guéridon que Jules Janin disait valoir quinze francs, acheté à crédit chez un marchand de meubles d'occasion, ce guéridon y était. Chose plus curieuse encore, il y en avait de semblables un peu partout au palais, et jusque dans la salle du Trône. C'était le meuble volant, commode à placer n'importe où, à n'importe quel moment, et M. d'Esparbès nous rappelait que l'empereur lui-même, auquel on reprochait, avec tous les ménagements voulus, de malmener parfois les plus somptueux bureaux, avait prescrit de tenir toujours à sa portée de ces légères tables rondes; elles étaient devenues l'accessoire obligé des appartements grands et petits, invitant le maître au prompt dépôt de sa pensée et lui rappelant peut-être, au milieu des magnificences, le mobilier sommaire des camps.

L'inventaire dressé en 1809-1810 décrit ainsi le meuble en question :

N° 214. Un guéridon en accajou ordinaire. . . . . 80 francs.

Mention analogue, un peu plus détaillée, pour la salle du Trône, sous le n° 78 :

Un guéridon bois d'accajou colonne bronzée, pied triangulaire. . 80 francs.

Il serait aisé d'en relever d'autres dans le même inventaire, qui prouvent combien la présence d'un tel meuble, pour insolite qu'elle paraisse, était fréquente au palais.

Revenons au numéro 214. Il est devenu 505 dans l'inventaire de 1832, mais le rédacteur a pris soin de copier l'inscription posée dans l'intervalle, inscription précédée de ce numéro 214 grâce auquel on peut authentiquer définitivement l'objet :

« N° 505. Un guéridon acajou plein, socle triangulaire, tige à balustre

bronzée, surmontée d'une plaque en cuivre de forme ovale sur laquelle est gravée l'inscription suivante :

214

Le cinq Avril dix huit cent quatorze,
Napoléon Bonaparte, signa son
Abdication sur cette table, dans le
Cabinet de travail du Roi
le 2me après la chambre à coucher
à Fontainebleau.

Diamètre du guéridon 77 c.

Ce monument historique n'est susceptible d'aucune évaluation[1]. »

Le « 214 » était marqué sur la tablette carrée surmontant le balustre, que vient cacher, en se rabattant, le plateau circulaire. La pose de l'inscription, encastrée assez profondément dans cette tablette, l'a fait disparaître, mais on vient de voir que l'auteur de la plaque gravée l'avait soigneusement reproduit sur celle-ci. On l'y distingue encore, effacé en grande partie par des nettoyages successifs, et à tel point même que c'est la photographie qui nous en révéla d'abord les traces. Il n'avait point été gravé comme le texte, mais frappé à l'aide de chiffres mobiles lorsqu'on s'aperçut que l'insertion de la plaque dans le bois entraînerait la suppression du numéro original[2].

L'authenticité du guéridon lui-même étant ainsi démontrée, celle du cabinet ne saurait plus faire aucun doute. Reportons-nous encore à l'inventaire de 1809-1810. Le guéridon n° 214 y figure dans le « salon particulier » de l' « appartement intérieur de Sa Majesté » au premier étage, appartement inventorié dans cet ordre : Antichambre. — Salon des aides de camp. — Passage des bains et bains. — Salon particulier. — Cabinet de bibliothèque. — Chambre à coucher et garde-robe. — Pièces près la garde-robe. C'est ce qui constitue aujourd'hui, avec la salle du Conseil et la salle du Trône qui suivent, les grands appartements de Napoléon Ier. Sur ledit inventaire, après la Restauration, un fonctionnaire indiqua au

1. Il était accompagné d'une « cage en chêne à 6 pans pour le dit... 60 fr. ». Cette cage était vitrée et a disparu il y a longtemps.

2. Celui-ci était passé au pochoir, selon la coutume du garde-meuble et comme le sont les numéros apposés à chaque nouvel inventaire. Voici la suite de ces marques, qui, une fois l'emplacement primitif occupé par l'inscription, ont dû être mises sous la base triangulaire du meuble :

F 132 en vert, sous Louis XVIII; F 505 en rouge, sous Louis-Philippe; double F et 114 en noir, sous le second empire; F 511 en noir, numéro actuel. Le F 214 du premier empire était en noir.

crayon la désignation nouvelle de certaines pièces. Et d'abord l'appartement intérieur est celui « du roi »; puis, le salon des aides de camp devient celui des valets de chambre, le salon particulier, le *cabinet de travail du roi*, le cabinet de bibliothèque la « petite » chambre à coucher du roi. *Cabinet de travail du roi*, la désignation est formelle; on la retrouve, du reste, dans plusieurs pièces des Archives nationales, entre autres dans la liste des observations d'un inspecteur du garde-meuble de la Couronne en 1819[1]. Mais alors — et c'est ce qui explique qu'on ait pu se méprendre sur la valeur de cette désignation et l'attribuer à la bibliothèque du rez-de-chaussée[2] — la nomenclature des appartements du roi se fait presque toujours en sens inverse de celle que nous venons de voir; elle part de la salle du Conseil, et c'est ainsi que la donne encore l'inventaire de 1832[3] :

Salle du conseil. — Petite chambre à coucher du Roi. — Garde-robe, chambre près la garde-robe, pièce au-dessus de la garde-robe. — 1er cabinet de travail; — 2e cabinet (petit salon). — Passage conduisant au salon des aides de camp. — Salle de bains. — Salon des aides de camp. — Antichambre.

Rien de plus exact, par conséquent, que le texte du guéridon : « ... dans le cabinet de travail du roi, le deuxième après la chambre à coucher ». Cela répond bien à l'état des lieux énumérés en partant de la salle du Conseil et cela signifie que l'abdication a été signée dans une pièce, alors salon particulier de l'empereur, qui prit tout de suite le nom de cabinet de travail du roi (« deuxième cabinet » en 1832) et que séparait de la chambre à coucher impériale, puis royale — impériale de nouveau plus tard — une salle qui fut le cabinet-bibliothèque de Napoléon et le « premier cabinet de travail » de Louis-Philippe[4].

*
* *

L'histoire de l'inscription, qui n'a pas été complètement racontée par Eugène Thoison[5], nous fournira encore quelques éclaircissements utiles.

1. O3 1979.

2. Qui, elle, n'a jamais été désignée sous le nom de cabinet de travail. — La bibliothèque possédait deux guéridons du type courant; elle en conserve encore un.

3. Pour les visiteurs du palais, à l'époque de la Restauration, les pièces étaient numérotées de 1 à 20 dans les grands appartements royaux au premier étage, entre la cour ovale et le jardin de Diane; le cabinet de l'Abdication était la dix-septième pièce. C'est cet ordre que suit Ch. Rémard dans son *Guide du voyageur à Fontainebleau* de 1820.

4. Louis XVIII n'admit pas qu'il pût coucher dans la chambre de l'empereur. Aussi, tout en laissant à celle-ci son nom et son aspect de chambre d'apparat, se fit-il établir, pour son unique et bref séjour à Fontainebleau en 1816, un lit dans cette pièce intermédiaire, qualifiée alors de « petite chambre à coucher du roi », où Napoléon avait le lit de camp en-cas que l'on y voit aujourd'hui ».

5. *Le palais de Fontainebleau de février à avril 1814* dans *Chapitres détachés de l'histoire de Fontainebleau*, Fontainebleau, 1909, in-16, p. 89 et suiv. — Ce que cet

Dès 1816, on s'occupe d'un texte commémoratif à placer sur le guéridon considéré moins comme un monument proprement historique que comme un éloquent mémorial de la chute de l'usurpateur. Thoison a publié le passage essentiel d'une note du 21 mai 1816, conservée aux Archives nationales [1], dans laquelle un agent du garde-meuble, indiquant quelques préparatifs à faire dans les appartements en vue du séjour du roi, fait part du désir de S. A. R. Monsieur qu'une inscription soit placée sur le guéridon; il donne un texte, parsemé d'erreurs du reste, qu' « on a proposé ».

La note est anonyme, mais il était aisé d'y reconnaître l'écriture du premier inspecteur Veytard, et le document prend toute sa valeur par l'identification de celle du personnage qui a mis en marge du texte proposé : « A me rappeler à Fontainebleau ». Ce personnage, c'est le baron de Ville-d'Avray, intendant du mobilier de la Couronne, et l'on voit que ce haut fonctionnaire n'a pas jugé que la mesure à prendre fût urgente ni qu'elle pût échapper à sa compétence; du moins s'est-il réservé de reprendre la question sur place. L'initiative ou le vœu de Monsieur ne stimula guère son zèle de courtisan. Et quand on attribue, comme c'est constamment le cas, à Louis XVIII lui-même la pose de l'inscription (quand ce n'est pas à Louis-Philippe!), il semble qu'on donne à l'affaire une importance qu'elle n'eut pas alors. En fait, rien ne permet de penser à une intervention royale, qui ne paraît s'être produite à aucun moment; plusieurs années se passent sans qu'aucune solution intervienne, ce qui montre combien peu le roi s'en préoccupait.

Il n'en était pas de même du concierge-régisseur du palais, Lamy, qui, seul, semble s'intéresser à l'affaire. On peut imaginer qu'il ne l'avait pas perdue de vue et qu'à différentes reprises il avait sollicité sur ce sujet l'adhésion de ses chefs. Il ne l'obtint qu'en 1820.

Le baron de Ville-d'Avray lui écrit en effet, le 7 juin de cette année :

Je vons renvoye, monsieur, le texte des deux Inscriptions que vous m'avez transmis : Je vous autorise à faire exécuter celle de l'autel. Quant à l'Inscription relative à la Table, elle me paraît susceptible d'une indication de local plus précise, ce qui importe en pareille circonstance. L'addition que j'ai indiquée au bas, si elle est exacte, comme je le pense, obvierait à l'inconvénient, et mon intention serait que ces mots fussent ajoutés.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération [2].

Nous verrons plus loin ce que c'est que cette « inscription de l'autel », dont l'histoire est inséparable de celle de l'inscription du guéridon. Quant

auteur dit, p. 95, au sujet de la pièce dans laquelle fut signée l'abdication, doit être rectifié aussi; son erreur provient d'une confusion entre le cabinet de travail du roi (cabinet de l'Abdication) et celui de l'empereur (pièce à la suite de la précédente).

1. Carton déjà cité, O³ 1979.

2. Archives de la régie du palais. La minute de cette lettre est aux Archives nationalas, carton O³ 1980

au texte proposé par Lamy, c'est celui-là même qui a été gravé avec l'adjonction imposée fort intelligemment par Ville-d'Avray : « le second après la chambre à coucher de S. Mté »[1]. Tout le monde le connaît; nous l'avons donné plus haut d'après l'inventaire de 1832, nous le reproduisons d'après un excellent cliché de notre photographe, M. Bouchetal; il n'avait jamais été photographié.

Lamy, dûment autorisé, ne perdit point de temps. Il lui en coûta 12 francs, pour confectionner la plaque de laiton à laquelle il tenait tant. Dans l'« état aperçu » de la dépense d'entretien du mobilier pour le premier semestre de 1820, un poste est prévu pour lui rembourser cette somme[2].

*
* *

L'inscription de l'autel, dont il a été question, se rapporte à l'autel de bois sur lequel Pie VII disait la messe pendant sa captivté à Fontainebleau; autel construit pour l'oratoire de Marie-Louise et qui, placé dans le « salon d'angle » des appartements du pape, fut transporté plus tard dans la chapelle basse de Saint-Saturnin, où il se trouve toujours[3]. Ici le texte de Lamy fut gravé tel quel et sans addition. En voici le texte et nous en donnons également une reproduction photographique inédite :

Pie VII, a célébré les
Saints Mystères, sur cet
Autel, pendant son séjour
au château de Fontainebleau,
du vingt Juin, mil huit
cent douze, au vingt
et un Janvier,
mil huit cent
quatorze.

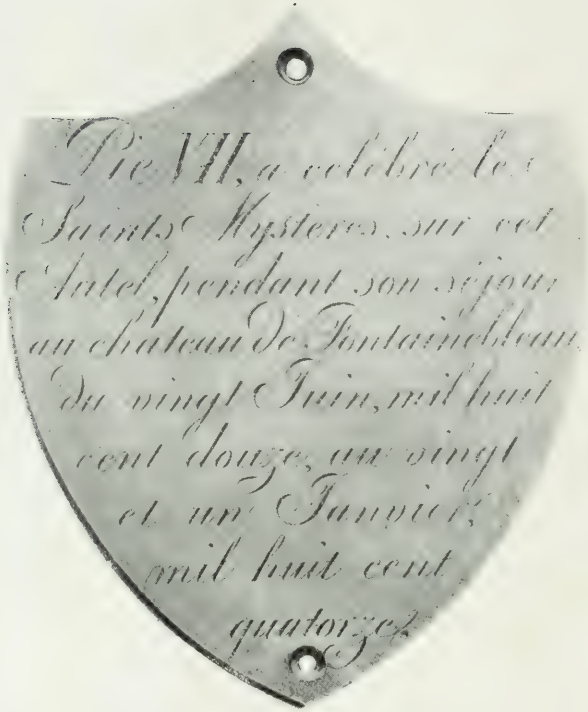
La plaque est en forme d'écusson; elle a 94 millimètres de haut sur 72 de large[4]. Celle du guéridon, ovale, a 108 millimètres de haut sur 138 de large.

1. Où l'on a supprimé « de S. Mté », qui faisait double emploi avec le « du roi » de la ligne précédente. Copie des textes de Lamy complétés à Paris existe aux Archives nationales avec la minute citée. — La date du 5 est erronée, c'est 6 qu'il faudrait lire; voir à ce sujet Thoison, *op. cit.*, p. 90 et suiv.

2. « Pour l'inscription de la table de l'abdication... à rembourser 12 francs. » Archives nationales, O³ 1980.

3. A. Vincent, *Nouveau Guide général illustré du palais de Fontainebleau*, Versailles, s. d., in-16, p. 90.

4. Même remboursement de 12 francs, à Lamy, que pour la plaque du guéridon, sur les dépenses d'entretien du second semestre de 1820.



Inscription de l'autel du pape Pie VII
(*Palais de Fontainebleau*).

Inscription gravée sur le guéridon de l'Abdication
(*Palais de Fontainebleau*).

Déposées en vue d'un nettoyage et de la photographie, l'une des deux plaques nous a laissé voir une inscription au crayon, qui corrobore les documents que nous avons produits. C'est ce texte peu correct, à l'autel :

Pozet
le 24 juillet
1820
L (ou *P*)

Quant au guéridon, un ouvrier appelé, en 1897, à réparer le verrou du plateau et à remplacer la glace qui préserve la plaque, s'est permis de substituer à l'inscription du poseur sa propre signature.

*
* *

Nous ne voudrions pas quitter le cabinet de l'Abdication sans parler de son mobilier. Puisqu'on peut désormais tenir pour certain que l'acte du 6 avril y fut consommé, il y a un intérêt évident à examiner si ce mobilier est conforme à l'état ancien.

L'inventaire de 1809-1810, rédigé immédiatement après que la suite des appartements du premier étage, en cette partie du palais, eût été meublée, nous renseignera à cet égard. Voici ce qu'il comporte pour cette pièce-là :

Salon particulier.

N° 201. Une tenture étoffe brocard fond cramoisi et or en quatre pièces, encadrées d'une bordure brocard idem, doublées en toile forte et bordées en ruban de fil. 7 m. 62 de cours sur 3 m. 20.

Deux parties de toile de lin pour couvrir ladite.

Deux dessus de porte en taffetas cramoisi doublés en toile de lin. 6540 francs.

N° 202. Quatre parties de portières en étoffe à rosettes en or, encadrées de bordure brocard, doublées de toile, contredoublées en taffetas cramoisi, bordées d'une crête soye et or, à 3 lez chaque sur 3 m. 25 de haut.

L'une à 1 650 francs. . . . . Quatre 6 600 francs.

Quatre patères à aigle et 4 embrasses en or fin.

N° 203. Quatre cantonnières étoffe et bordure idem doublées en toile et contredoublées en taffetas, crête or sur fond cramoisi avec anneaux polis et vernis; lesd. de 2 lez chaque sur 4 m. 28 de haut.

Une à 1 300 francs. . . . . Quatre 5 200 francs.

N° 204. Quatre rideaux de croisées 15/16 encadrés de bordure en brocard de 8 c. et bordés d'une crête en or et soye, 2 lez chaque sur 4 m. 28 de haut.

N° 205. Quatre rideaux de vitrage mousseline brodée avec mollet.

Quatre embrasses idem à celles des portières.

Deux thyrs bouts dorés.

Huit patères et gonds dorés, anneaux polis et vernis.

Deux bandeaux brocard or fond cramoisi avec frange à torsades et crête or fin.
Quatre tringles en fer avec poulies . . . . . 4 100 francs.

N° 206. Un canapé bois sculpté et doré couvert en étoffe idem à la tenture avec bordures de 8 et 16 c., ganse en or et biais croisé, carreau de plume et deux oreillers idem ornés de glands en or, de 2 m. 28 de long. 4 900 francs.

N° 207. Deux bergères bois sculpté et doré couvertes en étoffe idem au canapé avec bordure et ornemens idem.
Une à 1 400 francs . . . . . Deux 2 800 francs.

N° 208. Quatre fauteuils bois et étoffe idem.
Une à 800 francs . . . . . Quatre 3 200 francs.

N° 209. Quatre chaises bois et étoffes idem.
Une à 500 francs. . . . . Quatre 2 000 francs.

N° 210. Deux tabourets de pieds bois, étoffe et ornemens idem.
Un à 120 francs . . . . . Deux 240 francs.

N° 211. Un écran bois sculpté et doré, la feuille couverte en étoffe et bordure idem . . . . . 800 francs.
Ce meuble est complètement garni de ses housses en toile de cotton.

N° 212. Un tapis de pied genre Savonnerie, fond violet dessin à milieu, de 6 m. 70 sur 5 m.
Deux embrasures moquettes de 1 m. 53 sur 0 m. 55.
Une embrasure moquette double broche de 1 m. 45 sur 1 mètre.
Une embrasure de porte moquette peau de tigre de 1 m. 55 sur 1 m. . . . . 3 500 francs.

N° 213. Deux commodes bois noirci, richement ornées de bronze, le devant figurant trois panneaux unis s'ouvrant en 2 parties, le milieu orné d'un médaillon de forme ronde entouré de branches de laurier, le tout surmonté de la couronne impériale; à droite et à gauche un médaillon entouré de branches de laurier avec palmettes haut et bas, d'un côté une tête femme [Junon], de l'autre d'un guerrier [Minerve], la ceinture ornée d'un rinceau avec abeilles au milieu et sur les coins[1]; pieds à griffes portant consolles ornées de feuilles d'eau; dessus de marbre blanc, de 1 m. 45 sur 0 m. 57.
Une à 5 100 francs. . . . . Deux 10 200 francs.

N° 214. Un guéridon en accajou ordinaire . . . . . 80 francs.

N° 215. Un lustre bronze ciselé et doré, enfilage bronze et cristal de roche, consoles ornées de pyramides, guirlandes avec rosettes dorées, boucle à poire, baldaquin palmettes, douze lumières; le tout en cristal de roche, avec housse toile de crin et de 1 m. 75 de haut . . . . . 7 500 francs.
Un cordon et glands cramoisi et or, celui du haut avec étoiles. 150 francs.

N° 216. Deux candélabres, socle triangulaire en bronze sur lequel est un deuxième socle de même forme en jaspe vert portant 3 chimères ailées, au centre un vase albâtre rubanné avec frise ornée de 3 camées, deux figures de femmes portant girandoles à 7 lumières, tige du milieu droite et branches arabesques, de 0 m. 71 de haut. . . . . 3 200 francs.

N° 217. Deux candélabres, socle rond en bronze et albâtre rubanné, vases ornés de guirlandes et deux camées chacun, figures en bronze ciselé et doré représentant des vestales, branches arabesques portant 4 bobèches, de 0 m. 53 sur 0 m. 40 de large. . . . . 4 600 francs.

1. Les abeilles ont été enlevées en 1815, de même que le médaillon surmonté de la couronne impériale du panneau central (Archives nationales, O³ 1979); mais, tandis qu'on remplaçait ce dernier motif par une grosse rosace, la place des abeilles restait vide : on y a mis de nos jours des N.

N° 218. Deux bras de cheminée, tyrses et pommes de pin, par le haut quatre branches de palmiers, à la partie inférieure un cornet d'où sortent des fruits et une petite pomme de pin par le bas; lesd. à cinq branches, de 0 m. 80 de haut sur 0 m. 46 de face. . . . . 1 100 francs.

N° 219. Quatre flambeaux à gros balustres, ornés de chapiteaux et calotte, posée sur un pied rond dans l'épaisseur duquel sont des aigles et N, de 0 m. 36 de haut.

La paire 250 francs . . . . . Deux 500 francs.

N° 220. Deux flambeaux ciselés et dorés, socle rond et pied idem, à feuilles de palmier portant une figure de femme ayant les bras croisés et sur la tête une bobèche. Lesd. de 0 m. 35 de haut . . . . . 250 francs.

N° 221. Deux flambeaux nouvelle fourniture.

N° 222. Un flambeau couvert à trois branches, têtes de femmes ailées portant bobèches, la branche se terminant par un rinceau d'ornement; le tout doré au mat, garde-vue peint en vert, ornemens dorés. . . . . 300 francs.

N° 223. Une pendule socle carré et colonne porcelaine de Sèvres fond bleu décors en or, socle, corniches, flambeaux sur les coins et autres ornemens en bronze ciselé et doré, de 0 m. 61 de haut sur 0 m. 23 de large. 1 200 francs.

N° 224. Une pendule-boete avec glaces.

N° 225. Un feu bronze ciselé et doré, composé de deux piedestaux terminés en dessus par un cintre orné de palmettes, couronnes, aigles[1], moulures tant sur le devant que sur les côtés; lesd. ornemens découpés et dorés au mat sur fond bruni; lesd. portés par des boucles avec pommes derrière le recouvrement, de 0 m. 37 de large sur 0 m. 29 de haut.

Pelle, pincette et tenailles, fer poli, boutons de cuivre doré. . 500 francs.

N° 226. Deux encoignures en cuivre uni . . . . . 60 francs.

N° 227. Un garde feu toile métallique, monture vernie et dorée. 90 francs.

N° 228. Un soufflet accajou. . . . . 9 francs.

N° 229. Un balai d'âtre idem. . . . . 4 francs.

N° 230. Un vase en porcelaine de Sèvres fond bleu, médaillons à figures et fleurs coloriées, anses, ornemens et filets dorés, sans socle, de 0 m. 39 de haut. . . . . 200 francs.

N° 231. Deux vases fond bleu lapis, socle marbre blanc . . . 800 francs.

Rien de tout cela n'avait changé en 1832, sauf les emblèmes impériaux des commodes et des feux, comme nous l'avons vu, les flambeaux n° 219 qui ne sont plus indiqués, une paire nouvelle de flambeaux et un thermomètre de 15 francs ajouté. Fort heureusement, ce beau mobilier se trouve encore aujourd'hui à sa place, à quelques détails près. Les bras de lumière ont été remplacés par d'autres et il en a été ajouté une paire; il est possible que le lustre ne soit pas le même[2], ce serait à vérifier. Quant aux candélabres et flambeaux, qui se promènent un peu trop de pièces en pièces quand ce n'est pas de palais en palais, ceux décrits sous les n°s 216 et 217 ont été enlevés en 1867 et le n° 222 n'existe plus. D'autres bronzes leur ont succédé, mais il serait aisé, croyons-nous, et intéressant

1. Les aigles remplacés par des rosaces en 1815.

2. Il pend à une chaîne et non plus à un cordon cramoisi, en suite d'une mesure de sécurité générale prise de nos jours.

de retrouver ceux qui étaient là en 1814. Il vaudrait la peine de restituer ces détails du mobilier[1], et jusqu'aux plus minimes accessoires de la cheminée. C'est une tâche que la Société historique du Gâtinais[2] voudra bien recommander, sans doute, à la sollicitude éclairée de M. le conservateur d'Esparbès. Encore que ce soit dans une faible mesure, l'à-peu-près, toujours fâcheux, est venu bien inutilement attenter à un ensemble doublement remarquable.

Le meuble de bois doré a été fourni en 1808 par l'ébéniste P. Marcion, dont il porte l'estampille, et garni par le tapissier Flamand. Des étiquettes de l'époque, collées sous les sièges, montrent qu'il fut exécuté pour la pièce qu'il n'a pas quittée : *Salon de Sa Majesté ayant vue sur le jardin de l'Orangerie.*

Il nous reste un vœu à émettre. Ne pourrait-on pas organiser, dans l'antichambre voisine du cabinet, une sorte de musée des événements de 1814 à Fontainebleau? Le fac-simile de l'acte du 6 avril a été exilé dans la galerie de Diane; sa place, à défaut de l'original que l'on cite parfois (mais est-on certain de son existence?), est à portée du cabinet célèbre. On voudrait trouver près de là les gravures se rapportant à l'Abdication et aux Adieux, tout ce qui pourrait constituer un commentaire utile, ajouter au très grand enseignement qui se dégage de l'appartement fameux.

J. Mayor.

1. Deux consoles de bois noirci, introduites de nos jours dans la pièce, devraient être supprimées. Les vases de porcelaine seraient à retrouver.

2. A laquelle M. Henri Stein avait bien voulu lire la présente note, dans sa séance commémorative des événements de 1814, organisée à Montereau le 29 juin dernier. — J'adresse ici de sincères remerciements à M. Georges d'Esparbès, conservateur du palais, à M. A. Vincent, brigadier, grâce à la constante obligeance desquels j'ai pu étudier la question.

PENSIONS ACCORDÉES OU PROPOSÉES DE 1806 A 1810

Faisant revivre un usage de l'ancien régime, l'Empire accordait des pensions sur le produit des journaux. Voici, pour trois années, la liste de ceux qui furent l'objet de ces faveurs.

DATE DES DÉCRETS	NOMS	SOMMES
—	—	—
21 février 1806.	Haüy, auteur d'un traité élémentaire de physique . .	6 000 fr.
—	Bernardin de Saint-Pierre, auteur de *Paul et Virginie*.	2 000
—	Laporte du Theil, traducteur de Strabon.	2 000
—	Gosselin, *id*.	2 000
—	Coraï, *id*.	2 000
10 mars 1806.	Monge, sénateur, savant distingué.	6 000
—	Gianni, poète italien, improvisateur	3 000
—	Lebrun, ex-élève du Prytanée, poète	1 200
—	Legendre	3 000
4 avril 1806.	Barré, auteur de vaudevilles	4 000
—	Radet, *id*.	4 000
—	Desfontaines, *id*.	4 000
4 mai 1806.	Monsigny, compositeur de musique	2 000
31 — 1806.	Palissot, auteur connu.	3 000
9 septembre 1806.	Villevieille	2 000
4 — 1807.	Chénier, poète et auteur connu	6 000
17 — 1807.	Ducrest, savant, frère de Mme de Genlis.	3 000
30 — 1807.	Baour-Lormian, poète connu	6 000
28 octobre 1807.	Picard, poète comique.	6 000
20 août 1808.	Delrieu, auteur d'*Artaxerce*	2 000
6 février 1809.	Luce Lancival, auteur d'*Hector*	6 000

Il y a dans cette liste des noms sur lesquels nous n'avons pas besoin d'insister. Tout d'abord, que l'on ne s'étonne pas de ne voir donner à Bernardin de Saint-Pierre qu'une pension de 2 000 francs ; il en a d'autres, et doit se trouver satisfait d'un appoint fort honorable pour l'époque. Haüy et Monge reçoivent 6 000 francs : on ne peut qu'applaudir, mais pourquoi un géométre éminent, Legendre, n'est-il inscrit que pour

3 000? La même somme est attribuée à l'improvisateur Gianni; ce n'est pas sa faconde qui est récompensée; ce sont les flatteries que « l'improvisateur impérial », car il reçut ce titre, a adressées à Napoléon. Que les traducteurs de Strabon ne se voient allouer que 2 000 francs, il n'y a rien à dire : Laporte du Theil, membre de l'Institut, est conservateur à la Bibliothèque impériale; Gosselin, également de l'Institut, est conservateur du Cabinet des médailles; quant à Coray, outre Strabon, il a traduit le fameux ouvrage de Beccaria, et il prépare, dans la mesure de ses forces, le mouvement philhellène qui éclatera plus tard. Si Palissot est « un auteur connu » — et âgé, car il a soixante-seize ans, le marquis de Villevieille reste profondément ignoré. L'auteur du *Déserteur*, Monsigny, a soixante-dix-sept ans, et depuis quatre ans, il s'est démis de ses fonctions d'inspecteur de l'enseignement au Conservatoire, trop lourdes pour sa vieillesse et son talent un peu menu. 6 000 francs à celui qu'on appelle à tort poète, à l'aimable Picard, auteur de l'aimable comédie, la *Petite Ville*, pour ne citer que le moins oublié de ses ouvrages — en 1807, il vient d'être appelé à la direction de l'Opéra — passe! mais la même somme à ce gros réjoui de Toulousain, Baour-Lormian! Ce Lormian-Balour, comme l'appelle Marie-Joseph Chénier, ne porte-t-il pas, enfoncée dans son embonpoint, la flèche, quelque peu lourde, que lui a décochée Lebrun-Pindare :

Sottise entretient santé;
Baour s'est toujours bien porté?

En 1806, il a donné un *Omasis* — c'est l'histoire de Joseph — qui a réussi, — mais au début, le public tout entier aux nouvelles qui arrivaient de Prusse, était distrait, ce qui faisait dire au rimeur : « Il ne faut qu'une bête de victoire pour nuire à votre succès! » *Omasis* fut discuté et loué dans les rapports sur les Prix décennaux. Pareil honneur était échu à Delrieu pour son *Artaxerce*, représenté en 1808, et qui a rejoint dans le néant les pièces pseudo-classiques. Un autre auteur dramatique est récompensé. L'ancien grand-vicaire de l'évêque de Lescar, devenu professeur de rhétorique au Lycée impérial (Louis-le-Grand), a publié une épopée, *Achille à Scyros*; mais son titre tout récent est sa tragédie d'*Hector*, où Napoléon, dit-on, se reconnut sous les traits du héros troyen.

4 000 francs à chacun des vaudevillistes qui forment un inséparable trio, Barré, Radet, Desfontaines! N'est-ce pas excessif pour des pièces amusantes et faciles, agrémentées de flonflons? Oui, mais souvent, ces flonflons célèbrent l'Empire, et ne faut-il pas encourager ceux qui rendent populaire la nouvelle dynastie?

Ducrest reçoit une pension comme savant : sans doute, il est le

premier qui ait parlé de Paris port de mer; ce marquis a écrit sur la Constitution, sur les impôts, sur la navigation, mais Mme de Genlis, sa sœur, qui jouit d'un logement à l'Arsenal, et qui est fort en faveur comme enseignant à la nouvelle noblesse les manières de l'ancienne cour, a profité de son crédit — elle ne s'oubliera pas elle-même — pour le faire inscrire sur la liste des privilégiés.

Marie-Joseph Chénier touche 6 000 francs, et la mesure est juste. Depuis qu'il a cessé d'être inspecteur général de l'enseignement public, il n'a que de maigres ressources. Pour ce désenchanté, c'est un dédommagement de l'insuccès de cette tragédie de *Cyrus*, qui devait, dans la pensée du maître, préparer les esprits à l'établissement de l'empire, et dont les maladroites allusions furent sifflées du public. Napoléon d'ailleurs ne saura jamais que le poète garde dans ses papiers — elle ne sera publiée qu'en 1829 — une élégie vengeresse, la *Promenade*, où son âme républicaine a gravé des vers énergiques :

> Un Corse a des Français dévoré l'héritage!...
> Aujourd'hui dans un homme un peuple est tout entier!

Et pendant que l'écrivain, pressé par la nécessité, touche son argent, se murmure-t-il à lui-même, comme consolation et comme revanche de son *Cyrus*, ce fier couplet de la même élégie?

> ... Tandis qu'il voyait des flots d'adorateurs
> Lui vendre avec l'État leurs vers adulateurs,
> Le tyran dans sa cour remarqua mon absence,
> Car je chante la gloire, et non pas la puissance.

Reste enfin l'ex-élève du Prytanée. C'est une histoire connue — on la trouvera en particulier dans les *Nouveaux Lundis*, V, 116. — « Protégé par François de Neufchâteau, Lebrun était entré au Prytanée français (Saint-Cyr). Un jour, l'Empereur visite l'établissement; dans la classe de rhétorique, c'est un élève — le plus brillant — qui remplace le professeur momentanément malade. Étonné, Napoléon demande au jeune homme à quoi il se destine : « Sire, à chanter votre gloire! » lui fut-il répondu. Au lendemain d'Austerlitz, le *Moniteur* publie, signée du nom de Lebrun, une *Ode à la Grande Armée*. Au style, on croit reconnaître Ecouchard-Lebrun, qui pourtant « était resté boudeur et un peu républicain ». Aussitôt, ordre est donné au ministre de l'Intérieur de l'inscrire pour une pension de 6 000 francs. « On apprit bientôt que l'ode n'était pas du célèbre lyrique, mais d'un élève de Saint-Cyr. « N'importe, dit l'Empereur, qu'on lui donne la pension. » Elle fut seulement sensiblement réduite : le vieux Lebrun, du coup, eut et garda celle qu'une première méprise lui avait fait donner. »

Le 15 avril 1810, au moment du mariage de Marie-Louise, le comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, adressa à l'Empereur la lettre suivante :

Sire,

Votre Majesté m'a ordonné de lui proposer des pensions à accorder sur le produit des journaux à la Police.

J'ai cru devoir attendre une époque qui ajoutera un nouveau prix aux faveurs que daignera accorder Votre Majesté.

Je joins à mon travail la note que Votre Majesté m'invitait à remettre des pensions précédemment données sur les mêmes fonds.

J'ai évité les doubles emplois.

J'ai compris dans un tableau des propositions des auteurs déjà bien traités sous d'autres rapports. J'ai vu dans ce que Votre Majesté a déjà fait que ce n'était point un motif d'exclusion.

A cette lettre était joint le tableau des propositions : nous le reproduisons :

NOMS	TITRES LITTÉRAIRES	CE QU'ILS ONT DE CONNU EN TRAITEMENTS, PENSIONS, HONORAIRES	PROPOSITIONS
—	—	—	—
Aignan [1].	Traducteur de l'*Iliade* en vers ; *Brunehaut*, tragédie.	Maître des cérémonies ; traitement de (en blanc)	2 000 fr.
Andrieux.	*Les Étourdis*, *Le Trésor* et des Contes en vers.	Il jouit en traitements de 9 000 fr.	2 000

1. Aignan est exactement « aide des cérémonies et secrétaire à l'introduction des ambassadeurs ». Mme de Châtenay est la charmante femme dont on a publié de nos jours les intéressants Mémoires. Esménard, personnage louche, « mange à plusieurs rateliers ». Le bonhomme Gail, a, vaille que vaille, sauvé le grec, bien malade après la Révolution. On sait de quelles vives railleries il fut l'objet de la part de Paul-Louis Courier. Sa femme, dont il était séparé, eut quelque renom comme musicienne. Jouy est l'auteur du livret de *La Vestale*, le meilleur opéra du temps de l'Empire, et à propos de musique, n'est-il pas curieux que, dans les bureaux du ministère, on prenne officiellement parti pour la musique française, — à cette époque, cruellement ennuyeuse? Jouy était le beau-frère de l'académicien Arnault; sa vie, qu'il serait curieux de retracer, est un véritable roman. Lacretelle appartient au ministère de la Police comme censeur littéraire; il est, de plus, professeur à la faculté des Lettres. Certains de ses morceaux de littérature et d'histoire ont été reproduits dans son *Testament politique et littéraire*. Dans des poésies, car il a rimé, on trouve cette énigme, écrite sérieusement, et cela vers 1830 :

Inspiré par le ciel, depuis qu'un bon Germain
Confiant la pensée à des signes d'airain,
En grava les trésors sur les débris des toiles...

Les poètes de l'empire auraient été jaloux de cette périphrase qui désigne l'imprimerie.

Saint-Ange, professeur de rhétorique au lycée Charlemagne. « Il se retenait à quatre pour n'être pas bête, dit de lui Chateaubriand, mais ne pouvait s'en empêcher. » — Tissot, en 1810, appartenait à la police; il succéda à Delille; mis un instant de côté en 1848, il reprit ses fonctions; il ne mourut qu'en 1854. Il était alors aussi ardent bonapartiste qu'il avait été forcené jacobin. « Tu portes bien haut la tête », disait-il un jour à Dupuis des Islets; « C'est, répondit celui-ci, que je n'ai jamais porté que la mienne. » C'est dire de quoi on accusait le personnage. Nous devons pourtant ajouter que ces mots sont attribués à d'autres interlocuteurs.

NOMS	TITRES LITTÉRAIRES	CE QU'ILS ONT DE CONNU EN TRAITEMENTS, PENSIONS, HONORAIRES	PROPOSITIONS
—	—	—	—
Campenon.	*La Maison des Champs*; quelques poésies fugitives.	Commissaire impérial près le théâtre Feydeau; employé à l'Université : 7 à 8 000 fr. .	2 000
Chateaubriant (*sic*).	*Génie du Christianisme*; *Les Martyrs.*	On ne lui connaît aucun traitement	2 000
De Beausset.	*Vie de Fénelon.*	Conseiller à vie de l'Université, 10 000 fr.; chanoine de Saint-Denis.	2 000
De Lille.	*Les Géorgiques*, *L'Imagination*, *Les Jardins.*	De l'Institut	3 000
De Chatenai, Victorine.	*Génie des peuples anciens*, diverses traductions.	. . . . .	2 000
Delacroix, de Versailles.	*Constitution de tous les peuples*; plusieurs ouvrages de morale et de législation.	Juge	1 000
Ducis.	Plusieurs tragédies, un recueil de poésies.	De l'Institut; indemnité de logement : 3 700 fr..	4 000
Duval, Alexandre.	*Le Tyran domestique*; *La Jeunesse d'Henri IV*, *Le Prisonnier*, *Maison à vendre.*	Directeur du Théâtre de l'Impératrice : 6 000 fr.	3 000
Esménard.	Poème de la *Navigation*; articles remarquables dans le *Mercure*, *Odes*, *Trajan*, opéra.	. . . . .	2 000
Fabre, Victorin.	Auteur de la *Littérature au XVIIIe siècle*, d'un *Éloge* de La Bruyère; jeune homme très distingué.	. . . . .	1 200
Gail.	Hélléniste, traducteur de Xénophon, Thucydide.	De l'Institut, professeur du Collège de France : 7 500 fr.	2 500
Mme de Genlis.	Ouvrages sur l'éducation et romans.	Logée à l'Arsenal	3 000
Ginguené.	*Recueil de Fables*; *Lettres sur J.-J.*	De l'Institut, attaché au *Mercure*, etc. : 6 900 fr.	2 000
Grétry.	Un grand nombre d'opéras; distingué comme compositeur et son ouvrage très remarquable sur la musique; le doyen de l'excellente musique.	Membre de l'Institut, ancienne pension réduite sur l'Opéra : 5 000 fr.	4 000
Jouy.	Auteur de *La Vestale.*	. . . . .	2 000
Lacretelle jeune.	*L'Histoire du XVIIIe siècle*; beaucoup de morceaux de littérature et d'histoire.	Censeur à la Police; rédacteur du *Publiciste* : 18 000 fr. . .	2 000
Lacroix.	Géomètre, auteur de plusieurs ouvrages d'analyse.	De l'Institut, professeur à l'École polytechnique : 7 750 fr.	2 000
Legouvé.	*La mort d'Henri IV*; *Le Mérite des Femmes.*	De l'Institut; rédacteur au *Mercure*, professeur au Collège de France : 17 000 fr	1 000
Lemercier.	*Agamemnon*, tragédie; son *Cours de littérature.*	De l'Institut	2 000

NOMS	TITRES LITTÉRAIRES	CE QU'ILS ONT DE CONNU EN TRAITEMENTS, PENSIONS, HONORAIRES	PROPOSITIONS
—	—	—	—
Meulan, Mlle.	Auteur de *Mélanges littéraires*, de quelques romans et d'un grand nombre de morceaux détachés.	. . . . .	2 000 fr.
Monvel.	*L'Amant bourru*; *Clémentine et Désormes.*	Il est mourant, et éprouve des besoins.	2 000
Michaud.	Le *Printemps d'un proscrit*, des pièces détachées, etc.	. . . . .	2 000
Parmentier.	Plusieurs écrits sur l'économie domestique, les pommes de terre, le jus de raisin, etc.	De l'Institut.	1 000
Parceval de Grandmaison.	Plusieurs poésies.	Membre du Conseil des prises.	2 000
Perreau.	Auteur d'ouvrages de morale très bien écrits et de législation.	Ex-tribun	2 000
Poisson.	Géomètre; plusieurs ouvrages d'analyse.	De l'École polytechnique, du Bureau des longitudes : 10 000 fr.	2 000
Raynouard.	*Les Templiers*, *Les États de Blois.*	De l'Institut : 1 500 fr., et provisoirement, du Corps législatif : 10 000 fr.	3 000
Saint-Ange.	Traduction en vers des trois grands poèmes d'Ovide.	Une pension du ministre : 1 000 fr.	2 000
Suard, Mme.	*Madame de Maintenon peinte par elle-même.*	. . . . .	2 000
Simonde Sismondi.	*Les républiques italiennes du moyen âge.*	. . . . .	2 000
Thouin.	*La partie botanique de l'Encyclopédie.*	De l'Institut, professeur au Jardin des Plantes	2 000
Tissot.	Traduction des *Baisers* de Jean Second; des *Eglogues* de Virgile.	. . . . .	2 000
Treneuil.	*Les Tombeaux de Saint-Denis*; des poésies détachées.	. . . . .	2 000
Villers.	*L'Influence de la réforme de Luther.*	. . . . .	1 000

Nous n'examinerons pas un à un les noms qui sont inscrits sur cette liste. Nous ignorons s'ils y furent maintenus, mais on aime à y voir le vénérable Ducis, d'un si noble caractère, esprit si fier et si candide dans son indépendance; Pauline de Meulan, qui sera la première femme de Guizot, charmante figure; Grétry, qui est à la fin de sa carrière, et enfin Delille, professeur au Collège de France, qui, malgré de justes critiques, est, à cette époque, regardé comme le prince des poètes.

Il semble qu'Andrieux, également professeur au Collège de France, que Campenon, chef adjoint dans les bureaux de l'Université et commissaire du Gouvernement auprès du théâtre de l'Opéra-Comique, que M. de Bausset, dont on regardait comme classique la *Vie de Fénelon*, que

l'ancien ministre plénipotentaire Ginguené, que Charles de Lacretelle, convenablement renté d'autre part, grâce à son patrimoine, que Gabriel Legouvé, journaliste, professeur et propriétaire, ou encore, que Raynouard et le futur baron Poisson ont honorablement ou largement de quoi vivre sans l'appoint d'une nouvelle faveur.

On propose Lemercier pour une pension de 2 000 francs. L'Empereur aurait-il ratifié ce choix? — et il n'est pas sûr que l'auteur d'*Agamemnon* eût accepté. Napoléon n'avait-il pas sur le cœur une lettre du 14 floréal an XII, dans laquelle, en renvoyant son brevet de la Légion d'honneur, Lemercier avait écrit cette phrase : « Ayant pu vous placer dans l'histoire au rang des fondateurs, vous préférez être imitateur », et celui-ci n'aurait-il pas mieux aimé qu'on lui remboursât le prix de ses terrains expropriés pour l'ouverture de la rue de Rivoli — à l'endroit où s'élevait l'ancien passage Delorme — et qu'il réclamait toujours pour n'obtenir satisfaction qu'en 1813?

« On ne connait aucun traitement » à Chateaubriand, dit naïvement celui qui dressa cette liste. Non, il n'a pas encore, et il n'aura pas sous l'Empire son indemnité d'académicien. Ce n'est que l'année suivante qu'auront lieu de mémorables débats à propos de sa réception à l'Académie française, mais l'Empereur n'a pas oublié cette démission donnée au lendemain de l'exécution du duc d'Enghien, et les *Martyrs*, dit leur auteur, « lui valurent un redoublement de persécution; les allusions fréquentes dans le portrait de Galérius et dans la peinture de la cour de Dioclétien, ne pouvaient échapper à la police impériale ».

Le proposer, était un acte méritoire de la part de M. de Montalivet; lui accorder cette pension, c'était imprudent, car le noble écrivain se serait sans doute empressé de refuser avec une éloquence hautaine une faveur, à ne considérer la somme, qu'il était en droit de regarder comme peu digne de lui.

G. Vauthier.

NOTES ET NOUVELLES

Identification des personnages au tableau de Boilly, *Réunion d'artistes dans l'atelier d'Isabey* (Musée du Louvre). — Nous avons reçu la note suivante :

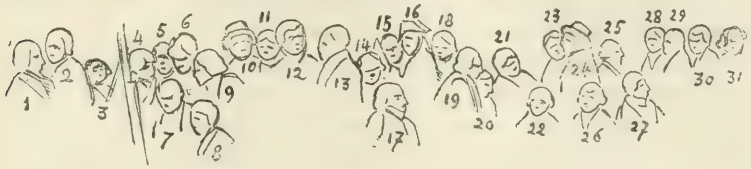
Paris, le 30 mai 1914.

Monsieur le Directeur,

M. Léon Rosenthal a cité dans le *Mouvement d'œuvres d'art napoléoniennes*, publié par la *Revue* en son numéro de mai-juin, l'article de la *Gazette des Beaux-Arts* où M. Lucien Gauthier étudie la *Réunion d'artistes dans l'atelier d'Isabey*, entrée au Louvre en 1911. Cet article demande à être rectifié et complété, en ce qui concerne l'identification de quelques-uns des personnages représentés par Boilly, et cette citation en est l'occasion naturelle. Il est, du reste, curieux, qu'il faille s'y reprendre à tant de fois pour arriver à déterminer de façon définitive ces physionomies d'hommes qui furent célèbres et pour donner ainsi au tableau, plus réputé que vraiment connu jusqu'à son entrée dans les collections nationales, toute sa valeur de document iconographique. On peut expliquer en partie cet état de choses par le fait qu'il se trouvait entre les mains de particuliers et qu'il était accompagné d'un graphique, déjà ancien et dont on se contentait, où plusieurs noms étaient faux, où les mêmes noms se trouvaient portés par deux personnages différents, où des lacunes existaient; il est heureux que cette pancarte, exposée d'abord au Louvre avec le tableau, parmi les « Acquisitions récentes », n'ait pas accompagné celui-ci dans la galerie de l'école française.

La simple comparaison de la peinture et d'une estampe où Boilly a groupé en un médaillon, d'après ses études, presque tous les amis d'Isabey, permettait d'arriver à une précision que les historiens du peintre de La Bassée ont négligée; l'examen d'autres portraits confirmait aisément les identifications ainsi obtenues. Celles-ci toutefois demeurent incomplètes pour deux des commensaux d'Isabey, comme on le verra plus loin; il y a lieu d'espérer qu'en signalant ici cette lacune dernière, quelqu'un se rencontrera qui saura la combler pour le plus grand profit de l'iconographie des artistes de l'Empire.

Faisant abstraction complète des listes de feu Harrisse, de MM. Lucien Gauthier et Paul Marmottan, de celles de MM. Gonse et François Benoît pour les études conservées au musée de Lille, et du catalogue de cette collection, tous documents qui ne concordent pas entre eux, où le nombre même des personnages représentés dans le tableau n'est pas toujours exactement donné (!), nous établirons enfin de façon positive l'identité de vingt-neuf portraits sur trente et un :



1, E.-H. Méhul, le compositeur; 2, Hoffmann, critique d'art; 3, inconnu; 4, Charles-Louis Corbet, sculpteur; 5, Martin Drolling, peintre de genre; 6, Jean-Louis Demarne, peintre paysagiste; 7, J.-B. Isabey, « peintre des relations extérieures »; 8, François Gérard, peintre d'histoire; 9, Nicolas Taunay, peintre de genre et d'histoire; 10, J.-F. Swebach, peintre de batailles; 11, Charles Bourgeois, miniaturiste; 12, Guillon Lethière, peintre d'histoire; 13, Carle Vernet, peintre; 14, Duplessis-Berteaux, graveur; 15, P.-F.-L. Fontaine, architecte; 16, Charles Percier, architecte; 17, Baptiste aîné, de la Comédie-Française; 18, J.-T. Thiébaut, peintre et architecte; 19, J.-F. Van Daël, peintre de fleurs; 20, P.-J. Redouté, peintre de fleurs; 21, l'acteur Talma; 22, Charles Meynier, peintre d'histoire; 23, L.-L. Boilly, peintre de genre et de portraits, l'auteur du tableau; 24, Chenard, artiste du Théâtre italien; 25, Xavier Bidault, peintre paysagiste; 26, Girodet, peintre d'histoire; 27, Denis Chaudet, sculpteur; 28, Maurice Blot, graveur; 29, F.-F. Lemot, sculpteur; 30, Giovacchino Serangeli, peintre d'histoire; 31, inconnu.

Quant aux deux inconnus, il m'est impossible de rien dire au sujet du n° 3. Mais le n° 31 ne serait-il pas Houdon? Si l'on en croit le catalogue du musée de Lille, un portrait de Houdon se trouverait dans la série des études de Boilly, la présomption serait donc assez forte; et si la même publication dit que le grand sculpteur ne figure pas dans le tableau, ce renseignement, emprunté peut-être au graphique si insuffisant dont il a été question plus haut, paraît de peu de valeur. La question, toutefois, reste pendante; il est vraiment indispensable qu'on arrive une fois pour toutes à la complète identification de ces portraits historiques.

M. Lucien Gauthier dans son article attire l'attention sur le fond du tableau « qui nous montre qu'Isabey avait un atelier décoré à la dernière mode, voire à la prochaine » et il en décrit sommairement le

décor. C'est le cas de faire remarquer ici que ce décor est celui-là même que composèrent Percier et Fontaine pour Isabey, dont l'atelier était au Louvre; ils l'ont publié dans les cinq premières planches de leur *Recueil de décorations intérieures* (1801), la planche 2 reproduisant la paroi latérale que Boilly a fort exactement rendue, quoique dans une tonalité un peu neutre, comme il convenait; nous en préciserons les motifs et les tons grâce au remarquable fac-simile en couleur du *Recueil*, que publie M. Egon Hessling, d'après un exemplaire colorié à la main, de l'époque, appartenant à M. A. Decour.

La paroi en question comportait un assez vaste espace divisé en trois panneaux, se détachant en gris rosé sur le fond général gris de fer; dans le panneau central se trouvait une niche rectangulaire renfermant un poêle en terre cuite recouverte de marbre et de bronze, surmonté d'un buste colossal de Minerve, et des emblèmes allégoriques, naturellement à l'antique, décoraient la muraille de chaque côté de la niche. Sur les panneaux latéraux, des figures assises de la Peinture et de la Sculpture formaient tableaux; elles étaient peintes en rouge sur fond noir « à la manière étrusque ». Des pilastres bruns, ornés d'arabesques, au-devant desquels, jusqu'à hauteur du soubassement, des pieds de chimères formaient consoles, séparaient les panneaux. Chaque pilastre était surmonté d'une figure de Renommée dorée et en relief, des guirlandes, dorées aussi, supportées de distance en distance par des flambeaux, allant de l'une à l'autre. Entre les flambeaux, on voyait encore, en une série de médaillons à fond bleu, les têtes des grands peintres italiens, accompagnées de leurs noms et d'inscriptions appropriées. Une frise de palmettes, enfin, couronnait le tout. Il va sans dire que ce parti décoratif se poursuivait sur les autres parois; l'Architecture et la Gravure faisaient pendant aux deux figures déjà indiquées. Sur des piliers d'angle, des couronnes enfermaient les noms des « villes d'art » célèbres de l'antiquité. Au plafond, peint en camaïeu gris et violet, les profils de Zeuxis et d'Apelle occupaient le centre d'une vaste rosace, tandis que, près des fenêtres, Apollon sur son char symbolisait le jour, et Diane sur le sien, près du lit (car l'atelier servait aussi de chambre à coucher), la nuit. Un mobilier à l'antique complétait cet ensemble quelque peu solennel et froid.

Veuillez agréer, etc.

J. Mayor.

NOTES DE LECTURES.

— Baron Fain, *Manuscrit de 1814* (Nouvelle édition). — La librairie académique Perrin vient de rééditer le *Manuscrit de 1814*, du baron Fain,

qu'elle intitule maintenant : « *Souvenirs de la campagne de France* ». Pourquoi donc avoir changé le titre sous lequel cet excellent ouvrage était connu? Pourquoi aussi n'avoir pas donné quelques explications qui me paraissent indispensables, sur la date à laquelle a paru l'ouvrage (il a paru en 1824 et a été écrit, sans doute, après 1820 : une note de la page 233 le donne à penser, du moins) et sur les blancs laissés par l'éditeur? Ils représentent probablement des lacunes dans les souvenirs ou les notes de l'auteur, ou bien ils correspondent, m'écrit l'arrière-petit-fils de celui-ci, à des passages maculés et devenus illisibles dans les feuillets trouvés dans les voitures impériales. Acceptable s'il s'agissait d'un journal, cette hypothèse ne s'accorde pas avec la réalité puisque le *Manuscrit de 1814* a été rédigé ou, tout au moins, relu par l'auteur sept ans après les événements. Alors comment se fait-il qu'il y ait laissé aux pages 31 et 148 (de la nouvelle édition) des solutions de continuité? Je ne saurais trop réclamer des personnes qui assument la responsabilité de publier des ouvrages qu'elles donnent aux lecteurs tous les éclaircissements nécessaires pour permettre à celui-ci d'en apprécier la valeur historique et la portée documentaire.

ÉMILE MAYER.

— **Quatrain sur l'Emprunt de 1799.** — Les Parisiens étaient toujours des épigrammatistes redoutables; le Directoire eut à s'en ressentir lorsqu'il osa proposer, en juin 1799, un emprunt forcé de 100 millions de livres. Aussitôt une mauvaise langue de rimer :

L'âge d'or parmi nous renaît en vérité,
S'écriait un Gascon, par la loi qui s'apprête;
Jadis faute de rendre on était arrêté;
C'est faute de prêter, aujourd'hui, qu'on arrête.

Le 18 brumaire vint faire cesser la cause des vers ci-dessus. Ils ont été notés par un correspondant de la *Minerva*, périodique imprimé à Hambourg et dirigé par le capitaine d'Archenholtz. On les retrouvera dans la livraison de septembre 1799 de ce recueil.

*
* *

— **Les Français en Bavière (1800).** — Une lettre du conseiller bavarois Henri Schenck, datée de Munich le 21 décembre 1800 et adressée à Frédéric-Henri Jacobi, l'ami de Gœthe et l'auteur de *Waldemar*, va nous apprendre quelles furent, pour la Bavière, les suites économiques de l'entrée de Moreau.

« ... F. vous aura écrit quel gouffre d'affaires m'avait absorbé cette année. Les commissariats spéciaux se succédaient. Avant de partir, l'Électeur m'avait nommé membre de la commission aulique destinée à le représenter, ajoutant que je devais me charger de toute commission touchant les autorités françaises. J'avais connu ces espèces d'affaires dans le duché de Berg; mais quelle différence entre un petit pays et la Bavière où le théâtre de la guerre se transportait pour la troisième fois, qu'une réquisition énorme remplaçait l'autre, que l'on ne cessait d'exiger des choses impossibles à procurer ou à fournir aussi vite! Il serait injuste de ne pas louer les sentiments équitables, l'esprit d'ordre de Moreau; mais s'il est permis de le nommer, ainsi que son état-major, Grenier et Richepanse, avec respect, il y a des Lecourbe, des Ney et d'autres qui, cuirassés d'intransigeance gauloise, restent presque insensibles aux représentations les plus fondées. Et que peut faire au fond la bonne volonté d'un général philanthrope vu la manière dont les Français font la guerre actuellement? Certes on construit des magasins, mais seulement pour s'en servir en cas de nécessité. Il faut toujours, et partout où elles entrent, satisfaire les besoins momentanés des troupes; pour ne pas manquer du nécessaire, on exige toujours le superflu. Ajoutez à cela les fourberies des commissaires, fourberies favorisées par l'état même des choses et qui persistent; ajoutez tant de généraux se livrant à la crapule parce qu'ils considèrent la table gratuite comme une partie de leur gage. Lorsque je portai plainte à cause de certains désordres, Moreau lui-même me répondit en haussant les épaules : « Que voulez-vous? Tout ce que je puis faire, c'est d'*organiser* le pillage. » C'est pourquoi l'alimentation seule des troupes a coûté plus de 20 millions de francs à la partie du cercle bavarois occupée par les Français. En ajoutant 6 millions de contributions, les vêtements, les relais qu'on a fournis, vous aurez, pour cinq mois, la somme immense de 36 millions. Même maintenant où une distance de plus de quarante heures nous sépare de l'armée française, la pression ne s'adoucit pas. De là arrivent des prisonniers et des blessés, de l'intérieur, des recrues. Les départements de l'administration, travaillant pour le compte de l'armée, sont restés ici; prétextant « assurer les besoins de l'armée », ils sont tellement ingénieux en demandes que leurs missives ne tarissent pas. Pendant tout ce temps-là je ne me suis ni couché ni levé sans penser aux moyens de mettre fin à cette pression, sans ébaucher des représentations destinées à telle autorité préposée, sans former des projets pour rétablir l'ordre et pour parer les supercheries. »

Nous traduisons ce morceau de la Correspondance de Jacobi (*Jacobis Briefwechsel*), t. II, p. 294-96.

*
* *

— **Commérages et anecdotes sur Joséphine.** — Un livret anonyme allemand, intitulé *Memoiren eines deutschen Staatsmannes aus den Jahren 1788-1816*, et publié à Leipzig en 1833, contient de nombreuses anecdotes sur le monde du premier Empire. Ces anecdotes sont tirées, paraît-il, des papiers du comte de Schlitz appelé de Gœrtz, ancien ministre prussien chargé, depuis 1806, de représenter le duc de Mecklembourg-Strelitz à Paris. Nous en tirons une page[1] sur Joséphine, mélange de commérages caractéristiques et de souvenirs curieux relatifs aux conversations de l'Impératrice avec ce jeune prince héréditaire de Mecklembourg-Strelitz qui, s'il faut en croire les dires de Joséphine, sollicitait sa main au moment où l'Empereur la répudiait.

Lorsque [Schlitz] séjourna à Fontainebleau, on s'y rappelait qu'aux temps des troubles, Joséphine avait tenu, de concert avec une princesse de Bergun (*sic*), un âne; elles le chargeaient de comestibles et le conduisaient elles-mêmes. L'amabilité de Joséphine était inimitable parce que la grâce de ses allures se basait sur son cœur. En causant avec le prince héréditaire [de Strelitz], elle pensait à haute voix. Parlant de Napoléon elle disait : « Où était-il lorsque je l'ai épousé? J'étais moi dame d'honneur? J'étais riche. » Ou bien : « Il faut modifier ce caractère, et j'y réussis quelquefois. De temps à autre il me demande : Êtes-vous contente de ce que j'ai fait depuis? Alors je ne lui passe rien, et je lui dis franchement mon opinion. » Quand on parla de Murat, elle déclara : « Cela n'a pas d'éducation, et que peut-on attendre de ce fils de cabaretier? Ils — les Murat — me font autant de mal qu'ils le peuvent, je ne me suis jamais vengée... » On parla de l'incertitude de la succession au trône en France. « Les enfants de Hollande sont de bons enfants, promettant beaucoup, dit-elle. Le fils d'un cabaretier [ne] saurait occuper le trône de France. » Quand il fut question du divorce projeté, elle dit : « Nos destinées nous ont unis, et si c'est la volonté de Napoléon de voir ce lien dissous j'attends de lui-même la proposition, et ce n'est qu'à lui-même que je répondrai. » ... Du reste, sans être exempt de superstition, Napoléon était convaincu d'être l'instrument d'une destinée spéciale et providentielle. De retour de Wagram, il dit à l'Impératrice : « Je vous ai conquis des provinces, vous me gagnez des cœurs... » — Joséphine disait au prince de Strélitz : « Gardez-vous de louer Napoléon au nez, mais louez-le vis-à-vis des autres, il entend tout. »

1. P. 235-37, 246 de la publication citée.

*
* *

— **Napoléon et Viotti.** — Une jolie anecdote où Napoléon joue le rôle du *Deus ex machina*, se trouve dans le *Journal des Dames et des Modes*, de Francfort-sur-le-Mein, du 6 août 1843 (p. 145-46) :

« ... Un des plus grands virtuoses des temps modernes, le célèbre Viotti, aimait la campagne avec passion... Dans les dernières années de sa vie, le violoniste brûlait de faire l'acquisition d'une délicieuse *villa* située à une trentaine de lieues de Paris. Finir ses jours dans ce lieu charmant était son rêve le plus doux, le plus caressé. Mais la réalisation de ce rêve était impossible. On demandait 50 000 francs de la villa en question, et Viotti avait si mal administré ses affaires, qu'après un long et fructueux exercice de sa profession, il se trouvait dans l'impossibilité de donner cette somme. Napoléon aimait beaucoup le célèbre virtuose et l'accueillait toujours avec plaisir. Il avait entendu parler de son goût passionné pour la vie champêtre, il connaissait ses projets et les difficultés de sa position. C'est par une plaisanterie originale que l'Empereur le mit en possession du joli domaine vers lequel s'élançait sa poétique imagination. C'était le premier jour de l'année 1811, Viotti était venu présenter ses compliments à Napoléon. L'Empereur l'accueillit avec une bonté toute particulière, s'entretint longtemps avec lui; puis au moment où l'artiste se disposait à s'éloigner, il ajouta tout à coup : « A propos, Monsieur Viotti, j'ai vu l'autre jour votre nièce ; elle est charmante, et je veux lui faire un cadeau de nouvelle année. Voici du chocolat délicieux, veuillez prier Mlle votre nièce de l'accepter de ma part. » En disant ces mots, l'Empereur remit à Viotti un petit paquet qui avait la forme d'une bille de chocolat excessivement mince. Arrivé chez lui, le violoniste dit en souriant à sa nièce : « Ma bonne amie, voici le cadeau que te fait l'Empereur. C'est une bille de chocolat qu'il m'a chargé de te remettre; tu sais qu'il est parfois bizarre, original. » La jeune personne se hâte de briser l'enveloppe, d'ouvrir le petit paquet. Jugez de son étonnement : il renfermait cinquante billets de banque, juste la somme nécessaire pour l'acquisition du joli domaine que Viotti brûlait de posséder. »

*
* *

— **La reine Hortense et le duc d'Orléans.** — En écrivant à Panizzi qu'Alexandre Dumas père était un « grand blagueur », Prosper Mérimée n'a rien dit de nouveau. L'auteur du *Comte de Monte-Cristo* était toujours romancier, même quand il avait l'intention de dire la vérité. Toutefois l'anecdote suivante vaut la peine d'être rappelée.

Racontée par Dumas lui-même et recueillie le 11 octobre 1850, par l'écrivain allemand Adolphe Stahr, elle se rapporte au lendemain de l'affaire de Strasbourg.

Dumas connaissait le prétendant impérial et sa mère. Il connaissait aussi les romanesques projets du prince et lui conseillait par lettre de les abandonner ou d'en changer du moins la manière d'exécution. S'il voulait déraciner la dynastie de Louis-Philippe, il devait s'y prendre autrement. Il devait chercher à obtenir la cassation de son bannissement, se laisser élire à la Chambre et poursuivre ses fins en s'opposant à la dynastie régnante. Mais lorsque Louis-Napoléon tenta l'échauffourée de Strasbourg, sa mère, accompagnée d'une personne de confiance, accourut aux environs de Paris et fit jurer à Dumas de s'adresser au duc d'Orléans pour savoir ce que la cour avait décidé sur le compte du prisonnier. Dumas ne tarda pas à demander une audience au Prince Royal qui le reçut en souriant. « Eh bien! votre protégé n'a pas réussi à nous déraciner? » lui dit-il. « Prince, vous savez? » balbutia le romancier effaré. « Pensez-vous, que pour notre argent, nous sommes assez mal renseignés pour ignorer ce qui vous amène, et où se trouve en ce moment la reine Hortense? » Et après une petite pause où il se repaissait de l'embarras de Dumas, il reprit : « Dites à Madame Hortense que les d'Orléans ne se sentent pas assez forts pour avoir leur Duc d'Enghien. — La réponse est bien triste, répéta le favori congédié, mais elle est au moins consolante pour le cœur d'une mère. »

Le récit de Dumas est-il exact? Voilà la question. Toujours est-il que Stahr n'a pas été démenti par Mme Cornu qu'il connaissait très bien et qui était parfaitement en mesure de le rectifier au besoin. Stahr a inséré cette anecdote dans son volume intitulé *Zwei Monate in Paris* (2e partie, Oldenbourg, 1851, p. 83 à 85) en attendant de la réimprimer dans *Nach fung Jahren. Pariser Studien aus dem Jahre 1855* (2e partie, Oldenbourg, 1857, p. 288).

*
* *

— **Quelques épigrammes du second Empire.** — Ayant commencé par un quatrain de 1799, finissons en rapportant quelques épigrammes du second Empire.

On se méfiait du nouveau maître, témoin cette épigramme[1] :

Devant l'histoire des scandales
Les Bonaparte sont égaux ;
Car l'un prenait les capitales,
L'autre nous prend les capitaux.

1. Viel-Castel en a noté une variante; *Mémoires du Comte de Viel-Castel sur le règne de Napoléon III (1851-1864)*, t. II, Paris, 1884, p. 185.

Toutefois le marquis de La Rochejacquelein, ancien partisan du comte de Chambord, accepta un siège au Sénat. Et le faubourg Saint-Germain lui rimait des épitaphes :

D'un orgueilleux marquis ici gît la mémoire,
La Rochejacquelein; son nom seul fut sa gloire.
Vous qui l'avez connu, priez, priez pour lui;
Hier il était un sot, c'est un traître aujourd'hui.

Quelques fervents bonapartistes avaient invité les ouvriers du bois de Boulogne à offrir un cadeau au Prince Impérial qui venait de naître. La souscription rencontra cependant si peu de sympathies que l'Empereur eut le bon goût de la supprimer. On lui fit tenir le discours suivant :

Ouvriers, je vous remercie
Au nom de notre cher enfant;
Mais laissez-moi, je vous en prie,
Régulariser votre élan;
Point d'enthousiasme inutile;
Comptez sur moi, restez chez vous;
Je ferai prendre à domicile
Vos noms, prénoms, et vos cinq sous.

L'épigramme suivante sur le banquier Péreire a été lancée vers 1867 :

Sur la place Vendôme avec quelque malice
Le destin a placé Péreire et ses bureaux,
Afin qu'il fût toujours sous la main de justice,
Entre l'auteur du code et le garde des sceaux.

Il va sans dire qu'on aurait pu multiplier le nombre de ces citations; mais, tels qu'ils sont, les exemples ci-dessus donnent une idée de ce que fut l'épigramme parisienne sous le second Empire.

JOACHIM KÜHN.

— Frédéric MASSON, *Pour l'Empereur*, pages d'histoire nationale; Paris, Ollendorff, 1914, in-12, XVIII-402 pages. — Sous ce titre prestigieux, M. Frédéric Masson a réuni les articles qu'il a publiés depuis 1910 surtout dans le *Gaulois* et dans l'*Écho de Paris*. Il est agréable de les relire ensemble; ils sont groupés à peu près selon l'ordre chronologique, et, dans leur variété curieuse, ils deviennent une contribution intéressante aux Études Napoléoniennes. — C'est la séance publique de l'Institut du 4 janvier 1798, Bonaparte remplaçant Carnot fructidorisé, et c'est l'occasion d'un remarquable portrait du jeune général à cette date. C'est ensuite le Dimanche de Pâques, 14 avril 1802, la grande cérémonie du Concordat, après les misères du gouvernement directorial; — l'instrument du génie militaire de Napoléon, son compas, conservé à la Malmaison, une règle en ivoire ornée d'argent, pour déterminer les distances sur la carte; — les Américains dans la Méditerranée de 1786 à 1815, une étude très nouvelle sur les démêlés des États-Unis avec les Barbaresques et avec le Maroc; — une comtesse russe à Paris sous le

Consulat, à propos des Mémoires de la comtesse Golovine, qui n'avait pas une grande admiration pour le Consulat, ni pour le Consul; — la Société philanthropique de 1803 à 1813; — la Société d'Agriculture; — Comment Napoléon enrichissait la France, à propos du sucre de betterave; — les Mémoires de Roustam le Mamelouck; — la Garde Impériale, de Tristan l'Ermite à Cambronne : il est pourtant étrange de chercher les origines de la Garde Impériale dans les Gardes de la Prévôté, où il semble qu'il y ait tout au plus celles de la Gendarmerie; — le meilleur élève de Jean-Jacques, c'est-à-dire Chateaubriand; — Napoléon et les brûlots de l'île d'Aix; — l'empereur Alexandre, d'après le dernier ouvrage du Grand-Duc Nicolas; — Trianon sous Napoléon, une jolie conférence faite à Trianon aux « Amis de Versailles »; — la Grande-Duchesse Catherine, d'après sa correspondance avec son frère; — l'Autriche et Napoléon en 1813, un premier essai pour faire la lumière sur la conduite de l'Autriche en 1813 : voir en notre tome V, 211, 359, les dépêches inédites de Lebzeltern; — la Moskowa-Borodino, à propos du Centenaire; — Lettres d'amour de soldats; — les romans du duc d'Abrantès en Russie : ce sont encore des histoires d'amour; — les Allemands en Russie en 1812, d'après Paul Holzhausen; — le général Silence (et il était du Midi!); — le général Malet et ses antécédents, qui ne sont pas très remarquables, et où il y a beaucoup de faiblesses, pour ne pas dire davantage; — le Centenaire de Leipzig; — Belfort en 1814 et le commandant Legrand; — la Bourgogne en 1814 et le général Allix; — le curé de Pers en 1814, faisant le coup de feu sur les Cosaques; — Roanne en 1814, en attendant le centenaire; — Tournus en 1814; — l'histoire métallique de Napoléon, d'après la grande publication de M. Ernest Babelon; — le Napoléon de la Colonne, et à cette occasion une vive polémique avec le comte de Semallé; — et, en conclusion, de jolies et émouvantes pages sur l'Épopée, c'est-à-dire sur la formation de la légende napoléonienne, la plus admirable matière qui soit aux épopées de l'avenir. — Mais nous n'en sommes encore qu'à l'histoire, et elle est même à peine sortie des polémiques passionnées.

E. D.

— **Une Adresse à Marie-Louise.** — Parmi diverses épaves de la correspondance de l'ambassade d'Autriche à Paris [1], j'ai trouvé à l'année 1810, la poésie (?) suivante, que le Prince de Schwarzemberg n'avait pas jugée indigne d'être jointe à l'un de ses rapports. On regrette que l'auteur du poème ait cru devoir garder l'anonyme. L'orthographe — d'une fantaisie déconcertante — trahit une origine germanique (*Breincess* pour Princesse, etc., etc.). Le papier grossier, de petit format, l'écriture mala-

1. Arch. du ministère des Aff. étr. FRANKREICH, *Varia*; fasc. 76, 1810.

droite et comme enfantine, permettent de préciser que le poète était d'une classe sociale plutôt inférieure. Sa naïveté même fait le prix d'un document qui traduit les sentiments de joie inspirés aux déracinés de la grande tourmente par les perspectives de calme et de pacification qu'ouvraient le mariage du conquérant et de l'archiduchesse, l'accord austro-français et la consolidation de la nouvelle dynastie par l'hérédité. — Et par là le zèle de l'obscur admirateur germanique de Napoléon mérite la récompense que lui donne après cent ans la publicité de la *Revue des Études Napoléoniennes.*

MARCEL DUNAN.

A Sa Majesté l'imperatriz et Rein Marie-Louis archiduchesse d'autriche.

illustre Breincess d'Autriche, pencez que pour l'anné prochein
napoléon le grand vouderai avoir un petit dauphin
ce n'est pas l'Empereur seul, qui désir cet enfant
cest tout la france entier, qui souhait un descandent
de cet heureux humen, d'un roi que l'on admir
et d'une aimabell Rein, bell comme on le désir.
Vous êtes la bonté même, belle et très vertueus
l'auguste fille de Francois deux et de Marie-Thérèse.
Je fellicit votre Majesté de cet heureux éveneman
et le souhait de viver plus que cent ans
alors on parlerai encor de cet illustre union.
Vive l'imperatrice Marie-Louis avec son cher Napoléon.

Fait à Paris ce 2 avril 1810.

— Paul MARMOTTAN, *Les quatre statues décoratives de l'ancienne cour des Tuileries et l'aile septentrionale du château sur la rue de Rivoli*; Paris, Chéronnet, 1913, in-8°, 45 pages (Extrait du *Bulletin de la Société Historique et Archéologique des VIIIe et XVIIe arrondissements de Paris*, n° de janvier-juin 1913). — M. P. Marmottan a bien fait de rappeler au commencement de cette brochure l'importante bibliographie des études qu'il a publiées depuis 1879 sur l'histoire de Paris; il y a là, dans le *Bulletin de la Commission municipale historique et artistique de Neuilly-sur-Seine*, toute une histoire de Neuilly, notamment à l'époque napoléonienne; et, de même, dans le *Bulletin de la Société historique d'Auteuil-Passy*, de curieux travaux sur Passy et les quartiers voisins; nous avons déjà eu l'occasion de signaler, en particulier (II, 257), une remarquable étude sur le palais du roi de Rome à Chaillot.

Voici maintenant M. Marmottan descendu au cœur de Paris, et du Paris napoléonien. Il s'agit d'abord de quatre statues décoratives que Napoléon commanda aux statuaires Petitot et Gérard, pour remplacer

sur leur socle, dans la cour des Tuileries, les chevaux de Saint-Marc de Venise, que l'on trouvait ridiculement petits. Les deux statues de Petitot, la *Victoire* et la *Guerre*, ont été détruites; celles de Gérard, *la France victorieuse et triomphante*, et la *Muse de l'Histoire*, ont été plus heureuses; elles avaient été placées de part et d'autre de l'arc de triomphe de Percier. — M. Marmottan a retrouvé aux *Archives Nationales* tout un dossier de pièces relatives à la construction de l'aile nord des Tuileries, le long de la rue de Rivoli, à la vente et à la démolition des maisons qui occupaient cet emplacement, et notamment de l'hôtel de Brionne, aux projets de décoration qui s'y rapportaient, décoration par statues historiques installées plus tard par Napoléon III, Desaix, Hoche, Kléber, Marceau, Ney, Soult, Lannes et Masséna, ou décoration par motifs symboliques, comme ce fronton si classique de Percier, l'aigle aux ailes éployées et en bas la louve et les deux jumeaux, le tout donnant à cette partie de la rue de Rivoli une remarquable grandeur et harmonie de lignes : — comme on le voit, une nouvelle et précieuse contribution à l'histoire de Paris.

E. D.

— Frédéric Barbey, *Suisses hors de Suisse : Au service des Rois et de la Révolution*, d'après des documents inédits : Paris, Perrin, 1914, in-8°, 325 p. — M. Frédéric Barbey nous mène d'abord à la cour du dernier roi de Pologne, Stanislas Poniatowski : Marc Reverdil, dont le frère Elie était devenu conseiller d'État en Danemark, ne fut d'abord que le lecteur du roi Stanislas, récompensé de trois abricots quand il avait bien lu, traité en « polisson d'école », mais il monta en grade, devint bibliothécaire, eut des lettres de noblesse, s'assit à la « première table », à la table du roi. Il fut alors jugé digne de rendre les services les plus distingués : Stanislas, dont les amours étaient changeantes, maria une de ses maîtresses, Marcianne-Constance Lageny, à Marc Reverdil, qui pourtant coucha tout seul le soir de ses noces; un peu plus tard, il put emmener sa femme en Suisse; mais le divorce fut prononcé entre eux en 1776, juste à temps pour qu'il pût épouser en second mariage une autre maîtresse de son roi, la colonelle Dahlko : cela valait une récompense, il eut une augmentation de traitement. Malheureusement la chute de Stanislas interrompit cette carrière, et il paraît que Reverdil alla mourir en Amérique.

Ferdinand Christin, d'Yverdon, avait connu dans son enfance Jean-Jacques Rousseau; puis, secrétaire de M. de Calonne, distingué dans l'entourage du comte d'Artois, il devint et resta un aristocrate fougueux et sa vie en garda une remarquable unité, mais dans les épreuves. Employé à Saint-Pétersbourg parmi les agents des affaires étrangères, mêlé à une mission matrimoniale en Suède, il fut attaché à la personne du comte de

Markof, ambassadeur à Paris, et ce fut l'origine de tous ses malheurs; car le premier Consul ne s'entendit pas bien avec le comte de Markof. Revenu un moment dans son pays, il eut le temps de connaître Mme de Staël, il en fut ébloui, il lui voua ses plus tendres sentiments; il lui fut fidèle jusqu'au dernier jour. Bonheur d'un moment : ayant aidé à sauver quelques Anglais que le premier Consul voulait arrêter lors de la rupture avec l'Angleterre en 1803, il se trouva compromis, surtout à cause de la haine que lui portaient Laharpe et le préfet de Vaud, Henri Monod; sa faute étant vénielle, il crut d'abord que l'affaire s'arrangerait. Mais il fut emmené à Paris, honoré d'une note sévère de la main même de Napoléon : attaché jadis au comte d'Artois et à Calonne, puis au comte de Markof, puis à Mme de Staël, son affaire était bonne, c'est-à-dire très mauvaise; elle fut traitée « administrativement », c'est-à-dire arbitrairement, sans garantie, sans instruction régulière : il fut enfermé au Temple, puis à Sainte-Pélagie; un jour, on appela deux de ses compagnons de captivité, deux Chouans : c'était pour les fusiller; il le sut, fit d'amères réflexions. Il fut pourtant libéré en décembre 1804, à l'occasion du sacre. Rentré à Yverdon, il cacha chez lui quatre Chouans échappés du fort de Joux, dont Charles de Frotté; il les fit sauver. Il allait être arrêté, il ne put en supporter l'idée : il s'enfuit la nuit même à Shaffouse, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, au fond de la Podolie, chez le comte de Markof. Si au moins il avait pu recevoir là-bas Mme de Staël, faire avec elle le pèlerinage sacré de la Tauride, de Byzance, d'Athènes, de la Crète! Ce ne fut qu'un rêve. Du moins il put lire *Corinne* avec dévotion, jouir de la chute du tyran corse. Il mourut à Moscou en 1837.

Jean-Gaspard Schweizer, un neveu de Lavater, effraya d'abord son oncle par la ressemblance de ses traits avec ceux de Cosme de Médicis, le dictateur de Florence. Le fait est que le portrait qu'en reproduit M. Frédéric Barbey est d'une impression saisissante. Sa destinée pourtant ne fut pas fidèle à cette ressemblance. Banquier à Zurich, il laissa les affaires à son fidèle Diggelmann; il se livra à la recherche des estampes rares; il épousa la toute charmante Madeleine Hess; sans enfants, ils adoptèrent Babette Bansi; ils reçurent Gœthe un moment chez eux. Puis tout d'un coup, en 1786, ils voulurent voir Paris, et ils y restèrent retenus par le spectacle de la Révolution. Ils connurent Mirabeau, Clavières, Barnave, se mêlèrent aux affaires financières du gouvernement, aux achats de biens nationaux, sans y mettre d'âpreté, par curiosité plutôt, virent les sanglantes scènes du 10 août, voisinèrent avec la guillotine, Madeleine en escaladant une nuit les degrés pour apprendre à n'y pas trembler. Tout de même ils n'allèrent pas jusque-là. Jean-Gaspard partit pour l'Amérique avec un certain Jacques Swan, pour des approvisionnements de blé; Madeleine malade ne put le suivre.

Il en revint ruiné, volé par Swan, malade aussi; il mourut le premier en 1811; Madeleine le suivit de près, en 1814. — Et tout cela est infiniment touchant; il y a une sorte de parenté en ces aventures, imprégnées de tendresse et parsemées d'angoisses, racontées avec beaucoup de finesse : d'aimables pastels du XVIIIe siècle, et de cette Suisse d'alors si curieuse et si cultivée, dans le cadre dramatique de la Révolution.

EDOUARD DRIAULT.

— NAPOLÉON BONAPARTE, *Tendresses impériales*, avec une lettre-préface par Abel Gri; Paris, in-12, 157 pages. — ID., *Virilités*. Maximes et Pensées, avec une introduction par Jules Bertaut[1]. Paris, Sansot, in-12, 203 pages. — Dans la collection des « Variétés littéraires », la Librairie Sansot a emprunté deux de ses petits volumes à Napoléon, et elle en a balancé harmonieusement les titres, « Tendresses », « Virilités ». Dans le premier, on reproduit quelques lettres de Napoléon à Joséphine depuis 1796 jusqu'après le divorce, le Dialogue sur l'Amour écrit par Bonaparte, vingt-deux ans, en 1791; la femme et le Code Napoléon, quelques lettres à Mme Walewska, au moment de la conquête. — Dans le second on a du plaisir à relire quelques viriles maximes :

Celui qui sauve sa patrie ne viole aucune loi.

Aux yeux des fondateurs d'Empires, les hommes ne sont pas des hommes, mais des instruments.

On n'a rien fondé que par le sabre.

On ne fait bien que ce qu'on fait soi-même.

L'homme n'a point d'amis, c'est son bonheur qui en a.

Quand on n'a jamais eu de revers, on doit les avoir grands comme sa fortune.

On ne doit jamais s'emporter avec les femmes, c'est en silence qu'on doit les entendre déraisonner.

Le métier de roi n'est plus en ce siècle un jeu d'enfant; il faut que les mœurs des rois changent avec les mœurs des peuples : pour avoir le droit de se servir des peuples, il faut commencer par les bien servir.

Un bon philosophe fait un mauvais citoyen.

Pendant la Révolution, les Français n'ont jamais été sans roi.

L'homme le moins libre est l'homme de parti.

Les guerres de la Révolution ont anobli toute la nation française.

Dans la position où je suis (en 1814), je ne trouve de noblesse que dans la canaille que j'ai négligée, et de canaille que dans la noblesse que j'ai faite.

Le plus grand républicain est Jésus-Christ.

1. Voir, du même auteur, Napoléon écrivain, dans la *Revue des Études Napoléoniennes*, juillet 1912 (II, 160).

La morale de l'Évangile est celle de l'égalité, et dès lors la plus favorable au gouvernement républicain.

La souveraineté du peuple, la liberté, l'égalité, c'est le Code de l'Évangile.

— Hector Fleischmann, *La tragique histoire du Château d'Hougoumont*, Paris, 1913, in-8°, 62 p. — Id., *Paroles sur un champ de bataille; cinq discours à Waterloo*, Paris, 1913, in-8°, 54 p. — M. Hector Fleischmann, qui vient de mourir si prématurément, avait consacré une belle brochure, remarquablement illustrée de vues, à la tragique histoire du Château d'Hougoumont, depuis ses origines, en passant par la préparation de la lutte du 18 juin, la bataille elle-même, l'organisation de la défense par les Anglais, l'attaque de Reille et de Jérôme, les hécatombes dans le verger et dans la cour de la ferme, l'intervention de l'artillerie et les terribles coups échangés, jusqu'à la retraite; enfin les monuments commémoratifs, les tombes anglaises de Blackman et de Cotton et la stèle de granit inaugurée le 22 juin 1913 par « les Amis de Waterloo »; en appendice, l'acte de vente d'Hougoumont après la bataille, déterminant aussi précisément que possible l'état des lieux, avec un bon plan des bâtiments et des jardins : un élément intéressant de la célébration du prochain Centenaire. — L'autre brochure, de même inspiration, est un recueil des discours de M. H. Fleischmann au monument des derniers combattants de la Grande Armée, 18 juin 1911; à la pose de la première pierre du monument Victor Hugo, 22 septembre 1912; à l'inauguration de l'ossuaire de la ferme du Caillou, même jour; à l'inauguration du monument français d'Hougoumont, 22 juin 1913; au pèlerinage à l'aigle blessé, le même jour. E. D.

— Camille Pitollet, *Napoléon à Valladolid en 1809*. [*Revista de Archivos...*, Madrid, 1913.] — Dans un article critique très solide, où il passe en revue tous les historiens espagnols qui se sont occupés de la campagne de Napoléon en Espagne, M. Camille Pitollet a donné un récit qui semble bien définitif de l'audience accordée par Napoléon aux députés de Madrid avant son départ de Valladolid pour rentrer en France. Il cite le texte de l'adresse lue à l'Empereur, de son discours de réponse, et il expose ensuite la démarche faite auprès du Roi Joseph pour obtenir son retour en sa capitale. Encore un point d'histoire dont il était intéressant de fixer les caractères. E. D.

— W. H. Wilkins, *Un mariage de prince : Mme Fitzherbert et George IV roi d'Angleterre, 1756-1837;* texte français par Monjoux-Capilléry; Paris, Perrin, 1913, in-8°, xi-340 pages. — Le prince de Galles, le futur George IV, le prince Charmant, comme on l'avait appelé, rencontra

en 1783 une jeune femme de vingt-sept ans, Maria Smythe, déjà veuve pour la seconde fois, de M. Weld et de M. Fitzherbert. Il l'aima, et il serait possible de dire qu'elle fut l'unique véritable passion de sa vie. Il l'épousa devant un prêtre anglican, le 15 décembre 1785, mariage valide aux yeux de l'Église, mais non légal, la loi anglaise interdisant le mariage de l'héritier du trône avec une catholique : ce fut l'origine de toutes les tribulations de cette union.

Tout d'abord ils connurent à Londres et à Brighton des jours sans nuages, entourés d'amis, et très aimés pour leur bonté. Mais George III tombé une première fois malade en 1788, la question de la Régence se posa, et le prince de Galles eut la faiblesse politique de laisser ou de faire nier son mariage avec Mme Fitzherbert, qui commença de connaître de grandes douleurs. Puis il voulut contracter une union princière; il épousa Caroline de Brunswick, en avril 1795; il est vrai que bientôt après il rédigeait son testament, en janvier 1796, et y reconnaissait formellement Maria pour sa véritable femme : en sorte qu'il fut proprement bigame. Mais passons : les grands de ce monde peuvent prendre à l'égard de la morale de ces privautés. D'ailleurs il se sépara bientôt de Caroline, et vécut de nouveau avec Mme Fitzherbert quelques années de bonheur; elle y consentit, car elle l'aimait uniquement. Pourtant, en 1808, il se laissa endoctriner par la marquise Hertford, puis par Mme de Coningham, « Mme la Surintendante »; et quand il monta sur le trône en 1820, Maria ne régnait plus sur son cœur; elle traversa sans accident, c'est-à-dire sans que le scandale en rejaillît sur elle, les épreuves du procès de la reine, 1820-1824; quand George IV fut malade de sa dernière maladie, elle ne put le voir malgré une touchante lettre qu'elle essaya de lui faire parvenir. Cependant, le roi mort, Wellington trouva à son cou une miniature de Maria Fitzherbert qu'il avait toujours portée depuis le commencement de leur liaison : destinée touchante de cette noble femme que d'avoir fixé, autant qu'il était possible, le cœur du Prince Régent.

E. D.

— Charles Faure-Biguet, *Paroles plébiscitaires, 1906-1913.* — Lettre-préface de Frédéric Masson; Paris, Plon, 1913, in-12, xvi-267 pages. — M. Ch. Faure-Biguet publie les discours qu'il a prononcés à diverses cérémonies du parti plébiscitaire, sur le drapeau, sur le retour de l'île d'Elbe, sur le sacrifice à la patrie, sur deux tombeaux, de Pierre Deshayes et René Poitou-Duplessis. Nous y notons particulièrement quelques formules qui ne nous paraissent pas historiquement justes : par exemple, que les Républicains de 1867 sont responsables des insuffisances de la loi Niel; cette critique, très souvent répétée, nous semble inadmissible : les Républicains n'avaient pas la majorité au Corps légis-

latif et ne peuvent en aucune façon être rendus responsables des fautes militaires et politiques du second Empire; — et encore, que si la guerre avait été arrêtée après Sedan, nous n'aurions perdu que Strasbourg : ce n'est pas prouvé; il est prouvé que dès septembre, à Ferrières, Bismarck exigeait déjà l'Alsace et la Lorraine; il nous paraît acquis que le gouvernement de la Défense Nationale, avec Gambetta, s'il n'a pas pu sauver l'Alsace et la Lorraine, a sauvé l'honneur compromis par les effroyables désastres de Sedan et de Metz; et c'est bien quelque chose que nous ayons disputé pied à pied le sol de la patrie à l'invasion allemande pendant quatre mois; c'est le seul spectacle réconfortant de cette malheureuse guerre, le seul qui nous ait laissé de l'espérance.

Par contre, nous estimons absolument inattaquables d'autres argumentations de M. Faure-Biguet : quand par exemple il soutient que la législation napoléonienne a profondément marqué notre état social; que Napoléon fut l'incarnation de la démocratie, « le maçon gigantesque d'un édifice social dont la Révolution lui avait fourni les matériaux »; — quand encore on rappelle que Carnot pendant les Cent-Jours donna tout son concours à l'Empereur; on pourrait même ajouter que Carnot n'approuvait pas l'Acte additionnel à cause de l'autorité qui y était réservée aux Chambres; — plus loin encore dans un important discours, *Napoléon III et les lois sociales*, quand l'orateur dresse la nomenclature importante des lois sociales promulguées par le second Empire : nos collaborateurs, M. Georges Bourgin et M. Georges Weill, l'ont établi aussi, à propos des Saint-Simoniens sous Napoléon III ou de la Législation ouvrière du second Empire[1]; le second Empire a favorisé les intérêts de la classe ouvrière, en l'occupant aux travaux de Paris, et encore par la loi sur le droit de coalition, par un encouragement universel donné à toutes entreprises industrielles et commerciales.

Et tout cela est remarquable en effet, aussi bien que l'appui donné aux grandes réformes de Victor Duruy dans l'instruction publique. Enfin, comme l'observe M. Faure-Biguet, il est vrai qu'il y a des liens étroits, au point de vue politique et social, entre la République et l'Empire; qu'il est arrivé que l'Empire sortît de la République et que la République sortît de l'Empire; que ce sont deux formes de la démocratie, qu'elles constituent, pour la France et pour l'Europe, le bloc révolutionnaire.

E. D.

1. *Revue des Études Napoléoniennes*, mai 1913 (III, 391-406); sept. 1913 (IV, 220-226).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Ajalbert (J.) et *Dumonthier* (E.). Histoire et guide illustré du château de la Malmaison, 127.
Anderson. Correspondance de l'empereur Alexandre Ier avec Napoléon et avec le comte Arahtchéef, 104.
A. R. K., 1812. Esquisse générale de la guerre, 108.

Barbey (F.). Suisses hors de Suisse, au service des Rois et de la Révolution, 315.
Bayard (E.). L'art de reconnaître les styles, le style Empire, 131.
Bénédite (L.). La peinture au XIXe siècle, 134.
Benoît (F.). L'art sous la Révolution et l'Empire, 122.
Bielkovitch (L.). Le prince Pierre J. Bagration, 117.
Bodereau (P.). Bonaparte à Ancône, 225.
Bonnet (J.). Recherches sur les manuscrits français de la Bibliothèque Impériale de Saint-Pétersbourg, 103.
Boppe (A.). L'Albanie sous Napoléon, 225.
Bouchot (H.). La miniature française de 1750 à 1825, 136.
Bouilhet. L'orfèvrerie française au XVIIIe et au XIXe siècle, 129.
Boutenko (V.). Les libéraux français et la première Restauration des Bourbons, 101.
Brianski (A. M.). Sur le Journal dramatique de 1811, 102.
Bronski (A.). L'invasion française en 1812 dans les lettres des contemporains, 108.

Cambridge Modern History (The). T. IX, Napoléon, 228.
Châtel (J.). Cf. Poidebard (A.).
Colombier (P. du). David ou le faux antique, 136.
Cristin (P.). Correspondance avec la princesse Turkestanova, 110.

Damas (Roger de). Mémoires, II, publiés par J. Rambaud, 217.
Debidour (A). Recueil des Actes du Directoire Exécutif, I-II, 209.
Defrance (E.). La conversion d'un sans-culotte, Gabriel Bouquier, 134.
Dimier (E.). Fontainebleau, 128.
Djuvara (T. J.). Cent projets de partage de la Turquie, 141.
Dolgov (C. O.). Lettres d'J. P. Odental à A. Bulgakov, 113.
Duchesne (H. G.). Le château de Bagatelle, 126.
Dumontier (E.). Les bronzes du mobilier national, 128.
— Les étoffes napoléoniennes, 130.
— Cf. Ajalbert (J.).

Eggiman. Le grand palais de Fontainebealu, 128.

Fain (baron). Le manuscrit de 1814, nouvelle édition, 306.
Faure-Biguet (Ch.). Paroles plébiscitaires, 1906-1913), 319.
Féret (abbé). Histoire diplomatique : La France et le Saint-Siège sous le premier Empire, I, 219.
Fleischmann (H.). La tragique histoire du château d'Hougoumont, 318.
Fontaine (P. L.). Journal, 127.
Fueter (Ed.). Histoire de l'historiographie moderne, 142.

Grandmaison (G. de). Correspondance du comte de La Forest, 219.

Hautecœur (L.). Greuze, 135.
Hessling (E.). Documents de style Empire, le Mobilier du premier Empire, 128.

Johnston (R. M.). The Napoleonic Empire in southern Italy and the Rise of the secret societies, 215.
— Mémoire de Marie-Caroline, reine de Naples : « De la Révolution du Royaume de Sicile par un témoin oculaire », 216.

Kolubakine (R. M.). Les derniers jours du commandement de Barday de Tolly, 116.
— Le choix de Kutusov comme généralissime, 117.
— La bataille de Borodino, 117.
Kozirev. Les manuscrits de 1812 dans le Petcherski monastère, 113.

Lachkov (H.). La levée en masse de Novgorod, 120.
Lanzac de Laborie (L. de). Paris, sous Napoléon, les spectacles, les musées, 124.
Lanzac de Laborie (L. de). Les spectacles, les musées, Administration, grands travaux, 125.
Lapauze (H.). Ingres, sa vie, son œuvre, 136.
Lebedev (A. A.). La fermeture des loges maçonniques en Russie, 113.
Lechevallier-Chevignard. Documents anciens de la manufacture nationale de Sèvres, 130.
Lefebvre de Béhaine (commandant). Napoléon et les alliés sur le Rhin, 226.
Longuinov (N. M.). Lettres au comte S. R. Vorontzov, l'année 1812, 106.

Maistre (Joseph de). Rapports au roi de Sardaigne sur la guerre nationale de 1812, 106.
Malamani (V.). Canova, 132.
Marcel (H.). Louis-Philippe et le château de Versailles, 127.
Marmottan (P.). Le palais du roi de Rome, 126.
— Neuilly à l'époque impériale, 126.
— Le peintre Louis Bailly, 135.
— Les quatre statues décoratives de l'ancienne cour des Tuileries, 314.
Masson (Fr.). Pour l'Empereur, 312.
Mouraviev (A.). Rapports à l'Empereur Paul, 110.
Murat (J.). Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, VI-VIII, 211.

Napoléon Bonaparte. Tendresses impériales ; — Virilités, 317.
Nolhac (P. de). Madame Vigée-Lebrun, 135.

Oulmont (Ch.). J. E. Heinsius (1740-1812), 134.

Palitzine (N. A.). Les manifestes

écrits par Chichkov pendant la guerre nationale, 115.
Pierling (P.). La Russie et le Saint-Siège, 220.
— L'Empereur Alexandre Ier est-il mort catholique? 222.
Pitollet (C.). Napoléon à Valladolid en 1809, 318.
Poidebard (A.) et Châtel (J.). Camille Pernon fabricant de soieries, 130.
Popov (V. S.). Correspondance avec l'empereur Alexandre, 108.
Portalis (baron). H. P. Danloux, et son journal durant l'émigration, 134.
P. P. V. (prince). La barbe russe en 1812, 109.

Rain (P.). Un tsar idéologue, Alexandre Ier, 223.
Rambaud (J.). Fra Diavolo et le commandant Hugo, 215.
Ratti (Dr L.). Il ministro Prina, 143.
Rovinski (P.). Deux siècles de relations de la Russie avec le Montenegro, 100.

Samuel (A.). Piranesi, 123.
Saunier (Ch.). Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire, 124.
Schefer. Le style Empire sous Louis XV, 123.
Schneider (R.). Quatremère de Quincy, son intervention dans les arts, 123.
— L'esthétique classique chez Quatremère de Quincy, 123.
Semennikov (V.). Liste bibliographique des livres imprimés en province jusqu'en 1807, 102.
Snieguirev (M.). Les églises de Moscou après le départ des Français, 108.
Souhanine, Journal d'un combattant, 111.
Stankievitch (Al.). Six vieux morceaux de musique se rapportant à 1812, 103.

Vauthier (G.). Denon et le gouvernement des arts sous le Consulat, 124.
— Pierre Vignon et l'Église de la Madeleine, 126.
Villamov (G. J.). Journal publié par P. A. Villamov, 112.
Vincent (A.). Guide illustré dans les petits appartements de Napoléon au château de Fontainebleau, 128.
Vitry (P.). A propos du buste de Mme Récamier au musée de Lyon, 132.
Volhovski (K.). Matériaux pour l'histoire du prince Kutusov, 120.
Voronov (P.). Qui a dirigé les armées russes en juin 1812? 116.
Vuissotski. Les Français dans les archives du département des domaines à Moscou, 109.
V. V. Barclay de Tolly et la guerre nationale, 118.

Ward (H.). The architecture of the Renaissance in France from 1495 to 1830, 125.
Wilkins (W. H.). Un mariage de prince, Mme Fitzherbert et George IV d'Angleterre, 318.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES

Batcave (Louis). — La bataille d'Orthez (27 février 1814). 51
Clouzot (Henri). — Le papier peint à l'époque impériale. . 239
Driault (Édouard). — 1814-1815, 1914-1915. 145
— Les Études Napoléoniennes et l'Europe nouvelle. . . 233
Durieux (Joseph). — Les écharpes d'honneur sous le Consulat. 253
Guyot (Raymond). — Pitt et Napoléon, d'après J. Holland Rose. 41
Hazard (Paul). — Leopardi et Napoléon. 5
Malet (Albert). — A propos de la candidature Hohenzollern. 153
Vovard (André). — Un centenaire. Les Anglais à Bordeaux en 1814. . . . . .

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

Escoffier (Maurice). — Les instructions de Lord Castlereagh, plénipotentiaire britannique au Congrès de Châtillon (1813). . . 85
Mayor (J.). — Le cabinet de l'abdication à Fontainebleau. . . . 286
Peyre (Roger). — Événements artistiques de l'année 1814. . . . 180
Vauthier (Gabriel). — La Société Maternelle sous l'Empire. . . 70
— Médecins français demandés par l'empereur de Russie en 1809. 83
— Pensions aux écrivains de 1806 à 1810. 297

BULLETIN HISTORIQUE

Driault (Édouard). — Histoire extérieure du premier Empire. . 209
Hautecœur (Louis). — Études sur l'art du premier Empire. . . 122
Mansuy (Abel). — Revue des Revues russes. 100

NOTES ET NOUVELLES

Un faux portrait de Bonaparte (Léon Rosenthal). 138
Reliques napoléoniennes à l'Exposition de Lyon (*Comedia*). . . 139
Une exposition des papiers peints du Consulat et de l'Empire à la Malmaison. 140
A propos du retour de l'île d'Elbe. 140
Identification des personnages au tableau de Boilly, Réunion d'artistes dans l'atelier d'Isabey au Louvre (J. Mayor). 304
Notes de lectures. 141, 306

Le Gérant : R. Lisbonne.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.